

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14442 - 6 F

VENDREDI 5 JUILLET 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La France et le « péril japonais »

Tous les peuples, à un moment de leur histoire, ont éprouvé le besoin de rejeter sur un autre peuple la responsabilité de leurs malheurs et de leurs déboires. Cela fut vrai jadis de la France, cherchant un exutoire dans un anti-germanisme systématique, heureusement dominé aujourd'hui. Le Japon, demain, va-t-il remplacer notre voisin d'outre-Rhin dans l'inconscient collectif ?

La question a trouvé une nouvelle actualité depuis l'arrivée de M^{me} Edith Cresson à Matignon. Victime de son franc-parler et de son langage cru, le nouveau premier ministre a eu le tort de recourir à plusieurs reprises à des métaphores guerrières pour évoquer un vrai problème - celui du protectionnisme japonais - et une menace très exagérée - celle de l'hégémonie économique de l'archipel, qui pourrait se traduire en une hégémonie politique dès la fin de ce siècle.

Il y a toujours un grave risque à « diaboliser » l'autre, à confondre un peuple avec ses dirigeants, à encourager la recherche d'explications quasi génétiques. Un risque de xénophobie d'abord. D'impulsivité, ensuite. C'est une autre femme, M^{me} Gilberte Beaux, qui écrit dans le rapport consacré aux relations franco-japonaises qu'elle vient de remettre au Conseil économique et social : « Il ne serait pas judicieux de nous étonner de nos faiblesses et d'expliquer la réussite japonaise par une tандance, souvent soulignée, à copier ou à tricher ».

M^{me} Cresson a-t-elle pris conscience du danger ? Deux événements récents permettent de l'espérer. Le 19 juin, elle a reçu une délégation de parlementaires japonais, qui, après explications, ont bien voulu mettre au compte des « malentendus » la crise qui affecte les relations entre Paris et Tokyo. Et mercredi, c'était au tour de l'ambassadeur du Japon en France, M. Akifane Katuchi, de rencontrer M^{me} Cresson à Matignon.

Au cours d'une conversation qui a dû être aussi franche que courtoise, l'ambassadeur a transmis au premier ministre une invitation à se rendre au Japon. Mais aucune date n'a été fixée. M^{me} Cresson étant « très occupée ». Il serait dommage cependant que le premier ministre ne relève pas le défi et ne saisisse pas l'occasion d'expliquer et de préciser ses positions à un public pour une large part étranger à notre logique. Il serait également « illusoire et irréaliste » - pour reprendre une autre expression de M^{me} Beaux - de laisser croire que le problème japonais relève des seules relations franco-japonaises.

Le dossier est bien du ressort des Douze, et c'est à ce niveau que la France doit se faire entendre de ses partenaires si elle ne veut pas passer pour un « tigre de papier ». Nul ne doute que les négociations avec le Japon soient longues et épuisantes, mais on ne peut nier qu'un accord fondé sur le concept de « réciprocité globale » soit dans l'intérêt de tous. La fermeté en affaires n'a aucun besoin de se fonder sur la crainte d'un « péril japonais », qui est surtout le produit de nos faiblesses et de nos fantasmes.

M0147 - 0705 0 - 6.00 F



A la veille de la réunion des Douze à La Haye

L'armée yougoslave et les Slovènes annoncent un arrêt des hostilités

Les violences semblaient s'apaiser, jeudi 4 juillet, en Slovénie. La veille, le général Andrija Raseta, commandant en chef adjoint des forces fédérales, avait annoncé que les militaires avaient reçu « l'ordre formel » de cesser le feu, en précisant que ses soldats ne tiraient que s'ils étaient attaqués. Jeudi, cependant, le corps d'armée de Ljubljana a menacé la Slovénie d'une nouvelle

offensive si les forces slovènes continuent d'infliger de « mauvais traitements » aux militaires. Les autorités de Ljubljana avaient déjà, unilatéralement, proclamé l'arrêt des hostilités, qui auraient fait au moins 79 morts en une semaine. Les ministres des affaires étrangères de la CEE devaient se réunir, vendredi, à La Haye, pour examiner l'éventuel envoi d'une « mission d'observateurs » en Yougoslavie.

Revirement européen

par Daniel Vernet

Confrontée à sa première véritable crise « interne » de l'après-communisme, l'Europe donne en Yougoslavie le spectacle de la confusion. Après avoir soutenu, avec un enthousiasme nuancé selon les Etats membres, l'indépendance de la Fédération, elle commence sérieusement à envisager une reconnaissance de la Slovénie et de la Croatie, parce que la solution sur laquelle elle avait misé se révèle impraticable. Aussi les déclarations d'autosatisfaction sur la diplomatie commune enfin mise en pratique au moment du sommet de Luxembourg, parce que l'entrepreneur ministre italien des affaires étrangères, Gianni De Michelis, avait tout préparé pour un voyage médiatique à Belgrade,

ne sauraient masquer le fiasco des tentatives d'intervention des Douze.

La Communauté avait, il est vrai, un lourd handicap à rattrapper, mais tout s'est passé depuis une semaine comme si la diplomatie européenne agissait systématiquement à contretemps. Les ministres des affaires étrangères avaient commencé par montrer leur haut degré de méconnaissance de la situation dans les Balkans en vantant les mérites de la Fédération, en avertissant les Slovènes et les Croates que, indépendamment, jamais ils ne seraient admis dans le Marché commun, et en expliquant que, si aide européenne il devait y avoir, elle irait à la Yougoslavie unie - et à personnes d'autre.

Lire la suite page 3

Le contentieux franco-iranien toujours dans l'impasse

M. Mitterrand a accepté, mercredi 3 juillet, une invitation iranienne à se rendre, à l'automne, à Téhéran. L'invitation du président Ali Akbar Hashemi Rafsanjani a été transmise par le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati qui a quitté Paris jeudi en fin de matinée après avoir vainement tenté, au cours de deux jours de négociations, de régler définitivement avec ses partenaires français le contentieux financier entre les deux capitales.

Lire page 6 l'article de YVES HELLER et VÉRONIQUE MAURUS

Le « dernier rush » des juifs soviétiques ?

La nouvelle législation en URSS risque de réduire fortement l'émigration vers Israël, qui a culminé en juin

JÉRUSALEM

Correspondance

Après avoir vu déferler dix mille juifs soviétiques en quelques jours, le vaste terminal, aménagé spécialement à l'aéroport Ben-Gourion pour accueillir les nouveaux immigrants d'Union soviétique pourrait, à l'avenir, rester désert ou presque. S'agit-il d'un ralentissement, d'une simple pause de quelques semaines ou d'un arrêt presque total et définitif de l'immigration ? Quelle que soit la réponse

à cette question, la date du 1^{er} juillet 1991 marque vraisemblablement un tournant dans ce que les Israéliens appellent « le miracle de la sortie des juifs d'URSS », qui, en moins de deux ans, a déjà entraîné l'arrivée de trois cent mille immigrants.

Si l'on s'en tient aux apparences, la cause du changement est purement technique et administrative mais, pour Israël, les enjeux politiques de cet éventuel arrêt de l'émigration soviétique sont fondamentaux ; ils sont au cœur de l'un des grands débats

qui déchirent les Israéliens et qui divisent Jérusalem et Washington : l'Etat hébreu est-il en mesure d'intégrer des centaines de milliers d'immigrants, tout en continuant à occuper la Cisjordanie et la bande de Gaza et à y développer des implantations juives ?

Dans l'immédiat, cependant, le problème n'est pas politique. Le 1^{er} juillet, la nouvelle loi sur l'émigration est entrée en vigueur en URSS.

HENRI BAINVOL

Lire la suite page 5

La francisation à l'épreuve

Pour continuer d'intégrer, il faut préserver la France républicaine et universaliste

par Edgar Morin

La nation allemande s'est faite en unifiant des territoires germaniques. L'Italie s'est faite en rassemblant des populations qui, pour la plupart, se sentaient italiennes. La France s'est faite, à partir des rois capétiens, en francisant des populations non franciennes : le français était le dialecte d'oïl de l'Île-de-France et de l'Orléanais qui, en s'imposant et se surimposant sur les multiples dialectes d'oïl et d'oc, est devenu le français.

C'est dire que la France s'est constituée par francisation de peuples et d'éthnies extrêmement divers. Le multiséculaire processus de francisation ne s'est pas effectué seulement en douceur, mais il ne s'est pas effectué seulement par la force. Il y a eu brassages et intégration dans la grande nation, sans que se perdent toutefois des identités devenus provinciales.

L'identité française n'a pas impliqué la dissolution de l'identité provinciale, elle a effectué sa

subordination, et elle comporte en elle l'identité de la province intégrée, c'est-à-dire la double identité.

La Révolution française a apporté à la francisation quelque chose de plus que le fait accompli par l'histoire : c'est le peuple devenu souverain, qui s'accomplit volontairement lui-même en se proclamant « grande nation ». La fête de la Fédération du 14 juillet 1790 est le moment où les représentants de toutes les provinces déclarent solennellement et symboliquement leur volonté d'être français.

Lire la suite page 2

AFFAIRES

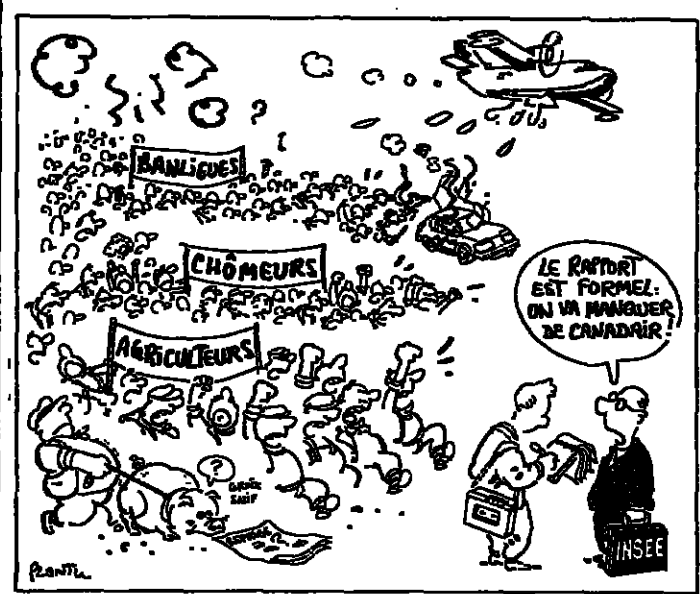
■ L'Hexagone déroute les investisseurs étrangers. ■ Les privatisations britanniques. ■ La mine néoalcalinoïdienne en pleine recomposition.

pages 15 à 17

Avec un chômage accru au second semestre

Les experts attendent une reprise modérée

Après un premier semestre médiocre, l'économie française devrait bénéficier d'une meilleure conjoncture mondiale dans la deuxième partie de 1991, estiment les experts de l'OCDE et ceux de l'INSEE. La reprise restera modérée et n'empêchera pas qu'en 1991 le nombre des chômeurs devrait augmenter de 260 000. Le ministre du travail, M^{me} Aubry, a lancé, jeudi 4 juillet, un appel aux entreprises pour qu'elles participent à la création d'emplois dans les banlieues.



Lire page 13 l'article d'ÉRIC LE BOUCHER

Reprise du dialogue en Algérie

■ Le premier ministre a reçu des dirigeants islamistes
■ Un entretien avec le ministre des droits de l'homme.

page 6

IBM sort

de son isolement

Le constructeur américain de l'informatique s'allie avec Apple et signe un accord de coopération avec Siemens.

page 13

Deux députés exclus du groupe centriste

Les deux élus UDC avaient favorisé le vote de la réforme hospitalière à l'Assemblée nationale.

page 7

Pierre Boulez quitte l'IRCAM

Le compositeur, qui entend se consacrer à la Cité de la musique de La Villette, sera remplacé par Laurent Bayle.

page 22

LIVRES • IDÉES

Le chant d'Elsa

Vingt ans après sa parution en Italie, Gallimard publie le recueil qu'Elsa Morante considérait comme son chef-d'œuvre.

■ La vérité du Grand Meaulnes. ■ Écrivains et photographes : le voyage en Égypte. ■ Histoire : Des camps en France ; Panorama romain ; Le drame du Ver-cors. ■ Le feuilleton de Michel Braudeau : « Pourquoi le ciel est bleu ». ■ D'autres mondes, par Nicole Zand : « Dan le boulanger, Millan l'amoureux ».

pages 23 à 30

« Sur le rif » et le sommaire complet se trouvent page 22



Cet été, Sagan s'amuse avec Les Faux-fuyants chez Julliard

« On est heureux de retrouver Sagan, vigilante, moqueuse, toujours aussi rapide à déceler, bec et ongles, le défaut de la cuirasse, fit-ce un conseil de chez Patou. »

FRANÇOIS NOURISSIER « LE POINT » de l'Académie Goncourt

DÉBATS

TRAIT LIBRE



Dessin paru dans Newsweek du 8 juillet

Education

Plaidoyer pour le bac

par J.-L. Branchereau

Depuis que les gouvernements socialistes ont mis sur l'objectif d'amener 80 % d'une génération d'élèves au niveau du baccalauréat, jamais l'examen national n'a été l'objet d'attaques aussi vives : lourdeur de la mise en place, désorganisation de l'année scolaire dans les lycées, coût de l'examen, dévalorisation du diplôme jugé désormais peu sélectif, sans compter les fuites, les erreurs d'annonces, tout est bon pour faire mouche.

Tout se passe en fait comme si la légitime ambition politique d'améliorer le niveau intellectuel de la nation conduisait inévitablement à la disparition de l'examen. Cela ressemble à un complot ourdi de toutes parts : administration qui n'en peut mais, parents d'élèves qui s'insurgent du raccourcissement du troisième trimestre déjà mis à mal par un calendrier scolaire peu rationnel, voire certains syndicats d'enseignants.

Je considère pour ma part qu'il faut sauver l'examen, le seul remède à l'enseignement secondaire, car si les résultats du bac ne sont pas toujours probants, les résultats d'un contrôle continu des connaissances, que beaucoup préconisent, le seraient beaucoup moins encore.

Il suffit d'être mêlé de près ou de loin à la vie scolaire pour se rendre compte que, d'un professeur à l'autre, d'une classe à l'autre du même établissement, et a fortiori d'un lycée à l'autre, les exigences sont très variables. Les délibérations des conseils de classe le montrent clairement. Certes les États d'âme des enseignants demeurent, lorsqu'on leur confie la correction des copies d'examen, mais avec leurs copies ils reçoivent les directives d'une commission d'harmonisation auxquelles, sauf malheur, chacun se plie : un professeur, même sévère, observera le barème soumis à tous les correcteurs, même s'il le juge trop indulgent.

Mis à part les liens particuliers qui se nouent entre un professeur et ses élèves pendant une année scolaire et qui peuvent fausser le jugement, il est utopique d'imaginer que l'on pourrait fixer sur un

an, pour tous les professeurs de tous les lycées de France et de Navarre, les règles du jeu pour le contrôle des connaissances : le prof est dans sa classe un homme libre et entend le rester. Les disparités de niveau et donc les injustices seraient dès lors incontrôlables, et le bac ne signifierait plus rien. L'objectivité de l'examen anonyme donne au moins une garantie démocratique de justice à tous les candidats.

Par ailleurs, si l'expression « contrôle continu des connaissances » semble insister sur l'effort constant requis des élèves, il n'en est rien. Savoir qu'il va être interrogé sur ce qui a été fait au cours d'un mois de scolarité, par exemple, autorise en fait l'élève à oublier dès le mois suivant les connaissances acquises. C'est ce qui se passe en seconde, en première, et bien des professeurs se plaignent de ces acquisitions de connaissances au coup par coup, qui ne permettent pas véritablement d'engranger le savoir. Seule l'année du bac exige aujourd'hui la synthèse des connaissances. D'où la justification de l'examen comme tremplin pour l'université.

Dernière remarque : tout le monde se lamente de la lourdeur de l'examen, mais, paradoxalement, tout est fait pour l'accroître. Prenons l'exemple des langues vivantes : est-il raisonnable que les sujets occupent en moyenne dix pages alors qu'une seule, il n'y a pas si longtemps, suffisait largement à permettre l'évaluation de candidats sur des épreuves plus probantes que celles d'aujourd'hui ? Gaspiillage de papier, de temps, d'argent : tout concourt, encore une fois, à donner des arguments à ceux qui veulent voir disparaître le baccalauréat.

De grâce, ne sabordons pas un examen qui, si imparfait soit-il, donne à l'enseignement secondaire ses lettres de noblesse.

» J.-L. Branchereau est professeur agrégé d'italien au lycée Masséna de Nice.

La francisation à l'épreuve

Suite de la première page

Dès lors la France incorpore, en sa nature même, un esprit et une volonté. La France, sans cesse de demeurer un être ternaire, devient un être spirituel, et celui-ci d'autant plus qu'il s'agit du message de la Déclaration des droits de l'homme. L'idée de France est une idée qui comporte désormais, dans sa singularité même, l'idée d'universalité. D'où cet amour que l'idée de France a inspiré à tant de proscrits, humilités et persécutés.

La polémique franco-allemande sur l'Alsace-Lorraine, au cours du dix-neuvième siècle, affirmait la conception spirituelle de l'identité française. Alors que l'Allemagne considère comme sienne cette terre germanique de langue et de culture, la France la reconnaît sienne par sa volonté et son esprit d'adhésion. C'est bien l'idée volontariste et spirituelle de la France que la III^e République fait sienne, et qu'elle fait triompher sur les idées de race, de sang, de sol qui lui oppose le parti antirépublicain.

Le vingtième siècle naissant va voir la francisation se poursuivre, mais de façon toute nouvelle, non plus à partir de territoires annexés ou aliénés, mais à partir d'immigrants venus des pays voisins. La France est alors le seul pays d'Europe démographiquement déclinant, où de plus les terres les moins fertiles sont abandonnées. Cette situation attire les premières vagues d'italiens et d'espagnols. La III^e République instaure alors les lois de naturalisation qui permettent aux enfants d'étrangers nés en France de devenir automatiquement français et facilitent la naturalisation des parents. L'instauration à la même époque de l'école primaire laïque, gratuite et obligatoire permet d'accompagner l'intégration juridique par l'intégration de l'esprit et de l'âme.

La crise de la ville

L'en témoignage : fils d'immigré, c'est à l'école et à travers l'histoire de France que s'est effectué en moi un processus d'identification mentale. Je me suis identifié à la personne France, j'ai souffert de ses souffrances historiques, j'ai fui de ses victoires, j'ai adoré ses héros, j'ai assimilé cette substance qui me permettait d'être en elle, et elle, parce qu'elle était intégrée à moi, ne me semblait pas être un être étranger, mais ce qui est universel. Dans ce sens, le « nos ancêtres les Gaulois » que l'on a fait annexer aux petits Français ne doit pas être vu seulement dans sa stupidité. Ces Gaulois mythiques sont des hommes libres qui résistent à l'invasion romaine, mais qui acceptent la christianisation dans un Empire devenu universel après l'édit de Caracalla. Dans la francisation, les enfants reçoivent de bons ancêtres, qui leur parlent de liberté et d'intégration, c'est-à-dire de leur devenir de citoyens français.

Il y a eu certes des difficultés et de très grandes souffrances et humiliations subies par les immigrés, vivant à la fois accueilli, acceptation, amitié et refus, rejet, mépris, insultes. Les réactions populaires xénophobes, la persécution d'un très virulent antisémitisme, n'ont pu toutefois empêcher le processus de francisation, et, en deux ou au plus trois générations, les Italiens, Espagnols, Polonais, juifs laïcisés de l'Est et de l'Orient méditerranéen, se sont trouvés intégrés dans le tissu de la nation, du mariage mixte. Ainsi, en dépit de puissants obstacles, la machine à franciser laïque et républicaine a admirablement fonctionné pendant un demi-siècle.

Est-elle rouillée aujourd'hui ? Rencontre-t-elle des problèmes nouveaux qu'elle ne peut résoudre ? Ces questions se posent avec de plus en plus d'insistance.

Il y a eu, avons-nous vu, une mutation dans la francisation quand celle-ci, au début du siècle, s'est effectuée non plus en provincialisant des territoires, mais en nationalisant des immigrés. Aujourd'hui, de nouvelles conditions semblent devoir appeler une seconde mutation.

Tout d'abord, il y a l'exotisme de religion ou de peau chez de nombreux immigrés, venus des Balkans, du Maghreb, d'Afrique noire, d'Asie (Pakistan, Philippines, Chine). Il faut toutefois remarquer que la religion cesse d'être un obstacle dès qu'il y a acceptation de la laïcité de la vie publique française, condition sine qua non de l'intégration, et cela a été le fait des juifs et des musulmans des précédentes générations, qui, comme les catholiques, ont pu garder à titre privé leur foi religieuse sans contrevenir aux lois de la cité.

Il faut remarquer aussi que les

Noirs des territoires d'outre-mer sont déjà entrés dans la nationalité française, de même que des Vietnamiens et des Chinois. Mais l'application du flux doit nous amener à concevoir qu'un caractère multiculturel et multiracial élargi devient un constituant nouveau de l'identité française, qui, comme déjà celle des pays d'Amérique du Nord et du Sud, va comporter en elle la possibilité d'intégrer dans son principe tous les constituants ethniques de la diversité planétaire.

En deuxième lieu, nous sommes entrés dans une période de crise d'identité aux multiples visages. La double identité, provinciale et nationale, cesse d'être vécue de façon paisible dès lors que le courant d'homogénéisation civilisationnelle menace la première identité. D'où des réactions provincialistes de défense linguistique, culturelle et économique, voire même les virtualités devenant nationalistes pour sauvegarder l'identité menacée.

Un tel problème se pose également chez des immigrés qui veulent à la fois bénéficier de la modernité occidentale sans y dissoudre leur identité. Il ressort que l'identité française doit demeurer une double identité, et respecter désormais de façon attentive, y compris pour les Français eux-mêmes, les diversités ethniques-culturelles, ce qui entraîne un dépassement du « jacobinisme ».

En troisième lieu, le problème de la francisation se pose aujourd'hui dans le contexte d'une crise de la civilisation urbaine moderne. Le développement de l'agglomération et de la suburbanisation au détriment de la cité, la perte des solidarités et des convivialités, l'atomisation des individus, la chronométrisation de la vie, tout cela, qui frappe l'ensemble de la population française, favorise, chez les récents immigrés, le repli ghettoïque, la sauvegarde des solidarités d'origine, voire des liens tribaux, et cela favorise, chez les adolescents des banlieues, qui, français d'origine ou non, constituent le maillon le plus faible de notre société, la formation de bandes souvent ethniquement fondées sur elles-mêmes, ce qui crée autant de freins supplémentaires à l'intégration. De toute façon, la crise de la vie urbaine favorise les agressivités et les rejets qui, comme toujours, se fixent sur des bords émissaires marginaux et allopathes ; ainsi se fortifie la boucle causale où les hostilités s'entre-raidissent les unes les autres.

En quatrième lieu, les tensions extrêmes qui, depuis la guerre d'Algérie jusqu'à la guerre du Golfe, renissent périodiquement entre le monde arabo-islamique et le monde arabo-occidental, ne sont pas d'être apaisées tant que la crise du Moyen-Orient, avec notamment le problème israélien, pèse de façon dramatique sur notre avenir. Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas eu de conflit ouvert entre « communautés » en France durant la guerre du Golfe que tout est paisible à l'intérieur des esprits ; la tension muette, mais croissante ou haineuse de part et d'autre, constitue une barrière invisible et forte à l'approfondissement de l'intégration des populations d'origine arabo-islamique.

Enfin, les prévisions démographiques alarmistes pour le tiers-monde, les prévisions économiques catastrophiques, non plus seule-

ment pour ce tiers-monde, mais aussi pour l'Europe orientale, ont ramené les fantasmes des grandes invasions. La crainte de la ruée des immigrants pauvres du Sud et de l'Est dans une société vouée au chômage et menacée de crise crée un climat nocif apte à favoriser les rejets aveugles. De toute façon, si les économies occidentales demeurent prospères, il faut s'attendre à un accroissement des poussées migratoires anciennes et à l'apparition de poussées migratoires nouvelles. Ce qui pose le problème : le processus de francisation peut-il s'amplifier au moment même où tant de conditions psychologiques, sociales et économiques sont défavorables ?

La force d'une culture

Tout d'abord, retirons tout critère quantitatif abstrait qui déterminerait quel taux d'immigrants une culture peut intégrer. Une culture forte peut assimiler un très grand nombre d'immigrés. Ainsi, depuis le début de ce siècle, une Catalogne de deux millions d'habitants a pu catalaniser six millions de non-Catalans. La force de la culture catalane était d'être une culture urbaine, dont la langue était parlée par la bourgeoisie et l'intelligentsia, et non une culture folklorique résiduelle des campagnes.

La culture française est très forte. C'est une culture de villes, et qui comporte un système éducatif généralisé et puissant. C'est une culture publique et civique de caractère laïque, et c'est cette laïcité qui seule est capable d'intégrer politiquement et intellectuellement les diversités ethniques. « C'est la culture laïque qui constitue à la fois un des caractères les plus originaux de la France et le condition sine qua non de l'intégration de l'étranger ».

Mais nous devons cesser de lier indissolublement jacobinisme et laïcité. Il faut, au contraire, lier l'abandon du jacobinisme à la régénération du laïcisme. Dès lors, notre culture peut ouvrir davantage son universalité potentielle et accepter l'idée d'une France multiculturelle et multiraciale, qui, en s'ouvrant aux diverses couleurs de peau, demeurera aux couleurs de la France.

Fondés par une minorité anglo-saxonne puritaine, les États-Unis, qui voient défiler sur eux les plus grands flux migratoires planétaires et qui voient en leur sein la promotion progressive du peuple noir, n'ont nullement perdu leur métabolisme national, qui est fondé sur les principes de leur Constitution, sur le rêve américain de réussite, et sur l'unification des mœurs, goûts, goûts, façon de parler qu'ont répandus le cinéma et la télévision.

L'Amérique dispose d'une culture forte, qui lui est spécifique, et qui lui permet, en dépit d'énormes désordres, violences et iniquités, de métaboliser des immigrants de toutes origines et de fabriquer des Américains. La France est différente, mais son statut se trouve entre celui des autres pays européens, qui longtemps pays d'immigrants, ne savent pas intégrer leurs immigrants, et celui des États-Unis, pays d'immigration par nature. La France s'est faite et s'est développée dans et par la francisation permanente, commandée par Hugues Capet et poursuivie par une histoire millénaire.

Le problème n'est donc pas, dans son principe, celui de la quantité d'immigrants. Le problème est celui du maintien de la force de la culture et de la civilisation française. Il est inséparable du problème à la fois fondamental et

multidimensionnel que pose le devenir de la société française.

Nous avons dit que la culture urbaine et l'éducation sont des facteurs fondamentaux de la francisation des immigrés. Mais la ville est en crise, l'éducation se sclérose. Le délabrement de civilisation est à la fois le problème de fond de notre civilisation et le problème de fond de la francisation.

Une culture forte peut intégrer, mais dans des conditions de développement, non de crise économique et morale. Tout est lié aujourd'hui : politique, économie, civilisation. On commence à voir le lien entre ville, banlieues, logement, atomisation, jeunes, drogues, immigrés et chômeurs, bien que chacun de ces problèmes comporte sa spécificité.

Avicenne, à la suite d'Hippocrate, disait qu'il faut traiter les causes d'une maladie et non ses symptômes. Mais il disait aussi que, quand le malade est au plus mal, il faut traiter d'urgence les symptômes. Aussi il est, aujourd'hui, nécessaire de réduire les symptômes (logements, crédits, loyers, sports...), mais il ne faut pas pour autant oublier les problèmes de fond, qui nécessitent l'élaboration d'une politique de fond.

Une politique de fond viserait à régénérer les cités (c'est-à-dire des agglomérations), à régénérer l'éducation ; elle viserait à réanimer les solidarités et à susciter ou ressusciter des convivialités. Ces quelques orientations ne forment pas de solutions, elles indiquent une direction.

Province planétaire

Il ne faut pas exclure l'hypothèse que nous soyons submergés par des crises en chaîne, et qu'après des régressions économiques, sociales, politiques entraîneraient l'arrêt de la francisation. Une progression économique, sociale ou politique comporterait au contraire d'elle-même la poursuite de la francisation.

Enfin, il est nécessaire de situer le problème de l'immigration dans son contexte européen. Tous les pays d'Europe sont aujourd'hui en crise démographique, tous les pays occidentaux et nordiques comptent des populations immigrées. Le modèle français de naturalisation et d'intégration scolaire pourrait devenir un modèle européen, qui permettrait à l'Europe de rajeunir démographiquement et d'assumer sa nouvelle et future condition de province planétaire.

De plus, il est possible d'envisager une citoyenneté européenne, qui permettrait aux immigrants de provincialiser leur pays d'origine extra-européen, tout en accédant à une nouvelle double identité. Mais, même au sein de cette conception européenne, l'originalité française demeurerait, puisque, répons-les, l'histoire de France se confond avec l'histoire de la francisation.

Ici encore, la prospective d'un avenir nécessite le retour aux sources. D'où notre conviction : continuer la France millénaire, la France révolutionnaire, la France républicaine, la France universaliste, c'est aussi continuer la francisation. C'est continuer l'originalité française dans l'intégration européenne. Mais une telle continuation comporterait métamorphoses. Elle nécessiterait une profonde régénération de civilisation. La route sera longue, difficile, aléatoire, et il y aura encore du sang et des larmes.

EDGAR MORIN

Le Monde DE L'ÉDUCATION

Juillet/Août 1991

Sondage exclusif

Faut-il enseigner Dieu à l'école ?

Les Français sont-ils pour ou contre l'enseignement de l'histoire des religions dans les établissements publics ? Les uns y voient une occasion de développer la tolérance. D'autres redoutent des tensions dans l'école. À travers une grande enquête et un sondage exclusif, Le Monde de l'éducation explique et analyse les positions de l'opinion publique et des enseignants.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

COURRIER

Les banlieues, singulier pluriel

Les banlieues... (problèmes des b., violence dans les b., les b. et la sécurité...). Chic et sociologique, lancé il y a peu par « les » médias, ce néo-pluriel interpelle qui est sensible au non-dit des mots.

« Définitions : La banlieue, jadis ban (sorte de district), couronne d'une lieue autour de l'agglomération ; aujourd'hui : (bonne) fille de la ville, nourricière et résidentielle, avec ses trains pour Cythère, ses petits jouteurs et ses hauts lieux-dits de Bécon-les-Bruyères à Joinville-le-Pont-pont-pont.

LES banlieues : lieux de ban(nis) (dits ?), de ghettos pas gais, trous noirs et non-lieux (78, 91 et autres 95), avec ses petites autoroutes qui sentent la gasoline, ses hypérs pépés et ses morts du samedi soir.

Naïances : l'amour (tout court), les amours (ancillaires), le territoire (national), les territoires (d'outre-mer). La banlieue (parisienne), les banlieues (à problèmes).

Ce pluriel poussé comme champion d'automne, distancé, réifié, mais aussi protégé. Les banlieues,

sujet de conversation, de télévision et de délégation, de thèse et d'antithèse, mais pas, mais plus, chair chérie de notre ville.

Territoires désormais éclatés et lointains, les banlieues sur nos écrans et dans nos fêtes, événements-spectacles. Le Sud comme si vous y étiez : émeutes, catastrophes, chômage, malnutrition...

Série noire : 78, 91, 95, 97-1, 97-2, 97-3, 97-4, etc. 97-4, Saint-Denis de la Réunion, 78, Sartrouville, même combat ! La guerre du 93 n'aura pas lieu. Tremblement de terre dans le 94. Intervention de Médecins sans frontières.

Non, ce pluriel n'est pas véniel ! Abandon de banlieue ?

Mais nous sommes tous des banlieusiens, enfin aux trois-quarts, dont le quart-monde.

Les banlieues ont envahi Paris : RER et métro, Belleville et Italie. Paris n'est plus dans Paris : Neuilly et la Défense, Roissy et Orly. Peut-être demain... DES villes ?

CLAUDE KARR

Saint-Maur-des-Fossés

Val-de-Marne

Le Monde

Édité par le SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lescaume, gérant

directeur de la publication

Bruno Frappet

directeur de la rédaction

Jacques Gulu

directeur de la gestion

Manuel Lucbert

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amahric

Jean-Marie Colombari

Robert Solé

(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Forness

Philippe Harmanet

Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Benne-Mary (1944-1989)

Jacques Favre (1989-1992)

André Laurens (1992-1995)

André Fontaine (1988-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-55-25-26

Téléfax : 40-55-25-29

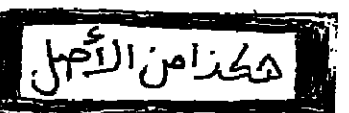
ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BENNE-MARY

94052 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-55-25-26

Téléfax : 40-55-30-10



ÉTRANGER

•• Le Monde •• Vendredi 5 juillet 1991 3

YUGOSLAVIE : l'accalmie après une semaine de violence

Après plusieurs jours de confusion et d'incertitudes quant à ses intentions, l'armée yougoslave a reconnu, mercredi soir 3 juillet, l'autorité du nouveau président de la direction collégiale de la Fédération, M. Stipe Mesic, et annoncé un cessez-le-feu. Le chef d'état-major de l'armée a démenti les informations selon lesquelles les autorités militaires auraient dépassé les instructions données par le pouvoir politique fédéral. « Il n'y a pas eu de coup d'Etat en Yougoslavie », a-t-il dit. A Belgrade, le secrétariat à l'information a démenti des rumeurs faisant état du placement en résidence surveillée du premier ministre fédéral, M. Ante Markovic.

Mercredi en fin de matinée, le gouvernement slovène avait déjà annoncé unilatéralement l'arrêt des hostilités. Le commandant en chef adjoint de l'armée pour la Slovénie et la Croatie, le général Andrija Raseta, a expliqué à Zagreb

que « l'armée n'a aucune raison de ne pas reconnaître » l'autorité du président Stipe Mesic. Il a ajouté que toutes les unités engagées en Slovénie n'étaient dorénavant autorisées à ouvrir le feu que « si elles étaient attaquées ». En différents points de cette République, l'armée fédérale et les forces de la défense territoriale slovènes avaient commencé, dans la soirée, à se replier mais les dirigeants de Ljubljana n'excluaient pas une nouvelle attaque « brutale ». M. Jelko Kacin, ministre slovène de l'information, a précisé que des discussions se poursuivaient avec les responsables militaires fédéraux sur les conditions du retour des soldats dans les casernes. Le gouvernement fédéral a exprimé l'espoir, mercredi à Belgrade, d'un apaisement et d'une solution pacifique en Slovénie. M. Ante Markovic est en contact permanent avec l'armée et les responsables slovènes pour tenter de

« maîtriser la situation ». A Zagreb, selon le porte-parole de la présidence croate, M. Mario Nobilo, la colonne de quelque cent cinquante chars et blindés qui avait quitté Belgrade, mercredi matin à l'aube, et qui se dirigeait vers la Croatie et la Slovénie s'est arrêtée peu avant la « frontière » croate. A ses yeux, cet arrêt signifie qu'un coup d'Etat militaire avait été « évité de justesse ». Certaines unités ont toutefois pénétré de 30 kilomètres à l'intérieur de la Croatie, dans la région d'Osijek, en Slavonie - l'une des deux enclaves où se trouve concentrée la minorité serbe de cette République.

M. Nobilo a indiqué que des contacts intensifs ont été établis ces derniers jours par les autorités croates avec les ministres des affaires étrangères néerlandaise, britannique et allemand, ainsi qu'avec Washington. Il est clair, selon lui, que l'Occident « en cas d'attaque de la Croatie,

reconnaitra immédiatement l'indépendance proclamée le 25 juin ». Dans la soirée, sur la place principale de Zagreb, une trentaine de milliers de soldats croates, slovènes et serbes ont réclame « le retour de leurs enfants » devant une foule d'environ mille cinq cents personnes. Elles ont accusé « les généraux » de « saquer leurs fils ».

Enfin, les ministres des affaires étrangères des douze pays de la Communauté européenne devaient, à l'initiative des Pays-Bas, se réunir d'urgence, vendredi 5 juillet à La Haye, pour examiner la situation en Yougoslavie et évoquer l'envoi éventuel d'observateurs dans le pays. Cette question a également été discutée, mercredi et jeudi à Prague, dans le cadre du comité de crise des trente-cinq pays membres de la CSCE, qui ont lancé un nouvel appel au cessez-le-feu en Slovénie.

Une journée d'attente et de crainte à Ljubljana

LJUBLJANA

de notre envoyée spéciale

La situation semblait se stabiliser en Slovénie, jeudi 4 juillet. Malgré les menaces de l'armée fédérale, la colonne de chars qui s'acheminait vers la Croatie s'est arrêtée. Les forces slovènes ont repris le contrôle de tous les postes frontaliers. Le cessez-le-feu semble donc respecté par les deux parties et les fédéraux rejoignent leurs casernes. Selon un bilan toujours provisoire, les affrontements ont fait au moins soixante-dix-neuf morts en Slovénie. La Croix-Rouge parle de dix-huit victimes pour la seule journée de mardi.

Les cent quatre-vingts blindés, un bataillon entier, avaient donné à penser aux slovènes que les fédéraux se préparaient à une nouvelle offensive pour « mater » définitivement leur petite République. De plus, la radio annonçait que des chars stationnés dans les casernes de Croatie venaient d'entrer en Slovénie. On se préparait donc au pire.

A Ljubljana, la journée de mercredi fut donc celle de l'attente et de la crainte. Le moment était grave mais, paradoxalement, la tension semblait moins forte que lors des premiers jours du conflit. Il y a une semaine, lorsque l'armée fédérale était intervenue, personne ne pouvait encore imaginer que les forces slovènes opposeraient une telle résistance. La cohésion et la persévérance dont avait fait preuve la jeune République avaient redonné le moral aux habitants. La Slovénie se sentait forte, elle était prête à tout.

« Nous vaincrons l'armée fédérale »

Sur le parvis, devant le Parlement, l'homme qui brandissait une pancarte où était inscrit : « Je suis prêt à donner ma vie mais pas ma liberté » était félicité et encouragé comme un véritable héros par les passants. En deux jours, une seule personne l'a insulté. Dans les magasins, c'était le calme. Il est vrai que la population avait fait des réserves la semaine précédente, mais « pour deux, trois jours

seulement », disaient-ils. Une femme plus prévoyante confiait qu'elle avait des provisions pour trois mois. Mais cela faisait plusieurs années qu'elle prenait ce genre de précaution. Inquiétude constante quant au devenir du pays ou prévention contre les pénuries ? Qui sait. Mais, calme et déterminée, elle affirmait fièrement : « Nous avons vaincu les fascistes, nous vaincrons aussi l'armée fédérale ».

Mercredi, les rues de la capitale slovène, étaient presque animées. Les habitants qui commencent à s'accommoder de la situation et des barrages prenant leur vélo pour circuler. Les monuments étaient désormais protégés par des échafaudages de planches. La municipalité avait pris ces mesures après les deux nouvelles alertes aériennes de mardi après-midi. Le

drapeau de la Croix-Rouge flottait sur plusieurs édifices et sur les pharmacies. Ljubljana s'était organisée. Dans toutes les maisons une pancarte indiquait la direction des abris en cas de bombardements. D'autres permettaient de différencier les signaux sonores des alertes en cas de bombardement, en cas d'incendie, etc. La radio continuait d'ailleurs à donner des renseignements pratiques.

L'attitude de la minorité albanaise

Le tunnel du centre de Ljubljana, qui dessert deux parties de la ville, était fermé à la circulation pour servir d'abri le cas échéant. Plus de cinq mille personnes peuvent s'y réfugier. Juste à côté, quelques marches mènent à un autre abri qui, lui aussi, peut

accueillir plus de cinq mille personnes. C'est l'abri antiaérienne de Ljubljana. Bien équipé avec ses six cents lits, l'électricité, le téléphone et l'eau, sa porte métallique était toujours fermée par un cadenas dont la clé se trouve à la mairie, à plus de deux cents mètres de là. Les autorités locales ne semblaient pas non plus avoir été gagnées par la panique.

M. Alexandre Zerdin, l'un des éditeurs de *« Mladina »*, la revue critique de la jeunesse slovène, expliquait cette impression de calme : « Maintenant, nous savons que nous ne sommes plus tout seuls. Les observateurs étrangers sont là, la communauté internationale interviendra comme médiatrice... ». Le directeur adjoint de la radio de Ljubljana, M. Igor Savic, confiait pour sa part qu'il avait peur. Il affirmait que tout le monde devait être inquiet. « Je crains la haine qui résulterait d'une nouvelle agression de l'armée fédérale », laisse-t-il entendre. « C'est regrettable, dit-il, car nous n'avons aucun contentieux historique avec eux, nous n'avons rien à voir avec le conflit entre Serbes et Croates ». M. Savic, qui est slovène mais dont le père est serbe, explique : « Mon père se sent serbe mais, sur le plan politique, il se sent slovène, il soutient l'indépendance de la Slovénie ».

La minorité albanaise de Ljubljana, elle aussi, soutient l'indépendance. Reconnaissons envers les autorités slovènes qui ont accueilli les réfugiés après la répression au Kosovo, la communauté albanaise a proposé ces jours-ci au gouvernement de former des unités au sein de l'armée slovène.

Mais pour beaucoup, l'attente d'une nouvelle offensive de l'armée yougoslave n'a fait qu'accroître la « serbophobie ». L'un des habitants de Ljubljana vitupérait : « Ils [les Serbes] veulent nous imposer l'état rouge à tout prix, ils ne respectent rien lorsqu'ils veulent arriver à leurs fins, j'espère que les Autrichiens et les autres les en empêcheront ».

FLORENCE HARTMANN

Nato, le cheminot volontaire dans la défense civile croate

ZAGREB

de notre envoyée spéciale

Parce qu'il est « un peu âgé », il ne sera pas en première ligne. Mais il pourra « s'occuper des abris, des blessés ». Nato Konjevic est volontaire dans la défense civile croate. Ses cinquante-quatre ans n'ont pas fait obstacle : « Ils ont accepté un ami de soixante ans... ».

Sa femme, Marija, est prête depuis qu'elle a entendu parler, à la télévision, d'un éventuel bombardement de Zagreb. Son sac de « survie » est posé sur le canapé, sous le portrait de la Vierge, qui était « déjà là quand c'était interdit, du temps du communisme ». Les Konjevic, Croates originaires de Bosnie-Herzégovine, n'arrivent pas encore à y croire : « Qu'au vingtième siècle, on puisse se battre contre des frères... », soupire Nato. Le père pourrait être dévot, mais « il faudrait que le général [Adzio] entende les pleurs des mères ».

En se levant, ils ont appris que des colonnes de chars de l'armée yougoslave avaient quitté Belgrade dans la nuit en direction de la Croatie. Ce soir, mercredi 3 juillet, les chars sont immobilisés à la frontière de la République. Mais tout peu arriver. Depuis l'intervention de l'armée fédérale en Slovénie, ils ont « perdu confiance dans l'Etat » et s'apprêtent à courir vers l'abri au pied de l'immeuble, à la périphérie d'un quartier populaire de la banlieue, en face de la caserne Maréchal-Tho.

« Quand on a construit cet abri, on ne pensait pas que l'ennemi serait notre armée », s'ennuie-t-il de l'autre côté de la rue, sous leurs fenêtres. La veille, ils étaient aux premières loges lorsque la population a affronté une unité fédérale afin de l'empêcher de sortir de la caserne (le Monde du 4 juillet). Si Nato avait disposé d'un fusil, qu'il espère obtenir en tant que

volontaire, il serait resté au milieu de la foule. Les mains vides, il a préféré ne pas s'exposer.

« Pendant mon service militaire, j'ai pensé que s'il y avait une agression, elle viendrait de l'extérieur, raconte Nato. Maintenant, on s'attaque entre nous ». Chaque mercredi, les Konjevic prennent le café avec les voisins. On s'invite à tour de rôle. Aujourd'hui, c'était le tour d'amis serbes (11 % des 4,6 millions d'habitants de la Croatie sont serbes). « On a tous peur », raconte Marija en montrant les photos des enfants de ses voisins serbes qu'elle aime comme les siens.

« C'est la faute au communisme »

Ceux que Nato s'apprête à combattre, c'est l'armée fédérale, pas les Serbes. Pendant la seconde guerre mondiale, son père a caché deux enfants serbes. « Aujourd'hui, ce sont de vrais amis. On n'a rien contre les vrais Serbes », dit-il, avant de définir les « faux » : « Ce sont les généraux, l'armée, qui est à 70 % serbe ; même chose dans la police, la douane... Pendant le communisme, les Serbes, c'était un Etat dans l'Etat. Le communisme est fini, mais ils sont restés au pouvoir et ils vivent sur notre dos ».

Depuis le mois d'octobre, la famille vit avec 3000 dinars par mois (environ 750 francs), moins du tiers du salaire mensuel de Nato, qui, pourtant, n'a pas cessé de travailler. Les chemins de fer - son employeur - n'ont tout simplement plus les moyens de le payer ! « C'est la faute du communisme, il est toujours là, dit-il, nous sommes encore très loin de la vraie démocratie. Le gouvernement fédéral, c'est l'injustice ». Une injustice qui vaut la guerre ? « Si c'est le prix qu'il faut payer, on le paiera ».

MARIE-PIERRE SUBTIL

Les Serbes divisés

Plusieurs centaines de Serbes ont acclamé, mercredi 3 juillet, les jeunes recrues de l'armée yougoslave qui quittaient Belgrade pour se rendre en Slovénie et en Croatie. Mais le même jour, des centaines de parents en colère avaient envahi le Parlement serbe pour demander le rapatriement de leurs fils engagés sous les drapeaux en Slovénie.

Prendre les armes

Ces deux réactions, face à l'intervention des troupes fédérales en Slovénie, illustrent les divisions qui se manifestent en Serbie - la plus grande des Républiques yougoslaves et la plus farouchement opposée au démantèlement de la fédération. « Ils auraient dû attendre depuis longtemps pour envoyer au diable tous ces Slovènes », dit un Serbe âgé d'une trentaine d'années, en applaudissant au passage des soldats.

D'autres critiquent au contraire la décision d'envoyer des renforts de troupes en Slovénie. « C'est terrible », dit une femme en pleurs, « ils ont mobilisé mon fils ce matin.

Pourquoi ? ». Les dirigeants serbes souhaitent le maintien d'un pouvoir central fort en Yougoslavie. Mais la population reste divisée sur les moyens à mettre en œuvre pour atteindre ce but. « La Serbie a tout fait, et sans doute trop fait, pour préserver la Yougoslavie, mais cela ne servait à rien », a déclaré M. Borivoje Petrovic, vice-président du Parlement serbe. Après les déclarations d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie la semaine dernière, certains Serbes, voyant leur rêve d'une Yougoslavie unifiée s'évanouir, estiment maintenant que la Slovénie doit être autorisée à faire sécession si elle le désire. Les mouvements nationalistes pensent, en revanche, que la Serbie doit carrément prendre les armes et lutter pour une « grande Serbie ».

Le président serbe, M. Slobodan Milosevic, s'est contenté de déclarer que si la Fédération éclatait, il exigerait un redoublement des frontières internes de la Yougoslavie afin d'incorporer à la Serbie les quelque 2,5 millions de Serbes qui vivent actuellement en Croatie et en Bosnie. - (Reuters)

allemand des affaires étrangères ne put même pas se rendre à Ljubljana comme il en avait l'intention, mais dut recevoir le président slovène Kucan à Villach, en Autriche, parce que les affrontements armés ne permettaient pas d'assurer sa sécurité.

Dans un changement à 180 degrés, les Douze, Allemagne en tête, laissent entendre maintenant qu'ils pourraient reconnaître la Slovénie et la Croatie - qui se sont tout de même données des gouvernements démocratiques - si Belgrade n'arrête pas les hostilités contre elles. Les Américains disent la même chose après avoir affirmé le contraire il y a moins d'une semaine.

Un modèle réduit de l'URSS

M. De Michelis a sans doute livré la clé du revirement européen en déclarant : « Si l'on devait sortir des engagements pris (entre les parties yougoslaves et la « troïka » européenne) le camp que choisiraient alors l'Italie et l'Europe est évident. » Cette volte-face européenne, et plus généralement occidentale, est le fruit d'une incompréhension et d'une incapacité à concevoir de nouveaux rapports entre les Etats, les nations et les groupements en gestation sur le Vieux Continent.

Ah ! comme la stabilité était belle sous le communisme ! L'ordre était injuste, mais au moins

il régnait. Les opprimés d'hier ne se contentent plus de psalmodier les principes du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ils les prennent au sérieux et veulent les appliquer à eux-mêmes. C'est à cette impudence que les Occidentaux n'étaient pas préparés. Leurs tentatives de faire entendre raison aux descendants déconcentrés des régimes d'effrayés afin qu'ils lâchent un peu de lest et aux nouveaux dirigeants des Républiques indépendantes afin qu'ils modèrent leurs revendications ayant échoué, ils se trouvent obligés de redéfinir totalement leur stratégie.

Ils avaient peur de l'éclatement de la Yougoslavie, parce celle-ci était un modèle réduit de ce qui pouvait se passer en Union soviétique, avec des conséquences autrement plus vastes et dramatiques. Ils n'avaient pas tort. Mais la crise yougoslave est aussi exemplaire des erreurs qu'il ne faut pas commettre : croire notamment qu'un simple aménagement du statu quo ante peut garantir la stabilité.

L'Europe est entrée, depuis la chute du mur de Berlin, dans une période de turbulences qu'il faut essayer de comprendre plutôt que de nier, pour tenter de les maîtriser. Si les Européens tiraient au moins cette leçon de la crise yougoslave, leur impéritie n'aurait pas été totalement vaine.

DANIEL VERNET

Revirement européen

Suite de la première page

Que les Douze aient été mal compris ou non, toujours est-il que ces déclarations n'ont pas réussi à décourager Ljubljana et Zagreb de proclamer leur « dissolution » de la Fédération yougoslave et qu'elles ont été interprétées par les Serbes au pire comme un encouragement à mettre fin à la sécession, au mieux comme l'affirmation d'une neutralité bienveillante face à une reprise en main.

Nouveaux rapports

Quand l'armée fédérale a commencé à intervenir en Slovénie, les Douze ont pris peur : leur message, qui n'était que la traduction de leur attachement de principe aux frontières actuelles en Europe, donc à la stabilité, n'était-il pas utilisé par les Serbes pour mettre au pas les autres nations de la Yougoslavie ? La « troïka » se rendit alors à Belgrade pour étouffer dans l'œuf ce grave malentendu.

Et elle revint à Luxembourg où, étaient réunis samedi les

Duby, Le Roy Ladurie, Furet, en Pluriel

Georges Duby
Le Moyen Âge
95-145

Emmanuel Le Roy Ladurie
L'Etat royal
1450-1610

François Furet
La Révolution
1789-1799

Pluriel
Les lectures nécessaires

DANIEL VERNET

EUROPE

L'arrêt précaire des hostilités en Yougoslavie et les réactions internationales

La CSCE décide d'envoyer des observateurs

Une réunion d'urgence des trente-cinq pays de la CSCE, qui s'est tenue mercredi 3 juillet à Prague, a décidé de l'envoi d'une mission d'observateurs en Yougoslavie pour contribuer à stabiliser le cessez-le-feu et superviser le retour de toutes les forces armées dans leurs casernes en coopération avec les autorités compétentes, y compris les militaires.

PRAGUE

de notre correspondant

Cette décision, prise mercredi soir, devait encore être approuvée dans la matinée de jeudi par le gouvernement de Belgrade, a indiqué le chef de la délégation yougoslave, M. Novak Pribicevic, vice-ministre fédéral des affaires étrangères. Les hauts fonctionnaires des ministères des affaires étrangères de tous les pays européens, des États-Unis et du

Canada, devaient se réunir de nouveau dans la journée au Palais Czernin, siège de la diplomatie tchécoslovaque, pour entendre la réponse officielle yougoslave.

Le communiqué publié à l'issue de la réunion constate « l'intérêt d'autres pays de participer à cette mission sur la base d'arrangements » avec le gouvernement de Belgrade. Les trente-cinq pays demandent également d'« accélérer les préparatifs à cette mission » afin qu'elle soit « envoyée le plus tôt possible ».

Les participants avaient lancé dans l'après-midi un appel urgent au cessez-le-feu entre les parties impliquées dans la crise yougoslave.

Dans la déclaration proposée par les Pays-Bas, qui exercent la présidence de la CEE depuis le 1^{er} juillet, et adoptée à l'unanimité, ils ont demandé l'arrêt immédiat de tous les combats et le retour dans leurs casernes des forces armées « qui doivent être placées sous contrôle politique ». (...) « Tout recours à la force dans la crise yougoslave est absolument inadmis-

sible » (...) « Tous les combats doivent être arrêtés immédiatement et toutes les forces armées doivent regagner leurs casernes et y rester ». « Toutes les actions hostiles contre les garnisons doivent cesser », ajoute le texte adopté moins de deux heures après le début de la réunion. « Les prisonniers capturés lors des affrontements doivent être immédiatement libérés. Les parties impliquées sont appelées à respecter immédiatement cet appel ».

Comité de crise

Dans son allocution inaugurale, le président tchécoslovaque, M. Vaclav Havel, avait demandé aux participants d'accepter, en plus d'un appel au cessez-le-feu, la requête slovaque d'envoyer des « observateurs de haut niveau en Slovaquie et Croatie ». Il a par ailleurs indiqué que le conseil des ministres de la CSCE pourrait « envisager d'autres démarches ultérieurement », comme en particulier

un « embargo universel sur les ventes d'armes à toute la Yougoslavie », une opinion partagée par le secrétaire d'État américain, M. James Baker et certains membres de la CEE.

Contrairement à la réunion de Vienne de lundi (le Monde du 3 juillet), le comité de crise mis en place par la CSCE a dégagé un large consensus sur les deux points du programme, comme l'a constaté M. Pribicevic, qui a rappelé le désir de son gouvernement de résoudre la crise par le dialogue.

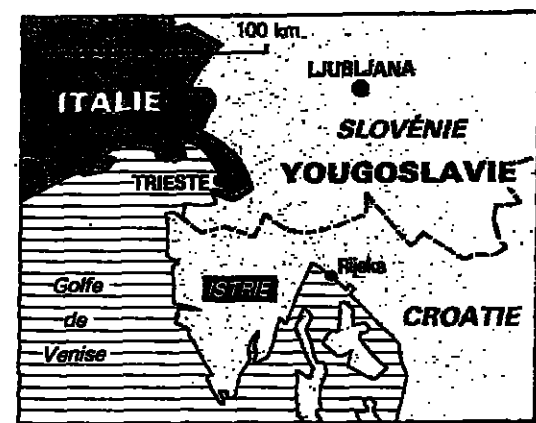
Un diplomate slovaque, M. Stefan Lomcar, représentant la Slovaquie en Tchécoslovaquie, mais qui n'était pas invité à la réunion et ne faisait pas partie de la délégation yougoslave, a reconnu que cette volonté existait mais que le « pouvoir politique à Belgrade avait perdu le contrôle de l'armée lorsque celle-ci avait été attaquée par les défenses territoriales slovaques en tentant de s'emparer des postes-frontières ».

MARTIN PLICHTA

L'Istrie, vieille terre italienne

ROME

de notre correspondant
« L'Istrie appartient à l'Italie. La crise yougoslave nous impose de revoir les frontières héritées de la seconde guerre



monde. » Comme si l'imbroglio yougoslave n'était pas assez explosif, c'est un sénateur de la République, M. Guido Gerosa, membre du Parti socialiste, partenaire numéro deux de la coalition gouvernementale, qui relance le bouchon. Pour l'instant embarrassée comme jamais, la Farnesina (le Quai d'Orsay romain) a décidé de faire la sourde oreille et refuse tout net de se prononcer sur la question. « Si vous plaît... La situation est déjà assez compliquée comme ça », rétorque-t-on.

Reste que le sénateur Gerosa, natif de la vieille et mythique Trieste, aujourd'hui rebaptisée Rijeka et partie intégrante de la Croatie, n'est pas le seul politicien de cet avis. Sans parler du MSI néo-fasciste qui serait prêt à prendre les armes pour récupérer « la bonne terre italienne ». Au Parti libéral, comme à la Démocratie chrétienne - pivot du pouvoir italien depuis quarante-cinq ans - des voix plus discrètes mais fermes se sont élevées pour exiger à peu près la même chose : révision des accords de partage. Elles sont évidemment soutenues par l'Association des réfugiés d'Istrie, qui gravite autour de Trieste et qui représente quelque trois cent mille personnes.

En fait, nul en Italie n'a jamais vraiment accepté la perte de ce territoire, cette petite péninsule située sous Trieste et qui représentait, grosso modo, en superficie la moitié de la Corse. En 1947, lorsque l'Italie, puissance vaincue, a dû s'en séparer pour prix de l'alliance musolinienne avec Hitler - et aussi parce que l'URSS soutint de tout son poids de veto la revendication territoriale du maréchal Tito - la quasi-totalité des deux cent mille habitants italiens d'Istrie ont pris le chemin de l'exil et des camps de réfugiés.

Ne restent aujourd'hui en

mille en Croatie. Un tiers d'entre eux ont signé, il y a quelques semaines, une pétition réclamant à Rome la possibilité de retrouver un passeport transalpin.

Les « ambiguïtés » du gouvernement

Quoique minuscule, cette diaspora istrie exerce encore une influence assez importante sur la politique italienne. Pour l'heure, même si certains journaux romains évoquent les livraisons d'armes qui ont pu être effectuées ces derniers mois d'Italie en Slovaquie et en Croatie, la collaboration entre les « exilés d'Istrie » et ceux qui y sont demeurés paraît limitée.

La position italienne officielle est claire et sans appel : elle s'inscrit dans la diplomatie européenne des Douze et elle milite en faveur de la stabilité des frontières yougoslaves extérieures. Reste qu'un hebdomadaire politique comme *Panorama* a pu relayer et fustiger cette semaine les « ambiguïtés » du gouvernement italien à l'égard des deux Républiques yougoslaves sécessionnistes.

La magazine rappelle notamment « les nombreuses visites d'Etat » effectuées ces derniers mois à Rome par les présidents de Slovaquie et de Croatie : « Des hommes reçus comme des chefs d'Etat au palais Chigi (siège du gouvernement) comme au Quirinal » (présidence de la République), note *Panorama*, qui souligne l'étrange ouverture, en décembre dernier - soit cinq mois après la première déclaration d'intention d'indépendance de la Slovaquie - d'un consulat italien à Ljubljana. Si les choses se dégradent encore en Yougoslavie, nul doute qu'on repartira de cette Istrie jadis italienne.

PATRICE CLAUDE

Washington s'aligne sur la position européenne

Le secrétaire d'Etat, M. James Baker, a confirmé implicitement l'évolution de l'attitude de Washington sur la question Yougoslave, mercredi 3 juillet, en proposant que les États-Unis et la CEE suspendent leur aide à la Yougoslavie et adoptent un embargo sur les ventes d'armes à Belgrade si l'armée échappait au contrôle des autorités civiles. La maintien de l'intégrité territoriale a en effet cessé d'être la première préoccupation de Washington, qui craint à présent une intervention d'envergure de l'armée yougoslave échappant au contrôle de l'autorité de Belgrade.

WASHINGTON

correspondance

Les États-Unis semblent s'en remettre, pour l'instant, aux initiatives européennes pour tenter de trouver une solution à la crise yougoslave. Dans sa lettre adressée, mercredi 3 juillet, au président yougoslave M. Stipe Mesic, le président Bush ne faisait déjà plus mention de la nécessité de défendre l'unité du pays, mais insistait sur l'obligation de rétablir le

contrôle des civils sur les militaires. Plus tard le département d'Etat indiquait que les États-Unis pourraient accepter l'indépendance des Républiques sécessionnistes si elle résultait d'une négociation pacifique.

Ces déclarations étaient différentes tant dans la forme que sur le fond des propos tenus à Belgrade, le 21 juin, par M. Baker, qui alors soulignait les dangers d'une déstabilisation de la Yougoslavie, et prenait pratiquement parti pour le gouvernement de Belgrade. Ces déclarations avaient été vigoureusement critiquées par les éléments de l'aile droite républicaine, favorables à la sécession de la Croatie et de la Slovaquie. Ils accusaient le secrétaire d'Etat d'avoir encouragé Belgrade à s'engager dans une action armée.

M. Baker, entouré de MM. Van Den Broek et Andriessen, représentants de la Communauté européenne, a vigoureusement rejeté mercredi cette accusation. Son adjoint, M. Eagleburger déclarait en privé que la position américaine ne s'était pas de celle prise par la France et la Grande-Bretagne. Dans leur déclaration conjointe M. Baker et les représentants de la Communauté ont souligné que les États-Unis et les Européens doivent faire un effort pour convaincre les forces yougoslaves de rentrer dans leurs casernes. « Nous condamnons l'emploi de la

force et le rejet du contrôle civil par les militaires », indiquait le document. M. Baker a en outre précisé que les États-Unis et les Douze envisageaient un embargo sur les livraisons d'armes et l'arrêt de l'assistance à la Yougoslavie.

Menace d'un embargo

Dans l'entourage du secrétaire d'Etat, on souligne qu'il s'agit avant tout de dissuader l'armée yougoslave d'agir sans tenir compte de l'autorité civile. Mais on admet que la menace d'un embargo sur les armes est essentiellement un geste psychologique sans grande portée. Les Yougoslaves, en effet, ont d'importants stocks d'armes venant d'Union Soviétique et, d'autre part, ils ont leur propre industrie d'armement. Quant à l'assistance américaine, qui dépasse pas 5 millions de dollars, sa suspension n'aurait qu'un effet limité. En revanche, dit-on, la menace d'un arrêt des échanges avec la Communauté européenne ne pourrait être ignorée des dirigeants de Belgrade.

M. Baker et les représentants des Douze ont clairement laissé entendre que la question de l'indépendance des Républiques sécessionnistes ne se posait pas pour le moment. Dans une conférence de presse séparée, M. Van Den Broek

a indiqué que cette question ne devrait être discutée que si les négociations engagées entre les parties aboutissaient à un accord, qui alors serait certainement accepté par la CEE.

L'attitude de l'Allemagne - qui n'exclut pas dans l'avenir une reconnaissance, selon M. Dieter Vogel, porte-parole du gouvernement - ne semble pas préoccuper exagérément les milieux officiels américains. Ces derniers estiment qu'en dépit de fortes pressions intérieures et des liens historiques et culturels existant entre l'Allemagne et les deux Républiques, le gouvernement de Bonn n'ira pas jusqu'à défer les pays de la Communauté, ni à mettre en péril l'unité des Douze.

Quant à l'éventuelle initiative de l'Allemagne et de l'Autriche pour une commission nationale des Nations unies, les dirigeants américains déclarent ne pas s'y opposer. Néanmoins, ils estiment que saisir les Nations unies avant que la CSCE n'ait eu la possibilité de démontrer ce qu'elle pouvait faire dans cette crise compliquée, sinon empêcherait, la recherche d'une solution. « Les États-Unis n'ont aucun rôle à jouer en Yougoslavie, sauf si les efforts des Européens échouaient », a déclaré M. Pickering, ambassadeur américain auprès des Nations unies.

HENRI PIERRE

IRLANDE DU NORD

L'échec des pourparlers intercommunautaires fait craindre une relance du terrorisme

Tout en déclarant qu'un « dialogue réel » avait été établi et que de « nouvelles discussions » pourraient être engagées, le ministre britannique chargé de l'Irlande du Nord, M. Peter Brooke, a annoncé, mercredi 3 juillet, l'échec des pourparlers intercommunautaires qui avaient débuté le 17 juin à Belfast.

LONDRES

de notre correspondant

En mettant brutalement fin aux conversations qu'il avait organisées au château de Stormont (Belfast), M. Brooke a pris acte des divergences profondes entre protestants et catholiques sur l'avenir des six comtés de l'Ulster (nos dernières éditions du 4 juillet). L'espoir d'un déblocage politique dans cette province, en proie depuis plus de vingt ans à des troubles meurtriers entre les deux communautés, s'est évaporé devant l'intransigeance des unionistes (protestants). Ceux-ci avaient fait savoir la semaine dernière qu'ils quitteraient la table des négociations si M. Brooke maintenait la réunion de la conférence anglo-irlandaise prévue pour le 16 juillet, conformément au traité, conclu à Hillsborough en 1985, entre les gouvernements de Londres et de Dublin. Les deux partis unionistes ont toujours refusé cet accord qui donne aux dirigeants de Dublin un droit de regard sur les affaires d'Irlande du Nord.

Les nationalistes catholiques du SDLP avaient quant à eux rejeté l'ultimatum des deux chefs de file unionistes, MM. Ian Paisley et James Moynihan. L'échec des négociations portant notamment sur une éventuelle « dévolution » des pouvoirs de Londres, qui administre directement la province depuis 1972, à une assemblée régionale élue, était dès lors inévitable. Dans un geste de bonne volonté à l'égard de la majorité protestante, M. Brooke avait pourtant accepté de suspendre momentanément l'application du traité anglo-irlandais.

« Véritable dialogue »

M. Peter Brooke avait lancé son plan de pacification à la fin du mois d'avril. Après des semaines de discussions laborieuses, de querelles byzantines, la première phase des pourparlers avait commencé le 17 juin au château de Stormont, en réunissant autour de la même table - pour la première fois depuis 1974 - les représentants de quatre partis de la province : les deux formations unionistes, les catholiques modérés du SDLP et l'Alliance, une petite formation multiconfessionnelle. Le Sinn Féin, l'aile politique de l'armée républicaine irlandaise (IRA) avait été exclu dès le départ des délibérations en raison de son soutien à la violence. Dans une deuxième phase, les unionistes devaient rencontrer les représentants de Dublin. Toutes les parties avaient accepté la présence d'un

arbitre indépendant, un ancien diplomate australien, Sir Ninian Spencer. Enfin, la troisième étape devait permettre de réexaminer l'état des relations bilatérales entre la Grande-Bretagne et la République d'Irlande.

Dans l'histoire récente de l'Ulster, les tentatives répétées de règlement politique ont toutes échoué, principalement en raison de l'attitude des dirigeants de la majorité protestante, qui veulent que la province reste britannique. Lors des discussions, tout a été prétexte à blocages, ultimatums, retours à la case départ et finalement échec.

Dans un communiqué commun, les participants ont tous salué « la valeur » du processus qui a produit un « véritable dialogue ». Certains voient dans ce texte le principal résultat de l'initiative de M. Brooke qui avait réussi à mettre sur pied les premières négociations de ce type depuis dix-sept ans. Que les frères ennemis d'Ulster signent un tel document est déjà en soi une récompense pour le courage de M. Brooke.

Mais l'échec des conversations devrait entraîner une relance des attentats des groupes paramilitaires. Les milices extrémistes protestantes devraient annoncer la rupture de la trêve décrétée pendant toute la durée des négociations. Quant à l'IRA, qui n'a pas cessé ses activités, elle est plus que jamais déterminée à démontrer la futilité de toute recherche de solution politique au drame irlandais. (Interfax)

URSS

M. Edouard Chevardnadze quitte le Parti communiste

L'ancien ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, a démissionné du Parti communiste, a annoncé, jeudi 4 juillet, M. Iemour Stépouk, un de ses proches collaborateurs. M. Chevardnadze a envoyé, mercredi 3 juillet, une lettre à la commission centrale de contrôle du PCUS afin d'expliquer sa décision. Cette commission avait engagé une procédure disciplinaire contre l'ex-chef de la diplomatie soviétique à la suite de déclarations faites, à Vienne, en faveur d'un grand parti d'opposition au PCUS. M. Chevardnadze, qui ne s'était pas rendu à la convocation, a écrit qu'elle symbolisait « la persistance des vieilles méthodes », contre lesquelles il s'élève, a dit M. Stépouk.

L'ancien ministre avait démissionné, le 20 décembre 1990, en appelant à l'union des forces démocratiques « face à la dictature qui s'instaure ». Lundi 1^{er} juillet, il avait signé, avec un groupe de dirigeants réformateurs, un manifeste pour « un mouvement des réformes démocratiques » qui devrait, en principe, se transformer en parti à la mi-septembre. (AFP, Reuters)

POLOGNE : élections législatives le 27 octobre. - Les premières élections parlementaires libres auront lieu le 27 octobre, a annoncé, mercredi 3 juillet, le président Lech Walesa. Le renouvellement de la Diète et du Sénat se déroulera selon la loi électorale que le chef de l'Etat a finalement signé, lundi 1^{er} juillet. (AFP, Reuters)

Un appel de la communauté slovaque de France

Voici le texte d'un « appel pressant » lancé mardi 2 juillet par le Comité de coordination des communautés slovaques de France (1), « à la Communauté internationale, à la communauté européenne, à toutes les instances et autorités politiques, morales et intellectuelles de France pour l'arrêt immédiat de l'agression de l'armée yougoslave et pour la survie du peuple slovaque ».

« Au nom du devoir d'ingérence européenne, nous ne pouvons plus permettre que les droits de l'homme et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes soient bafoués à nouveau en Europe. La Slovaquie a joué un rôle moteur dans la démocratisation en Yougoslavie ; elle a agi dans la légalité, pacifiquement, conformément à sa tradition et dans le respect strict des droits de l'homme ; elle n'a cessé de multiplier les démarches politiques pour trouver un modus vivendi dans un cadre confédéral.

La réponse de l'armée fédérale a été de s'ériger en autorité suprême, s'autorisant une invasion d'une violence inégalée, reprenant des méthodes qui avaient fait leurs preuves au Kosovo. Le peuple slovaque est aujourd'hui en danger de mort. Les conséquences de la répression dirigée par l'armée yougoslave contre l'indépendance et l'existence même des Slovaques sont d'ores et déjà désastreuses pour

l'Etat de Slovaquie et peuvent le devenir pour les autres peuples yougoslaves comme pour l'Europe entière.

Nous appelons les parlementaires nationaux et européens à se rendre en Slovaquie en observateurs et à servir de médiateurs pour l'arrêt immédiat de cette tuerie et pour la reprise des négociations. Il faut à tout prix empêcher que le conflit ne s'étende et ne dégénère en un nouveau Liban. La stabilité et la paix en Europe en seraient gravement compromises et le processus d'intégration de l'Europe brisé. »

(1) Renseignements au 42-21-00-17.

LIVRES

POLONAIS

et livres français

sur la Pologne et l'Europe de l'Est

Livres russes

Catalogues sur demande

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4

Tél. : 43-26-51-09

مكتبة الأمل

PROCHE-ORIENT

LIBAN : après avoir remporté un succès militaire

Le gouvernement est prêt à discuter d'un nouveau statut pour les civils palestiniens

Si l'armée libanaise semble avoir remporté l'essentiel de la bataille, sur les hauteurs de Saïda, contre les Palestiniens de l'OLP, ceux-ci n'ont pas cessé leur résistance. Ils ont même tenté de contre-attaquer au cours de la journée du mercredi 3 juillet, et d'intenses duels d'artillerie se sont ensuivis. Cependant les autorités libanaises ont fait savoir que des pourparlers vont être engagés.

BEYROUTH

de notre correspondant

Fort de sa victoire sur le terrain, le gouvernement libanais a décidé, mercredi, d'engager un dialogue avec les Palestiniens, mais sur un plan « strictement civil et social », en aucune façon politique, encore moins militaire. Un comité de « liaison ministérielle » a été formé en vue de reconnaître aux Palestiniens des droits en matière de travail et de déplacements en établissant une réglementation à ce sujet. Ce comité – détail significatif – comprend deux ministres, dont l'un, M. Abdallah El Arine, n'est autre que le secrétaire général du parti Baas, pro-syrien. Il est donc clair que d'éventuelles fins de non-recevoir libanaises aux revendications palestiniennes seront – aussi – syriennes.

Il est de plus en plus évident que la victoire libanaise sur les fedayins à Saïda est une victoire du président Assad sur M. Arafat, avec l'appui de tout le monde arabe, où l'on n'a noté que quelques critiques dans la presse tunisienne et de vagues velléités d'intervention en faveur de l'OLP de la part du colonel Kadhafi. C'est au Caire – si l'on met à part Damas – que la presse a été la plus catégoriquement critique à l'égard des fedayins : « Le recours à la force de la part des Palestiniens contre l'autorité libanaise était une agression. Nous aurions souhaité voir les Palestiniens (...) mettre fin aux allégations des dirigeants israéliens qui cherchent à justifier leur présence sur le territoire libanais. » Aussi, lâché par les Arabes, M. Arafat en a-t-il appelé aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité.

C'est à l'unanimité que le conseil des ministres libanais a pris sa décision d'aller de l'avant dans l'imposition de l'autorité de l'Etat aux fedayins. La seule réserve est venue de M. Walid Joumblatt qui, sans remettre en cause le principe du déploiement de l'armée, a protesté contre le ton triomphaliste des communiqués libanais et mis en garde.

Après s'être infiltré en Galilée

Un commando de fedayins a tué un soldat israélien

Un soldat israélien a été tué dans la nuit du mardi 2 au mercredi 3 juillet, lors d'une infiltration dans le nord d'Israël d'un commando de fedayins qui a traversé le territoire syrien en venant du Liban, a-t-on appris de source militaire israélienne. Le commando a traversé la ligne de cessez-le-feu israélo-syrien dans la région du mont Hermon et a attaqué en Galilée vers 3 heures locales une position proche du point de rencontre entre les frontières israélienne, syrienne et libanaise, a-t-on ajouté de même source.

Les assaillants, dont on ignore le nombre, ont tiré des missiles antichars et des rafales d'armes légères en direction des baraquements de la position israélienne, tuant l'un des soldats, le sergent Elud ben Mordechai, un réserviste de vingt-six ans, selon la même source.

« Les traces des terroristes mènent vers la Syrie mais nous ne disposons pas d'indices que les autorités syriennes étaient impliquées dans l'opération », a déclaré un porte-parole de l'armée. La dernière infiltration dans ce secteur remonte à 1975.

Le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP, de M. Nayef Hawatmeh) a revendiqué, mercredi soir, l'attaque du commando. Dans un communiqué, le FDLP affirme que son commando a réussi à tuer deux militaires israéliens et à en blesser trois autres avant de regagner sa base indienne.

Le FDLP indique également que ses combattants ont pénétré lundi dans le secteur de l'attaque, situé à 8 kilomètres au sud de la localité libanaise de Chebaa et à 10 kilomètres à l'ouest du village syrien de Beit-Jinn, sans préciser s'ils avaient traversé le territoire syrien. – (AFP)

contre la tentation d'envahir les camps palestiniens. Le premier ministre, M. Omar Karamé, a rejoint la position du président de la République, M. Hraoui, pour accuser à son tour les Palestiniens d'avoir torpillé le déploiement de l'armée. Il a toutefois déclaré : « Nous n'allons pas investir les camps. » Lorsqu'on se souvient qu'en 1969 et de nouveau en 1975, son frère, Rachid Karamé, assassiné en 1987, bloquait le fonctionnement de l'Etat, par solidarité avec les Palestiniens, se conformant en cela aux sentiments des musulmans sunnites, on mesure le terrain perdu par la cause palestinienne au Liban.

Autre décision cruciale du conseil des ministres : la confirmation que les Palestiniens devront sortir leurs armes lourdes et moyennes des camps de Saïda avant le 30 septembre prochain, et pour cela, de facto, des évacuer hors du Liban, à l'insu des milices libanaises. L'armée libanaise consolide donc son dispositif autour des deux camps d'Aln Eloueh et de Mieh Mieh, mais les Palestiniens sont toujours en mesure de combattre, et ils ont, mercredi encore, mené une opération contre les logements et le club des officiers de Saïda conquis à Mieh Mieh.

Pour la troisième journée consécutive et malgré la victoire libanaise sur le terrain, mercredi a été une journée de guerre dans la région dont les rues et les routes étaient désertes. Le bilan des victimes depuis lundi est approximativement de trente-cinq morts et cent trente-deux blessés, civils et militaires. Plus de deux cents prisonniers palestiniens sont aux mains de l'armée libanaise.

LUCIEN GEORGE

Le « dernier rush » des juifs soviétiques ?

Suite de la première page

Paradoxalement, ce texte libéral – exigé par les Etats-Unis – a eu pour première conséquence d'enlever le départ des juifs soviétiques. Jusqu'à présent, les juifs qui quittaient l'URSS avaient été munis d'un laissez-passer, délivré par les bureaux d'émigration (OVR), d'un visa israélien ; ils étaient aussi automatiquement déchargés de leur nationalité soviétique. Dorénavant, ils conserveront cette nationalité et devront, pour émigrer, posséder un passeport. Or la demande de passeport représente une procédure nouvelle en Union soviétique et risque de prendre beaucoup de temps. D'où l'arrêt probable de l'émigration juive pendant au moins quelque temps, d'où aussi l'afflux, ces derniers jours à l'aéroport Ben-Gourion, de juifs qui ont voulu profiter in extremis des anciennes dispositions.

C'est ainsi qu'au cours d'un long week-end, on a assisté à un véritable tour de force : plus de cinquante vols vers Israël ont été organisés, transportant en Israël quelque dix mille immigrants d'URSS. D'après les derniers chiffres, au mois de juin, près de vingt-cinq mille juifs soviétiques au total sont arrivés en Israël au mois de juin. Il s'agit d'un rythme mensuel qui a été atteint en 1987, après la guerre du Golfe, le rythme mensuel était tombé à environ quinze mille. Mais ce chiffre est, malgré tout, très en deçà de certaines prévisions, selon lesquelles, au mois de juin, quatre-vingt mille juifs soviétiques sur les cent trente mille prévus d'un visa auraient dû précéder leur départ avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi.

C'est que le problème n'est pas uniquement administratif. Une certaine stabilisation de la situation en URSS incite aussi de nombreux juifs

à remettre en question ou à ajourner leur émigration. Mais, surtout, il y a les graves problèmes d'intégration en Israël. Le consul général d'Israël à Moscou, M. Aryeh Levine, l'a reconnu : beaucoup de juifs soviétiques et de lucidité dans un entretien télévisé : « La clé du problème, ce n'est pas la nouvelle loi sur l'émigration, c'est la capacité d'Israël à accueillir et offrir des emplois aux nouveaux venus. »

Seuil d'absorption

Certes, personne ne s'imaginerait qu'il est possible d'intégrer sans bavures une telle masse d'immigrants. Toutefois, il n'y a-t-il pas en soi un véritable seuil d'absorption ? Pas tellement en matière de logement (plusieurs villes israéliennes, ainsi d'ailleurs que certaines implantations, se sont transformées en immenses chantiers), mais, surtout, en matière de création d'emplois. Chaque jour, des milliers d'ingénieurs, des centaines de médecins juifs soviétiques, après la période de six mois de prise en charge par le gouvernement, se retrouvent au chômage et viennent grossir les rangs des demandeurs d'emploi. Parfois, ils trouvent un travail qui ne correspond pas du tout à leur qualification, et ces inévitables déçus s'en plaignent en écrivant à leurs amis et parents encore en URSS. « Cela a une influence extrêmement néfaste », reconnaît Shmuel Ben Zvi, émissaire de l'Agence juive à Moscou. D'après les lettres venant d'Israël, l'impression qui prévaut c'est que c'est un pays où il est très difficile de gagner sa vie ; il est normal que cela inquiète les juifs soviétiques, même si ces compte-rendus sont souvent faux. »



Le même phénomène s'était produit dans les années 70, ce qui avait été une des causes du tarissement de la précédente vague d'immigration de cent cinquante mille juifs soviétiques. Près de vingt ans plus tard, assiste-t-on au début du déclin de la seconde grande vague ? Le seuil d'absorption est-il atteint en Israël ?

C'est dans ce contexte que le problème revêt toute sa dimension politico-financière. Car la création de dizaines de milliers d'emplois nécessite des milliards de dollars d'investissements. Ces crédits, Israël ne peut les trouver qu'à l'étranger et, en particulier, aux Etats-Unis. L'échéance est en septembre : les autorités israéliennes présenteront alors officiellement une demande d'octroi de garanties du gouvernement américain pour des crédits d'un montant de 10 milliards de dollars (étalés sur cinq ans), destinés à l'intégration des immigrants. Or le président Bush et le secrétaire d'Etat, James Baker ont laissé entendre qu'une réponse positive est subordonnée au gel des implantations dans les territoires occupés.

Epreuve de force en vue ?

Le premier ministre, Itzhak Shamir, et la plupart des autres membres du gouvernement ont déjà clairement fait savoir qu'« il est inimaginable d'arrêter le développement des implantations ». Dès lors, s'achemine-t-on vers une épreuve de force entre Washington et Jérusalem ? Le gouverneur de la Banque d'Israël, le professeur Mikhaël Bruno, est catégorique : « C'est se faire des illusions que de croire qu'il est possible d'intégrer des centaines de milliers de juifs soviétiques sans les crédits garantis par l'administration américaine. » Le ministre des finances, M. Itzhak Mordechai, a pourtant évoqué, lui, la possibilité d'une solution de substitution sous forme d'un plan d'austérité draconien qui, selon les experts, équivaldrait à une baisse du niveau de vie de 20 à 25 %.

Quant à l'opposition travailliste de M. Shimon Peres, présentant qu'il s'agit là d'un bon cheval de bataille

électoral (les prochaines législatives auront lieu au plus tard en novembre 1992), elle a rétorqué en publiant un communiqué virulent dénonçant « la politique stupide d'implantations du gouvernement Shamir, qui se fait au détriment des nouveaux émigrants ».

Le premier ministre ne semble pas s'émouvoir outre mesure de cette polémique. Il ne cesse de répéter que « c'est le devoir moral et humanitaire des Etats-Unis d'aider Israël à intégrer les juifs soviétiques, après avoir lutté pendant des années pour leur libre émigration ». Sans doute M. Shamir est-il persuadé, à juste titre selon de nombreux experts, qu'une majorité du Congrès finira – même contre l'avis du président Bush – par octroyer les garanties de crédits. Et puis, M. Shamir et son parti (le Likoud) n'ont sans doute rien à craindre des perspectives électorales. Un sondage publié par le quotidien *Yedioth Aharonoth* indique que si, à leur arrivée en Israël, les nouveaux immigrants soviétiques (qui représenteront près de dix sièges aux prochaines élections) sont répartis de manière à peu près égale entre partisans des travaillistes et partisans du Likoud, au fur et à mesure qu'ils vivent en Israël, ils penchent de plus en plus nettement pour les positions dures de la droite, hostile à toute restitution des territoires occupés.

HENRI BAINVOL

AMÉRIQUES

COLOMBIE : l'adoption de nouvelles institutions politiques

La perestroïka dans l'euphorie

BOGOTA

de notre envoyé spécial

C'est la perestroïka à la colombienne. Ce pays a connu plus d'événements en cinq mois que depuis la proclamation de son indépendance : nouvelles institutions politiques adoptées par l'Assemblée constituante élue en décembre 1990, et qui termine ses travaux jeudi 4 juillet, nouvelle justice, nouvelle démocratie et nouveaux partis, dont quelques-uns issus de la guérilla. Sans compter de nouveaux droits pour les femmes, les jeunes, les minorités ethniques, en particulier indienne (300 000 personnes), enfin reconnues. D'autre part, le divorce civil est inscrit dans la Constitution du pays la plus catholique d'Amérique latine. La charta précédente, celle de 1886, était rédigée « au nom de Dieu » ; la nouvelle, solennellement proclamée jeudi, se réfère « au pouvoir souverain du peuple ».

C'est un choc. Les Colombiens, a priori sceptiques, se laissent gagner par l'euphorie. Le pays vivait en effet depuis des décennies : cette situation exceptionnelle est annulée de facto. L'opinion veut croire que la reddition de Pablo Escobar marque la fin du terrorisme, et le retour de tous les « marginaux » – tueurs à gages, groupes d'autodéfense, bandes armées de la guérilla – au sein d'une société enfin réconciliée. « Pablo Escobar apparaît maintenant comme un homme sensible et bon, qui pleure en embrassant sa femme et ses enfants », dit un psychiatre, Luis Carlos Restrepo. Pour l'homme de la rue, Pablo est de nouveau avec nous et nous sommes une nation.

Le trafic international de drogue ? Pour l'immense majorité des Colombiens, c'est d'abord l'affaire des pays consommateurs, Etats-Unis et Europe ; sans consommation, pas de trafic. L'indignation est générale contre les gringos, qui veulent faire la guerre aux trafiquants jusqu'au dernier Colombien. Les « extraditables » (le bras armé du cartel de Medellín) ont très

officiellement annoncé mercredi le démantèlement de leur appareil militaire. Alors, la paix avec les autres cartels ? Pourquoi pas ? puisque le ministre de la Justice, M. Jaime Giraldo, laisse entendre que des pourparlers sont engagés avec les avocats du cartel de Cali, dans le colmatage de la DEA (l'organisation américaine de lutte contre la drogue).

La paix avec les FARC pro-soviétiques et l'ELN castriste ? Peut-être après-demain. Le troisième round des négociations doit reprendre à Caracas le 15 juillet. Des obstacles importants demeurent sur les modalités du cessez-le-feu, les zones de concentration militaires, et la légalisation des insurgés. En outre, la coordination Simon Bolivar a lancé depuis dimanche une nouvelle offensive : assassinats de notables, enlèvements, sabotages. « Mais le climat d'espoir est si grand qu'on veut croire quand même au miracle », affirme un sociologue du CINEP (Centre d'études sociales des Jésuites).

Société en effervescence

C'est toute la société qui est en effervescence. La législation du divorce est un soulagement pour un Colombien aigri, quatre. Devant la Constituante, on a vu depuis février se succéder les manifestations de soutien ou de revendication des étudiants, des ouvriers, des familles de détenus, des groupes religieux non catholiques, des paysans du Chocó oublié ou de la côte atlantique marginalisée. Et au point d'orgue, pour la première fois en Colombie, une délégation de prostituées réclamant la reconnaissance de leurs droits.

La Constituante a été le symbole et le moteur de cette agitation. « Une assemblée pluraliste et hétérogène, à l'image du pays nouveau », admet M. de la Calle, ministre de l'Intérieur. Sont en effet représentés les partis traditionnels libéraux et conservateurs, mais aussi les dissidents bien plus influents de ces deux formations, les ex-guérilleros légalisés, les indigènes et les

services évangéliques. « La Constituante, affirme un juriste, a fait un travail de nettoyage énorme en lançant une croisade contre la vieille classe politique discréditée par la corruption et le tourisme parlementaire. » Elle a décrété un nouveau régime d'incompétibilité pour les sénateurs et les députés qui doivent être élus le 27 octobre : l'élection des gouverneurs au suffrage direct ; la suppression des privilèges et des suppléments dans tous les organismes d'Etat – « c'est la mort du bipartisme, veinqueur depuis un siècle », estime un politologue. L'alliance de fait, à la Constituante, entre Antonio Navarro, leader de l'Ala gauche démocratique M-19, et Gomez Hurtado, dirigeant du Mouvement de salut national, dissidence du Parti conservateur, a donné le ton de presque tous les débats. Le résultat est une charte moderne, libérale, au sens large du terme (droits de grève, de participation des travailleurs etc.), qui ne remet cependant pas en question le statut des forces armées (service militaire obligatoire) et a écarté l'objection de conscience. Une charte très attentive au respect des droits de l'homme également (l'appareil judiciaire est complètement bouleversé), mais qui contient aussi quelques contradictions et des dispositions très contestées.

Le divorce consacre un recul sensible d'une église catholique, choquée et hostile ; il implique aussi une révision délicate du concordat avec le Saint-Siège. La non-extradition des Colombiens, inscrite pour la première fois dans la Constitution, est une garantie en béton pour les trafiquants de drogue et les capos des cartels. Mais elle pourrait provoquer des tensions sérieuses entre Bogota et Washington. Enfin, l'adoption d'un article sur l'expropriation sans indemnisation, dans la perspective probable d'une réforme agraire radicale, suscite une levée de boucliers du secteur privé. Mais en attendant, la Colombie a tourné une page décisive de son histoire et l'heure est aux embrassades... MARCEL NIEDERGANG



Payot

Document

AFRIQUE

ALGÉRIE

Le chef du gouvernement a repris le dialogue avec des dirigeants islamistes

Le premier ministre, M. Sid Ahmed Ghozali, a reçu, mercredi 3 juillet, une délégation de la direction collégiale du Front islamique du salut (FIS), le Majlis Echoura, a annoncé un communiqué du mouvement intégriste, diffusé par la télévision algérienne. Reçu à sa demande, la délégation était composée de MM. Said Guechi, Mohammed Kerrar, Hachemi Sahnouni et Rebbi Achour.

Ce premier contact officiel avec des responsables du FIS depuis l'arrestation, dimanche, des deux dirigeants du mouvement islamiste, MM. Abassi Madani et Ali Benhadj, a eu lieu dans une « ambiance franche et saine ». La délégation a demandé à M. Ghozali des « explications » sur les circonstances de l'arrestation de certains responsables du Majlis, réclamé la libération des détenus et la fin des interpellations et souhaité la restitution des locaux de l'organisation.

En retour, la délégation s'est engagée à agir dans la légalité, en appelant les militants intégristes « à faire preuve de patience et à éviter le

spontanéisme, en vue d'un nouveau départ pour la concrétisation de la solution islamique ». Elle a annoncé une prochaine conférence nationale du FIS pour « réunifier les rangs ».

Dans un entretien, lundi, avec des journalistes algériens, M. Ghozali avait avoué que le dialogue avec le FIS avait connu des « ratés ». « Il est regrettable, a-t-il ajouté, que nous soyons arrivés très tard au dialogue, car la majorité des dirigeants du FIS sont pour la paix sociale et la réconciliation ». Le premier ministre avait, ensuite, accusé M. Madani de vouloir « parvenir au pouvoir par la violence et non par la voie légale, en cherchant le pourrissement de la situation et l'effondrement de l'Etat ».

D'autre part, des affrontements entre islamistes et forces de l'ordre ont fait deux morts et vingt et un blessés dans la nuit du mardi 2 au mercredi 3 juillet, a annoncé un communiqué de l'autorité militaire. Une escarmouche à Médéa a fait un mort et trois blessés, une autre à Djelfa, un mort et une troisième, à Guelma, dix blessés.

« Si je ne suis qu'un alibi, je partirai »

nous déclare le ministre des droits de l'homme

ALGER

de notre correspondant

Parce qu'il a la conviction que, même et surtout sous un régime d'état de siège, son rôle est primordial, M. Ali Haroun, ministre des droits de l'homme, n'appréhenderait guère que l'on ne prenne pas au sérieux sa mission. « Je n'ai rien à gagner dans cette affaire, assure cet avocat qui, dans les années 60 et 70, sous la férule de feu le président Boumedienne, a plaidé dans plusieurs procès politiques. Si je m'aperçois que je ne suis qu'un alibi, que l'on tient mes attributions pour quantité négligeable, je partirai ».

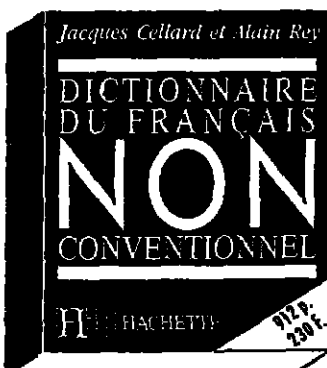
Installé dans un modeste bureau, sur les hauteurs d'Alger, avec une secrétaire et un téléphone, il a tout à inventer. Comment peut-il, lui, premier ministre des droits de l'homme du monde arabe, faire partager ses préoccupations à ses collègues, et singulièrement aux militaires, chargés de ramener l'ordre dans le pays ?

ETHIOPIE

La conférence nationale a adopté une charte des libertés

Les délégués à la conférence nationale réunie depuis lundi 1^{er} juillet, à Addis-Abeba, ont adopté, mercredi, une charte garantissant les droits de l'homme, en particulier la liberté d'expression, celle de la presse et le droit de former des partis politiques.

Autres points à l'ordre du jour : la désignation d'un gouvernement de transition et l'avenir de l'Erythrée. Les participants sont d'ores et déjà convenus que « le président, le vice-président, le premier ministre et le secrétaire du Conseil des représentants ne doivent pas appartenir à la même ethnie ni au même groupe politique, afin d'éviter toute concentration du pouvoir politique entre les mains d'un seul parti ou ethnie ». Les délégués devaient débattre, jeudi, de la mise en place d'un Conseil général, qui aura les fonctions d'instance législative et devrait se composer de quatre-vingt-sept membres. Ils devraient aussi ratifier l'accord conclu avec le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPL) à propos du port d'Assab, ce dernier étant appelé à devenir « un port franc » pour l'Ethiopie. — (AFP)



Rude question à laquelle il n'a aucune réponse stéréotypée. Alors, il tatonne, fait confiance parce qu'il ne peut, de toutes manières, pas agir autrement. Il verra ensuite s'il a eu raison.

« Je suis convaincu que l'armée est disposée à jouer le jeu de la démocratie, de la clarté, de la transparence », dit-il. Ce sont, en tout cas, les militaires qui ont rassemblé les statistiques dont le ministre dispose. Depuis le 30 juin, jour où l'armée a déclenché son opération contre le FIS, jusqu'au 3 juillet à 6 heures, 1 286 personnes ont été interpellées. Elles sont gardées à vue dans les prisons de cinq régions militaires.

Pas de figuration

On compte 297 détenus dans la région militaire de Blida, 176 dans celle d'Oran, 182 dans celle de Constantine, 126 dans celle d'Alger, parmi lesquels MM. Madani et Benhadj et six autres membres de la direction collégiale du mouvement islamiste, tous gardés à la prison militaire de Blida. Le sur du pays ne semble pas avoir été touché par les troubles : seules quatre personnes ont été arrêtées dans la région militaire de Béchar, aucune dans celle de Tamanrasset. En revanche, dans celle d'Ouargla, les forces de l'ordre ont mystérieusement fait preuve d'un zèle inattendu en interpellant 501 personnes.

Les mêmes sources font état, du 6 juin, lendemain de l'instauration de l'état de siège, au 3 juillet au matin, de 84 blessés, dont 19 dans les rangs des forces de l'ordre. Pendant la même période, 30 personnes ont été tuées, dont quatre militaires et policiers. Me Haroun admet que des victimes aient pu échapper à ce recensement. Mais, dans l'ensemble, ces chiffres lui semblent faibles et il n'a aucune raison de mettre en doute l'intégrité de ceux qui ont dressé ce bilan. « Toutes mes demandes ont été satisfaites, sans aucune réserve », dit-il, pourquoi aurais-je des a priori ?

Un comité de sauvegarde de l'ordre public a été créé dans chacune des quarante huit wilayas

(préfectures du pays). Présidé par un militaire, chef de dire son mot sur les mesures d'exception, il comprend le wali (préfet), un conseiller, un commandant de gendarmerie et, ajoute le décret qui organise l'état de siège, « deux personnalités connues pour leur attachement à l'intérêt public ». Cette dernière disposition n'est pas un gadget, affirme le ministre. Nous avons veillé à ce que les personnalités en question ne soient pas cantonnées dans un rôle de figuration. Parce qu'ils savent ce que répression veut dire, les deux personnalités que j'ai choisies pour la wilaya d'Alger sont une avocate et un ancien combattant, emprisonné et torturé par les troupes françaises durant la guerre d'indépendance ».

De récents décrets prévoient aussi la possibilité de faire appel d'une décision attentatoire aux libertés individuelles devant une instance supérieure, le conseil de sauvegarde de l'ordre public, qui compte, dans ses rangs, trois personnalités « choisies pour leur attachement à l'intérêt national » et qui seront prochainement nommées en conseil interministériel. « L'armée admet la nécessité d'un contrôle de l'état de siège, ajoute le ministre. Elle comprend que la répression n'est pas une solution à long terme. Dans peu de temps, c'est inévitable, je serais sans doute saisi par des prisonniers ou leur famille de violations de leurs droits. Sachez que j'interviendrai, nous ne laisserons pas faire ». Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) devrait rapidement venir voir sur place ce qu'il en est.

GEORGES MARION

o CENTRAFRIQUE : violents incidents à Bangui. — La police est violemment intervenue, mercredi 3 juillet, contre un rassemblement syndical, à la Bourse du travail de Bangui. Les forces de l'ordre ont littéralement assiégué les locaux, délogant les militants de l'Union syndicale des travailleurs de Centrafrique (USTC), à coups de matraque et par des grenades lacrymogènes. Plusieurs personnes ont été blessées. — (Reuters, AP)

Dans un entretien au Figaro

Le colonel Kadhafi affirme que le pluralisme « conduira l'Afrique à la catastrophe »

L'instauration du pluralisme « conduira, inévitablement, l'Afrique à la catastrophe », estime le colonel Mouammar Kadhafi, le guide de la révolution libyenne, dans un entretien publié dans le Figaro du 4 juillet. A son avis, « le pluralisme va faire éclater les Etats qui cèdent la place à des regroupements de tribus » et « risque de déchirer toutes les sociétés et de fourvoyer la démocratie ».

Tirant les leçons de la guerre du Golfe, le colonel Kadhafi constate que « l'Irak, seul grand rival militaire d'Israël, a été écarté sans qu'aucun soldat de Tshahal n'ait été

engagé ». A son avis, « l'équilibre des armes est rompu ». Il précise qu'il « a évité de prendre une position tranchée » dans ce conflit « pour ne pas élargir la fracture ouverte dans les masses arabes ».

Tout en condamnant « les attentats aveugles et irresponsables », le guide de la révolution libyenne fait un distinguo entre « le terrorisme et les violences insupportables d'une lutte juste et sacrée pour la liberté ». Il confirme, à cet égard, que « le mouvement de libération de l'Irlande fait partie de ces causes justes ».

DIPLOMATIE

Bien que le contentieux avec Téhéran n'ait toujours pas été réglé

M. Mitterrand se rendra en Iran à l'automne

M. François Mitterrand effectuera une visite officielle en Iran à l'automne prochain, le chef de l'Etat ayant accepté l'invitation qui lui a été transmise, mercredi 3 juillet, par le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati. Ce voyage devrait mettre la touche finale au processus de normalisation entre les deux pays après de longues années de conflit émaillé d'attentes, de prises d'otages, d'affrontements diplomatiques et de batailles financières. La visite de M. Velayati — qui est reparti jeudi pour Téhéran — n'a cependant pas permis, comme on l'espérait à Paris, de régler définitivement le contentieux franco-iranien. La délégation iranienne a en effet insisté pour reprendre ses enlèvements d'uranium enrichi, dans le cadre de sa participation à Eurodif — condition qui est jugée inacceptable par la France.

Le principe d'une rencontre au sommet franco-iranienne était acquis depuis la visite qu'avait effectuée M. Roland Dumas à Téhéran en mai dernier. La date exacte reste encore à fixer. M. Mitterrand sera le deuxième chef d'Etat occidental à se rendre en Iran depuis la révolution islamique de 1979. Le premier à avoir fait le voyage est M. Kurt Waldheim, le président autrichien au passé contesté.

C'était pour mettre un terme au conflit financier qui oppose la France à l'Iran que M. Velayati était arrivé mardi à Paris, mais des « difficultés » de dernière heure ont empêché, de jour en jour, la signature de l'accord censé régler le lourd contentieux entre les deux capitales. Lors de sa visite à Téhéran, M. Dumas avait toutefois souligné que le règlement du différend financier entre les deux pays ne constituait pas un préalable à un sommet Mitterrand-Rafsanjani.

Annulé comme imminent depuis plusieurs semaines, le règlement définitif du fameux contentieux financier entre l'Iran et la France s'est heurté à des difficultés de dernière minute suffisamment importantes pour que la délégation iranienne reparte mercredi les mains vides. Outre l'affaire de l'uranium enrichi, les sommes en jeu sont telles que les « modalités » de règlement ne constituent pas des détails.

L'accord conclu entre les deux ministres des affaires étrangères début mai porte sur la somme qui nous compte faits devra in fine être réglée par la France à l'Iran pour solde de tous comptes. Selon nos informations elle atteindrait environ 1 milliard de dollars, soit, au cours actuel plus de 6 milliards de francs. Mais le détail du règlement (échelons, devises, domiciliation, etc.) n'a pas été encore définitivement arrêté et soulève des discussions serrées entre les administrations financières des deux pays.

Les enlèvements d'uranium enrichi

Autre point non réglé mais vital : l'avenir de la participation iranienne dans le consortium Eurodif, qui exploite l'usine d'enrichissement d'uranium Georges Besse à Tricastin. Les Iraniens souhaitent conserver leur participation de 10 % dans le capital d'Eurodif et surtout veulent reprendre les enlèvements d'uranium enrichi, ce qui, sur le plan politique, pose problème dans la mesure où l'Iran n'a aucune centrale nucléaire en état de marche capable d'utiliser cet uranium enrichi.

Ce dernier problème est étroitement lié au règlement du contentieux. En effet, c'est pour participer à Eurodif et disposer d'uranium enrichi que l'Iran avait, en 1974, accordé un prêt de 1 milliard de dollars au Commissariat à l'énergie atomique, lequel est, à l'origine du contentieux. L'Iran, à l'époque, s'était engagé à payer sa part des frais fixes et à enlever 10 % de la production de l'usine. Lorsqu'en 1979 la révolution a interrompu le programme nucléaire iranien, la nouvelle République islamique a cessé d'acquiescer ses obligations, ce qui a causé un préjudice important à Eurodif.

C'est pour obtenir réparation de ce préjudice qu'Eurodif ainsi que plusieurs autres entreprises, elles aussi lésées par la défection iranienne, ont bloqué le remboursement du prêt aujourd'hui réclamé par l'Iran. L'affaire est complexe car il est difficile d'évaluer les sommes finalement dues de part et d'autre. Compte tenu des intérêts, le prêt de 1 milliard de 1974 vaut aujourd'hui plus de 4 milliards de dollars. Mais

les « compensations » réclamées en sens inverse par les entreprises françaises ont, elles aussi, gonflé.

Il faut aussi tenir compte des variations de taux de change intervenues pendant toute cette période (le prêt était en dollars, les réclamations en francs). Enfin, la valeur de la participation iranienne dans Eurodif dépend du règlement du contentieux (si le préjudice n'est pas remboursé, Eurodif subira des pertes en 1991), mais à l'inverse le montant du contentieux dépend du maintien ou non de l'Iran dans le consortium.

Bref, l'imbricature est totale et il a fallu pour le dénouer une intervention politique au plus haut niveau. « Dans cette affaire, les problèmes économiques ont été totalement subordonnés aux négociations politiques », souligne un haut fonctionnaire français. La méthode finalement retenue par les deux ministères des affaires étrangères a consisté à « globaliser », c'est-à-dire à additionner les sommes réclamées de part et d'autre pour discuter seulement du solde.

Au départ, l'écart entre les deux estimations du solde était énorme puisque les Français n'acceptaient de régler qu'un tiers des sommes réclamées par l'Iran. Faut-il préciser, l'écart s'est réduit, mais il y a quelques mois les Iraniens réclamaient encore 1,8 milliard de dollars, alors que les Français n'offraient que 200 millions. En « coupant la poire en deux » et en acceptant de verser environ 1 milliard de dollars, les diplomates français avaient finalement ouvert la voie à un accord, au grand dam de l'administration des finances. Mais il était entendu qu'on ne prendrait en compte que les litiges du passé, et que l'avenir, notamment la participation iranienne à Eurodif, était exclu de cette négociation. C'est sur ce dernier point que les Iraniens seraient revus.

YVES HELLER

et VÉRONIQUE MAURUS

Selon un rapport parlementaire sur la limitation des armements stratégiques

Les discussions américano-soviétiques n'impliquent aucun changement dans la défense de la France

Au stade où elles en sont, les négociations START, de limitation des armements stratégiques entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, ne devraient impliquer aucun changement dans la politique de sécurité de la France. C'est le point de vue exprimé par M. Daniel Colin, député UDF du Var, dans un rapport qu'il vient de diffuser au nom de la commission de la défense et des forces armées de l'Assemblée nationale. S'il y a accord à venir entre les deux pays, selon le parlementaire, la signature du traité n'aura pas lieu avant la fin de 1991.

« Il est clair, écrit M. Colin, que l'objectif de réduction de 50 % des arsenaux nucléaires stratégiques américains et soviétiques ne sera pas

atteint. Cette réduction pourrait être en moyenne de 30 à 35 % selon les catégories d'armes ». Selon le rapporteur, ces seuils sont même, aujourd'hui, des objectifs maximaux à atteindre pour les deux signataires de l'accord.

Les négociations START ont commencé en 1982 entre Moscou et Washington. Elles ont été marquées, notamment entre 1983 et 1985, par une série de pauses et d'accélération. A ce jour, le traité n'a pas été signé officiellement, même si les deux pays envisagent une nouvelle étape du désarmement nucléaire.

« Il y a loin entre les réductions de 50 % annoncées au début des négociations et les pourcentages de réduction qui seront effectifs à la fin de la durée de la période couverte par le traité, constate le député. Ainsi, il est clair que le nombre total des têtes nucléaires ne diminuera que de 11,8 % pour les Etats-Unis et de 23,7 % pour l'Union soviétique, ce qui portera le nombre total des têtes possédées par les deux pays à 10 936 et 8 546 respectivement. Pour certaines catégories d'armes, la situation est même paradoxale, car les plafonds autorisés sont supérieurs aux quantités actuellement détenues par les deux superpuissances » impliquées dans les discussions START.

Une nouvelle étape

M. Colin cite les cas des missiles de croisière SLCM lancés par les sous-marins et des missiles de croisière ALCM lancés d'avion. « Pour les SLCM, dont les Etats-Unis possèdent aujourd'hui 350 exemplaires, le plafond prévu de 380 permettra une augmentation de 151 %, écrit le rapporteur parlementaire. Quant aux ALCM, dont le nombre pourra croître de 16,2 % pour les Etats-Unis et de 170 % pour l'URSS ».

Le député évoque le vœu des Soviétiques d'impliquer le Royaume-Uni et la France dans une nouvelle étape des START.

« Selon nous, écrit M. Colin, qui rappelle les conditions mises par

M. François Mitterrand pour que la France se joigne éventuellement à ce débat, les négociations n'impliquent, au stade où elles sont parvenues, ni une modification de la politique de sécurité de la France, ni une révision de sa position de non-participation à des discussions [START] ou START 2] sur le désarmement stratégique. Même dans l'hypothèse où les réductions annoncées (environ 30 % des stocks actuels) seraient effectuées, les arsenaux américains et soviétiques demeureraient sans commune mesure avec l'arsenal français ».

Cependant, le rapporteur parlementaire exprime le souhait que la France veuille à maintenir la crédibilité de ses forces stratégiques, compte tenu des nouveaux défis que représentent les constantes améliorations technologiques des arsenaux.

De ce point de vue, a-t-il observé, la force nucléaire française risque d'être déstabilisée par la relance des recherches du type IDS (initiative de défense stratégique) — autrement appelé — la « course aux étoiles », aux Etats-Unis. « Chacun est conscient, note M. Colin, que l'IDS n'est plus un problème technique, mais bien un problème de choix politique et, bien sûr, financier ». La récente réorientation du programme IDS (le Monde des 31 janvier et 14 février) vers la mise en place d'une protection contre des menaces limitées de missiles balistiques « peut déstabiliser notre stratégie de dissuasion en relançant la course aux systèmes de missiles anti-missile ABM » entre les Etats-Unis et l'Union soviétique.

QUE SIGNIFIE ? Graissence

Olivier de La Rochelle

HACHETTE

مكتبة الشامل

JUSTICE

Jugé pour avoir refusé d'inscrire les enfants d'immigrés en maternelle

Le maire de Montfermeil prétend défendre « le droit à l'instruction »

M^{me} Edith Dubreuil, substitut du procureur de la République, a demandé mercredi 3 juillet à la 17^e chambre correctionnelle de Paris de condamner M. Pierre Bernard, maire (div. droite) de Montfermeil (Seine-Saint-Denis) à une peine de deux mois de prison avec sursis, assortie d'une amende, pour avoir, selon le magistrat, commis un délit en refusant d'inscrire dans les écoles maternelles de la commune plusieurs enfants de familles d'immigrés en 1985, 1988 et 1989.

Pour le parquet, M. Bernard est tout simplement un récidiviste. D'ailleurs, le maire de Montfermeil rappelle lui-même sa précédente condamnation du 25 février 1988 à 10 000 F d'amende par le même tribunal (Le Monde du 31 janvier 1988) pour infraction à l'article 187-1 du code pénal, qui punit d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 3 000 à 40 000 F « tout dépositaire chargé de l'autorité publique ou citoyen chargé d'un ministère de service public, qui, en raison de l'origine d'une personne, de son sexe, de ses moeurs, de son appartenance à une nation, une race ou une religion déterminée, lui aura refusé sciemment le bénéfice des droits auxquels elle pouvait prétendre ».

Mais, si M. Bernard admet qu'il y a « des similitudes », il souligne que les deux affaires ne se superposent pas exactement. La première fois, « par méconnaissance de la loi », il avait commis un délit en refusant d'inscrire dans les écoles de la commune des enfants d'immigrés en âge scolaire. Aujourd'hui, le cas est différent, car il s'agit d'enfants de moins de cinq ans, qui n'entraient donc pas dans le cadre de la loi sur la scolarité obligatoire. À ses yeux, il s'agit donc « d'un refus du bénéfice d'un droit ».

En outre, M. Bernard avait de bonnes raisons, qu'il expose volontiers au tribunal, soutenu par une salle acquiescente à sa cause, notamment composée de nombreux élus dont certains portent ostensiblement l'écharpe nicotée. A Montfermeil, la cité des Bosquets comporte 85 % d'immigrés et les écoles accueillent 90 à 95 % d'enfants d'immigrés. « Les Français de souche ne représentent que 5 % à 10 %. Pour M. Bernard, c'est une situation d'apartheid que j'ai dénoncée depuis 1985 », en ajoutant : « C'est l'intérêt de l'enfant dans cette promiscuité », car le maire de Montfermeil est animé par de bonnes intentions : « L'intérêt de ces enfants, c'est le droit au savoir, c'est le droit à l'instruction, ce n'est pas le droit à l'échec », explique M. Bernard, qui affirme avoir seulement voulu « casser un ghetto ».

Le président voudrait bien revenir aux aspects plus juridiques de l'affaire, mais le maire lui fait remarquer qu'il a été interrompu lorsqu'il évoquait « le flot de populations immigrées » qui lui était envoyé par

Au ministère de la défense

M. Roussely nommé secrétaire général pour l'administration

Le conseil des ministres du mercredi 3 juillet a nommé M. François Roussely, jusqu'alors directeur général de la police nationale, au poste de secrétaire général pour l'administration de la défense, où il succède à M^{me} Yannick Moreau. La nomination de M. Roussely est intervenue sur proposition du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, dont il a été le proche collaborateur au ministère de l'Intérieur.

(Né le 9 janvier 1945 à Belvès (Dordogne), M. François Roussely est licencié en droit et ancien élève de l'ENA. Conseiller référendaire à la Cour des comptes depuis 1975, il devient conseiller technique au cabinet du ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, Gaston Defferre, dès 1981. Directeur adjoint au cabinet de Gaston Defferre à partir d'avril 1984, confirmé ce poste par M. Joxe en juillet 1984, il devient directeur du cabinet en mars 1985. Resté aux côtés de M. Joxe, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale pendant les années de cohabitation, il participe à l'équipe de campagne du candidat François Mitterrand. En mai 1988, il retrouve le poste de directeur du cabinet du ministre de l'Intérieur Pierre Joxe. Le 31 mai 1989, M. Roussely avait été nommé directeur général de la police nationale.)

l'office de l'ILM. Cependant, puisque le magistrat insiste, il veut bien préciser qu'il a effectivement refusé d'inscrire des enfants d'immigrés en maternelle quand il s'agissait de nouveaux arrivants. Mais c'était « pour ne pas aggraver la situation des enfants étrangers présents dans l'école ».

« Une sorte de Zorro »

Son défenseur, M^{re} Jacques Tremolet, soutient la même argumentation en estimant qu'il ne faut pas voir dans cette affaire « la moindre discrimination raciale ». D'ailleurs, tous les enfants ont été inscrits puisque leur situation a été régularisée ensuite. Et sur le plan juridique, l'avocat est formel : puisque la scolarité n'est pas obligatoire en maternelle, ce n'est pas un droit, et si c'en est un, il est du seul ressort du tribunal administratif. Il demande donc la relaxe, non sans insister sur « la discrimination scandaleuse qui existe entre les écoles de Montfermeil et celles de Neuilly ».

Parmi les associations s'étant constituées partie civile, SOS-Racisme, représenté par M^{re} Francis Terquem, n'est pas totalement convaincu de la pureté des sentiments du maire de Montfermeil. « Je crois que M. Bernard est un brave homme, surréaliste l'avocat en se demandant toutefois s'il ne s'agit pas plutôt, derrière un bon officiellement humanitaire, de capter des électeurs », et, paraphrasant Coluche, M^{re} Terquem résume l'argumentation du maire en évoquant le rejet d'immigrés « qui viennent manger le pain de nos Arabes ».

Auparavant, c'est M^{re} Claude Michel, conseil de la Ligue des droits de l'homme, qui avait démonté la construction juridique du maire de Montfermeil : dès lors que dans une

commune, il existe une école maternelle, « le droit de s'y inscrire est ouvert » et il n'est pas nécessaire qu'il y ait une obligation. M. Bernard avait donc bien refusé « le bénéfice d'un droit ». Sur le fond, l'avocat restait cependant pondéré : « M. Bernard a mal agi, même s'il est pour partie de bonne foi. En se posant ainsi comme une sorte de Zorro, on dessert la réflexion nécessaire sur ces problèmes. On donne matière à tous les dérapages. » Et M^{re} Michel de décaler une sorte de morale de cette affaire en déclarant : « Gardons au moins dans nos conflits entre droite et gauche la barrière de l'État de droit. »

Jugement le 25 septembre.

MAURICE PEYROT

Incidents au Père-Lachaise

Pèlerinage mouvementé sur la tombe de Jim Morrison

Quatre cents jeunes de diverses nationalités — surtout des Britanniques, des Néerlandais et des Allemands — ont essayé de pénétrer, mercredi soir 3 juillet, au cimetière du Père-Lachaise, pour se rendre sur la tombe de Jim Morrison, le chanteur des Doors, dont c'était le vingtième anniversaire de la mort.

Peu après 23 heures, les « fans » ont réussi à enfoncer la porte principale du cimetière avec une voiture à laquelle ils

ont ensuite mis le feu. Un gardien de la paix et un commissaire ont été légèrement blessés par des jets de projectiles divers. Les policiers ont procédé à seize interpellations.

Ce rendez-vous traditionnel des fans de Morrison a pris, cette année, une ampleur exceptionnelle, à cause de la sortie récente du film *The Doors*. Jusqu'à huit cents jeunes avaient stationné, tout au long de la journée de mercredi, devant l'entrée du cimetière parisien.

Après avoir refusé de se rendre à l'hôtel Matignon

Les enfants d'anciens harkis durcissent leur mouvement

Le maintien en détention des quatre jeunes gens incarcérés à la suite des incidents des 23 et 24 juin à la Cité des Oliviers de Narbonne provoque chez les enfants d'anciens harkis des réactions exaspérées pendant que le gouvernement continue de préparer la série de mesures d'urgence annoncées depuis un semaine.

Les délégués des jeunes manifestants ont décliné, mercredi après-midi 3 juillet, l'invitation à rencontrer, à l'hôtel Matignon, le conseiller social du premier ministre. M^{me} Edith Cresson a fait savoir, par son entourage, qu'elle

déplorait ce rendez-vous manqué aussi qu'elle ne saurait en porter la responsabilité. Au même moment, une délégation des familles des anciens harkis de Bias (Lot-et-Garonne), conduits par M. Boussad Azmi, tentait, en vain, d'être reçue à l'Élysée.

De nouveaux incidents se sont produits, dans la soirée de mercredi, à la Cité des Oliviers, à Narbonne, où les enfants de la communauté des rapatriés musulmans ont incendié un autobus et une voiture de police dont les deux occupants, menacés, ont été contraints à la fuite.

Les jeunes manifestants ont ensuite bravé les forces de l'ordre, en leur jetant des pierres, et celles-ci sont intervenues, vers 22 h 30, en usant des gaz lacrymogènes, pour démanteler une barricade. Il n'y a pas eu, semble-t-il, de blessés. Le calme est revenu vers minuit mais les porte-parole des manifestants ont exprimé l'intention de « maintenir la pression ».

« Il y en a marre de ne pas être entendu »

À Marseille, deux barrages ont été établis, mercredi, en fin d'après-midi, dans les quartiers nord de la ville. Le premier, constitué de voitures et du rassemblement d'une cinquantaine d'anciens harkis, a provoqué un énorme embouteillage dans le quartier des Aigalades.

Le second, composé de poubelles et érigé par près de quatre-vingts personnes, avait été dressé à deux cents mètres du premier, devant la Cité des Tillouls où demeurent une centaine de familles maghrébines, dont vingt-cinq environ d'anciens harkis. Ces

deux barrages ont été levés vers 20 heures après que les délégués de ces communautés eurent obtenu l'assurance d'une audience à la préfecture vendredi matin.

Un autre barrage a été dressé, en revanche, à la sortie nord de Sisteron (Alpes-de-Haute-Provence). À Pélissier (Vaucluse), une trentaine d'anciens harkis — parents et enfants — ont occupé, sans incident, mercredi après-midi, pendant plusieurs heures, l'escalier de la mairie pour attirer l'attention sur leurs difficultés.

Les quatre barrages dressés depuis une dizaine de jours à Jouques, Fuveau, La Roque-d'Anthéron (Bouches-du-Rhône) et à Saint-Laurent-des-Arbres (Gard) sont toujours en place. Les enfants de harkis de Jouques occupent également, depuis quatre jours, le péage de Meyrargues, sur l'autoroute A 51 au nord d'Aix-en-Provence.

« La tension et l'insécurité montent, il y en a marre de ne pas être entendu alors que nous sommes dans l'action depuis une semaine, soulignait mercredi soir l'un de leur porte-parole. Nous n'avons pas voulu casser et nous avons privilégié le dialogue mais ça ne donne rien, le mouvement va se poursuivre ». Les enfants de harkis de Jouques ont demandé audience à M. François Mitterrand.

Le Conseil national des Français musulmans a précisé, pour sa part, mercredi, que la manifestation annoncée pour le 13 juillet à Paris « a pour objet de rassembler les Français musulmans et leurs amis de toutes obédiences philosophiques, religieuses ou politiques pour témoigner de leur soutien aux fils de harkis et de la reconnaissance à l'ensemble de la communauté rapatriée française musulmane ».

HIPPISSME

Face à la concurrence des investisseurs moyen-orientaux

La disparition des propriétaires-éleveurs européens

C'est traditionnellement au début de l'été, dans les courses classiques, que sont désignés, en Angleterre et en France, les champions pur-sang des trois ans. Cette année, le sacre a été marqué par des anomalies dues au monopole des propriétaires japonais, américains et surtout moyen-orientaux.

Grâce à l'apport de sponsors de luxe, les quatre grandes épreuves pour mâles et femelles sont mieux dotées que jamais, d'un côté comme de l'autre de la Manche : près de 20 millions de Francs au total. Or, elles réunissent de moins en moins de participants. Sept concurrents seulement par exemple dans le prix du Jockey Club à Chantilly en juin. Cela ne s'était jamais vu.

Cette raréfaction a une cause bien connue : la disparition totale des importants propriétaires-éleveurs français et même européens. Ils ne veulent ni ne peuvent plus lutter contre les investisseurs asiatiques, américains et surtout moyen-orientaux. Ces derniers, nullement freinés par les secousses de la guerre du Golfe, se livrent entre eux, presque en circuit fermé, une véritable lutte d'orgueil. Ils veulent remporter toutes les courses classiques. Pour ce faire, ils achètent sur les deux continents les meilleurs chevaux représentant les meilleurs courants de sang.

Résultat : ce sont les couleurs du prince saoudien Fahd Salman (Generous), du cheikh Mak-toum al-Maktoum (*Jet Sky Lady*), du Libanais Henri Chal-houb (*Suave Dancer*) qui s'imposent quand ce n'est pas celles du géant nippon de la charcuterie Kaichi Nitta (*Caerlina*). Autre évolution : la « tenue » qui était auparavant l'apanage des produits européens, tend à disparaître. En effet, pour copier les Américains, la tendance chez nous consiste à privilégier le sprint, la vitesse pure par rapport au fond. Les dis-

taignes de nombreux parcours sont raccourcies. Tel le Grand Prix de Paris couru sur 2 100 mètres au lieu de 3 kilomètres précédemment. Un créneau mieux approprié à notre production et dont a profité à Long-champ le seul cheval français à l'honneur ces dernières semaines, Subotica, à M. Loefer, ex-PDG des Ciments Lafarge.

Assurer la sélection

A ces correctifs pour tenter de sauver la face et les intérêts commerciaux de quelques-uns, s'ajoutent encore, pour accentuer la morosité du secteur, les épreuves françaises et anglaises sont disputées à quelques jours d'intervalle. L'éventualité d'un championnat type coupe d'Europe de football organisé alternativement d'un côté puis de l'autre de la Manche, est repoussée par les dirigeants qui s'exclament : « Nous sommes là pour assurer la sélection non pas pour monter des shows. »

Les fondements de la sélection, il en est cruellement question aussi ces jours-ci : un vétérinaire réputé qui soignait beaucoup de champions de trot (*Ouvras*) mais aussi de galop, a été incarcéré à la prison de Compiègne pour infraction à la législation sur les substances vénéneuses. Il aurait prescrit des produits non autorisés en France. Des entraîneurs de Chantilly ont été interrogés dans le cadre de l'enquête et deux éleveurs très connus de l'Orne appréhendés et inculpés pour le même motif.

Depuis toujours, des spécialistes affirment que certains yearlings (chevaux de un an) proposés aux ventes aux enchères publiques sont « gonflés » artificiellement. Présentant alors un magnifique aspect, qu'ils aient « fondé » ensuite à l'entraînement ou ils perdent cette masse musculaire factice,

GUY DE LA BROSSE

SPORTS

TENNIS : les championnats de Wimbledon

Martina Navratilova
reine déchue

Grand espoir du tennis féminin américain, Jennifer Capriati, quinze ans, a éliminé mercredi 3 juillet en quarts de finale des championnats de Wimbledon sa compatriote Martina Navratilova, trente-quatre ans, tenante du titre, qui défend le record de victoires (neuf) sur le gazon anglais.

LONDRES

de notre envoyé spécial

Martina Navratilova croyait encore en la magie de Wimbledon. Le tournoi le plus prestigieux du monde — et sans doute le plus difficile — était pour elle une intrigue et bonne étoile. Il la suspendait hors du temps et de ses rivaux. Un phénomène extraordinaire, une sorte de conte de fées qui transformait le court central en un sanctuaire. Martina n'y vieillissait pas, elle y demeurait toujours la reine.

Dans ce refuge doré, elle pouvait oublier la réalité, en tout cas le cours de l'histoire, ces championnats qui à travers le monde lui faisaient savoir qu'elle a désormais trente-quatre ans, les éternelles rengaines glorifiant ses adolescents surdoués, ses quinze ans en jupette, qui, il fallait bien le reconnaître, l'avaient déjà détrônée, une par une, ces dernières années.

La gloire de Martina était donc là, dans cette extravagance britannique. Neuf victoires à Wimbledon, un record historique, que personne ne pourra sans doute égaler, pas même celles qui lui font mortifier aujourd'hui la poussière des terres battues. Martina pouvait croire en une dixième victoire, espérer décrocher le plateau d'argent qu'elle aurait pu faire miroiter et rappeler qu'elle faisait encore la loi ici. Le charme de Wimbledon l'a abandonnée. La logique du tennis féminin s'est finalement imposée. L'Américaine Jennifer Capriati a rompu ce fil étrange, du haut de ses quinze ans ! Un moustique débrouillard, cette Capriati qui va devenir la plus jeune demi-finaliste de l'histoire des championnats. Avec sa tête de Caroline de Monaco, ses cheveux soigneusement tressés dans un chignon bourgeois et ses genoux mal formés, elle a tenu le rôle, désormais classique, de la

puce affrontant la mère ou la prof en toute insolence. L'effronterie, la petite chose fragile, capable de répliquer aux services, de renvoyer ce qui ne devait être en définitive que des boulets chargés de l'assommer ! Cette teenager, minette de salon, allait donc donner leçon à cette femme à la musculature de Zeus et faire souffrir ce visage anguleux, crispé derrière des lunettes. Capriati a couru sur toutes les balles, jusqu'à l'épuisement et la douleur, mais gagnant encore et encore, à la stupeur du public.

La rumeur de cette sorte de prodige a enflé mardi dans les travées du stade. Capriati clouait son adversaire sur ses services. Martina avait déjà laissé filer un set (6-4) et elle était bientôt menée 3-2. La pluie renvoya alors les deux joueuses au lendemain. Tout redevenait possible pour Martina. Mais l'intermittence de la pluie ne devait rien changer à l'histoire : mercredi ressembla à mardi. « J'ai été sur la défensive tout le temps », expliqua Navratilova. « C'est cette peur du retour qui m'a fait commettre une double faute sur la balle de match. »

Un point comme offert à son adversaire tant Navratilova semblait avoir perdu l'expérience et la confiance. Avant plusieurs fois les yeux au ciel, elle tenta d'alourdir sa frappe. La première balle sortit du carré. La deuxième se coupa dans le filet. Acclamée par le public, Martina quitta le court avec le sourire. « Si les dieux sont avec moi, je reviendrai l'année prochaine », Navratilova croit encore à sa légende du Wimbledon.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Résultats du 3 juillet

MESSIEURS
Quartiers de finale
T. Muster (Aut.) n° 24 b. D. Rostagno (E-U, n° 24) 6-7, 6-2, 6-1, 3-6, 6-3 ; G. Forget (Fra, n° 8) b. T. Mayotte (E-U, n° 91) 6-7, 7-5, 6-2, 6-4 ; A. Agassi (E-U, n° 5) b. J. Eltingh (P-B, n° 109) 6-3, 3-6, 6-3, 6-4 ; B. Becker (All, n° 2) b. C. Bergström (Sue, n° 55) 6-4, 6-7, 6-1, 7-6.
DAMES
Quartiers de finale
J. Capriati (E-U, n° 12) b. M. Navratilova (E-U, n° 4) 6-4, 7-5 ; G. Sabatini (Arg, n° 3) b. L. Gildemeister (Pér, n° 26) 6-2, 6-1.

Forget et Champion
en quarts de finale

Deux Français, Guy Forget et Thierry Champion, devaient affronter jeudi 4 juillet en quarts de finale des championnats de Wimbledon respectivement l'Allemand Boris Becker et le Suédois Stefan Edberg. Pour retrouver un tel précédent à Wimbledon, il faut remonter à 1946 avec les qualifications de Pierre Pelizza et Yvon Petra, ce dernier devant gagner le tournoi cette année-là. Les deux tennismen n'en sont pas impressionnés pour autant.

Thierry Champion pourrait sembler vivre son ascension comme un gag. Incapable de monter au filet, il joue un tennis bien peu adapté aux lois de Wimbledon. Pourtant il n'a pas l'intention de modifier quoi que ce soit à sa technique. « Les autres années, je venais ici dix jours avant et je m'entraînais sur l'herbe en faisant des services et des volées. Cette année, je suis arrivé la veille d'un tournoi en Italie. Je n'avais pas le choix, j'ai joué comme j'avais l'habitude de jouer. Edberg, c'est un beau morceau, tout le monde le trouve impressionnant, moi aussi d'ailleurs. »

Maintenant que je vais le rencontrer, je le vois différemment. En tout cas ce n'est pas lui qui va faire changer mon jeu », annonce-t-il sans émotion aucune, regard, visage, une boulette diplomatique en précisant qu'il aurait préféré de loin la même qualification à Roland-Garros.

Guy Forget, tête de série numéro 7, n'est « pas surpris d'être en quarts de finale ». Pendant les matches, il s'insulte en français et maudit la pelouse en anglais mais il se déclare « satisfait » de la manière dont il a joué. Son style, il est vrai, est beaucoup plus orthodoxe sur le gazon que celui de Champion. « Je me souviens du match contre lui en Australie. Il avait été parfait, il ne m'avait jamais laissé une chance de m'exprimer. S'il rejoue comme ça, évidemment... Mais c'est difficile de toujours jouer à 100 % de ses possibilités. J'ai confiance, c'est une confiance relative. Ça vient à peu de choses, à deux, trois points qui peuvent faire basculer un match. »

D. L. G.

VOILE : Laurent Bourgnon gagne la course de l'Europe. — Le navigateur suisse Laurent Bourgnon (trimaran RMO) a remporté la Course de l'Europe à la voile (Open UAP de la Communauté européenne), mercredi 3 juillet, au terme de la sixième étape disputée sur 200 milles entre Marseille et Santa-Margherita-Ligure, près de Gênes (Italie). Cette dernière étape a été remportée par la Française Florence Arthaud (Pierre-1).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde SANS VISA

Une étude de la COFREMCA sur les Français et la mort

Le retour du corbillard

Une enquête inédite sur l'attitude des Français face à la mort et aux funérailles a été rendue publique, jeudi 4 juillet, par une société d'études et de conseil, la COFREMCA. Elle a été conduite auprès d'un échantillon représentatif de deux mille cinq cents personnes, d'octobre à décembre derniers, à la demande des Pompes funèbres générales. La tendance n'est plus à « cacher la mort » mais à redécouvrir les cérémonies d'obsèques.

« Êtes-vous « rationaliste crématiste » ? « Défenseur spiritueliste » ? « Dénégateur incrédule » ? « Religieux conformiste » ? « Conservateur pratiquant » ? Il ne s'agit pas du dernier jeu de rôle à la mode, mais des cinq grandes catégories définissant, selon la COFREMCA, le comportement des Français face à la mort.

Les plus nombreux (30 %) sont les « dénégateurs incrédules », ceux qui refusent de penser à la mort, se disent peu concernés par sa dimension religieuse et n'ont aucun souhait particulier, le jour venu, pour leurs obsèques. Assurances et pompes funèbres, s'abstenir : dans ce groupe, on préfère « profiter de la vie et faire un beau voyage, plutôt que de mettre de l'argent de côté pour les funérailles ».

A l'opposé, on trouve les « religieux conformistes » (13 %), plus

agés que les précédents, catholiques fidèles à la pratique dominicale, pour qui l'idée de la mort est familière. Ils se disent très attachés aux obsèques religieuses et, dans ce groupe, 70 % rejettent l'incinération et expriment déjà un désir précis d'être inhumés.

L'incinération est encore peu répandue en France, ne touchant que 5 % des défunts. Trente mille cérémonies de crémation ont lieu chaque année. Mais cette pratique serait promise à un grand développement, si l'on en juge par l'étude de la COFREMCA, qui estime à 24 % la proportion des « rationalistes crématistes », pour qui l'attitude à l'égard de la mort est marquée par un certain intellectuelisme et un refus de l'émotion. Dans cette catégorie, près de la moitié des personnes interrogées ne seraient pas opposées à ce qu'on « provoque (leur) mort lorsqu'ils auront l'impression que ça ne va plus ».

Des obsèques
plus personnalisées

Enfin, à l'inverse des « conservateurs pratiquants » (16 %), qui se satisfont des obsèques traditionnelles, à l'église ou au temple, dans la simplicité et l'intimité familiale, c'est le dernier groupe recensé par la COFREMCA, celui des « défricheurs spirituels » (18 %), qui semble promis au plus bel avenir.

Ce sont des « chercheurs de sens », étrangers aux Églises institutionnelles, mais n'excluant pas la dimension religieuse de l'existence. Ils vont de la pratique méditative au zen et au yoga, et même à la prière personnelle, fréquentent les stages et les disciplines du « nouvel âge », se disent ouverts à la réflexion sur le sens de la mort et surtout au renouveau du rite des funérailles. Ils souhaitent des obsèques plus « personnalisées », réclamant une participation active de leurs proches à une cérémonie qui ne doit manquer ni d'émotion, ni de « chaleur ». Pour un tiers de « défricheurs », les funérailles doivent être « une réunion finalement joyeuse ». Ils les imaginent

« dans un beau jardin » ou « un cimetière champêtre ». Un sur deux pense qu'« après (sa) mort, (il) peut survivre sous une autre forme ».

Même si cette dernière catégorie définie par la COFREMCA est la plus jeune, ce ne sont pas d'abord des critères démographiques ou sociaux (âge, milieu) qui expliquent les différences d'attitude des Français par rapport à la mort, mais des critères « culturels », comme la recherche d'un sens ou d'une émotion, l'attachement à un rite ou à une religion, le rapport aux normes et à la tradition.

Le fait nouveau, sinon massif, est le regain d'intérêt pour la mort, que la société avait presque fini par cacher : disparition des cortèges, des tentures et autres signes extérieurs de deuil, banalisation des convois, dépeuplement des cérémonies, etc. La façon dont la société se sépare de ses morts est typique d'un état de civilisation. Or celle-ci est marquée aujourd'hui par le déclin du rôle social des Églises et la recherche de nouvelles formes de spiritualité. Celle-ci toucherait au moins un Français sur trois, selon M. Alain de Vulpian, directeur de la COFREMCA, pour qui « la volonté de donner un sens à la mort sera une motivation porteuse des années 90 ».

Le succès
des chambres funéraires

On avait ironisé, hier, sur les funérailles américaines. La France, à son tour, compte deux cent cinquante « chambres funéraires », accueillant les dépouilles mortelles en dehors du domicile familial et de la morgue. Les Pompes funèbres générales ont lancé, à Brive, à Agen, à Pau, etc., une nouvelle génération de maisons funéraires, « avec profusion de lumière naturelle et de plantes vertes, frémissement continu d'une fontaine, fresques ou tableaux au mur ». Traditionnellement sombre, rempli de fleurs et d'ex-voto vieillots, le magasin de pompes funèbres est, lui aussi, appelé à un ravalement : « Il ne correspond plus

à l'idée que les gens se font aujourd'hui de la mort et des funérailles », dit M. Philippe de Margerie, le patron des Pompes funèbres générales, lesquelles entendent désormais privilégier « les façades d'un gris bleuâtre insérées au paysage urbain et les espaces d'accueil dégagant une sensation de calme, grâce à la douceur des formes, des matériaux et des couleurs ».

Tenue « bleu marine
sobre, confortable »

Adieu croque-morts ! Eux aussi vont être rhabillés de pied en cap pour une tenue « bleu marine, classique, sobre et confortable ». Le souhait d'obsèques plus personnalisées et originales va même jusqu'au retour des « corbillards de nos grands-pères », comme chantait Brassens ! En juillet 1990, les PFG ont ressorti le corbillard à cheval qui dormait dans un dépôt depuis quarante ans. Au moins deux convois à l'ancienne sont demandés chaque mois depuis le début de l'année 1991.

Ce besoin, en plein renouveau, de cérémonies et de rites funéraires se heurte à la diminution du clergé. De plus en plus d'enterrements se font sans prêtre, présidés par un laïc de bonne volonté et compétent. Mais les pompes funèbres se voient dans l'obligation de jouer parfois le rôle de substitut du clergé. Ce sont leurs employés qui choisissent les lectures (un texte religieux ou un poème de Victor Hugo), organisent, « selon une gestuelle précise », les mouvements de l'assistance ou la remise des fleurs.

Certains ne vont-ils pas jusqu'à se faire passer pour des prêtres auprès des familles endeuillées ? Usurpation d'identité, dit-on dans l'Eglise. M. de Margerie ne le nie pas, mais l'explique : « Nos employés sont toujours au contact de la mort. Que certains passent de la compassion humaine à l'aide spirituelle et aillent jusqu'à se présenter comme des prêtres, cela ne m'étonne pas ! »

HENRI TINCO

MÉDECINE

La contamination par le virus du sida lors d'une transfusion

Contestation
d'un expert choisi
par le tribunal
de Montpellier

MONTPELLIER

de notre correspondant

Qui est le plus compétent pour étudier le cas de Michèle, une fillette de sept ans devenue séropositive après avoir été transfusée le 9 novembre 1984 à l'hôpital de Béziers où elle était soignée pour une gastro-entérite ?

Par une ordonnance rendue en référé le jeudi 27 juin, le tribunal de grande instance de Montpellier, après s'être déclaré compétent pour traiter le litige qui oppose la famille au centre régional de transfusion sanguine (CRTS) de la ville, a désigné un expert agré par la Cour de cassation, le docteur Christian Janot. En prenant cette décision, le juge Olivier Froment voulait choisir un spécialiste indépendant, et irréprochable ayant l'aval de la plus haute juridiction française. Cet hématologue devait avoir les difficultés (tâches de vérification des échantillons de sang, de bien un rapport avec la transfusion sanguine, d'évaluer les possibilités de contrôle qui existaient à l'époque au centre régional de transfusion sanguine et de préciser le préjudice financier que représentait son état.

Sa nomination inquiète cependant la famille. Celle-ci se remet pas en cause les compétences de M. Janot, qui est chef du service hématologie du CHRU de Brabois à Vandœuvre-lès-Nancy (Meurthe-et-Moselle). Mais le fait que cet hôpital héberge également le CRTS lui pose problème, compte tenu des responsabilités qu'y exerce par ailleurs le docteur Janot. Ne voulant pas prendre le risque de voir un responsable de CTS traiter du cas d'un autre CTS, les parents de la fillette ont donc annoncé leur intention de demander un changement d'expert.

Cette requête a toutes les chances d'être acceptée par le juge qui ignore la totalité des fonctions du docteur Janot au moment de son choix. Celui-ci peut de son côté invoquer un « cas de conscience » et refuser la mission qui lui est proposée. Une fois saisi, le tribunal de grande instance de Montpellier, devrait donc chercher sur les listes des experts de la cour d'appel de Paris, pour trouver un spécialiste renommé qui n'ait pas d'attaches en Languedoc-Roussillon, et qui n'exerce pas ailleurs dans un CTS.

J. M.

L'EVENEMENT de l'été c'est fou

cette semaine

Une grande enquête qui bouscule les idées toutes faites

LES FANTASMES DES FRANÇAIS

ET LES FANTASMES DE L'ETRANGER SUR LES FRANÇAIS

Récit politique
COMMENT TONTON SUICIDE LA GAUCHE

DIX TABLEAUX A PLEURER
ce que fut l'art totalitaire

Régis Debray-Michel Winock
POLEMIQUE SUR L'ANTI-AMERICANISME

Steak de rat, matoleto de serpent, civet de chat
QUI BOUFFE QUOI ?

ET NOS FEUILLETONS DE L'ETE
San Antonio, Boulanger, Modiano, Grisolio, Roberts, Debray, Vautrin, Daeminx
Notre roman policier à huit mains.

Frank, Le Clézio, Chexsex, Sabatier, Sollers, Avril, Bastide, D'Ormesson
sept péchés capitaux, plus un !

ET ENCORE
un introuvable érotique du XIX^e siècle
l'histoire des hôtels nostalgiques

RETOUR A KOENINSBERG
par Jean-Paul Kauffmann

LA CHRONIQUE
de Philippe Meyer

L'Edj c'est plus cher et pour cause !

ISTH ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
DEPUIS 1984 PRIVE

PRÉPAS
aux concours d'entrée en 2^e année de

• HEC-ESCP
• ESCAE

Entrées individuelles d'admission
• Stages intensifs d'été

SUCCÈS CONFIRMÉS
Centre Auteuil 42 24 10 72
PLUS QU'UN INSTITUTEUR, UNE INSTITUTION

CULTURE

CINÉMA

La mémoire longue

Les hommages et rétrospectives du Festival de La Rochelle rendent justice à des cinéastes méconnus ou oubliés

LA ROCHELLE

de notre envoyé spécial

Malgré les riches sponsors qu'il a su gagner à sa cause, le Festival de La Rochelle, qui s'est ouvert le 29 juin et se termine le 10 juillet, est resté, selon les termes de son directeur Jean-Loup Passek, « un festival de la convivialité ». L'un des rares lieux où l'on ne parle guère d'argent, où le cinéma garde l'air vivant.

Après une ouverture en mineur avec *Dans la soirée*, de Francesca Archibugi, surtout marqué par l'affrontement entre Sandrine Bonnaire et Marcello Mastroianni, on passait aux choses sérieuses : la rétrospective très complète consacrée à Vittorio De Sica (trois films inédits en France). Avec une question de fond :

pourquoi l'auteur du *Voleur de bicyclette*, film qui occupa l'une des premières places parmi les dix meilleurs films du monde, est-il aujourd'hui tombé dans une telle disgrâce ?

La réponse fut trouvée dans son œuvre même. Mais si De Sica eut une fin de carrière peu glorieuse, il partage ce sort avec nombre de grands cinéastes. Ne faudrait-il pas plutôt questionner l'Histoire et l'idéologie ? De Sica dut son succès à une critique, qui, André Bazin en tête, célébrait en lui le représentant d'une école de pensée très proche du christianisme social. Les temps ont changé. La spiritualité a pris au cinéma d'autres formes, influencée par la science-fiction et la bande dessinée. Il n'est pas sûr qu'il faille s'en réjouir. La seconde rétrospective était réservée à Edmond T. Gréville,

plus oublié encore que Vittorio De Sica. Gréville est pourtant l'auteur d'une trentaine de films, en France et en Angleterre, dont deux merveilleux qu'on a pu voir à La Rochelle, *Remous* (1933), qui conjugue toute la puissance expressive du muet - un art de donner la parole aux choses pour raconter l'histoire, un art de la narration pudique et non du symbole - avec le pouvoir émotionnel d'un son encore timide et incertain. Et *Ménages* (1939), où Erich Von Stroheim campe une inoubliable silhouette : celle d'un médecin autrichien réfugié en France et dont le visage mutilé est dissimulé par un masque divisé en deux, une moitié claire, une moitié sombre, la paix et la guerre, la vie et la mort. Les hommages du Festival de La Rochelle - le plus souvent en pré-

sence des cinéastes - sont également l'occasion de réparer des injustices. Du Mexicain Paul Leduc, nous ne connaissions en France que le superbe *Reed Mexico insurgente* (1972). La Rochelle nous a offert *Ethnocide* de 1976, et *Frida* de 1984 : un documentaire exemplaire, et une évocation bouleversante de la vie de l'épouse du peintre Diego Rivera, elle-même auteur d'une œuvre picturale abondante inspirée par la souffrance d'un corps détruit très jeune par un accident.

Un extrême

refinement artistique

Leduc n'a pas honte de se présenter comme un « auteur politique » (« Tout le monde l'est au Mexique », dit-il), et *Ethnocide* ne cache pas ses intentions militantes, servies ici par un extrême raffinement esthétique. Ce mariage parfaitement accompli donne son unité au portrait des Indiens Oronis, lentement décapés par la pauvreté, les situations de désespoir engendrées par la politique agraire, l'absence de soins médicaux et la pollution. Ils ont, face à la caméra, la même immobilité un peu gauche, la même beauté que les Indiens sur les grandes fresques de Rivera.

Ethnocide est construit en courts chapitres correspondant aux lettres de l'alphabet. *Frida* traduit la même appréhension intense du réel par la fragmentation en lambeaux de mémoire, bouffées de souvenirs qu'on dirait tirés par le corps de l'héroïne, par la douleur, dans ce film qui est peut-être aussi l'un des plus beaux jamais tournés sur la souffrance physique.

CHRISTIAN ZIMMER

■ Mort de l'écrivain et scénariste Claude Néron. - L'écrivain et scénariste Claude Néron est mort dimanche 30 juin d'une crise cardiaque, à l'âge de soixante-quatre ans. Claude Néron avait publié en 1965 son premier roman, *La Grande Marade* (Grasset), dont le cinéaste Claude Sautet devait tirer en 1974 le film *Vincet, François, Paul et les autres*. Claude Néron participait à l'écriture du scénario, comme il le fit pour l'adaptation de son deuxième livre, *Max et les ferveurs*, porté également à l'écran par Claude Sautet. Les deux hommes devaient à nouveau collaborer pour *César et Rosalie*, et pour *Mado*, dont Néron tira un roman.

DANSE

Ouvrir l'espace

François Verret enseigne dans les prisons et exerce son métier dans les festivals



François Verret : « J'ai besoin du silence des débuts »

LE VENT DE SA COURSE

à Châteauneuf

Détenus, travailleurs au chômage, autant de conditions qui vont désormais explorer le chorégraphiste François Verret, artiste associé, depuis deux ans, au Théâtre de la danse et de l'image de Châteauneuf, près de Toulouse.

Ce retour des artistes sur le terrain, cette volonté de donner la parole à ceux qui en sont privés, semblent autant d'actions qui sonnent comme des remakes des utopies de 68. Cela dit, plus de vingt ans après, les créateurs ont compris que, pour durer dans ce genre d'entreprises, mieux valait rester discret. Leurs démarches portent pourtant la même urgence, le romantisme et l'idéologie en moins. Elles reflètent - ou plutôt anticipent - l'urgence que l'on ressentait à tous les niveaux de notre société, d'une radicalisation de la pensée et des actes.

Partout, des chorégraphes quittent la scène pour se consacrer aux corps en souffrance des exclus. François Verret ne se pose pas en exemple. Il dit simplement qu'il ne pourrait pas agir autrement - la difficulté étant de concilier ces trajets souterrains, silencieux, avec les feux de la scène. En effet il crée le *Vent de sa course* au Festival de Châteauneuf, qui a lieu du 3 au 29 juillet.

« Il y a une certaine obscénité à parler de la prison », dit-il. La parole est possible quand elle a subi l'épreuve de l'acte : mon travail avec les détenus de la maison d'arrêt de Toulouse en est à son tout début. Il m'est apparu très vite que je ne pourrais pas parler de la prison sur une scène. Ceux qui dorment s'expriment sur ce qui ont vécu l'enfermement. L'artiste trop souvent usé par les discours qui ne lui appartiennent pas.

« A la maison d'arrêt de Toulouse, l'atelier de danse est fondé sur la respiration et la manière dont elle transforme le mouvement. Il s'agit de faire entrer de l'air, de lutter contre l'asphyxie. D'ouvrir un espace tout d'abord à vivre au quotidien, dénouer les inquiétudes. Il est question de construire une courte pièce ; mais je suis intéressé par le processus plus que par le spectacle. Au cours de l'atelier, les personnalités se révèlent, les hommes cessent de n'exister qu'à travers l'étiquette « prisonniers ». L'enjeu est là, dans cette rencontre, dans ces discussions qui ouvrent les ateliers, dans cette reprise de conscience progressive des corps et des identités.

« Dans une prison d'hommes,

comme souvent aussi à l'extérieur, la danse est perçue comme un truc de pédés, au mieux comme l'accompagnement des clips à la TV. Entre les deux, il y avait un grand blanc dans lequel les détenus ont appris quelque chose qui peut les aider à vivre.

« L'institution énonce clairement les règles du jeu. Mais il est évident que je ne réponds pas à une commande. Je n'ai aucune préoccupation opportuniste ou politique. Je désire le silence, la non-médiatisation. Je n'ai plus besoin de parler, mais de travailler, d'avancer, d'anticiper, d'être présent par l'acte que par le produit fini, prêt à consommer. Je suis probablement boulimique, mais la scène ne me suffit plus. Il me faut retrouver cette nécessité qui m'a poussé vers les arts martiaux, la chorégraphie. J'ai besoin du silence des débuts.

« L'artiste, frère de l'assassin »

« Yves Jeannougin a réalisé un reportage sur les Baumettes, d'une telle force et d'une telle honnêteté que j'ai eu envie de filmer ses photos de détenus. Vingt minutes de bande-titre sur lesquelles Charlie Bauer, qui sait de quoi il parle quand il évoque le monde pénitentiaire, est en train de mettre des mots.

« Le spectacle que je présente au Festival de Châteauneuf, le *Vent de sa course*, est une interrogation sur mes propres prisons, celles liées aux gens avec lesquels je suis condamné à vivre ou que je choisis. J'affronte tout ce que je croyais savoir des prisons avec barreaux, des prisons du monde du travail. Tout est, évidemment, plus compliqué, contradictoire. On en revient toujours au tragique de la condition humaine. Je suis prisonnier d'une mémoire, du totalitarisme des discours : aujourd'hui, on peut affirmer tout et son contraire. Le langage n'est plus qu'utilitaire, il doit retrouver sa grandeur, sa générosité. J'essaie de récapituler l'urgence des choses en train de se faire. Devant le sable qui s'accumule poussé par le vent, c'est le vent qu'il faut regarder, comme le dit, en d'autres termes, le peintre Jean Dubuffet. Thomas Mann écrit : « L'artiste, frère de l'assassin et hors-la-loi : il est fondé sur la mesure, l'incertitude. Ceux qui vivent en prison connaissent de l'intérieur cette réalité qui, souvent, est la leur. »

DOMINIQUE FRÉYARD

► Les 5 et 6 juillet, à 22 heures. Théâtre ouvert, Festival de Châteauneuf, tél. : 18/94-24-11-76.

Hollywood, as-tu du cœur ?

LE CID

d'Anthony Mann

Les professeurs ou les parents qui emmèneront leur rejeton voir le film d'Anthony Mann pour préparer l'étude de Corneille risquent d'être surpris - et les connaisseurs de l'histoire médiévale espagnole tout autant. Hollywood seul dicte les lois de cette super-production confiée à un maître du western. Mais trente ans après sa sortie, en copie restaurée, complétée et ornée de la son Dolby, le *Cid* est devenu une friandise qui se savoure longuement (185 minutes), en toute délectation rétro.

Toute la panoplie du spectaculaire est là, grand envol de figurants (7 000) emplissant le 70 mm, grands sentiments, batailles homériques et costumes flamboyants. Mais le réalisateur de *Winchester 73*, des *Affaires de la plaine* et de *l'Homme de la plaine* était bien plus qu'un simple M. Loyal du grand cirque hollywoodien. Stylisme éblouissant, il savait faire de l'armée des méchants Maures une mytique masse sombre progressant sous les murs de Valence au rythme de tambours qui valent ceux du

Bronx. Il savait éblouir de couleurs franches un tournoi hiéroglyphique, avant de faire oser les stridences des violons et des oranges dans un affrontement de cour pour passer aussitôt à l'obscurité recueillie d'un cloître.

Bien sûr il filme les Maures en embuscade comme on filmait les Indiens prêts à attaquer le cheval de fer, et le blond Charlton Heston évoque plus le shérif de Tombstone qu'un chevalier castillan du onzième siècle - surtout lorsqu'il troque son armure pour le costume de Kit Carson. Mais son héros assume peu à peu un personnage plus complexe que le simple pourfendeur de taille et d'estoc : une sorte de Conseil constitutionnel à lui tout seul, qui dit le droit aux puissants du bout de son épée, déchire entre trop de fidélités jurées, puis devient l'ambassadeur de la nation entière.

Le désir et la perversité

Bien sûr Sophia Loren surprend en Chimène maquillée comme une grande bourgeoise de Beverly Hills ; et sa supplice au Campesador, enfin reçu entre ses bras pour s'adonner aux joies du camping sauvage plutôt qu'à la libéra-

tion du pays, fait sourire. Mais, tous de noir vêtus après que le Cid ait dit deux mots au Corne son père, elle demeure dans son fourreau de deuil la vivante incarnation de l'outrage aux bonnes mœurs.

Surtout, Anthony Mann parvient à faire de cette épopée férraillante une étonnante partie d'échecs, où trois avides de pouvoir, conseillers cupides ou concupiscents (Raf Vallone), princesses haineuses (Genevieve Page) s'évitent, se frappent à distance, s'efforcent pour se trahir en un jeu où le désir et la perversité tiennent leur rôle. Bien peu de Corneille à-dehors, mais Shakespeare ? Pourquoi pas ? Et jusque dans les combats les plus sanglants, le réalisateur sait contenir la violence en-dehors de la complaisance, choisissant toujours le symbole efficace contre l'étalage tape-à-l'œil : heureux mariage du moralisme de l'époque et d'une vraie morale de cinéaste.

Ainsi, le *Cid* dessine à fresque le modèle perdu d'une grande geste héroïque toute scintillante de stars, mais aussi, par un cinéaste qui, avec les lourdes machines de guerre du cinéma-spectacle, sait faire entendre sa voix personnelle.

JEAN-MICHEL FRODON

MUSIQUES

Les Espagnes d'Equidad

Au carrefour des mélanges, Equidad Bares marie les Asturies aux chants berbères ou à l'Auvergne

EQUIDAD BARES

et HOUÏRIA AÏCHI

aux Tombées de la nuit à Rennes

Qu'est-ce que l'Espagne ? Equidad Bares, qui l'a quittée pour Toulouse il y a presque vingt ans, a cherché la réponse en elle-même. Tout d'abord, elle oublia d'oublier les chants asturiens appris de sa mère, et qui lui seraient comme ça à la fin d'un repas, au milieu d'un après-midi passé avec ses amis du Conservatoire occitan de Toulouse, ses premiers supporters.

Avec la fascination née de l'exil, plus un pên anachronisme, un uau occitan, elle tourna et retourna la question en amateur. Trouva des airs de familles entre les grandes, ces chants déployés à travers monts par es bergers du Rouergue et ceux des Asturies, pairs du cône, des carnes à des mines de charbon. Elle apprit à les entonner à capella et à pleins poumons, une fois les fourneaux éteints. Comme par la ferme familiale passaient, à l'occasion de stages, de rencontres champêtres et occasionnelles, les plus beaux flours de la musique traditionnelle française, Equidad, jeune femme pétillante aux accents fleuris, finit par être connue comme le loup blanc.

En 1987, cédant aux pressions, à presque quarante ans d'âge, elle donna son premier concert public, à Toulouse. Un coup gagnant. Un des

organismes du MIDEF l'entend. Après Cannes, ce sera trois ans de succès, avec Radio-France, la Principauté de Monaco, et encore le Festival de Nantes. Equidad Bares, qui a du tempérament, s'abandonne enfin à ses voix intérieures : dans la gorge lui trotte des airs de flamenco, et dans la tête un mystère, celui des juifs espagnols chassés à la fin du quinzième siècle. De Madrid, on lui ramène des partitions de leurs chants, sur lesquels elle exerce ses dons d'improvisation.

Aujourd'hui, Equidad Bares est parvenue à réunir ses Espagnes dans une trilogie inhabituelle. Elle le fait d'une voix rare, présente et profonde, en s'aidant d'une singulière panoplie de percussions. On l'a vue cet hiver au Dunois dans un curieux spectacle aux côtés de Bernardo Sandoval, guitariste flamenco dissident, et de Marc Anthony, joueur de vielle à roue de la compagnie Chas Bouscat. Rodée l'an dernier à Rio-Orangis en compagnie de la Turque Senem Divici, puis au Festival d'été de Nantes, la collaboration d'Equidad avec la chanteuse berbère Houïria Aïchi, s'il ne le résume pas, donne le ton du festival rennais qui a su concilier Malvoï, Mory Kante, l'Orchestre national de jazz ou le vieillesse Valentin Clavier.

VERONIQUE MORTAIGNE

► Les 5 et 6 juillet, à 17 h 30. Les Tombées de la nuit, Tél. : 99-79-01-98.

■ Annulation de concert de Paul Simon et de Rod Stewart. Après l'annulation du concert de ZZ Top à Vitrolles (Bouches-du-Rhône) le 3 juillet, deux autres artistes ont été contraints d'annuler des engagements : Paul Simon, le 12 juillet à Aix-en-Provence, et Rod Stewart, le 23 juillet, toujours dans la même ville. En revanche, le concert de Paul Simon le 13 juillet à Nîmes est maintenu.

■ Solennités liées à un concert de Gun N'Roses. - Au moins soixante personnes, dont quinze policiers, ont été blessées à l'issue d'un concert du groupe de hard rock Gun N'Roses dans la soirée du 2 juillet à Maryland-Heights (Missouri). Les échauffourées ont commencé après que le chanteur du groupe, qui est demandé aux forces de sécurité de saisir l'appareil photo d'un spectateur, puis se fut jeté dans la foule.

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 280
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

MARDI 9 JUILLET

S. 5 - Bijoux, ARCOLE (M^{me} OGER, DUMONT).
S. 6 - Livres, - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 13 - Tableaux, bibelots, mobilier 18^e et 19^e - M^{me} CHAMBELLAND, GIAFFERI, VEYRAC, DOUTREBENTE. Tél. : 45-22-30-13.
S. 14 - Tapis, tableaux, meubles et objets d'art. - M^{me} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.
S. 16 - Tableaux, meubles, objets d'art. - M^{me} MILLON, ROBERT.

JEUDI 11 JUILLET

S. 3 - Livres, ARCOLE (M^{me} OGER, DUMONT).
S. 4 - Tableaux, bibelots, meubles. - M^{me} BOISGIRARD.
S. 5 - Bibelots, meubles, - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 6 - Extrême-Orient. Objets d'art et d'ameublement. - M^{me} JUTHEAU.
S. 14 - Meubles et objets d'art. - M^{me} LENORMAND, DAYEN.
S. 15 - Bibelots, meubles. - M^{me} BONDU.

VENDREDI 12 JUILLET

*S. 12 - 14 h. Bijoux, - M^{me} CHAMBELLAND, GIAFFERI, VEYRAC, DOUTREBENTE. Tél. : 45-22-30-13. (Expo. de 11 h à 12 h 30.)

BOISGIRARD, 1, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
JUTHEAU, 13, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-95-21.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHODIS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Labé (75009), 42-81-50-91.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.

VENTE ORGANISEE AU JAPON PAR EST-OUEST TOKYO - HOTEL HOKURA

VENDREDI 12 JUILLET
18 h 30 à TOKYO - 10 h 30 à PARIS, en duplex
ART NOUVEAU - ART DÉCO
TABLEAUX MODERNES ET CONTEMPORAINS
M^{me} MILLON, ROBERT, commissaires-priseurs.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A37 puis OSP

Vente sur enchères du 1/10, après séance immobilière, au Palais de Justice de Paris, le

JEUDI 11 JUILLET 1991, à 14 h 30

APARTEMENT - 119 à 125, BD DE GRENELLE

à PARIS (15), 3 pièces principales, 2^e étage, escalier D. CAVÉ 1^{er} sous-sol.

M. à P. : 1 568 600 F S'adr. S.C.P. GASTINEAU, MALANGEAU, ROYER, P.

COUSSAU, avocats associés, 4, carrefour de l'Odéon, 75006 PARIS.

Tél. : 43-26-82-98, de 9 h à 12 h. Tous avocats T.G.I. PARIS. Sur les lieux par visiteur.

كتاب النجف

CULTURE

ARTS

La peinture dans le gouffre

L'évolution de Derain déconcerta ses contemporains, qui ne la comprirent pas. Elle n'a rien perdu de son pouvoir d'intriguer

DERAIN
au Musée d'art moderne
de Troyes

Parce qu'il résolut de s'écarter de l'avant-garde qu'il s'était employé à inventer, parce qu'il fit du reniement et du doute ses règles de peinture, André Derain est demeuré des décennies au purgatoire de l'histoire. Le « fauve » de 1905, celui qui, en compagnie de Matisse, avait défriché la couleur du devoir d'imitation, livres et musées vantant sa vigueur. Le « cubiste », en dépit de son refus de suivre Picasso et Braque dans leur expérience de la dissolution et de la reconstitution des objets, n'a pas trop mauvaise réputation.

Mais celui d'après-guerre fait figure de mondain de mauvais goût, amateur de Bugatti et de modèles complaisants, acheteur de propriétés cossues en Ile-de-France et fournisseur de paysages et de portraits pour collectionneurs chics et riches. Ses rosseries, dont quelques-unes sur son propre compte, ses airs de « grand monsieur », sa désinvolture de séducteur dégoûté ont gâché sa gloire. Qu'il se soit rendu à Berlin à l'invitation d'Arno Breker pendant l'Occupation a achevé de le compromettre, à tel point qu'il n'exposa plus guère jusqu'à sa mort en 1954 et qu'encore faite de rares tentatives de peu d'ampleur et de moyens l'exposition troyenne est la première qui montre en nombre tableaux, dessins et gravures de ce Driou La Rochelle de l'art français.

On se réjouirait sans réserve de cette audace, qui devrait permettre de juger enfin de la qualité de l'œuvre, si elle n'était entachée de trop de maladresses de présentation. L'exposition a été conçue pour les musées d'Oxford et d'Edimbourg par Jane Lee, l'une des seules spécialistes de Derain. A Troyes, où le Musée d'art moderne compte de nombreux Derain venus de la collection Lévy, elle souffre de la laideur des cimaises mobiles, pécuniaires et plastiques blanc du plus pur style années 60, et du désordre de l'acrocrochage. Ni thématique ni chronologie, l'arrangement des œuvres obéit à on ne sait quelle

improvisation. Les tableaux les plus vastes sont dans les salles les plus étroites, les plus petits disposés dans le cadre, l'éclairage médiocre. Comme de surcroît il manque plusieurs des meilleurs portraits et natures mortes exécutés par Derain dans l'entre-deux-guerres, l'exposition n'accomplit pas son ambition.

Démêler le rythme d'une évolution, comprendre comment Derain procédait, elle n'y aide guère. Pour son esthétique, fondée sur l'usage des références tirées du passé et le travail sur le motif, il faut la reconstituer à l'aide d'éléments éparpillés et s'efforcer de retrouver sa logique sous la disparité des manières et des sujets.

Le refus de la commodité

Dans les vues de sous-bois et de collines méridionales des années 20 construites selon des lignes rigides se reconnaissent des reminiscences de Corot et de Cézanne et l'influence persistante du cubisme. Les troncs sont des cylindres luisants, les feuillages des volumes courbes, les rochers affectent un air de géométrie régulière. Ni mouvements ni souffles à-dedans : Derain peint durement des formes initiales. Il communique aux visages, aux seins des modèles et aux fruits la même solidité étrange. Le buste et les rides d'une femme du monde sont traités avec la même minutie appuyée qu'une architecture. Leurs faces semblent de pierre, leurs regards de verre, de sorte que les plus des robes et les boucles des chevelures font avec eux un contraste désagréable. Deux manières se combattent dans chaque toile, comme si Derain cherchait à dénoncer sa virtuosité tout en l'employant. Il est tout à la fois trop adroit et trop malhabile, élégant et besogneux, très naïf et très roué.

Aussi met-il à tout coup mal à l'aise le regardeur. Celui qui voudrait ne voir en lui que le tenant du « beau métier » et le défenseur de la tradition s'afflige des pesanteurs et simplifications dont use Derain quand il se met à l'école du Douanier Rousseau et des érudits médiévaux. Celui qui l'aimait propagandiste du primiti-

visme s'alarme de le soupçonner plagiaire des Vénitiens et des Hollandais. C'est que Derain refuse l'une et l'autre commodité, le moderne délibérément sommaire et le classique d'imitation.

S'il mettait en pratique l'un ou l'autre système, il se traiterait et trahirait son sujet, le sujet, auquel il revient de façon obsessionnelle. Il peindrait des poires à la Chardin et un nu à la Titien. Or Derain cherche à peindre ses poires les plus vraies qu'il peut, ses nus les plus inquiétants, anachroniques ? Souci d'équilibre, vérité ? Il se peut, mais c'est ainsi. Quand ses contemporains représentent leurs sentiments et mettent, disent-ils, leur âme sur la toile, Derain s'enferme dans le plus exigeant des réalismes. Il travaille l'œil sur l'objet, qu'il examine de près, dont il étudie le galbe et la texture, les nuances et la réaction dans la lumière.

Sur ce point, il ne varie pas des années 20 aux années 50, quoiqu'il paraisse abandonner peu à peu Cézanne pour Poussin. En longues séries répétées, il représente des fruits dans une coupe de verre noir, des corbeilles d'osier et des nus de femmes. Il les place tantôt dans le plein jour, tantôt dans l'obscurité et examine le résultat : effacement ou épaississement des contours, reflets blancs ou ombres vertes. Dans cette quête, ratage et réussites alternent. Il est des Derain si crus, si aigres, d'un artifice si visible et si convenu qu'ils en deviennent odieux comme des Chirico – et aussi singuliers qu'eux. Il en est de voluptueux et caressants à l'œil, construits simplement et fermement. A les observer, on comprend le culte que rendaient à Derain Giacometti et Balthus. Comme lui, ils s'efforçaient de ne pas s'en tenir aux apparences et de capturer l'essentiel des objets qu'ils figuraient.

Giacometti l'a clairement écrit en 1957 en hommage à Derain : « Toutes les assises, toutes les certitudes valables pour les mots la plus grande partie de l'œuvre d'aujourd'hui, sinon pour tous, même pour les abstraits, même pour les tachistes, n'avaient plus aucun sens pour lui ; alors où trouver même les moyens de s'exprimer ? Un rouge n'est pas un rouge, une ligne n'est pas une ligne, et tout est contradictoire, un gouffre sans fond dans lequel on se perd. Et pourtant il ne voulait peut-être que fixer un peu l'apparence des choses, l'apparence merveilleuse, attrayante et inconnue de tout ce qui l'entourait. »

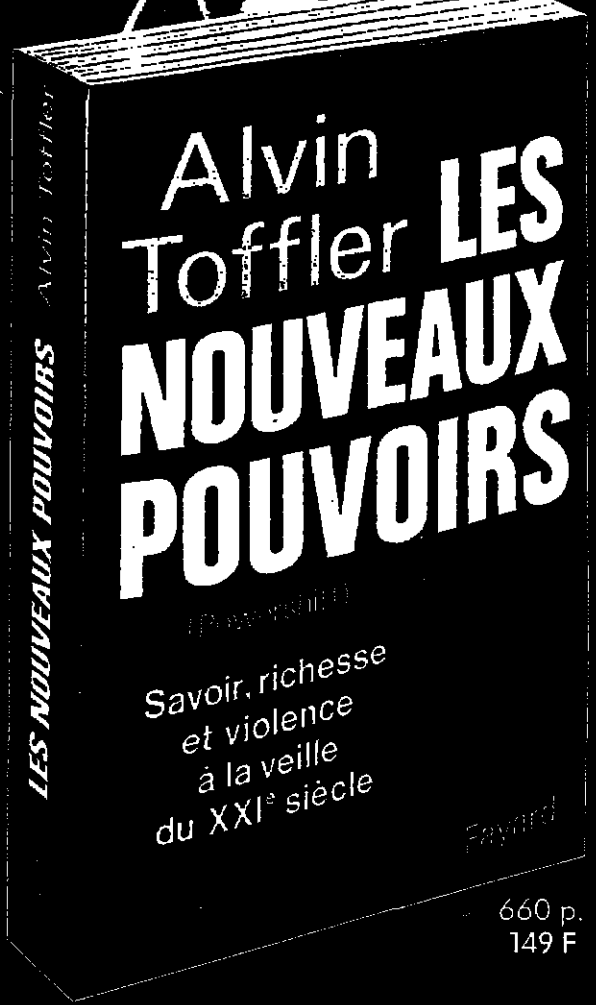
Ce trouble, ce sentiment presque insupportable de la difficulté, cette exigence d'intelligence du visible avec et contre la mémoire, c'est là le meilleur de Derain, et la part de son œuvre par laquelle il demeure, en dépit de tout, le contemporain menaçant des artistes d'aujourd'hui. Ayant reconnu le gouffre et sa profondeur, il a cherché à le franchir néanmoins. Peut-être y est-il tombé. Mais ce courage sans illusion vaut mieux que l'exercice commode de la déraison par lequel tant de ses contemporains ont cru dissimuler leur incertitude.

PHILIPPE DAGEN

► Musée d'art moderne de Troyes, place Saint-Pierre, 10000 Troyes ; tél. : 26-60-57-30. Jusqu'au 16 septembre.

À l'occasion de l'exposition, Flammarion publie la version française du Derain de Jane Lee, étude synthétique plus que catalogue. C'est, à l'heure actuelle, le meilleur ouvrage sur l'œuvre de Derain et son interprétation (130 ill., 144 pages, 275 F.).

ALVIN TOFFLER



C'est abondant, touffu, les idées fusent de tous les côtés, on termine ce voyage dans le XXI^e siècle fourbu, éberlué par la vigueur intellectuelle de l'auteur. Un livre excitant pour l'esprit, quoi de plus rare ?

Françoise Giroud, *Le Journal du Dimanche*

A quoi tient le succès de Toffler ? Son propos est de découvrir un sens aux changements considérables et rapides que vivent les sociétés occidentales. Il existe une attente forte sur ce chapitre, mais il y a façon et façon de répondre. L'auteur n'oublie pas qu'il a été pendant cinq ans ouvrier, puis journaliste. Ce n'est pas lui qui nous encombrera des échafaudages de « thésards ». Il parle clair... Surtout, il a gardé intacte sa faculté d'étonnement et connaît tous les trucs pour accrocher le lecteur et donner envie d'aller plus loin.

Pierre Drouin, *Le Monde*

FAYARD

OPERA
DE PARIS
BASTILLE

95%

Taux de fréquentation

86%

Taux de satisfaction

Résultats sondage IPSOS sur l'Opéra de Paris Bastille
Mai 1991

THEATRE DE LA GAITE-MONTPARNASSE
26, rue de la Gaîté TEL. 43 22 16 18

ELIZABETH MACOCCO

"Callas"

Texte de Jean-Yves PICQ
Mise en scène de Dominique LARDENOIS
L'ATROUPEMENT 2

Erotisme et magie

Les recettes du grand expérimentateur

PIERRE BETTENCOURT
au château de Tanlay

Jean Dubuffet l'ayant incité à la chasse aux papillons, en 1953, dans la sèxe, Pierre Bettencourt en profite pour composer des portraits avec la forme et la poudre de leurs ailes, enrichies de touches d'aquarelle et encadrées de morceaux de sucre. Depuis, il a préféré aux couleurs à l'huile des peintres traditionnels le blanc et les ocres. Puis des matériaux aussi divers que la coquille d'œuf pilée, les grains de café et de maïs, les petits coquillages saxés et les moules, les carapaces d'araignées de mer, la filasse, l'ardoise, les éponges, les fragments de verre ou de porcelaine, la pomme de pin, les clous et les punaises, la serpillère, la toile de sac ou le papier journal... L'inventaire de ces moissons incongrues est d'autant plus délicat à établir qu'elles ont été transfigurées par lui en hauts-reliefs portant, liés dans la colle et le mastic, les personnages de sa magie noire.

Une soixantaine d'entre eux – quelques-uns proviennent de la résidence voisine, dans l'Yonne, du grand expérimentateur – ont été réunis au château de Tanlay et exposés par Louis Dolezal dans un juste éclairage de crypte, suffisant pour jour des inventions de leurs épidermes et nécessaire pour entretenir l'ambiguïté. Dans quel entre le visiteur est-il guidé : temple ésotérique, baraque de foire, palais des illusions, dépôt macabre, lieu de fomentation de démons ? La pectolite et le sacré, la gravité philosophique et le plaisir ludique des assemblages, la culture subtile et une innocence primitive, l'esthétisme et le goût barbare, Dieu et le sexe, s'enlacent et se fondent dans ces reliefs mis en scène comme spectacles. Ils relèvent d'un exotisme mental où l'on devine tout ensemble des souvenirs imaginaires ou réels – Bet-

tencourt fut un voyageur au long cours.

Les déesses-mères, génériques parturientes de la nuit ou du jour, les femmes-vampires aux jarretelles de cafonc, les taureaux phalliques à grosses têtes barbus, Jones surgissant de la baignoire comme d'un ventre épineux, le Christ entouré de disciples aux belles mamelles témoignent tous, plus ou moins directement, de ces copulations mystérieuses que Pierre Bettencourt, quand il est écrivain, observe dans les mœurs de tribus imaginaires ou de créatures fantastiques. L'œuvre s'affirme marginale : c'est de l'art brut pratiqué à la fois par un esprit raffiné qui sait se laisser envahir par les songes cosmiques démentaires et par un artisan savant dans les collages de matériaux, sans valeur poétique à l'origine.

A Tanlay, on suit la chronologie de cette aventure depuis les figures simples, les compositions presque cubistes en feuilles d'ardoise, les fonds peints comme des déserts, jusqu'à la grande période des histoires contées, plus théâtrales qu'autrefois, où Bettencourt prodigue les pouvoirs descriptifs de ses matériaux hétéroclites. Il joue des disproportions : de grosses têtes sages, aux paupières closes, voilent de leur sommeil intérieur sur de petits corps féminins dont la coquille d'œuf, teintée, érotise les parties sexuelles.

Les vitrines de Tanlay contiennent quelques-uns des livres que Bettencourt a écrits, des textes de lui – ce subversif fondamental a également imprimé de courtes sentences sur des billets de banque – des textes rage d'amis comme Jean Paulhan, Francis Ponge, Henri Michaux, Jean Dubuffet.

JEAN-JACQUES LERRANT
► Château de Tanlay, dans l'Yonne. Jusqu'au 30 septembre.

SPECTACLES

JEUDI 4 JUILLET

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. sf mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

A TODO COLOR. 42 illustrateurs espagnols de livres pour la jeunesse.

Salle d'activités. Jusqu'au 10 septembre.

MICHAEL ASHER. Galeries contemporaines. Du 9 juillet au 15 septembre.

ANDRÉ BRÉTON. Grande galerie - 5 étages. Jusqu'au 26 août.

COLLECTIONS CONTEMPORAINES. Musée - 3 et 4 étages. Jusqu'au 13 octobre.

FEUILLES. Atelier des enfants. Jusqu'au 2 novembre.

ROBERT FILIOU. Galeries contemporaines. Du 9 juillet au 15 septembre.

OASIS ET DÉSERTS D'ÉGYPTE. Photographies de Rudolf René Gebhardt. Galerie de la BPI. Jusqu'au 7 octobre.

PARCS NATIONAUX DE FRANCE : UN EMBLEMME, UNE IDENTITÉ. Galerie de la BPI. Jusqu'au 15 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE EN MIETTES I. Photographie localisée, photographie altérée. Galerie du Forum, rez-de-chaussée. Jusqu'au 9 septembre.

ALDO ROSSI PAR ALDO ROSSI. Galerie du Coll. Jusqu'au 30 septembre.

SURRÉALISTES GRECS. Grand foyer. Jusqu'au 16 septembre.

GEER VAN VELDE. Dessins. Cabinet d'art graphique, 4 étages. Entrée : 24 F. Jusqu'au 16 septembre.

Musée d'Orsay

Quai Anatole-France (40-49-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

AFFICHES : LE CIRQUE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 7 juillet.

DESSINS DE CARPEAUX : LES ANNÉES D'ITALIE (1856-1862). Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 15 septembre.

DESSINS DE LA COULE DE CASSATION. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 15 septembre.

DESSINS NEO-IMPRESSIONNISTES. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 7 juillet.

Palais du Louvre

Porte Jaillot - côté jardin des Tuileries (40-20-51-51). T.J. sf mar. de 9 h à 17 h 15. Visites-conférences les lun. et sam. à 15 h 30. Rens. : 40.20.52.14.

DESSINS ESPAGNOLS : MAÎTRES DES XVI^e ET XVII^e SIÈCLES. Pavillon de Flore. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 22 juillet.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-81-27). T.J. sf mar. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30.

PATRICK FAIGENBAUM, GUNTHER FORG, SOPHIE CALLE. Entrée : 15 F. Jusqu'au 13 octobre.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower.

DE COROT AUX IMPRESSIONNISTES. DONATIONS MOREAU-NÉLATON. (42-80-23-13). T.J. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 37 F. Jusqu'au 22 juillet.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Rénovés. (42-89-54-10). T.J. sf mar. et mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 19 août.

SEURAT (1859-1891). Galeries nationales (42-89-23-13). T.J. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h (fermeture des caisses à 19 h 15, mer. à 21 h 15). Entrée : 37 F. sam. 24 F. Jusqu'au 12 août.

MUSÉES

AU TEMPS DES IMPRESSIONNISTES. LA PEINTURE ROMAINE (1865-1920). Tnanon de Bagatelle, bois de Boulogne, route de Sèvres à Neuilly (45-01-20-20). T.J. sf mar. de 11 h à 20 h du 8 juin au 31 août et de 11 h à 18 h du 1^{er} au 8 septembre 1991. Entrée : 30 F. prix d'entrée du parc :

« Une heure au Parc-Lachaise », 11 heures et 15 heures, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. du Langlois).

« De Corot aux impressionnistes, les collections Moreau-Nélaton », 13 heures, Grand Palais, entrée de l'exposition (P.-V. Jaslet).

« Jardins et cités d'artistes de la Glacière », 14 h 30, métro Glacière (Paris pittoresque et insolite).

« Le nouveau musée Cognac-Jay en l'hôtel Donon », 14 h 30, B. rue Elzévir (Tourisme culturel).

« Paris village : Marcel Aymé et la butte Montmartre », 14 h 30, square Norvins, devant le Passé-Musée.

« Nouveaux regards sur les Pygmées : peintures des Mbutis », 14 h 30, Fondation Dapper, 50, avenue Victor-Hugo (Le cavalier bleu).

« Versailles : le quartier Notre-Dame », 14 h 30, 7, rue des Réservoirs (Office de tourisme).

« Montmartre : cités d'artistes, folles et jardins secrets, du Bateau-Lavoir au château des Bouillottes », 14 h 30, métro Abbesses (M. Pochey).

« Le grand tour du Marais. Jardins, hôtels privés et place des Vosges. De l'hôtel du Sully à l'hôtel Carnava-

5 F. Jusqu'au 8 septembre.

SAMUEL BECKETT. FILM ET PIÈCES POUR LA TÉLÉVISION. Galeries nationales du Jeu de Paume, place de la Concorde (42-60-69-69). T.J. sf lun. de 12 h 30 à 14 h et de 16 h 30 à 19 h, sam., dim. de 14 h 30 à 19 h, mar. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 1 septembre.

LA BRICQUE A PARIS. Pavillon de l'Arsenal, galerie d'actualité, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.J. sf lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 30 septembre.

CHEFS-D'ŒUVRE RETROUVÉS. Monet, Morisot et Renoir. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (42-24-07-02). T.J. sf lun. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 septembre.

LA COULEUR DU TEMPS. PHOTOGRAPHIES DE LÉONARD MISONNE. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 16 septembre.

COUP DE LUNE. Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.J. sf dim. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 13 juillet.

JEAN-LOUIS COURTIAT. PRIX NIEPCE 1991. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. sf mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 16 septembre.

LES CRIS DE PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J. sf lun. de 10 h à 17 h 40, jeud. jusqu'à 22 h. Entrée : 28 F. Du 9 juillet au 29 septembre.

DERRIÈRE LE RIDEAU. Décor et costumes de théâtre et d'opéra. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel du Sully, 62, rue Saint-Antoine (44-61-20-00). T.J. sf lun. 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 15 septembre.

DESSINS GERMANIQUES DE L'ALBERTINA DE VIENNE. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.J. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 21 juillet.

DEUX CONCOURS POUR L'AMÉNAGEMENT DE LA PLACE CHALON ET DE LA PLACE. Des Fêtes à Paris. Pavillon de l'Arsenal, galerie d'actualité - mezzanine sud, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.J. sf lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 25 août.

JEAN DUBUFFET. LES DERNIÈRES ANNÉES. Galeries nationales du Jeu de Paume, place de la Concorde (42-60-69-69). T.J. sf lun. de 12 h à 19 h, sam., dim. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 22 septembre.

BERNARD DUFOUR. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 6, rue des Fêtes-Chapelle, 2, rue Vivienne (47-03-81-28). T.J. sf dim. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 13 juillet.

NORBERT GHISOLAND. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 16 septembre.

HORST. 60 ans de photographie. Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. sf mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 9 septembre.

LIENS DE FAMILLES. Musée national des arts et traditions populaires, 6, av. du Mahatma-Gandhi (40-67-80-00). T.J. sf mar. de 10 h à 17 h 15. Entrée : 14 F. dim. : 9 F. Jusqu'au 25 juillet.

MENTOR. Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27). T.J. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 8 septembre.

LE MONDE SELON SES CRÉATEURS. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I-de-Serbie (47-20-85-23). T.J. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 15 septembre.

LE NO ART DU JAPON. Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (40-46-56-86). T.J. sf dim. et lun. de 13 h à 18 h. Le dim. est réservé aux spectateurs du théâtre. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

VAUGHAN OLIVER. Grande Halle de la Villette, pavillon Tusquets, 211, av. Jean-Jaures (42-40-27-28). T.J. sf lun. de 13 h à 21 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet.

L'ORIENT D'UN DIPLOMATE. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-80). T.J. sf mar. et fêtes de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 2 septembre.

LA SAÏNE ET SES VIEUX PONTS, les nautas, la baignoire, 14 h 40, place du Châtelet, devant la fontaine (Paris autotels).

« Le parc Monceau, une folie du duc de Chartres », 15 heures, sortie métro Monceau (D. Bouchard).

« L'Opéra de la Bastille : la salle, la scène et les coulisses (places limitées) », 15 heures, à l'extérieur, au pied de l'escalier (Connaissance de Paris).

« Cité d'artistes et jardins secrets de Montmartre », 15 heures, métro Abbesses (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Michel Gouery », 19 heures, Musée national d'art moderne (Centre Georges-Pompidou).

CONFÉRENCES

30, avenue George-V, 14 heures :

« Rimbaud, l'œuvre de la suite », Alain Borer raconte, film de S. Salma (Espace Kronembourg-Aventure).

national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-81-65). T.J. sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 16 septembre.

SANTIAGO POL. AFFICHES DU VENEZUELA. Musée de la Publicité, musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. sf lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h. Jusqu'au 22 septembre.

POISSONS D'HIER. CRÉATIONS D'AUJOURD'HUI. Musée des Arts décoratifs, galerie des jouets, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. sf lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 3 novembre.

MARIO PRASSINOS. De l'atelier à la donation 1967-1985. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.J. sf lun. et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 septembre.

PRIX NIEPCE 1991. PHOTOGRAPHIES DE JEAN-LOUIS COURTIAT. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. sf mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 16 septembre.

LA PROPAGANDE PAR L'AFFICHE. Histoire de l'affiche politique en France 1450-1990. Musée d'histoire contemporaine, hôtel des Invalides, 121, rue de l'Étoile (45-55-30-11). T.J. sf lun. de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h 30, dim. de 14 h à 17 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet.

LA PUB AU MUSÉE DE LA PUB. Les meilleures publicités 1980. Musée de la publicité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. sf lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 7 juillet.

RENE-JACQUES, RETROSPECTIVE. 18-21, rue de Valenciennes (45-55-30-11). T.J. sf mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 25 août.

ROIS AFRICAINS. PHOTOS DE DANIEL LAÏNE. Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaures (42-40-27-28). T.J. sf lun. de 15 h à 21 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 10 juillet.

MARIE SKŁODSKA-CURIE ET LA BELGIQUE. Palais de la Découverte, salle 42, av. Franklin-Roosevelt (43-58-18-21). T.J. sf lun. et jours fériés de 10 h à 18 h. Jusqu'au 15 septembre.

LES STYLES DE BOUCHARD. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (46-47-63-46). Mer. et sam. de 14 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre.

TANIS. LES PHARAONS DE L'INCERTITUDE. Les fouilles actuelles dans la Thèbes du Nord. Bibliothèque Nationale, cabinet des médailles et antiques, 58, rue de Richelieu (47-03-81-28). T.J. sf lun. de 13 h à 17 h. Jusqu'au 20 octobre.

TECHNIQUES DISCRÈTES. LE DESIGN MOBILIER EN ITALIE 1980-1990. Musée des Arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1 septembre.

JEAN-MARC TINGAUD. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. sf mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 15 septembre.

TREASURES OF BIBLIOPHILIE. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.J. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 septembre.

TREASURES OF THE MUSEUM AND TREASURES MONÉTAIRES DE LA BANQUE DE FRANCE. Muséum d'histoire naturelle, galerie de minéralogie et de géologie, 69, rue de Valenciennes (40-79-30-00). T.J. sf mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. 6 F (chaque exposition). Jusqu'au 1 octobre.

VOYAGES DANS LES MARCHES TIÉTAÏNES. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-80). T.J. sf mar. et fêtes de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 2 septembre.

MICHAEL ANDREWS. Fondation nationale des arts. Hôtel des arts, 11, rue Berryer (45-63-90-55). T.J. sf mar. de 10 h à 18 h, mer. de 11 h à 20 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 20 juillet.

REBECCA HORN. Galerie de France, 52, rue de la Verrière (42-74-38-00). Jusqu'au 28 juillet.

JEAN HUEUX. Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-23-32-35). Jusqu'au 27 juillet.

JOURS TRANQUILLES DE JUILLET. Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Rivoli (42-76-13-44). Du 4 juillet au 31 juillet.

OLIVIER JUNG. Galerie Horloge, 23, rue Beaumont, passage des Mémoires (42-77-82-33). Jusqu'au 27 juillet.

KINO. Galerie Patricia Trigano, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). Jusqu'au 20 juillet.

GRAYX. Galerie Michèle Broutte, 31, rue des Berges (45-77-83-79). Jusqu'au 27 juillet.

HENRI HAYDEN. Galerie Marwan Hoss, 13, rue d'Alger (42-96-37-36). Jusqu'au 20 juillet.

REBECCA HORN. Galerie de France, 52, rue de la Verrière (42-74-38-00). Jusqu'au 28 juillet.

JEAN HUEUX. Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-23-32-35). Jusqu'au 27 juillet.

JOURS TRANQUILLES DE JUILLET. Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Rivoli (42-76-13-44). Du 4 juillet au 31 juillet.

OLIVIER JUNG. Galerie Horloge, 23, rue Beaumont, passage des Mémoires (42-77-82-33). Jusqu'au 27 juillet.

KINO. Galerie Patricia Trigano, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). Jusqu'au 20 juillet.

GRAYX. Galerie Michèle Broutte, 31, rue des Berges (45-77-83-79). Jusqu'au 27 juillet.

HENRI HAYDEN. Galerie Marwan Hoss, 13, rue d'Alger (42-96-37-36). Jusqu'au 20 juillet.

REBECCA HORN. Galerie de France, 52, rue de la Verrière (42-74-38-00). Jusqu'au 28 juillet.

JEAN HUEUX. Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-23-32-35). Jusqu'au 27 juillet.

JOURS TRANQUILLES DE JUILLET. Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Rivoli (42-76-13-44). Du 4 juillet au 31 juillet.

OLIVIER JUNG. Galerie Horloge, 23, rue Beaumont, passage des Mémoires (42-77-82-33). Jusqu'au 27 juillet.

KINO. Galerie Patricia Trigano, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). Jusqu'au 20 juillet.

GRAYX. Galerie Michèle Broutte, 31, rue des Berges (45-77-83-79). Jusqu'au 27 juillet.

HENRI HAYDEN. Galerie Marwan Hoss, 13, rue d'Alger (42-96-37-36). Jusqu'au 20 juillet.

REBECCA HORN. Galerie de France, 52, rue de la Verrière (42-74-38-00). Jusqu'au 28 juillet.

JEAN HUEUX. Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-23-32-35). Jusqu'au 27 juillet.

JOURS TRANQUILLES DE JUILLET. Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Rivoli (42-76-13-44). Du 4 juillet au 31 juillet.

OLIVIER JUNG. Galerie Horloge, 23, rue Beaumont, passage des Mémoires (42-77-82-33). Jusqu'au 27 juillet.

KINO. Galerie Patricia Trigano, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). Jusqu'au 20 juillet.

GRAYX. Galerie Michèle Broutte, 31, rue des Berges (45-77-83-79). Jusqu'au 27 juillet.

HENRI HAYDEN. Galerie Marwan Hoss, 13, rue d'Alger (42-96-37-36). Jusqu'au 20 juillet.

REBECCA HORN. Galerie de France, 52, rue de la Verrière (42-74-38-00). Jusqu'au 28 juillet.

JEAN HUEUX. Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-23-32-35). Jusqu'au 27 juillet.

JOURS TRANQUILLES DE JUILLET. Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Rivoli (42-76-13-44). Du 4 juillet au 31 juillet.

OLIVIER JUNG. Galerie Horloge, 23, rue Beaumont, passage des Mémoires (42-77-82-33). Jusqu'au 27 juillet.

KINO. Galerie Patricia Trigano, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). Jusqu'au 20 juillet.

GRAYX. Galerie Michèle Broutte, 31, rue des Berges (45-77-83-79). Jusqu'au 27 juillet.

HENRI HAYDEN. Galerie Marwan Hoss, 13, rue d'Alger (42-96-37-36). Jusqu'au 20 juillet.

REBECCA HORN. Galerie de France, 52, rue de la Verrière (42-74-38-00). Jusqu'au 28 juillet.

JEAN HUEUX. Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-23-32-35). Jusqu'au 27 juillet.

JOURS TRANQUILLES DE JUILLET. Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Rivoli (42-76-13-44). Du 4 juillet au 31 juillet.

OLIVIER JUNG. Galerie Horloge, 23, rue Beaumont, passage des Mémoires (42-77-82-33). Jusqu'au 27 juillet.

KINO. Galerie Patricia Trigano, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). Jusqu'au 20 juillet.

GRAYX. Galerie Michèle Broutte, 31, rue des Berges (45-77-83-79). Jusqu'au 27 juillet.

HENRI HAYDEN. Galerie Marwan Hoss, 13, rue d'Alger (42-96-37-36). Jusqu'au 20 juillet.

REBECCA HORN. Galerie de France, 52, rue de la Verrière (42-74-38-00). Jusqu'au 28 juillet.

JEAN HUEUX. Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-23-32-35). Jusqu'au 27 juillet.

JOURS TRANQUILLES DE JUILLET. Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Rivoli (42-76-13-44). Du 4 juillet au 31 juillet.

OLIVIER JUNG. Galerie Horloge, 23, rue Beaumont, passage des Mémoires (42-77-82-33). Jusqu'au 27 juillet.

KINO. Galerie Patricia Trigano, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). Jusqu'au 20 juillet.

GRAYX. Galerie Michèle Broutte, 31, rue des Berges (45-77-83-79). Jusqu'au 27 juillet.

HENRI HAYDEN. Galerie Marwan Hoss, 13, rue d'Alger (42-96-37-36). Jusqu'au 20 juillet.

ÉCONOMIE

La stratégie d'expansion de l'établissement nationalisé sur la sellette

Les prévisions de l'INSEE et de l'OCDE

Les risques du banquier

Le Crédit lyonnais paie aujourd'hui le prix de son audace des deux dernières années. Alors que les relations du Lyonnais avec l'homme d'affaires italien M. Parretti se précisaient, Moody's, l'agence internationale d'évaluation financière, a décidé pour sa part, le 3 juillet, de placer sous surveillance, avec implication négative, la notation de la dette à long terme de la banque française. Quelles sont les réflexions à en tirer ?

La course au bilan a ses limites. A vouloir devenir le numéro un des « trois vieilles » devant la BNP et la Société générale, le Crédit lyonnais a mené une politique d'expansion agressive à la fois sur le plan domestique et en Europe», souligne Moody's. Dans un contexte de vive concurrence, où les banquiers ont perdu une partie de la clientèle des grandes entreprises, qui sont allées chercher des capitaux directement sur les marchés financiers, plus d'activité est synonyme d'engagements plus risqués et moins rentables. Le Crédit lyonnais n'a pas failli à la règle.

Ce qui amène à se demander jusqu'où, pour développer son activité, peut aller une banque de dépôts dans la prise de risques. Le caractère public ou privé de l'établissement ne change rien à l'affaire. Les Etats-Unis sont là pour en témoigner, qui décident de voler, aux frais du contribuable américain, au secours des établissements financiers en péril. La banque n'est pas un métier comme les autres, dans la mesure où la collecte de l'épargne repose sur la nécessaire confiance du public, et l'Etat se doit d'en être le garant. Il est sûr que le caractère public du Crédit lyonnais lui assure le soutien inconditionnel du gouvernement français. Mais l'administration américaine accorde le même appui aux banques américaines au nom du principe du « too big to fail » (trop gros pour faire faillite). Garant de l'épargne publique, l'Etat se doit alors aussi d'assurer une plus forte tutelle sur son système bancaire, rouage indispensable au financement de son économie. Une tutelle qui ne peut pas s'exercer sur l'activité bancaire même, la déréglementation étant passée par là (avec la libéralisation de l'ouverture des guichets, des crédits...), mais sur le contrôle de la solvité de ses établissements. Plus de concurrence, c'est aussi plus de rigueur. Et on peut se demander si, en ce domaine, les autorités françaises se sont montrées assez rigoureuses face à l'expansion du Crédit lyonnais.

CLAIRE BLANDIN

**La filiale néerlandaise du Crédit lyonnais
a prêté près de 5,5 milliards de francs
à M. Parretti**

Après le départ de son président, M. Jean-Jacques Butsché (le Monde du 4 juillet), la filiale néerlandaise du Crédit lyonnais a reconnu, mercredi 3 juillet, avoir prêtés 888 millions de dollars (près de 5,5 milliards de francs) à l'homme d'affaires controversé Giancarlo Perretti. Un aveu embarrassant pour la banque nationalisée, dont le président, M. Jean-Yves Haberer, pourrait être entendu par les députés.

Paris et à Rotterdam. Selon des informations recueillies par le *NRC Handelsblad* au siège de la banque française, M. Vigon - actuel directeur pour l'Europe à Paris et prédécesseur de M. Brutschli à Rotterdam - anticiperait bientôt son départ en retraite.

M. Vigon aurait confié des contacts avec M. Brutschli, il y a quatre ans et aurait continué depuis lors à diriger les octrois de crédits à l'homme d'affaires, selon la presse néerlandaise. M. Brutschli était chargé d'exécuter les transactions depuis la filiale néerlandaise, spécialement dans le financement du monde du cinéma.

Soudainement, mardi après-midi, le CLBN a spécifié les montants des crédits accordés « aux sociétés dont M. Parretti est directement ou indirectement actionnaire majoritaire » : au total, 12 millions de dollars et 1 milliard de francs. Le CLBN en outre accordé 299 millions de dollars de crédits à des distributeurs de films ayant signé des contrats avec MGM-Pathé. Selon le CLBN, les « grands crédits » octroyés aux clients ont toujours figuré parmi les « points fixes à l'ordre du jour des réunions du conseil d'administration » du CLBN, qui s'est réuni « six fois durant l'exercice 1990 ».

L'affaire gène de plus en plus la maison de M. François d'Aubert, député UDF de la Mayenne, qui dénonce depuis des mois l'action de la banque nationalisée, pourrait recueillir bientôt les fruits de son action. Bien que regrettant une « exploitation politique » de cet affaire, le ministre a autorisé la commission des finances à l'Assemblée nationale, M. Henri Emmanuelli a indiqué que la commission relèverait à « l'opportunité de donner suite » à la demande d'audition du député. Le ministre a précisé que M. Haberer, ainsi qu'à l'éventuelle création d'une commission de contrôle sur les activités de la fiducie néerlandaise. De son côté, le PDG du Crédit lyonnais a déclaré que la commission ne pouvait pas avoir une éventuelle invitation de la commission. - (Interim.)

La « coïncidence » avancée par le porte-parole à Rotterdam est d'autant plus étonnante que le départ de M. Brutschi est accompagné de celui d'autres hauts responsables à

La politique pour l'emploi

Le patronat signe des protocoles de « mobilisation » avec l'ANPE

M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, a enregistré, dès le 3 juillet, les premiers signes de la mobilisation que célébraient sa prestation au conseil des ministres, et ceux de sa politique pour l'emploi (*le Monde* du 4 juillet). L'après-midi même, le CNFPF, la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises), l'UPA (Union professionnelle de l'artisanat), les associations des artisans, des chambres de commerce et d'industrie) et l'APCM (assemblée permanente des chambres de métiers) ont signé des protocoles avec l'ANPE afin de donner un nouveau souffle à la création d'emplois.

Selon les termes de ces décisions, et pendant l'été, les professions et les représentants des entreprises rencontreront les préfets pour faire déterminer les pénuries de main-d'œuvre et les besoins. Au cours des six mois, l'ANPE, l'administration et les entreprises offriront un meilleur service dans le rapprochement des offres émanant des

Par des communiqués, la CGC et l'UCC-CFDT (Union confédérale des cadres et ingénieurs) se sont déclarées favorables à l'implication des cadres dans les actions prévues en faveur des jeunes. L'une et l'autre annoncent qu'elles participeront à la mise en œuvre de tuteurs dans l'entreprise et aux activités classées. La Comité de liaison des bases d'emploi (CLIBE) a apporté son «total soutien» et se fixe pour objectif «de faciliter la naissance de 10 000 emplois d'ici à l'été 1992».

Ces premières réactions, concrètes, s'accompagnent des plus habituelles appréciations portées par les partenaires sociaux et les partis politiques sur l'ensemble du dispositif proposé par le ministre du travail. M. Jean-Louis Giral, président de la commission du CNPF, a estimé que « le gouvernement ne provoque pas la reprise (...) » qui

serait nécessaire « à la réussite du plan de M^{me} Marinette Aubry » et a regretté « que l'on n'en parle pas en une réduction des charges ». Le PCF a expliqué que les mesures « ne peuvent (...) se traduire que par un nouvel accroissement du chômage ». La CGT a déclaré que « le gouvernement a beaucoup de mal à sortir des sentiers déjà battus, mais on connaît le peu de résultats ».

« Pour une fois, ce plan n'est pas un catastrophisme », a écrit statistiquement, en revanche souligné M. Marcel Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, pour qui « Mme Aubry a raison de tourner le dos à la solution qui consistait jusqu'à présent à croire que l'on peut faire à la fois le beurre et le chocolat ». Le député Kasparyan, secrétaire général de la CFDT, s'est félicité que l'on se préoccupe « davantage de la qualité que de la quantité » et a ajouté : « Pour la première fois, je sens un gouvernement qui a la volonté de modifier les conditions de l'efficacité des mesures ».

A. Le.

Dans un rapport remis à M. Delebarre

M^{me} Aubry appelle les entreprises à la rescousse dans les banlieues

Coincidence ? Le rapport remis le 4 juillet par M. Michel Praderie, secrétaire général du groupe Renault, à M. Michel Delebarre, ministre d'Etat chargé de la ville, en présence de M^{me} Edith Cresson et Martine Aubry, apparaît comme le prolongement des mesures pour l'emploi annoncées la veille par le ministre du travail. A l'origine, le document avait été commandé à M^{me} Martine Aubry, qui était alors membre de la direction du groupe Pechi-

En toute logique, les propositions relèvent du même raisonnement. Face aux banquises déflavorisées et aux jeunes en difficulté, l'intervention de l'Etat ne suffit pas et la « solidarité nationale » qui doit s'exprimer englobe l'intervention de tous les acteurs, jusques et y compris des entreprises, grands groupes ou PME-PMI. Ensemble, il s'agit de « passer de la logique d'exclusion à la dynamique d'insertion », comme le répète M^{me} Aubry, et faire de l'emploi, sous toutes ses formes, le moyen de corriger tous les désastres sociaux.

Pour convaincre, le rapporteur multiplie les exemples et montre que, sur le terrain, des entreprises se sont déjà engagées dans des actions. C'est le cas de Darty, qui fournit les épaves d'électro-ménager à l'entreprise d'insertion Envie, désormais implantée sur six sites, et qui remet en état, puis vend, du matériel de seconde main. Son personnel est composé de jeunes et des adultes en chômage de longue durée, qui, progressivement, retrouvent des capacités professionnelles. C'est aussi le cas du groupe ECCO de travail temporaire qui a monté des opérations pour permettre le recrutement de travailleurs handicapés, puis s'est lancé, avec le même succès, dans des actions destinées aux chômeurs de longue durée et aux jeunes en difficulté.

Ceux-là, et d'autres, dont BSN, Carrefour et Auchan, ainsi que de grands groupes industriels, ont décidé de créer une Fondation nationale pour l'insertion afin d'aider au déve-

loppement de ces initiatives. L'Etat devrait aider financièrement au fonctionnement de cette fondation. Persuadées qu'elles ont des responsabilités à assumer, préoccupées par la dégradation du tissu social, ces entreprises entendent devenir les partenaires d'actions multiples qui pourraient prendre diverses formes.

Pensez que le souligne le rapport, on peut imaginer l'implantation d'activités économiques dans les quartiers, pourvu que *«l'équilibre»* y soit rétabli, envisager du mécénat ou des financements particuliers. Et passons des commandes à l'achat en soutien, pour que l'on puisse favoriser le développement des entreprises d'insertion qui accueilleraient ainsi davantage de personnes à la dérive. On peut même envisager, et certaines le font déjà, que des entreprises *«normales»* soient intégrées directement. Une grande négociation contractuelle entre l'Etat et les entreprises, sur le thème de l'insertion, pourrait d'ailleurs être menée dans les mêmes conditions d'intervention, du sponsoring à la création de clubs ou d'associations, régionales, de la formation à la mise en place de tuteurs.

Intitulé *L'insertion, c'est aussi notre affaire*, le rapport essai de conjugué développement économique, insertion professionnelle et intégration urbaine. Là aussi, comme dans les mesures générales pour l'emploi, il est proposé la création d'un guichet unique, interlocuteur des exclus et des «états passagers», capable de représenter l'Etat, les entreprises, avec les uns et les autres. Et cela, au nom de l'efficacité : les «insertions des personnes et des quartiers dans notre société ne peuvent aboutir que si les entreprises coopèrent», que si les actions «sont ciblées», conduites de façon cohérente, si possible en encourageant chaque ville à lancer un «plan local d'insertion».

Décidée à provoquer un « *sursaut* », M^{me} Aubry fait la liaison entre les éléments d'une politique nationale et l'application précise sur un terrain d'expérimentation explosif, les banlieues. Elle sait aussi que c'est sur ce dossier que se jugera la crédibilité de son action.

ALAIN LEBLAIRE

Alliance avec Apple et coopération avec l'allemand Siemens

IBM joue les fédérateurs de l'informatique mondiale

Coince entre la pression japonaise dans les composants électroniques et les regroupements de constructeurs informatiques américains refusant de se laisser imposer ses standards, IBM a visiblement décidé de réagir... en se lançant à corps perdu dans une politique d'alliances. Alliance technologique avec Apple, coopération dans les puces avec Siemens : en deux jours, « Big Blue » aura levé le voile sur les dispositifs essentiels de cette nouvelle machine de guerre.

Le numéro un de l'informatique mondiale intensifie sa coopération avec l'allemand Siemens dans les composants électroniques. Les deux groupes qui depuis l'an dernier ont diminué le coût

de développement des mémoires du futur, les DRAM à 64 K, vont produire en commun en France, dans l'usine IBM de Corbeil-Essonnes, les DRAM 16 K, génération intermédiaire de puces. Ces puces seront développées sous technologie IBM. Ce partenariat technologique doit être annoncé officiellement à Paris, jeudi 4 juillet, dans l'après-midi.

Cet accord intervient au lendemain d'une alliance de portée plus vaste encore : celle qu'a conclue le géant d'Armonk avec son compatriote et néanmoins grand rival, la firme californienne Apple. Après des semaines de négociations, les deux groupes informatiques américains ont en effet signé mercredi 3 juillet une lettre d'intention prévoyant un partage de leurs savoirs technologiques dans les années 90 et au delà. Cet accord prévoit la constitution d'une société commune IBM-Apple dans le domaine

des logiciels et vise à simplifier la programmation informatique dans le futur. Les logiciels mis au point devraient tourner sur les trois grandes architectures informatiques : celles d'Intel X86, de Motorola 680X0, et le Risc System-6000 Power d'IBM.

Radicalement incompatibles, les environnements IBM et Apple devraient par ailleurs être rapprochés. L'architecture des Macintosh pourrait ainsi être rendue compatible avec les systèmes IBM. Apple adoptera en outre les nouveaux microprocesseurs IBM pour certains de ces derniers ordinateurs. Les deux groupes s'attaqueront, enfin, à la conception de programmes multimédia, alliant son, texte et image.

IBM s'efforce donc de jouer les fédérateurs et d'organiser face à la concurrence nipponne une riposte concertée, tant dans le domaine

des composants, dont les coûts de développement de plus en plus élevés exigent d'être partagés, que dans celui du soft et du hardware.

L'accord conclu avec Siemens devrait en tout cas être bien accueilli à Bruxelles. Le commissaire européen de la recherche, M. Filippo Maria Pandolfi, a toujours été convaincu de la nécessité d'atteler la coopération informatique intereuropéenne à une alliance avec les constructeurs informatiques américains. Dans la capitale européenne, on est, en outre, pas loin de penser que la passerelle ainsi jetée entre Siemens et IBM rend encore plus difficile au français Bull l'entrée dans son capital du japonais NEC.

C. M.

ÉCONOMIE

SOCIAL

L'avenir des dispensaires

Les charges des centres de santé vont être allégées

Comme M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, s'y était engagé, les 2 224 centres de santé - plus connus sous l'appellation de dispensaires - vont bénéficier d'une réduction de leurs charges salariales et d'un accès plus large au tiers payant (dispense d'avance de frais pour les patients).

Trois décrets vont paraître dans les prochains jours. Le premier réduit de 12,6 % à 2,9 % les charges sociales acquittées par les centres de santé pour les personnels médicaux et paramédicaux qu'ils emploient.

Cet allègement, dont le coût (170 millions de francs en année pleine) sera supporté par l'assurance-maladie, permettra à ces établissements à but non lucratif de bénéficier à peu de chose près des mêmes avantages que ceux accordés aux médecins libéraux respectivement strictement les tarifs conventionnels de la Sécurité sociale.

Le second décret allège très sensiblement les normes techniques souvent désuètes qui s'appliquaient aux centres de santé et qui leur interdisaient, entre autres, de réaliser des soins à domicile.

De même, il assouplit la procédure d'agrément, le préfet devant désormais apprécier « le service

médico-social » rendu par l'établissement. Le dernier décret facilite la conclusion d'une convention - d'une durée de quatre ans - avec les caisses d'assurance-maladie.

Privilégier la prévention

Selon le ministère de la santé, cette réforme doit permettre aux centres de santé de faire jouer leur complémentarité, en privilégiant notamment la prévention (pour laquelle des subventions pourraient leur être accordées) et en s'attachant à cibler leur action sur des publics précis (catégories en difficulté, jeunes).

Pour sa part, le Comité national de liaison des centres de santé (CNLCS) critique plusieurs dispositions contenues dans ces décrets. Les comptes des établissements « devront être communiqués aux préfets et aux organismes d'assurance-maladie, qui n'ont pourtant pas vocation à les contrôler », et l'obtention du tiers payant « ne sera pas automatique », souligne le comité.

Enfin, les centres de santé s'opposent à l'interdiction qui leur est faite de facturer des actes médicaux ne figurant pas dans la nomenclature de la Sécurité sociale.

J.-M. N.

TRANSPORTS

Un Livre blanc adressé à la Commission de Bruxelles

Les compagnies aériennes des Douze demandent une véritable politique européenne

M. Bernard Attali, président d'Air France et de l'Association of European Airlines (AEA), a rendu public, le 4 juillet à Bruxelles, un Livre blanc « sur le transport aérien et le marché intérieur » que cette association des compagnies aériennes de la CEE a adressé à la Commission. Dans ce document, les sociétés européennes réclament la mise sur pied d'une véritable politique aérienne.

Les grandes compagnies aériennes ne sont pas contentes de la Commission de Bruxelles. D'un côté, celle-ci a pas de projet précis pour améliorer la fluidité du trafic aérien, qui se congestionne à toute allure : rien n'a été décidé en matière d'aéroports ou dans le domaine du contrôle de la navigation, alors que le schéma européen des trains à grande vitesse prévoit la construction de 9 000 kilomètres et l'aménagement de 15 000 kilomètres de voies !

De l'autre, les transporteurs sont lassés des contradictions entre les commissaires européens. Sir Leon Brittan, chargé de la concurrence, ne cesse de leur mettre des bâtons dans les roues, sous prétexte de concurrence, quand ils veulent s'allier ou harmoniser leurs vols.

M. Karel Van Miert, commissaire aux transports, fait lui-même preuve de compréhension devant les difficultés des compagnies et facilite leur rationalisation au lieu d'y voir systématiquement des intentions monopolistiques. Qui l'AEA doit-elle croire ?

L'AEA trouve, par ailleurs, que les autorités de Bruxelles se sont contentées de distribuer des bonnes paroles au lieu de les aider à passer le cap difficile de la guerre du Golfe, qui leur a fait perdre, en 1990, 2,5 milliards de dollars (15 milliards de francs). L'association ne demandait ni aides ni suspension de la politique de libéralisation, mais des assouplissements et des délais.

Rien n'est venu de Bruxelles. Alors, les vingt-deux compagnies qui composent l'AEA ont pris leur plume et ont couché sur le papier leurs suggestions pour que l'Europe de l'air se construise en tenant compte des réalités économiques du secteur tout comme des besoins du consommateur. Ce Livre blanc a été adopté à l'unanimité.

Le document s'ouvre par un rappel de l'importance des compagnies membres de l'AEA, qui fournissent les deux tiers du transport aérien européen et qui emploient 260 000 personnes. Il s'agit d'une activité à la fois dynamique (+10 % de croissance par an

depuis 1955) et peu rentable (la marge bénéficiaire est rarement supérieure à 1 % du chiffre d'affaires).

Concurrence redoutable du TGV, arrivée des compagnies géantes américaines, qui s'appuient sur un marché intérieur qu'elles contrôlent, croissance des transporteurs asiatiques, dont les coûts salariaux sont deux fois inférieurs, 22 aéroports européens sur 46 congestionnés en 1986 : ces embouteillages peuvent être contournés, selon les compagnies, si le dialogue s'engage avec la Commission.

Concurrences

A propos de la politique de libéralisation, M. Bernard Attali a déclaré, au nom de l'AEA, qu'il fallait « s'assurer contre le risque d'exploitants peu fiables qui pourraient affecter la sécurité ou déstabiliser anti-économiquement le système ». L'harmonisation des conditions de la concurrence entre compagnies « doit viser à réduire les coûts et ne pas conduire à l'avantage de bureaucratie ». La solution aux insuffisances des aéroports est dans l'extension de ceux-ci et non « la gestion de la rareté des créneaux horaires, qui ne peut être qu'un palliatif ».

Le Livre blanc défend aussi le principe des réseaux en étoile, qui

permettent aux compagnies de concentrer les vols européens peu bénéficiaires sur des aéroports où ceux-ci alimentent les vols intercontinentaux autrement rentables. De même, « ce serait une erreur, poursuit M. Attali, de considérer que plus le nombre de compagnies en concurrence est élevé, plus il y a lieu d'être satisfait. La densité de trafic des routes intra-européennes régulières est trop faible pour le justifier ». Il fait valoir que quatre routes internationales européennes enregistrent un trafic annuel de plus d'un million de passagers, au lieu de huit routes en Asie et vingt-cinq aux États-Unis, où très peu de liaisons sont exploitées par plus de cinq concurrents.

En conclusion, le président de l'AEA souhaite que les États membres de la Communauté - et non la Commission - continuent de négocier les droits de trafic avec les États tiers, même si la CEE peut aider à l'élaboration d'une politique concertée. Cette approche pragmatique ne suffisant pas, l'AEA propose la création d'un groupe de travail commun aux compagnies, aux États membres et à la Communauté afin d'arrêter le cadre réglementaire des relations aériennes entre la Communauté et les pays tiers.

ALAIN FAUJAS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Cet avis paraît à titre d'information seulement.



FRF 2.300.000.000

TSDI MULTI-OPTIONS

Chef de file

BANQUE INDOSUEZ

Co-chefs de file

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

CREDIT LYONNAIS

BANQUE PARIBAS

BANQUE FRANCAISE DU COMMERCE EXTERIEUR

BANQUE PALLAS

BARCLAYS BANK

COMPAGNIE FINANCIERE EDMOND DE ROTHSCHILD BANQUE

COMPAGNIE PARISIENNE DE REESCOMPTE

VIABANQUE

juin 1991



L'Assemblée générale ordinaire, réunie le 27 juin 1991 sous la présidence de Monsieur André MOULY, a approuvé les comptes de l'exercice 1990 qui se soldent par un bénéfice de 167 888 317,80 F.

Elle a fixé la distribution à 142 001 461,80 F, ce qui permettra de servir un dividende de 50,60 F aux actions jouissances 1^{er} janvier et 25,30 F aux actions jouissances 1^{er} juillet. Le taux d'augmentation du dividende ressort à 6,19 % par rapport au dividende de l'exercice précédent.

Dans son allocution, Monsieur André MOULY a souligné que l'exercice en cours se déroule conformément aux prévisions et que le résultat devrait connaître, comme les autres années, une croissance supérieure à l'inflation.

Réuni à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire, le Conseil d'administration a pris connaissance du montant provisoire des loyers émis du 1^{er} janvier au 30 septembre 1991 : 191,5 millions de F contre 180,7 millions de F en 1990, soit une progression de 6,06 %.

Le Conseil d'administration a, par ailleurs, décidé le maintien du statut de SICOMI, se réservant toutefois la possibilité de remettre en cause cette décision si le développement de son activité le rendait nécessaire.

COMMUNICATION

Les résultats du CESP sur l'audience des quotidiens nationaux

« Le Monde » et « le Parisien » attirent le plus grand nombre de lecteurs

Parmi les quotidiens nationaux, le Monde et le Parisien réalisent la meilleure audience auprès des lecteurs, selon une récente enquête du Centre d'études des supports publicitaires (CESP), organisme dont les études permettent aux annonceurs et aux publicitaires de choisir les médias dans lesquels passeront leurs campagnes de publicité (1).

Selon la méthode dite de « lecture dernière période » qui prend en compte toute personne déclarant avoir lu ou feuilleté un quotidien national dans les vingt-quatre heures précédant le sondage, 1 256 000 personnes déclarent avoir lu le Parisien et 1 113 000 le Monde. Les autres titres se partagent le reste du lectorat : le Figaro avec 1 040 000 lecteurs, l'Equipe avec 1 026 000, Libération avec 674 000, France-Soir avec 623 000. L'Humanité

attire 305 000 lecteurs et la Croix-l'Événement 190 000. Les lecteurs les plus friands de quotidiens nationaux sont, en bonne logique, ceux de la région parisienne, avec 2 560 000 personnes. Au total, ils sont 5 011 000 sur l'ensemble du territoire à lire un des huit journaux pris en compte dans l'enquête.

En choisissant une autre méthode, celle de la « lecture par numéro moyen » qui consiste à prendre en compte les lecteurs qui ont lu un ou plusieurs exemplaires de quotidiens nationaux au cours de la semaine écoulée, le Monde se classe à la première place avec 1 668 000 lectures, devant le Parisien (1 518 000), l'Equipe (1 368 000), le Figaro (1 351 000), Libération (951 000) puis France-Soir, l'Humanité et la Croix. Compte tenu des différences méthodologiques, le CESP indique que toute comparaison avec les années précédentes est « à prohiber ». Toutefois, d'année en année, le Monde et le Parisien réalisent les meilleures audiences, tandis que l'Equipe grignote celle du Figaro.

□ L'Événement du jeudi à 30 francs. - M. Jean-François Kahn, directeur de l'Événement du jeudi, a décidé d'augmenter le prix de vente de l'hebdomadaire qui passe le 4 juillet de 20 francs à 30 francs. « Il s'agit de renforcer notre indépendance par rapport à la publicité qui représente 36 % de nos recettes et ne doit pas dépasser 40 % », a expliqué le fondateur de l'hebdomadaire qui note par ailleurs que, depuis sa création en 1984, le prix de vente de l'Événement n'avait pas augmenté.

□ Claire Chazal rejoint TF1. - La journaliste Claire Chazal présentera à la rentrée les journaux de fin de semaine de TF1. Présente depuis un an au journal de 23 heures d'Antenne 2, Claire Chazal avait rejoint la chaîne publique en 1988, après avoir travaillé dans les rubriques économiques des Échos et du Quotidien de Paris depuis 1980.

□ L'enquête du CESP tient aussi compte des habitudes de « lecture régulière » des quotidiens nationaux (chaque jour). En la matière, le Parisien arrive bon premier, du fait de son double rôle de quotidien national à éditions locales, avec 1 005 000 lectures, devant le Monde (645 000 lectures), l'Equipe (635 000), l'Equipe (461 000), France-Soir (384 000), Libération (299 000). L'Humanité est lu tous les jours par 222 000 lecteurs, tandis que la Croix en séduit 171 000.

Y.-M. L.

(1) Échantillon de 14 898 personnes représentatif de la population de quinze ans et plus, interrogé à domicile en cinq vagues allant du 18 avril 1990 au 15 avril 1991, selon la méthode des quotas.

Avec Le Monde sur Minitel

Admissibilité : MINES-PONTS-TELECOM

Admission : ESCP - EPSCI

36.15 LE MONDE

Tapez RES

AGRICULTURE

Après avoir manifesté à Béziers

Des viticulteurs saccagent un poste de péage

MONTPELLIER

de notre correspondant

De violents incidents se sont produits dans l'Aude et dans l'Hérault, au cours de la soirée du mercredi 3 juillet, après une manifestation de viticulteurs du Languedoc-Roussillon qui avait eu lieu l'après-midi dans les rues de Béziers. Le cortège de plus de deux mille manifestants avait parcouru le centre-ville, avant de déposer une motte à la sous-préfecture pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur la chute des cours du vin et la lenteur des procédures d'indemnisation.

Après la dispersion de la manifestation, quatre groupes de viticulteurs ont établi des barrages, au nord et au sud de Béziers sur les nationales 113 et 9, ainsi qu'à Servian et à Pézenas. Un chauffeur routier a été légèrement blessé par un jet de pierre et son camion a été incendié. Les dégâts les plus importants ont concerné le poste de péage de Narbonne-Sud, sur la 9, qui a été saqué au cours de la soirée par un commando de trois cents viticulteurs.

J. M.

EN BREF

□ Les patrons plébiscitent M. Bérégovoy et rejettent M. Cresson. - Seulement 24 % des patrons interrogés par le magazine l'Expansion déclarent que M. Cresson leur « inspire confiance ». Bérégovoy obtient 96 % de confiance. L'enquête a porté sur 420 chefs d'entreprises interrogés entre le 29 mai et le 14 juin.

□ La Commission européenne donne son accord pour une aide à Ford et Volkswagen au Portugal. - La Commission européenne a approuvé, mercredi 3 juillet, un projet d'aide de la CEE (1,8 milliard de francs) et du Portugal (3,7 milliards de francs) à la construction d'une usine Ford-Volkswagen. Située à Setúbal, cette usine devrait assembler, chaque année, 190 000 véhicules, qui concurrenceront la Renault Espace. MATRA a annoncé jeudi qu'elle allait saisir la cour de justice européenne pour lui demander d'annuler ce projet d'aide.

□ États-Unis : baisse des ventes de logements neufs. - En baisse pour le deuxième mois consécutif, la vente de logements neufs a reculé, en mai, aux États-Unis, de 3,3 %. Ce chiffre indique que la reprise des dépenses des ménages reste faible.

مكتبة الامم المتحدة

Le Monde AFFAIRES

L'Hexagone dérouté les investisseurs étrangers

L'ouverture de la France aux firmes étrangères est bien réelle. Cependant, ces entreprises ont du mal à comprendre toutes nos subtilités nationales. Au point de s'effaroucher quelque peu...

LORSQU'ELLE songe à investir à l'étranger, une firme devient hyper-sensible. Elle s'effarouche de peu. Faut-il mettre au compte de cette psychologie particulière la grande frayeur qu'a répandue Mark Dixon, le rédacteur de l'influente lettre d'informations américaine *Mc & A. Monthly*, à l'annonce de la composition du nouveau gouvernement français? « Les investisseurs étrangers en France réclament une Thatcher. Pas une Cresson! », s'exclame, dans son éditorial de la fin mai, le spécialiste new-yorkais en fusions-acquisitions. Et de s'interroger : la France, longtemps considérée comme « un pays protectionniste, voire xénophobe, où l'on parlait peu l'anglais et où les aides - insuffisantes - ne parvenaient à compenser ce handicap », retournerait-elle à ses vieux démons?

La décision prise par Matignon de geler l'accord Bull-NEC, en cours de négociation, est, aux yeux du consultant américain, un indice sérieux de changement d'atmosphère. Et si Edith Cresson a eu beau, par la suite, répéter, à maintes reprises,

que les investisseurs étrangers - qu'ils soient originaires ou non de la Communauté européenne - étaient les bienvenus, ces déclarations ont été visiblement sans effets sur les sentiments du financier.

Pour outrer qu'elle soit, cette réaction traduit bien les difficultés éprouvées par les investisseurs étrangers à apprécier, à l'heure actuelle, l'attitude des pouvoirs publics français à leur égard. Tout est affaire de symbole et d'inflexions.

Sur le papier, la ligne de conduite, telle qu'elle ressort des premières intentions affichées par le gouvernement Cresson, est pourtant claire : l'ouverture n'exclut pas une certaine sélectivité. Comme le résume un haut fonctionnaire de la DATAR, ces investissements sont souhaités « lorsqu'ils sont réellement industriels, concernent des productions à valeur ajoutée forte, créent des emplois qualifiés et ne mettent pas en péril des secteurs considérés comme stratégiques, à l'image de l'électronique ou de l'automobile ». Reste que l'accent sur la sélectivité gêne. Mitsubishi, qui a décidé l'an

dernier d'investir 130 millions de francs à Vitry (Me-et-Vilaine), dans l'implantation d'une usine de téléphones de voiture, serait-il accueilli favorablement à l'heure actuelle, s'interroge-t-on à Tokyo, alors qu'Alcatel, Matra Com et SGR produisent ce type d'appareils?

Le caractère stratégique de telle ou telle activité évolue. En 1988, les pouvoirs publics refusaient au papeter suédois Modco de reprendre, par l'intermédiaire de sa filiale Alice, une Chapelle-Darblay en pleine déconfiture. Par souci de préserver l'indépendance nationale en matière d'approvisionnement en papier journal. Deux ans plus tard, la firme suédoise était pourtant cédée, sans coup férir, au finlandais Kymmene.

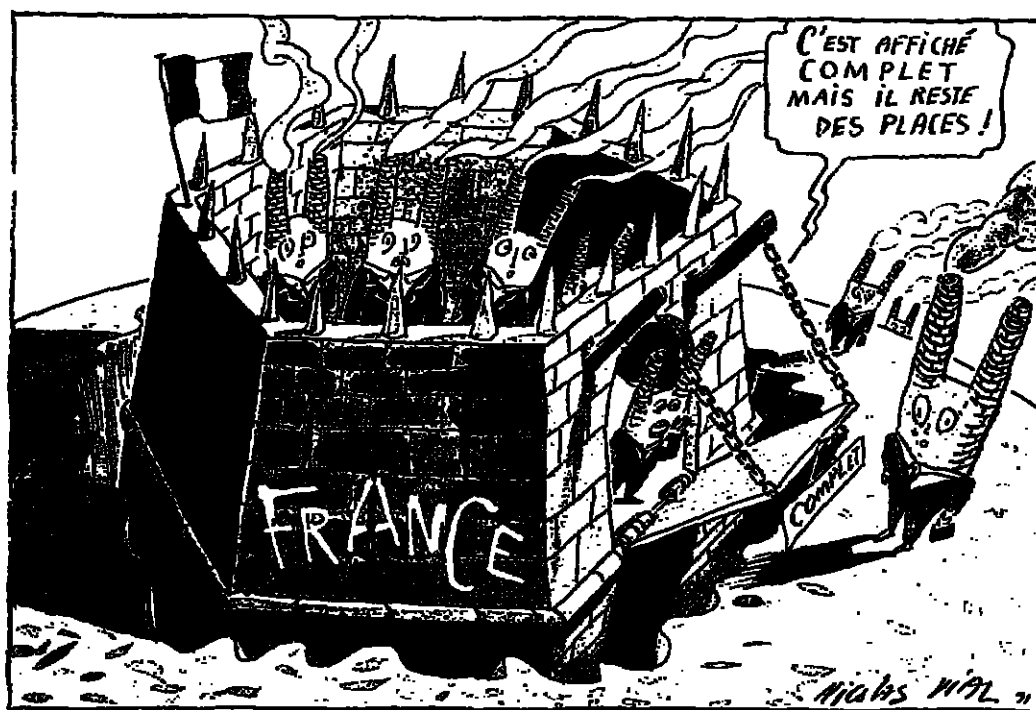
De nombreux projets

Aujourd'hui, une entreprise industrielle installée en France sur neuf est contrôlée par des capitaux étrangers. Les projets d'implantation foisonnent. Le suédois Scania va produire des poids lourds à Angers. Sensible, comme bon nombre de ses compatriotes (Coca-Cola, par exemple, qui a inauguré, en septembre dernier, son unité ultramoderne de Dunkerque) aux incitations fiscales attachées aux zones d'entreprises (exonération pendant dix ans), le géant pharmaceutique américain Merck a choisi le site de Signes, dans le Var, pour y produire des molécules de base. Les firmes nippones ne sont pas en reste. Shiseido, numéro un nippon des cosmétiques, devrait employer, dès septembre prochain, 200 personnes dans son unité de Gien. Minolta a prévu d'installer à Eloyes, dans les Vosges, son unité européenne de composants pour photocopieurs.

La liste n'est pas exhaustive. Parmi les autres projets importants, on peut également citer l'investissement de Ford à Châteaumeunier (340 millions de francs étalés sur trois ans et 375 emplois créés d'ici à 1993), dans une usine de composants automobiles, première implantation en Europe de la division automobile américaine.

Les stratégies de désinvestissement ont de récentes engagements par de nombreux grands groupes français, soucieux d'alléger leurs structures financières après d'importantes acquisitions en dehors des frontières, animent aussi, depuis quelque temps, un flux nourri de cessions partielles d'activités. Ces dernières profitent souvent à des firmes étrangères. On peut citer le rachat à BSN par le britannique Grand Metropolitan de la division Belin Surgelés (109 millions de francs de chiffre d'affaires), intervenue à l'automne dernier, ou la vente par Poliet de ses activités plâtres à British Plasterboard.

L'ouverture est bien réelle, même



si elle est de facture récente. Les dernières barrières ont été levées en janvier 1990. Depuis cette date, les entreprises communautaires n'ont plus besoin d'autorisation préalable pour leurs opérations en France, même si les secteurs touchant à la défense nationale et à la santé restent protégés. Seules restent soumises à autorisation les reprises d'entreprise d'un montant supérieur à 10 millions de francs par des apporteurs de capitaux n'appartenant pas à la CEE.

Positions tranchées et accommodements

La pression à l'ouverture est une constante de l'action de la direction du Trésor au cours des cinq dernières années. Chose moins courante, ce dispositif réglementaire minimal n'a pas heurté les vus de la Rue de Grenelle. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie du gouvernement de Michel Rocard, a appuyé le ministère des finances pour des considérations d'emploi et d'aménagement du territoire. « Mieux vaut des Japonais que des chômeurs! », s'exclamera-t-il à l'époque. « Nous risquons d'avoir et les Japonais et les chômeurs », lui rétorqua d'ailleurs Edith Cresson, faisant référence aux efforts déployés par le ministère de l'Industrie pour attirer dans l'Hexagone la nouvelle unité de production que Toyota cherchait à implanter en Europe (cette unité sera finalement installée en Grande-Bretagne).

Pour tranchées qu'elle soient, les positions sur l'équilibre à trouver entre les impératifs d'aménagement du territoire, d'une part, et ceux de la politique industrielle, de l'autre, n'interdisent pas des accommodements. Lorsque, l'an passé, l'américain *Guardian*, groupe verrier concurrent de Saint-Gobain, démarcha la France pour implanter à Beaucourt un *float glass* (unité de verre plat), le dossier traîna. Ancien président du groupe français de matériaux, Roger Fauroux, l'aidait. Il est sensible aux arguments de son successeur, Jean-Louis Beffa, qui voit d'un mauvais oeil l'installation de l'américain à proximité de son unité de Salaise, craignant une surcapacité. Les deux concurrents étant voués à s'attaquer aux mêmes marchés régionaux. Résultat : lassé d'attendre une décision sur le montant des aides, *Guardian* choisira de s'implanter en Espagne. A l'inverse, dans un secteur plutôt sensible, le japonais Koyo Seiki a pu obtenir le feu vert de l'Elysée et de Bercy pour reprendre à Renault 35 % du capital de la Société mécanique d'Irigny (699 millions de chiffre d'affaires), important fournisseur de la Régie en matière de systèmes de direction.

Le jeu est donc subtil. Les partenaires européens de la France ne sont pas non plus exempts de contradictions. C'est ainsi que les autorités britanniques, qui se veulent le porte-drapeau d'une ouverture sans concession, ont pu traîner les pieds devant certaines opérations en capital menées sur leur sol par tel ou tel groupe public français, justifiant leur attitude par la crainte de nationalisation indirecte.

La perspective du grand marché européen de 1993 a incontestablement créé un appel d'air en direction des investisseurs extra-communautaires, soucieux de ne pas rester à la porte. Les investissements annoncés l'an dernier par les industriels étrangers devraient permettre le maintien ou la création de 14 700 emplois dans l'Hexagone, soit environ 4 000 de plus qu'au début de la décennie 80. Les groupes de la Communauté participent, en cumulé, à hauteur de 36 % du total. Reste que, pris individuellement, aucun pays européen n'atteint les volumes des groupes originaires du bloc nord-américain (3 871 emplois industriels annoncés en 1990 pour les Etats-Unis et le Canada) ou des firmes japonaises (3 096 créations annoncées). On comprend dès lors que soit engagée une vaste empoignée entre régions européennes pour attirer ces investissements étrangers.

Les infrastructures, les centres de recherche et surtout la plus ou moins grande volonté d'accueil (qui conditionne, il est vrai, le montant des aides débloquées au niveau des régions et surtout de l'Etat) sont déterminants. Il y a deux ans, le japonais Nippondenso a renoncé à implanter une unité en France pour avoir rencontré l'opposition virulente de Jacques Calvet, patron de PSA, soucieux de défendre ses fourneaux. Il en a été autrement verté. Le climat, toujours le climat...

CAROLINE MONNOT
et THIERRY SÉNÉCHAL

Un mois de juin difficile pour la DATAR à Tokyo

TOKYO

de notre envoyée spéciale

Les fonctionnaires de la DATAR passent aisément du rire aux larmes. Janvier dernier : la petite équipe de la direction à l'aménagement du territoire à Tokyo savourait une petite victoire. Le séminaire organisé sous son auspice au siège du Kaideran, le patron japonais, a, semble-t-il, permis de dissiper quelques aigreurs provoquées par des déclarations concomitantes du président de PSA, Jacques Calvet, et d'Edith Cresson, qualifiant, au cours de l'année 1990, alors qu'elle était encore ministre des affaires européennes, certains investissements japonais à l'étranger de « destructeurs ». Six mois plus tard, le 16 juin, au siège de la DATAR à Tokyo, les mêmes broient du noir. Dans l'intervalle, Edith Cresson est devenue chef du gouvernement. Et a placé au cœur de ses premières interventions le dossier Bull-NEC.

Malaise ambiant

Des photos en pied, en médaillon, du premier ministre illustrent abondamment la presse japonaise. La veille, le quotidien *Asahi Shinbun* a consacré ses pages week-end à un large dossier intitulé « Les Français n'aiment pas les Japonais ». Les Alsaciens, qui ont su vendre leur particularisme à Tokyo (le président du conseil régional, Marcel Rudloff, se serait fait plusieurs fois taper sur les doigts à Paris pour avoir envoyé à ses interlocuteurs nippons des missives officielles signées de « l'Etat d'Alsace »...), tirent, seuls, leur épingle du jeu. Dans un tel contexte, le dizaine de personnes dont l'objectif n'est autre que d'inciter les entreprises japonaises à investir dans l'Hexagone n'a pas la tâche facile. « J'ai eu les gens de chez Hitachi, il y a quelques jours. S'ils avaient pu prévoir la tournure des relations franco-japonaises, ils auraient reconsidéré leur projet d'investissement à Orléans », explique Bruno de Rouvre, le patron de la DATAR du Japon. Avant de préciser : « De toute façon, on est dans une période difficile depuis deux ans. Et Hitachi est une société très conservatrice, très précautionneuse. La plupart des autres grandes sociétés ne s'arrêtent pas à ce genre de problème. Le pas à ce genre de problème, la durcissement de ton entre Paris et Tokyo ne peut remettre en

cause leurs stratégies qui se bâtissent à long terme. »

Reste que, de l'avis du jeune responsable de la cellule prospection, les contacts se font plus difficiles. « Depuis un mois, on essaie de relancer par téléphone nos interlocuteurs habituels. Ils ne sont pas là. » Vingt-cinq firmes ont fait part de leur intention de s'implanter en Europe et sont en phase de sélection de sites. Six dossiers d'investissements industriels en France doivent être bouclés d'ici à la fin de l'année 1991.

Le malaise ambiant fera peut-être un peu traîner les choses. D'autant que les déclarations véhémentes du côté français n'ont pas seulement inquiété les Japonais. Parmi les investisseurs japonais, la préparation de l'ouverture d'une antenne de la DATAR à Taiwan dans les premiers jours de juin, Bruno de Rouvre a eu la surprise de découvrir des chefs d'entreprise et responsables gouvernementaux locaux pour le moins anodins.

Ce coup de froid passager n'a, en tout cas, pas eu de répercussions brutales sur l'activité des entreprises françaises implantées dans l'archipel nippon. Aucun mouvement de boycottage. Seul incident notable : le siège du concessionnaire PSA a été malicieusement taggué. Mais Renault s'offre toujours des placards de publicité dans les quotidiens japonais... pour son modèle R51. Soumis à discrète surveillance policière, le printemps, situé dans le quartier chic de Ginza, ne désemplit pas. Perrier, Volvic et les fromages Kir alimentent encore les cafés des immeubles des compagnies d'assurances à Shinjuku. « Rien à craindre. Les déclarations autrement plus dures de Carle Hills (NDLR : la représentante spéciale de la Maison Blanche pour les questions commerciales) n'ont pas empêché les Japonais d'aller chez McDonald's ou d'acheter du Coca-Cola », commente-t-on à l'ambassade de France.

La décision de Mitsubishi, après consultation de son partenaire français la SARI, de débaptiser la Japan Tower de la Défense pour l'effigier d'un Pacific Tower plus neutre, n'était certes pas un signe encourageant. Mais, de l'avis de l'équipe de la DATAR, le véritable test est pour septembre. La délégation du Kaideran acceptera-t-elle de se rendre en France à l'invitation d'une douzaine de chambres de commerce et d'industrie de l'Hexagone? A la mi-juin, les intéressés se faisaient encore un peu tirer l'oreille.

C. M.

Canon ou la stratégie de l'angélisme

Le fabricant nippon mise sur le « peace and love » et le discours « gorbatchévien » de son ancien président pour déjouer les poussées de fièvre anti-japonaises

TOKYO

de notre envoyée spéciale

« L y a deux types d'entreprises japonaises, celle qui se base sur la force, celle qui, en revanche, intègre le sentiment, le supplément d'âme, la gentillesse et la sensibilité. » Keizo Yamaji n'a aucun doute. Canon Inc. se range incontestablement dans la seconde catégorie. Impeccable, le sourire jusqu'aux oreilles, le président directeur général du fabricant de matériel photo et d'équipement bureautique marque une pause. Il veut être compris. Canon ne saurait être jugé à la même aune que certains de ses compatriotes dont il signale complaisamment les pratiques commerciales douteuses et l'esprit agressif, fanatiquement colonialisateur.

« That's not the Canon way. » (« Canon n'est pas comme cela. ») A priori, dans le flot humain qui vient frapper tous les matins contre les tours de verre de Shinjuku - le très monumental et ombragé quartier des affaires de Tokyo, - rien ne distingue

le cadre de Canon de celui d'Hitachi ou de Matsushita. Même élégance soucieuse, gris ou bleu marine, standard, un peu rétro. Même empressement à prendre d'assaut de magnanimes ascenseurs, borbés, comme dans tous les bâtiments de la ville, par une très éprouvante musique d'ambiance.

Une démarche exemplaire

La différence est donc ailleurs. De taille moyenne au regard des Matsushita, Hitachi et autres Toyota, aux effectifs et aux chiffres d'affaires deux à trois fois plus importants, le groupe Canon (54 000 salariés, 1 800 milliards de yens, soit environ 72 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1990), moins assuré de sa force, s'est penché au cours des dernières années des pratiques et un discours visant à se faire accepter plus aisément aux Etats-Unis et en Europe.

La démarche suivie à Liffre, en Bretagne, à une dizaine de kilomètres de Rennes, est à ce titre exemplaire. Pour y installer une usine de photocopieurs produisant pour le marché

européen et couper l'herbe sous le pied de son concurrent Ricoh, qui songeait aussi à investir dans l'Hexagone, le fabricant japonais s'est engagé auprès des pouvoirs publics à y développer des productions à haute valeur ajoutée, et à recourir massivement à une sous-traitance locale. Cent vingt-cinq entreprises bretonnes ont été sélectionnées, et réunies en un club de fournisseurs constitué trois ans plus tard, pour confronter leurs méthodes de production et atteindre progressivement le niveau de technicité des sous-traitants nippons. « C'est l'implantation japonaise en France dont nous sommes les plus fiers », s'exclame-t-on aujourd'hui à la DATAR, qui voit un modèle d'intégration dans le tissu économique local.

Les plaintes de certains fournisseurs s'inquiétant d'une mise sous tutelle excessive, d'une ingérence dans leurs méthodes de gestion et de production au-delà du supportable, n'ont pas réussi à entacher cette image modèle. « Canon Bretagne exporte une part importante de sa fabrication (NDLR : 75 %) dans un secteur où l'offre française était inexis-

tante et les échanges commerciaux plutôt déséquilibrés », explique Loïc Hennekinne, l'actuel ambassadeur de France à Tokyo, qui, directeur de cabinet de Jean-Pierre Chevènement au ministère de l'Industrie en 1984, fit aboutir le dossier. Avec ses trois usines et ses 583 salariés, Canon est l'un des plus gros employeurs industriels de la région de Rennes... derrière les établissements Automobiles Citroën.

La firme japonaise ne compte pas s'arrêter là. Outre le faible coût de l'espace, le climat social apaisé, deux facteurs d'une importance capitale aux yeux des investisseurs nippons, l'Ille-et-Vilaine présente l'avantage certain d'abriter un laboratoire du CCET (Centre commun d'études de télévision et de télécommunications). Canon-Bretagne a donc été choisi pour accueillir le futur centre de recherche télécoms du groupe, dont l'ouverture est prévue pour 1992. La firme japonaise a, là aussi, multiplié les gestes de bonne conduite et de loyauté.

C. M.

Lire la suite page 16

AFFAIRES

Les privatisations britanniques sous le signe du pragmatisme

Douze ans après leur retour au pouvoir, les conservateurs ont privatisé 66 entreprises représentant 5 % du PIB. Une politique qui a fait feu de tout bois. Sans souci des grands principes

RECORD du nombre de demandes d'actions : 15 millions en comptant l'Écosse, deux fois plus que pour British Gas en 1986 et un prix encore élevé, 8 milliards de livres (80 milliards de francs) : la privatisation de la distribution de l'électricité, qui vient de s'achever, apparaît comme le couronnement d'une politique qui survit à Margaret Thatcher. Le couronnement d'une méthode aussi : préparation, prix et modalités de mise en vente sont parfaitement au point. Pourtant, la privatisation de 51 % des télécommunications en 1983, avec 3,7 milliards de livres, avait déjà paru la plus grande opération boursière de tous les temps.

Tout cela a été conduit à une vaste échelle. Douze ans après leur retour au pouvoir, en mai 1979, les conservateurs ont privatisé 66 entreprises (en comptant les filiales) représentant 5 % du PIB britannique et plus d'un million d'emplois. Ces ventes ont rapporté, selon les chiffres officiels, plus de 35 milliards de livres au Trésor. Sidérurgie (British Steel), industrie automobile (Jaguar, Rover) et spatiale (British Aerospace), chantiers navals (Shipyards), transports aériens (British Airways), autobus, ports et aéroports : énergie (Britoil Enterprise Oil), services publics, comme l'eau et les télécommunications : peu de secteurs y ont échappé. Et la liste n'est pas close puisque, après une nouvelle tranche de télécommunications en novembre, devraient encore suivre les chemins de fer et les charbonnages.

De quoi faire apparaître la privatisation comme un élément majeur et un des succès de la politique économique thatcherienne et la transformer en référence dans le mouvement général de la dernière décennie, voire en modèle pour les nouveaux adeptes des pays de l'Est. Les conservateurs britanniques la revendiquent aujourd'hui comme un point de doctrine :

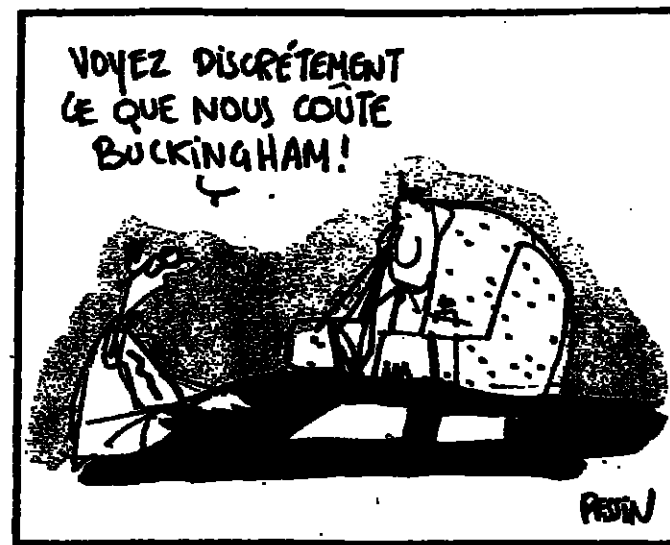
« La privatisation est la clé de l'économie d'entreprise », déclarait, par exemple, en novembre 1989, John Redwood, secrétaire d'État au commerce et à l'industrie.

L'image correspond-elle à la réalité ? Pas si sûr. Sur le plan politique d'abord, la doctrine a mis du temps à se dégarer. C'est sur une autre privatisation que le programme électoral des conservateurs mettait l'accent en 1979 : la vente à leurs occupants des logements sociaux gérés par les collectivités locales. Une proposition peu originale, puisqu'elle avait été avancée en France par les pouvoirs publics plusieurs années avant.

« Le plomb transformé en or »

Au départ, la cession d'entreprises publiques était « à peine une politique », comme l'écrivait le *Financial Times* en 1987 : plutôt une réaction pour échapper au déficit des entreprises publiques d'alors. Les travaillistes avaient d'ailleurs déjà eu recours à ce moyen en 1977, en cédant au privé 17 % de British Petroleum, premier producteur britannique. En 1980, le terme même de « privatisation » était assez mal vu au Trésor, si l'on en croit des confidences des proches de Margaret Thatcher en 1989. Ce n'est qu'après le succès de la vente d'une douzaine de sociétés, notamment British Aerospace, Jaguar, Cable and Wireless, que la pratique — devenue le moyen de « transformer en or le plomb vil des entreprises publiques » — a été érigée en théorie.

Aux élections de 1984, la privatisation s'est inscrite dans la « révolution libérale » thatcherienne ; elle correspondait à la volonté de « faire reculer les frontières de l'État » par principe et par souci de mieux définir son rôle : le régulateur ne devait pas être en même temps le gestionnaire ou le producteur. Sur le plan économique, outre l'allègement des



charges du budget, on a mis en avant les avantages de la liberté de gestion pour les entreprises : possibilité de se débarrasser d'activités non rentables et d'en développer d'autres plus profitables, de recruter cadres et dirigeants en fonction des besoins et des performances sans être entravés par des exigences de développement régional et des politiques macroéconomiques ou par les limites du budget... Ce démantèlement des monopoles devait, d'autre part, améliorer les services et abaisser les coûts pour les clients, individus ou entreprises, grâce à la concurrence.

Ce n'est qu'après que les revenus des privatisations eurent dépassé — en 1986 — le montant des emprunts d'État qu'on y a vu le moyen d'apporter de nouvelles ressources à l'État, contrairement à ce qui s'est passé en France sous le gouvernement Chirac en 1986-1987. En revanche, la vente au public, et

notamment aux usagers, des actions des sociétés privatisées est apparu, d'emblée, comme un des moyens de réaliser le « capitalisme populaire » cher aux conservateurs : propre à attirer des électeurs et à consolider l'alliance des conservateurs avec l'opinion.

Une lutte boursière au couteau

En cédant des parts aux salariés des entreprises concernées, on pouvait les intéresser à l'opération, lever leurs objections éventuelles et aider encore à réduire l'influence des syndicats, traditionnellement forte dans les entreprises et les services publics ; notamment chez Jaguar, dans les chantiers navals, les télécommunications ou les sociétés régionales de distribution d'eau.

Cependant, la réalisation a connu

bien des vicissitudes et des hésitations même au cours des dernières années. La privatisation de l'industrie pétrolière a été une cascade d'échecs. En 1983, la vente des activités d'exploration et de production de l'ex-British National Oil Company, réunies dans Britoil, fut boudée par le public : les trois quarts des actions mises en vente (51 % du capital de Britoil) restèrent sur les bras des investisseurs institutionnels chargés de les négocier. Le gouvernement sera contraint de les brader en 1985 avec le reste du capital à un cours inférieur de 10 % au cours de Bourse, lui-même inférieur au prix de vente de 1983.

Pis encore : à l'automne 1987, Margaret Thatcher s'était obstinée à vendre les dernières actions de BP, en dépit du krach boursier, 3,5 % des titres proposés trouvant preneurs dans le public. Le Trésor dut s'engager à racheter les actions au-dessous d'un prix plancher : les Kowittiens et KIO en profitèrent pour racheter 17,4 % de BP, devenant son premier actionnaire. Ce qui n'était pas exactement l'objectif gouvernemental, le libéralisme ayant des limites, nationales. Pour finir, BP, à son tour, racheta la majorité de Britoil, après une lutte boursière au couteau avec le groupe américain ARCO et reconstitua un quasi-monopole pétrolier ; ultime mécompte pour les services financiers de la Poste : il fallut aussi s'y reprendre à deux fois, faute d'acquéreurs.

La privatisation du charbon a dû être ajournée en octobre 1988 en raison de la complexité des changements législatifs nécessaires (casser le monopole de British Coal et supprimer la limitation des dimensions des mines privées). Celle d'une partie du réseau routier, prévue avant la fin 1990, reste en suspens. Celle de l'électricité elle-même a dû être retardée de six mois et ses modalités ont changé avec le temps. On a notam-

ment renoncé à céder au conglomérat Hanson la plus petite des deux sociétés de production, Power Gen, faute d'accord sur le prix, et on a abandonné la privatisation des centrales nucléaires : les capitaux privés n'étaient pas prêts à acquiescer des installations dont une grande partie, technologiquement obsolète, devrait être rapidement fermée et à grands frais.

En fait, le gouvernement de Margaret Thatcher, avec un grand pragmatisme, a fait feu de tout bois, sans souci des principes. Seules quelques opérations se sont faites dans des formes strictes : par introduction en Bourse de sociétés anonymes, auxquelles avait été transférée la totalité des actifs (matériels et financiers). British Aerospace a été privatisée partiellement en 1981 avant d'être totalement en 1985. Pour les télécommunications, on n'a vendu en trois fois qu'une partie des activités, notamment les services et les communications à longue distance, transférés à une société *ad hoc*, Cable and Wireless.

Bon nombre de sociétés d'État ou de filiales ont été cédées aux salariés ou aux cadres, notamment les transports (marchandises ou voyageurs) souvent divisées en sociétés locales, les chantiers navals, les buffets de gares ou les entreprises de composants automobiles. D'autres, à l'occasion, l'ont été directement à des groupes privés comme les services financiers de la Poste, cédés à une mutuelle d'épargne-logement ; les services de placement transférés à une filiale de Pergamon ; plusieurs filiales des chemins de fer britanniques, comme Sealink, rachetées par British Ferries, ou bien encore les hôtels ou la filiale de constructions mécaniques Bredl, rachetés par un consortium conduit par ABB. On a même vu British Aerospace racheter, après sa privatisation, la firme automobile Rover.

GUY HERZLICH

Canon ou la stratégie de l'angélisme

Suite de la page 15.

Canon s'est engagé, tant auprès du CCET de Rennes que du laboratoire du CNET (Centre national d'études sur les télécommunications) de Lannion, à ne pas débaucher sauvagement les chercheurs des deux établissements publics, incapables de mener une surenchère salariale. Soucieux de profiter d'une certaine avance française dans le domaine des technologies de télécommunications et des réseaux à valeur ajoutée (type Numéris), Canon aimerait bien nouer une coopération poussée avec ces deux organismes de recherche, voire une collaboration plus générale avec France Télécom.

« Coexistence harmonieuse et pacifique »

Avoir un comportement exemplaire permet d'être en position de force pour négocier. C'est la raison pour laquelle la firme japonaise, dans un souci de « coexistence harmonieuse et pacifique », constamment affiché, s'est éditée des règles de conduite très claires en matière d'implantations à l'étranger. Pas question de procéder par acquisitions pures et simples. Canon joue la carte de la création ex nihilo ou mieux encore du partenariat. « Olivetti est venu nous trouver il y a quatre ans. Sa division photocopieuse était mal en point. Nous n'avons pas voulu la reprendre. Nous leur avons offert d'acquiescer seulement une participation minoritaire, tout en les assistant sur la conception technologique de leurs produits. Olivetti avait un nom, une longue histoire dans la mécanique, il n'aurait pas été bon d'acheter purement et simplement comme l'auraient fait, à notre place, la plupart des entreprises japonaises », raconte Keizo Yamaji. Aujourd'hui, la joint venture Olivetti-Canon aurait ainsi retrouvé l'équilibre.

La « Canon Way » commence en tout cas à faire des émules dans le patronat japonais. La montée du sentiment nipponophile aux États-Unis, la levée de boucliers provoquée en Europe par le rachat par Fujitsu du fabricant d'ordinateurs britannique ICL, les déclarations véhémentes d'Edith Cresson, nouveau chef du gouvernement français, n'y sont certainement pas étrangères. À la fin du mois de mai, le Japan Economic Research Institute, organisme d'étude lié au Keidaren (le CNPF japonais) invitait les entreprises nippones à multiplier les gestes de bonne volonté, à manifester avec davantage d'ardeur leur volonté d'intégration dans le tissu économique local, à s'abstenir de racheter des symboles culturels

(comme le Rockefeller Center Plaza à New-York) dans les pays où elles souhaitent investir.

Une belle reconnaissance des thèses Canon dont le principal inspirateur n'est autre que Ryūzaburo Kaku, l'ancien numéro un opérationnel du groupe, qui préside aujourd'hui encore le conseil d'administration. Ryūzaburo Kaku a toujours fait figure de mouton noir au sein du Keidaren. Guère plus âgé que son successeur, Ryūzaburo Kaku est également l'un des atouts majeurs de la firme nipponne dans sa politique de communication vis-à-vis des milieux politiques et économiques aux États-Unis comme en Europe. Proche d'un Kenichi Ohmae, le fort libéral patron de McKinsey Japan, auteur d'un best-seller à succès consacré à « l'entreprise globale », ce dirigeant japonais, né en Chine, passe pour l'un des esprits les plus indépendants du patronat nippon. L'an passé, dans un article resté célèbre, ce vieil homme tranquille n'hésitait pas à réclamer la mise à la casse du système éducatif nippon.

En visite à Paris, il y a quelques semaines, lors d'un séminaire organisé par le Keio, le même Ryūzaburo Kaku suppléait son assistance, en affirmant tout de go : « Le Japon doit faire sa perestroïka ». L'homme qui stigmatisait le caractère trop insulaire des Japonais, considère que le MITI est devenu une force d'inertie, trouve que ses compatriotes travaillent trop, s'interroge sur leur passion subite pour le golf, pour finir en discutant du bien fondé de certaines analyses marxistes. Il n'aime rien tant que de s'affronter à Akio Morita, le très nationaliste patron de Sony. Inutile de préciser que ce discours plait à Washington, Bonn ou Paris.

C.M.

CONVICTION

« Pour bâtir la technologie européenne il faut renoncer aux clichés politiques »

Consultant spécialisé, Bertrand Warusfel explique comment les entreprises peuvent garder la maîtrise de leur technologie

BERTRAND WARUSFEL est un consultant spécialisé dans les technologies stratégiques et la négociation de marchés de haute technologie. Avec Jean-Baptiste de Boissière, sous-directeur de la prospective et des affaires internationales à la direction de la réglementation générale du ministère des postes, des télécommunications et de l'espace, il vient de publier un ouvrage sur la *Nouvelle Frontière de la technologie européenne* (1). À travers l'histoire de grands projets comme Airbus, Ariane, Unidata, etc. et l'analyse de stratégies d'entreprises, les deux auteurs proposent des orientations pour éviter que l'Europe ne perde la maîtrise des technologies.

« Dans votre ouvrage, vous retracez l'histoire mouvementée des constructeurs informatiques européens, de leurs tentatives de regroupement et de leurs échecs successifs. L'informatique européenne est-elle condamnée ? Faut-il abandonner ce secteur ou y-a-t-il moyen de sortir de la crise ? »

« Il ne faut pas abandonner ce secteur, car il est stratégique. Mais il ne paraît plus possible, pour une entreprise européenne, de demeurer un constructeur universel. Il faut donc concentrer nos investissements sur des créneaux pointus et porteurs d'avenir, tout en maintenant un niveau de compétence

minimum sur l'ensemble de la filière, grâce à des partenariats et à une veille technologique active. C'est ce que fait, par exemple, Alcatel dans les composants, en fabriquant certains produits dont elle a besoin sous licence, ce qui lui permet de garder une certaine maîtrise du secteur. Cela suppose que l'on puisse devenir très bon sur certains créneaux pour négocier des échanges dans de bonnes conditions, comme vient de le faire Apple avec IBM.

« Quels créneaux faut-il privilégier ? »

« Je ne peux faire l'audit de Bull ni de Siemens ! En fait, les problèmes sont structurels. Les entreprises européennes ont, la plupart du temps, de bonnes compétences scientifiques, techniques, industrielles. Mais elles ont des difficultés à sortir des produits compétitifs. Car ce sont des entreprises à ressources limitées, qui ont souvent du mal à faire la liaison entre la recherche technologique et les besoins du marché. Je crois néanmoins que les Européens ont de bonnes cartes à jouer dans des domaines aussi importants que les réseaux, le logiciel, les ordinateurs départementaux, l'informatique industrielle ou les postes de travail ergonomiques.

« Êtes-vous favorable à l'entrée de Nec dans le capital de Bull ? »

« Personnellement, je pense qu'il ne faut pas se précipiter dans les bras de Nec. Si ce constructeur japonais prend 5 % du capital de Bull, ce ne sera pas pour le plaisir mais pour devenir à terme un partenaire incontournable. Car cette participation n'a aucun intérêt financier pour Nec. Et si la situation de Bull ne s'améliore pas, Nec sera le mieux placé pour échanger ce strapontin contre un fauteuil. Il ne faut pas non plus dire « Jamais les Japonais ». Nec pourrait être une force d'appoint dans un tour de table à dominante européenne.

« Les composants électroniques sont, en Europe, un autre secteur en péril. Que pensez-vous de l'idée, émise par la Commission européenne, d'un regroupement entre Thomson, Philips et Siemens dans ce domaine ? »

« C'est pour le moins prématuré. Les mesures institutionnelles ne résolvent pas les problèmes industriels. Et les fusions font perdre de l'énergie aux firmes. Voyez ce qui est arrivé à Bull, où l'on sent encore les clivages entre les anciens de la CIT, les anciens de General Electric, de Honeywell, etc. Mais c'est bien d'en parler. Cela agite les esprits et les bons projets émergent souvent d'un état de confusion. C'est ce qui s'est passé pour Ariane, Airbus, ou Eurêka.

Je pense qu'il faudrait partir du programme de recherche Eurêka. Juste sur les composants, et voir si l'on ne pourrait pas le prolonger par des accords commerciaux. Et, si ces accords fonctionnaient, on pourrait alors peut-être envisager une fusion. Mais une telle démarche nécessite une politique industrielle. Cette politique serait définie non par les entreprises seules, qui raisonnent trop à court terme, ni par les gouvernements ou la Commission, qui sont trop éloignés du marché, mais par une structure intermédiaire rassemblant des acteurs du public et du privé pour définir des stratégies collectives et intersectorielles.

C'est ce que, dans le livre, nous appelons des « stratégies de structure ». Elles sont nécessaires pour faire de la prospective à moyen

terme, inciter les firmes à mener des actions communes et à mettre en place des réseaux entre entreprises de différents secteurs. Elles doivent s'accompagner de « stratégies de société », pour que technologie et société avancent en harmonie. Celles-ci sont de la responsabilité conjointe des instances politiques et de la société civile. Elles sont nécessaires pour éviter tout phénomène de régal et pour orienter les développements techniques dans des directions souhaitées par la société.

« Vous êtes pour la définition d'une politique industrielle, mais contre toute mesure protectionniste. Pourquoi ? »

« Parce que la technologie est internationale. Regardez ce qui s'est passé avec les télécopieurs. Pour en vendre en France, il fallait qu'ils soient agréés. Mais cette mesure protectionniste n'a servi à rien. L'industrie française a été globalement incapable de développer des télécopieurs évolués. La grande majorité sont aujourd'hui fabriqués sous licence. En outre, les importations sauvages se sont développées : normal, on peut les obtenir ainsi deux à trois fois moins cher. De toute façon, les mesures protectionnistes n'ont plus grande signification quand les Japonais et les Américains investissent directement en Europe.

« De même, êtes-vous contre le contrôle de la vente de certaines licences de technologies jugées stratégiques ? »

« À titre exceptionnel, il peut être de la responsabilité d'un gouvernement de freiner certaines ventes de licences. Mais plus que par des mesures juridiques, je crois que la protection de certains secteurs vitaux doit être une action concertée relevant d'une coopération public-privé. Plutôt que de réfléchir par cliché politique, il faut agir en fonction d'une vision prospective des stratégies technologiques. »

Propos recueillis par ANNIE KAHN

(1) *La Nouvelle Frontière de la technologie européenne*, par Jean-Baptiste de Boissière et Bertrand Warusfel ; préface de Raymond Barre. Ed. Cullmann-Lévy. 364 pages, 140 francs.

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE DROITE

FLORA DANICA 43-59-20-41 Jura 22 h. VUE AGRÉABLE SUR JARDIN. Spéc. DANOISES et SCANDINAVES. 142, Champs-Élysées T.L.J. SAUMON mariné à l'aneth. CANARD SALÉ, MIGNONS de RENNE au vinaigre de pin.

YVONNE F. ven. soir et sam. 13, rue de Bassano, 16° 47-20-98-15 Vieille Cuisine de Tradition. Spéc. de POISSONS, Huîtres et Gibiers en saison. Fois gras frais, confit de canard. Carte 250/300 F. Diplôme Club P. Montagné. OUVERT DIM.

RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h 23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

25, rue Frédéric-Sauton F. dim. Park.

مكتبة الامم المتحدة

MARCHÉS FINANCIERS

Perturbant les marchés financiers

La controverse sur l'imposition des revenus du capital se rallume en Allemagne

Les marchés financiers allemands sont actuellement secoués et le mark ébranlé par un arrêt rendu la semaine dernière par la cour de Karlsruhe (gardiennage de la Constitution), aux termes duquel le gouvernement fédéral devrait, d'ici au 1^{er} janvier 1993, instaurer un contrôle efficace sur les revenus du capital, objets d'une forte évasion fiscale, afin que tous les contribuables soient placés sur un pied d'égalité.

Les revenus du capital (dividendes d'actions, coupons d'obligations, etc.) doivent, certes, être déclarés en Allemagne par leurs bénéficiaires pour être taxés réglementairement. Mais comme les banques et les intermédiaires financiers d'outre-Rhin qui assurent la distribution de ces revenus ne sont pas astreints et se sont toujours refusés à communiquer au fisc les renseignements sur les sommes versées à l'identité des bénéficiaires, les déclarations de revenus en question restent purement volontaires, c'est-à-dire que 85 % des contribuables ne déclarent rien du tout. En revanche, les revenus du travail, communiqués obligatoirement au fisc par les employeurs, sont dûment taxés sans aucune possibilité d'évasion.

C'est cette inégalité qu'a voulu sanctionner et supprimer la Cour de Karlsruhe, dont l'arrêt embarrasse fort le gouvernement allemand. Celui-ci, à l'initiative de M. Theo Waigel, l'actuel ministre des finances, avait, en mai 1989, aboli les retenues à la source de 10 % sur les revenus du capital mises en vigueur le 1^{er} janvier 1989, à l'initiative de Gerhard Stoltenberg, prédécesseur de M. Waigel, pour précisément lutter contre l'évasion, accroître les recettes budgétaires, et aussi se

conformer aux prescriptions de la Commission de Bruxelles (plan Schöner) relatives à la taxation communautaire de l'épargne.

Cette retenue avait été très mal accueillie par les contribuables allemands, qui avaient fait la grève, soit en conservant en billes de banque une part appréciable de leur épargne, ce qui gonflait de manière excessive la masse monétaire, soit en transférant à l'étranger une autre partie de cette épargne. Ce transfert avait commencé dans les mois précédant l'instauration de la retenue à la source et s'était accéléré pendant les premiers mois de 1989 pour atteindre 100 milliards de marks (340 milliards de francs), dont 40 milliards pour le seul mois de janvier, en direction notamment du Luxembourg. Une telle hémorragie avait très fortement mécontenté la Banque fédérale d'Allemagne, qui voyait s'affaiblir le mark, avec pour conséquences le renchérissement du coût des importations et la relance de l'inflation.

Aujourd'hui, le même Theo Waigel, désespérément en quête de recettes nouvelles pour financer le coût grandissant de la réunification, ne serait pas défavorable au rétablissement de la retenue à la source et envisagerait même de lever partiellement le secret bancaire pour permettre au fisc de mieux traquer les fraudeurs. Les banques protestent énergiquement, alléguant le coût des déclarations à effectuer et celui de la collecte de l'impôt, évalué à plus de 1 milliard de marks (3,4 milliards de francs).

Quant à la Banque fédérale d'Allemagne, plus que jamais soucieuse de défendre le mark, elle réaffirme avec vigueur son opposition à la retenue. L'arrêt de la Cour obligera le gouvernement de Bonn à « faire quelque chose », au minimum à renforcer les contrôles.

FRANÇOIS RENARD

200 millions de francs au lieu des 3 millions annoncés

Les nouveaux actionnaires de la Compagnie de signaux découvrent des pertes importantes

La cotation des titres CSEE (Compagnie de signaux et d'équipements électroniques) a été suspendue mercredi 3 juillet à la demande de la société Quadral. Le nouvel actionnaire principal de cette société contestait les comptes de l'ancienne équipe présidée jusqu'alors par M. Jean-Claude Périsso. Un audit révèle que les pertes atteignent les 200 millions de francs, au lieu des 3 millions annoncés.

Le changement d'actionnaires de référence à la CSEE, début mai, avec l'arrivée surprise de la firme d'investissement Quadral provoque des remous. Cette société financière, inconnue jusqu'alors et présidée par M. Yassir Sabeg, après avoir acquis en Bourse 23 % du capital du groupe électronique, prenait le pouvoir tant au conseil d'administration qu'à la présidence de la CSEE lors de l'assemblée générale du 11 juin. Dans le même temps, les nouveaux action-

naires refusaient d'approuver les comptes 1990 et demandaient un audit au cabinet KPMG-Peart Marwick.

Vingt jours plus tard, M. Sabeg affirme « s'être fait avoir », car non seulement le niveau des pertes est supérieur à celui présenté, mais il a découvert entre temps l'existence d'accords secrets permettant à un des associés de la CSEE, l'italien Finmeccanica, d'acquiescer au holding industriel d'Etat IRI, de prendre le contrôle de deux des trois activités du groupe.

Le rapport préliminaire du cabinet d'audit fixe les pertes à 200 millions de francs et non à 3 millions comme annoncé par l'ancienne équipe. Car c'est en fait à un « sous-provisionnement global des risques de l'entreprise », provenant de la maison mère et de la filiale américaine Telcom. Si cette perte est approuvée lors du prochain conseil d'administration à la mi-juillet, la situation du groupe deviendrait négative de 140 millions de francs. Il faudra alors, conformément à la loi, recapitaliser l'entreprise, et effectuer « un coup d'accordéon », c'est-à-dire réduire le capital avant de le réaugmenter.

L'autre déconvenue est l'existence d'une convention signée avec Finmeccanica, actionnaire à 49 % de deux filiales du groupe CSEE Transport et CSEE Défense depuis 1989 et 1990. Un document stipule que l'italien peut prendre automatiquement le contrôle de ces deux sociétés en cas de changement d'actionnaire au sein de la maison mère. Ce pacte n'était pas connu des autorités boursières, contrairement à la réglementation.

Si M. Sabeg affirme vouloir maintenir la CSEE dans son intégrité et éviter toute bataille boursière, il n'a pas informé Finmeccanica des résultats de l'audit. Quant à l'actionnaire italien, s'étant vu refuser le partage du pouvoir au nom de l'indépendance nécessaire pour un tel groupe, il aurait accédé à sa demande en puissance dans le capital. Après avoir franchi successivement la barre des 5 et 10 % la semaine dernière, il détiendrait aujourd'hui près de 17 % de la CSEE. Assistait-on à une démonstration de force avant une éventuelle négociation ?

DOMINIQUE GALLOIS

NEW-YORK, 3 juillet

Retour de la baisse

La chute de la Bourse de Tokyo ainsi que des statistiques déconcertantes ont pesé sur Wall Street mercredi, l'indice Dow Jones chutant à 2 934,70 en baisse de 38,02 points, soit un recul de 1,28 % sur un marché calme à la veille du congé pour la commémoration de l'Indépendance Day. Quelques 139 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de valeurs en baisse a largement dépassé celui des hausses : 1 112 contre 455, 460 titres étant inchangés.

Dès les premiers échanges, Wall Street a réagi négativement à la forte baisse de la Bourse japonaise. Les dégonflements se sont accentués à l'annonce du recul des ventes de logements plongeant de 3,3 % en mai alors qu'une amélioration était anticipée.

VALEURS	Cours du 3 juillet	Cours du 2 juillet
Alcoa	35 1/8	37 1/8
AT&T	45 3/4	44 1/8
Boeing	45 3/4	44 1/8
Chemical Bank	47 3/8	47 1/8
Deere & Co.	38 1/2	37 1/2
General Motors	38 1/2	37 1/2
IBM	114 1/2	114 1/2
Intel	33 3/8	33 1/2
Johnson & Johnson	38 1/8	38 1/8
Merck	62 1/2	62 1/2
Microsoft	50 1/2	50 1/2
Motorola	61 3/4	60 3/8
Novartis	101 1/2	101 1/2
Union Carbide	20 5/8	20 1/4
USX	23 1/8	23 1/8
Westinghouse	27 1/2	27 1/2
Xerox Corp.	54 1/2	53 7/8

LONDRES, 3 juillet

Repli

Les valeurs ont reculé mercredi 3 juillet au Stock Exchange sous l'influence de la baisse de Wall Street et de l'annonce de la Banque d'Angleterme de maintenir les provisions restrictives de crédits sur plusieurs grands titres. En clôture, l'indice Footsie a perdu 12 points, soit un recul de 0,5 % à 2 448,2. Le volume des échanges s'est élevé à 457,5 millions d'actions contre 449,4 millions mardi.

La plupart des secteurs ont reculé, les valeurs des fabricants de matériaux de construction, les conglomérats BTR et Pearson se sont classés parmi les plus faibles après des pertes de 0,5 % à 2 448,2. Le volume des échanges s'est élevé à 457,5 millions d'actions contre 449,4 millions mardi.

Les valeurs ont reculé mercredi 3 juillet au Stock Exchange sous l'influence de la baisse de Wall Street et de l'annonce de la Banque d'Angleterme de maintenir les provisions restrictives de crédits sur plusieurs grands titres. En clôture, l'indice Footsie a perdu 12 points, soit un recul de 0,5 % à 2 448,2. Le volume des échanges s'est élevé à 457,5 millions d'actions contre 449,4 millions mardi.

Les valeurs ont reculé mercredi 3 juillet au Stock Exchange sous l'influence de la baisse de Wall Street et de l'annonce de la Banque d'Angleterme de maintenir les provisions restrictives de crédits sur plusieurs grands titres. En clôture, l'indice Footsie a perdu 12 points, soit un recul de 0,5 % à 2 448,2. Le volume des échanges s'est élevé à 457,5 millions d'actions contre 449,4 millions mardi.

Les valeurs ont reculé mercredi 3 juillet au Stock Exchange sous l'influence de la baisse de Wall Street et de l'annonce de la Banque d'Angleterme de maintenir les provisions restrictives de crédits sur plusieurs grands titres. En clôture, l'indice Footsie a perdu 12 points, soit un recul de 0,5 % à 2 448,2. Le volume des échanges s'est élevé à 457,5 millions d'actions contre 449,4 millions mardi.

Les valeurs ont reculé mercredi 3 juillet au Stock Exchange sous l'influence de la baisse de Wall Street et de l'annonce de la Banque d'Angleterme de maintenir les provisions restrictives de crédits sur plusieurs grands titres. En clôture, l'indice Footsie a perdu 12 points, soit un recul de 0,5 % à 2 448,2. Le volume des échanges s'est élevé à 457,5 millions d'actions contre 449,4 millions mardi.

Les valeurs ont reculé mercredi 3 juillet au Stock Exchange sous l'influence de la baisse de Wall Street et de l'annonce de la Banque d'Angleterme de maintenir les provisions restrictives de crédits sur plusieurs grands titres. En clôture, l'indice Footsie a perdu 12 points, soit un recul de 0,5 % à 2 448,2. Le volume des échanges s'est élevé à 457,5 millions d'actions contre 449,4 millions mardi.

Les valeurs ont reculé mercredi 3 juillet au Stock Exchange sous l'influence de la baisse de Wall Street et de l'annonce de la Banque d'Angleterme de maintenir les provisions restrictives de crédits sur plusieurs grands titres. En clôture, l'indice Footsie a perdu 12 points, soit un recul de 0,5 % à 2 448,2. Le volume des échanges s'est élevé à 457,5 millions d'actions contre 449,4 millions mardi.

Les valeurs ont reculé mercredi 3 juillet au Stock Exchange sous l'influence de la baisse de Wall Street et de l'annonce de la Banque d'Angleterme de maintenir les provisions restrictives de crédits sur plusieurs grands titres. En clôture, l'indice Footsie a perdu 12 points, soit un recul de 0,5 % à 2 448,2. Le volume des échanges s'est élevé à 457,5 millions d'actions contre 449,4 millions mardi.

Les valeurs ont reculé mercredi 3 juillet au Stock Exchange sous l'influence de la baisse de Wall Street et de l'annonce de la Banque d'Angleterme de maintenir les provisions restrictives de crédits sur plusieurs grands titres. En clôture, l'indice Footsie a perdu 12 points, soit un recul de 0,5 % à 2 448,2. Le volume des échanges s'est élevé à 457,5 millions d'actions contre 449,4 millions mardi.

Les valeurs ont reculé mercredi 3 juillet au Stock Exchange sous l'influence de la baisse de Wall Street et de l'annonce de la Banque d'Angleterme de maintenir les provisions restrictives de crédits sur plusieurs grands titres. En clôture, l'indice Footsie a perdu 12 points, soit un recul de 0,5 % à 2 448,2. Le volume des échanges s'est élevé à 457,5 millions d'actions contre 449,4 millions mardi.

Les valeurs ont reculé mercredi 3 juillet au Stock Exchange sous l'influence de la baisse de Wall Street et de l'annonce de la Banque d'Angleterme de maintenir les provisions restrictives de crédits sur plusieurs grands titres. En clôture, l'indice Footsie a perdu 12 points, soit un recul de 0,5 % à 2 448,2. Le volume des échanges s'est élevé à 457,5 millions d'actions contre 449,4 millions mardi.

Les valeurs ont reculé mercredi 3 juillet au Stock Exchange sous l'influence de la baisse de Wall Street et de l'annonce de la Banque d'Angleterme de maintenir les provisions restrictives de crédits sur plusieurs grands titres. En clôture, l'indice Footsie a perdu 12 points, soit un recul de 0,5 % à 2 448,2. Le volume des échanges s'est élevé à 457,5 millions d'actions contre 449,4 millions mardi.

Les valeurs ont reculé mercredi 3 juillet au Stock Exchange sous l'influence de la baisse de Wall Street et de l'annonce de la Banque d'Angleterme de maintenir les provisions restrictives de crédits sur plusieurs grands titres. En clôture, l'indice Footsie a perdu 12 points, soit un recul de 0,5 % à 2 448,2. Le volume des échanges s'est élevé à 457,5 millions d'actions contre 449,4 millions mardi.

Les valeurs ont reculé mercredi 3 juillet au Stock Exchange sous l'influence de la baisse de Wall Street et de l'annonce de la Banque d'Angleterme de maintenir les provisions restrictives de crédits sur plusieurs grands titres. En clôture, l'indice Footsie a perdu 12 points, soit un recul de 0,5 % à 2 448,2. Le volume des échanges s'est élevé à 457,5 millions d'actions contre 449,4 millions mardi.

Les valeurs ont reculé mercredi 3 juillet au Stock Exchange sous l'influence de la baisse de Wall Street et de l'annonce de la Banque d'Angleterme de maintenir les provisions restrictives de crédits sur plusieurs grands titres. En clôture, l'indice Footsie a perdu 12 points, soit un recul de 0,5 % à 2 448,2. Le volume des échanges s'est élevé à 457,5 millions d'actions contre 449,4 millions mardi.

Les valeurs ont reculé mercredi 3 juillet au Stock Exchange sous l'influence de la baisse de Wall Street et de l'annonce de la Banque d'Angleterme de maintenir les provisions restrictives de crédits sur plusieurs grands titres. En clôture, l'indice Footsie a perdu 12 points, soit un recul de 0,5 % à 2 448,2. Le volume des échanges s'est élevé à 457,5 millions d'actions contre 449,4 millions mardi.

Les valeurs ont reculé mercredi 3 juillet au Stock Exchange sous l'influence de la baisse de Wall Street et de l'annonce de la Banque d'Angleterme de maintenir les provisions restrictives de crédits sur plusieurs grands titres. En clôture, l'indice Footsie a perdu 12 points, soit un recul de 0,5 % à 2 448,2. Le volume des échanges s'est élevé à 457,5 millions d'actions contre 449,4 millions mardi.

Les valeurs ont reculé mercredi 3 juillet au Stock Exchange sous l'influence de la baisse de Wall Street et de l'annonce de la Banque d'Angleterme de maintenir les provisions restrictives de crédits sur plusieurs grands titres. En clôture, l'indice Footsie a perdu 12 points, soit un recul de 0,5 % à 2 448,2. Le volume des échanges s'est élevé à 457,5 millions d'actions contre 449,4 millions mardi.

Les valeurs ont reculé mercredi 3 juillet au Stock Exchange sous l'influence de la baisse de Wall Street et de l'annonce de la Banque d'Angleterme de maintenir les provisions restrictives de crédits sur plusieurs grands titres. En clôture, l'indice Footsie a perdu 12 points, soit un recul de 0,5 % à 2 448,2. Le volume des échanges s'est élevé à 457,5 millions d'actions contre 449,4 millions mardi.

Les valeurs ont reculé mercredi 3 juillet au Stock Exchange sous l'influence de la baisse de Wall Street et de l'annonce de la Banque d'Angleterme de maintenir les provisions restrictives de crédits sur plusieurs grands titres. En clôture, l'indice Footsie a perdu 12 points, soit un recul de 0,5 % à 2 448,2. Le volume des échanges s'est élevé à 457,5 millions d'actions contre 449,4 millions mardi.

Les valeurs ont reculé mercredi 3 juillet au Stock Exchange sous l'influence de la baisse de Wall Street et de l'annonce de la Banque d'Angleterme de maintenir les provisions restrictives de crédits sur plusieurs grands titres. En clôture, l'indice Footsie a perdu 12 points, soit un recul de 0,5 % à 2 448,2. Le volume des échanges s'est élevé à 457,5 millions d'actions contre 449,4 millions mardi.

Les valeurs ont reculé mercredi 3 juillet au Stock Exchange sous l'influence de la baisse de Wall Street et de l'annonce de la Banque d'Angleterme de maintenir les provisions restrictives de crédits sur plusieurs grands titres. En clôture, l'indice Footsie a perdu 12 points, soit un recul de 0,5 % à 2 448,2. Le volume des échanges s'est élevé à 457,5 millions d'actions contre 449,4 millions mardi.

Les valeurs ont reculé mercredi 3 juillet au Stock Exchange sous l'influence de la baisse de Wall Street et de l'annonce de la Banque d'Angleterme de maintenir les provisions restrictives de crédits sur plusieurs grands titres. En clôture, l'indice Footsie a perdu 12 points, soit un recul de 0,5 % à 2 448,2. Le volume des échanges s'est élevé à 457,5 millions d'actions contre 449,4 millions mardi.

Les valeurs ont reculé mercredi 3 juillet au Stock Exchange sous l'influence de la baisse de Wall Street et de l'annonce de la Banque d'Angleterme de maintenir les provisions restrictives de crédits sur plusieurs grands titres. En clôture, l'indice Footsie a perdu 12 points, soit un recul de 0,5 % à 2 448,2. Le volume des échanges s'est élevé à 457,5 millions d'actions contre 449,4 millions mardi.

Les valeurs ont reculé mercredi 3 juillet au Stock Exchange sous l'influence de la baisse de Wall Street et de l'annonce de la Banque d'Angleterme de maintenir les provisions restrictives de crédits sur plusieurs grands titres. En clôture, l'indice Footsie a perdu 12 points, soit un recul de 0,5 % à 2 448,2. Le volume des échanges s'est élevé à 457,5 millions d'actions contre 449,4 millions mardi.

Les valeurs ont reculé mercredi 3 juillet au Stock Exchange sous l'influence de la baisse de Wall Street et de l'annonce de la Banque d'Angleterme de maintenir les provisions restrictives de crédits sur plusieurs grands titres. En clôture, l'indice Footsie a perdu 12 points, soit un recul de 0,5 % à 2 448,2. Le volume des échanges s'est élevé à 457,5 millions d'actions contre 449,4 millions mardi.

Les valeurs ont reculé mercredi 3 juillet au Stock Exchange sous l'influence de la baisse de Wall Street et de l'annonce de la Banque d'Angleterme de maintenir les provisions restrictives de crédits sur plusieurs grands titres. En clôture, l'indice Footsie a perdu 12 points, soit un recul de 0,5 % à 2 448,2. Le volume des échanges s'est élevé à 457,5 millions d'actions contre 449,4 millions mardi.

Les valeurs ont reculé mercredi 3 juillet au Stock Exchange sous l'influence de la baisse de Wall Street et de l'annonce de la Banque d'Angleterme de maintenir les provisions restrictives de crédits sur plusieurs grands titres. En clôture, l'indice Footsie a perdu 12 points, soit un recul de 0,5 % à 2 448,2. Le volume des échanges s'est élevé à 457,5 millions d'actions contre 449,4 millions mardi.

Les valeurs ont reculé mercredi 3 juillet au Stock Exchange sous l'influence de la baisse de Wall Street et de l'annonce de la Banque d'Angleterme de maintenir les provisions restrictives de crédits sur plusieurs grands titres. En clôture, l'indice Footsie a perdu 12 points, soit un recul de 0,5 % à 2 448,2. Le volume des échanges s'est élevé à 457,5 millions d'actions contre 449,4 millions mardi.

PARIS, 4 juillet

Repli dans le calme

La timide reprise technique amorcée dans la matinée de jeudi aura été de courte durée. En effet, après avoir débuté la séance en hausse sensible (+ 0,47 %), les valeurs françaises repassaient dans le rouge à la mi-séance, non sans avoir affiché une progression de près de 1 % au cours de la matinée. En début d'après-midi, l'indice CAC 40 s'inscrivait en repli de 0,2 %.

Comme l'indiquaient les meilleurs boursiers jeudi, la timide reprise du matin ne signifiait pas véritablement un renversement de tendance après deux séances de forte baisse et plus de 3 % de pertes. Elle s'est effectuée dans le sillage du MATIF qui était dans les cours de la veille et aussi grâce à un léger mieux du franc face au deutschemark. Mais c'est aussi dans le sillage du MATIF que le marché a répliqué et que les bonnes nouvelles en matière d'environnement économique ne sont pas légion.

Les opérateurs continuent de se désintéresser du marché dans la mesure où l'assouplissement du crédit se fait toujours attendre et que les bonnes nouvelles en matière d'environnement économique ne sont pas légion.

TOKYO, 4 juillet

Net recul

La Bourse de Tokyo a clôturé en baisse jeudi, mais au-dessus de ses plus bas niveaux du jour. L'indice Nikkei a perdu 23,86 points, soit 0,2 % à 12 356,61. Le volume des transactions n'a pratiquement pas varié, mais les échanges de 270 millions de titres contre 260 millions mercredi.

La crainte de nouvelles révélations concernant les scandales de la dette publique, les ventes opérées par petits lots sur l'ensemble des secteurs, mais des achats à bon compte et des achats d'arbitrage ont apporté un soutien aux cours.

VALEURS	Cours du 4 juillet	Cours du 3 juillet
Alcoa	1 180	1 180
Boeing	1 180	1 180
Chemical Bank	1 180	1 180
Deere & Co.	1 180	1 180
General Motors	1 180	1 180
IBM	1 180	1 180
Intel	1 180	1 180
Johnson & Johnson	1 180	1 180
Merck	1 180	1 180
Microsoft	1 180	1 180
Motorola	1 180	1 180
Novartis	1 180	1 180
Union Carbide	1 180	1 180
USX	1 180	1 180
Westinghouse	1 180	1 180
Xerox Corp.	1 180	1 180

FAITS ET RÉSULTATS

Minerve augmente son capital de 150 millions de francs. — Après avoir obtenu l'approbation de la Commission de l'Indépendance Méditerranée, Air Liberté, qui a augmenté ses fonds propres de 110 millions à 210 millions de francs le 4 juillet, la compagnie Minerve procédera à une augmentation de capital de 185 millions à 335 millions de francs. Ces renforcements financiers visent à améliorer la situation de ces transporteurs qui affrontent, en outre, une conjoncture difficile du fait de la réduction du trafic aérien après des privatisations de bénéfices révisées à la baisse par les analystes. En revanche, les compagnies d'eau et d'électricité se sont distinguées à la hausse.

général Inter G vient d'obtenir deux contrats nouveaux à l'étranger dans le secteur hospitalier. Le premier au Chili avec le ministère de la santé de ce pays concernant une assistance technique pour la réhabilitation d'hôpitaux, le second avec le gouvernement indonésien pour les équipements de l'hôpital régional universitaire d'Ujung Pandang.

Haagen-Dasz, implantée au premier étage européen dans le Pas-de-Calais. — Le fabricant américain de crèmes glacées Haagen-Dasz a annoncé l'ouverture en novembre 1991 de sa première usine européenne qui devrait être située à Tilloy-lez-Moffaines, près d'Arras (Pas-de-Calais). Le coût de l'investissement est estimé à 430 millions de francs. Cent quatre-vingt personnes devraient y être employées. Haagen-Dasz, filiale de la compagnie britannique Grand Metropolitan, possède déjà des unités de production aux États-Unis, au Japon et au Canada. L'installation de Paris depuis juin 1990, le glacier compte vingt-sept boutiques en Europe.

Bahlsen accroît son chiffre d'affaires de 14,3 % en 1990. — Le fabricant de biscuits allemand Bahlsen a annoncé un chiffre d'affaires consolidé de 1,875 milliard de marks (environ 64 milliards de francs), en hausse de 14,3 % par rapport à 1989, et un bénéfice net consolidé de 60 millions de marks (environ 200 millions de francs). Pour 1991, Bahlsen espère réaliser un chiffre d'affaires de 1,95 milliard de marks, le chiffre de ses exportations dans le chiffre d'affaires global est tombé à 47 % (49 % en 1989) du fait du fort développement de la production intérieure. Le volume des investissements était, en 1990, de 100 millions de marks (environ 330 millions de francs). A la fin de 1990, le groupe employait 9 488 collaborateurs, dont 6 935 en Allemagne et 2 553 à l'étranger.

Le bénéfice annuel de GEC régresse de 6 %. — Le groupe électrique et électronique britannique GEC a annoncé une baisse de 6 % de son résultat annuel. Au cours du dernier exercice fiscal clos fin mars 1990, son bénéfice est passé de 872 millions de livres (3,65 milliards de francs) à 818 millions de livres (3,08 milliards de francs). Le chiffre d'affaires s'est accru de 9 % à 9,48 milliards de livres (93 milliards de francs). GEC a attribué ce recul aux effets de la récession de nombreux marchés qui n'ont pas été entièrement compensés par les commandes militaires supplémentaires engendrées par la guerre du Golfe. Son bénéfice net par action a régressé de 18,6 pence, mais le dividende annuel avait été maintenu à 9,25 pence par action après versement d'un coupon final inchangé de 6,7 pence.

Contrats au Chili et en Indonésie pour Inter G. — La société d'in-

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	3400	3400	Minerva	130 10	131
Amisat Ascom	257	256	Immob. Héméra	800	800
B.A.C.	138	138	Immob. Computer	102 50	102
Banque Paribas	785	785	LP.B.M.	102	102
Bolton (Ly)	358	347 50	Loca Invest	249 80	249
Bolton (Lyon)	208	208	Locatim	121 40	117 80
CAL-de-Fr. (C.C.I.)	384	371	Mans Cosas	165	162 80
Calsan	387	380	Mobal	375	375 10
Chiffre	618	630	PubliFolios	682	709
CEGEF	155	155	Rural	332	330
CFP	284	289	Rhone-Alp. (Ly.)	137	180
CJ.M.	925	925	S.H.M.	105	102
Conforama	278 10	279	Select Invest (Ly)	400	400
Conforama	1100	1100	Serbo	130	130
Cosco	220	210	S.M.T. Group	271	282
Dagblat	1134	1134	Sops	225 80	229 80
Dalmeida	488	488	Thermador H. (Ly)	278	278
Danubio Wines Co.	912	930	Uding	200	193
Danubio	335	335	Val de Ch.	91	91
Delfino	128 70	129	Y. St-Laurent Group	794	797
Edison Bell	220	215			
Europ. Population	287	282			
Finor	126	126			
Finpro	128	128 80			
FF (group. Ind.)	222 80	218 80			
Grand Lure	388	388			
Gravoglyph	218	218			
Grupa Ograj	91	948			
ICC	228	228			
IMA	330	327			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF
Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 4 juillet 1991
Nombre de contrats : 62 214

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dax	184,80	184,66	184,66
Préfixé	184,70	184,78	184,64

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 4 JUILLET

[illegible]

COMPTANT (réélection)

[illegible]**SICAV** (sélection)[illegible]

Cote des Changes

CODES DES CARGEMENTS			
MARCHE OFFICIEL	COURS prix.	COURS 4/10	COURS à l'export
Euro-Liria (1 sac)	6 308	6 210	
Adenagone (100 dm)	8 965	8 966	
Polys-Bas (100 F)	338 890	338 950	32
Pays-Bas (100 F)	16 472		23
Inde (1000 kg)	30 700	30 548	
Inde (1000 kg)	4 555	4 558	
Inde (1000 kg)	87 770	87 770	
Inde (1000 kg)	9 577	9 577	
Inde (1000 kg)	3 108	3 104	
Orchée (1000 drachmes)	382 550	382 410	
Orchée (1000 drachmes)	93 750		38
Orchée (1000 drachmes)	80 000		37
Sulide (100 kg)	88 190		8
Norvège (100 kg)	5 407	5 404	
Autriche (100 kg)	5 407	5 087	
Portugal (100 pes)	5 438		
Portugal (100 pes)	4 482		
Canada (1 \$ can)	3 383		

Marché libre de l'or

COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES		COURS	
achat	vente			préc.	4/77
5 350	6 460				
18	348	Or fin (pale en barre).....	73000		73300
18	17	Or fin (en lingot).....	72850		73050
10	310	Napoleon (200).....	410		418
4 300	4 800	Pièces Fr (10 fr).....	387		380
9 650	10 350	Pièces Suisse (20 fr).....	418		417
2 800	3 600	Pièces Lédine (20 fr).....	410		415
90	400	Souverain.....	528		530
3	81	Pièces 20 dollars.....	225		221
3	80	Pièces 10 dollars.....	1180		1120
5 150	5 700	Pièces 5 dollars.....	680		678
5 200	5 600	Pièces 50 pesetas.....	3716		3740
4 230	4 530	Pièces 10 florins.....	440		436

Harbor Rights Zone.....	210
Homeowners.....	297

S	Jeux	300	.....
	Lacrosse de Montréal	120 20	.....
	Métros	310	.....
	Paradis Populaire	775	.....
	Quintess	1410	.....
	Royauté N.Y.	381	.....
	St-Colombe-Emballage	240	.....
	Sana Maïna	200	189 80
	S.E.P.R.	200	21 50
	S.P.R. art. 8	1034	.....
	Télécommunications Élec.	343	.....
	Ulmor	3350	.....
	Winnipeg	380	.....
	Winnipeg	1500	.....

C : coupon

dyn	1170 42	1141 87	Optimal
Gen	6518 62	6288 87	Oracion

Fennec	12268 37	12269 37	Ouvier
Fennec-gaz	8238 68	8871 62	Pellissier
Fennec-kassari	290 10	288 65	Pellissier
Fennec-kassari	924 04	100 102	Pellissier
Fennec-kassari	243 31	334 94	Pellissier
Fennec-kassari	459 46	454 90	Pellissier
Fennec-kassari	437 48	434 74	Pellissier
Fennec-kassari	108 23	105 08	Pellissier
Fennec-kassari	1185 80	1151 28	Pellissier
Fennec-kassari	36 39	32 69	Pellissier
Fennec-kassari	32 53	37 98	Pellissier
Fennec-kassari	120734 24	120734 24	Pellissier
Fennec-kassari	235 65	232 38	Pellissier
Fennec-kassari	31 43	30 88	Pellissier

33327 23	32256 53	Unimate.....
1078 42	1052 12	Univer.....

...ation	1359 02	1331 94	Univers Actio
...gna	18135 62	13087 62	Univers Obis
...gna	129 76	124 48	Vabrig
...gna	589 96	546 74	Vahnet
...gna	84 13	93 20	Vahnet
...gna	208 08	202 02	
...gna	621 75	603 84	
...gna	125 48	1270 09	
...gna	8666 73	8643 44	
...gna	61349 98	61227 48	
...gna	950 63	971 40	
...gna	1126 29	1087 84	
...gna	124 79	121 45	

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

CARNET DU Monde

Décès

M^{me} Micheline Arbouche et ses enfants, ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. H. ARBOUCHE,

le 2 juillet 1991.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Vèbre (Ariège), Toulouse.

M^{me} André Cadet, M. Jean Thiebaud et leurs enfants, M^{me} Marie-Thérèse Cadet, M. et M^{me} Pierre Cadet et leurs enfants, M. et M^{me} Antoine Clouet et leurs enfants, M. François Cadet et son fils, M. et M^{me} Bernard Cadet et leurs enfants, Parents et amis, M^{me} Louise Couvet, Et M^{me} Elisabeth Aguinago, ont la douleur de faire part du décès de

M. André CADET,

qui s'est endormi dans le Seigneur dans sa quatre-vingt-onzième année, le 2 juillet 1991.

La célébration religieuse aura lieu le vendredi 5 juillet, à 16 heures, en l'église de Vèbre.

Ni fleurs ni couronnes.

Le Moulin, 09310 Vèbre.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Charles DUBOST, avocat général honoraire à la cour d'appel de Paris, officier de la Légion d'honneur, médaille des combattants volontaires de la Résistance, commandeur de l'Ordre national du Mérite, officier de la Légion d'honneur américaine, chevalier de l'Ordre de Léopold de Belgique,

survenu le 3 juillet 1991, à Saint-Cloud, à l'âge de quatre-vingt-six ans, muni des sacrements de l'Eglise, reçu à sa demande en 1990.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 8 juillet, à 10 h 45, en l'église Saint-Cloud centre, place Charles-de-Gaulle.

De la part de Son épouse, Ses enfants, Ses petits-enfants, Ses arrière-petits-enfants, Ses parents, Et alliés.

Ni fleurs ni couronnes. Des dons peuvent être faits à la Fondation de France, pour les œuvres luttant contre la faim ou les Chantiers du cardinal.

21, rue de la Bérenière, 92210 Saint-Cloud, 19, rue du Dragon, 75006 Paris, 43, avenue de la Gambauderie, 91190 Gif-sur-Yvette, 7, rue Marguerite-Renaudin, 92320 Sceaux.

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

— Ses amis tibétains et français. Et le Comité de soutien au peuple tibétain qu'il avait fondé, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Anne de LA CELLE.

Une cérémonie aura lieu le 7 juillet 1991 au Centre RIGPA, 22, rue Burcq, Paris-18^e, à 18 heures.

Elle cherchait la paix dans ce monde, poursuivant son action pour le droit et la solidarité.

Ayons, pour elle, une pensée compatissante.

Comité de soutien au peuple tibétain, 2, rue d'Agneau, 75880 Maule.

— M. Paul Mathély, M^{me} Pierre Mathély, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M^{me} Charles Le Cerf, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Raymond Mathély, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Paul MATHÉLY,

née Yveline Pachon, survenu subitement, à Strasbourg, le 26 juin 1991.

Les obsèques ont été célébrées dans une stricte intimité.

— M^{me} Alain Ochs, M^{me} Bernard Ochs, M^{me} Alain Ochs-Baumgartner, M. et M^{me} Jean Fenech et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Alain OCHS,

survenu le 2 juillet 1991 à Paris.

Le service religieux aura lieu le vendredi 5 juillet, à 8 h 30, en l'église Saint-Jean, 147, rue de Grenelle, Paris-7^e.

45, avenue de La Motte-Picquet, 75015 Paris, 5, rue Joseph-Gravier, 75007 Paris.

— M. Claude Rabaud, M. et M^{me} Daniel Walch,

M. et M^{me} Adrian Shaw, M. et M^{me} Thierry Rabaud, M. et M^{me} Gérard Tchakargian, M. et M^{me} Philippe Lentz,

et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Henri WALCH,

née Antoinette Amaler, survenu le 28 juin 1991 à Paris, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité en l'église réformée de l'Oratoire du Louvre.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-29-94 ou 40-65-29-96

Les avis peuvent être insérés

LE JOUR MEME

s'ils nous parviennent avant 9 h

au siège du journal,

15, rue Falguère, 75015 Paris

Tél. : 206 806 F

Télécopieur : 46-86-77-13

Tant ou la ligne H.T.

Toutes rubriques : 92 F

Abonnés et occasionnels : 80 F

Communications diverses : 95 F

Tous les journaux : 50 F

Les lignes en capitales grasses sont

insérées sur la base de deux lignes.

Les lignes en blanc sont obligatoires

et facturées. Minimum 10 lignes.

La campagne anti-crise
poursuivie jusqu'au samedi 13 juillet

Costumes SUPER 100'S valeur 5500^F 1790^F

VESTES EN LAINE OU LIN 3500^F 990^F

Robes en soie valeur 4900^F 1590^F

ROBES ET ENSEMBLES à 790^F - JUPES ET CHEMISIERS à 190^F et des milliers d'autres articles en solde

du lundi au samedi de 10h à 12h30 et de 13h30 à 18h

DAVID SHIFF

Club des Dix

13 RUE ROYALE PARIS 8^e (hôtel particulier dans la cour)

6305 RUE DE PARIS 75010 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE - 15 RUE DES ARCHERS LYON 2

— M. Henri Sfeir, M. et M^{me} Assad S. Boulos et leurs enfants, M^{me} Rose-Marie et M. Joe Sabgha et leurs enfants, M. Georges Abi-Diwan, Vilma (7),

à leurs enfants, M. et M^{me} Raymond R. Sfeir et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de leur épouse, sœur, belle-sœur,

Katia H. SFEIR,

née Boulos, survenu le 1^{er} juillet 1991, à Paris.

Une messe sera célébrée à son intention le jeudi 4 juillet, à 19 heures, en l'église Notre-Dame-de-Liban, 17, rue d'Ulm, Paris-5^e.

Les obsèques auront lieu à Reyfoun (Liban), le samedi 6 juillet, à 16 heures.

Les condoléances seront reçues : A Paris, les 3 et 4 juillet, en son domicile, 4, avenue du Docteur-Bourcard, Paris-5^e. A Reyfoun (Liban), les samedi 6, dimanche 7 et lundi 8 juillet, en son domicile de Reyfoun : A Beyrouth, les mardi 9 et mercredi 10 juillet, en son domicile à Talat-Khayat.

Remerciements

— M. Paul Duchateau, Ses enfants, extrêmement touchés par les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie qu'ils ont reçus lors du décès de

Yvonne DUCHATEAU,

prient tous ceux qui, de près ou de loin, se sont associés à leur peine de bien vouloir trouver ici l'expression de leur reconnaissance et de leurs très sincères remerciements.

Anniversaires

— Le 11 juillet 1991, pour le premier anniversaire de sa mort, aura lieu la cérémonie de lever du deuil de

Jorjal ISTASSE

et la bénédiction de la Croix.

BP 171, Morondava, Madagascar.

— En ce neuvième anniversaire de la mort de

Edouard LABIN,

nous le rappelons au souvenir de ceux qui l'ont connu, joignant à sa mémoire celle de ses deux frères.

Armand LABIN,

décédé le 4 juillet 1956.

Emile LABIN,

décédé le 2 mars 1974,

et celle de leurs parents,

Saniel et Charlotte LABIN,

départés le 13 septembre 1953 et le 18 novembre 1957.

— Jean-Pierre THIECK

nous a quittés, il y a un an, le 5 juillet '90.

Il continue à vivre en nous.

« De leur vivant, nous distinguons mal ceux auxquels nous sommes unis avec le plus d'attachement d'un état qui ne peut cesser de rayonner. Il y a une part de notre amour qui reste enfoncée dans le cercueil, celle que nous pleurons et dont la perte nous endeuille le plus ; et l'autre, qui continue à vivre et à réagir à tout ce qui nous arrive, en dialogue, une part qui s'écrit toujours sur le point de devenir réalité, parce qu'elle touche à ce qui nous réunit éternellement avec la vie et la mort. »

Lou Andreas-Salomé.

Nominations

— Le mardi 2 juillet 1991, Le général Jean Guyaux a remis les insignes de chevalier de la Légion d'honneur à

M. Daniel FELIP, commissaire de la police nationale.

(Publicité)

« VOUS AIMEZ LA POÉSIE LA POÉSIE VOUS AIME »

Vous écrivez des poèmes ou vous aimez en écouter.

Si vous partagez la même passion, venez nous rejoindre, nous vous attendons !

CLUB DES POÈTES DE CHAMPS-SUR-MARNE MARNE-LA-VALLEE

7, rue Weckerle, 77420 CHAMPS-SUR-MARNE.

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 3 juillet au palais de l'Élysée sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux un communiqué a été publié dont voici les principaux extraits.

● **Effectif des conseils régionaux et répartition des sièges entre les départements**
(Le Monde du 4 juillet.)

● **Cotisations sociales des agriculteurs**

La loi du 23 janvier 1990 a prévu que les cotisations sociales des agriculteurs cesseraient d'être calculées en fonction du revenu cadastral, qui reflète mal leurs capacités contributives, pour être assises sur leur revenu professionnel. L'adoption de cette nouvelle assiette doit être étalée sur plusieurs années.

Comme cette loi l'avait prévu, un rapport a été établi sur l'application de la réforme en 1990. Le ministre en a présenté les conclusions lors du conseil des ministres du 29 mai dernier. Le projet de loi tire les conséquences de ce rapport en prévoyant de nouvelles étapes de mise en œuvre de la réforme.

Les cotisations de prestations familiales et diverses cotisations de solidarité, qui n'étaient pas encore englobées dans cette réforme, y seront à leur tour incluses à compter du 1^{er} juillet 1992.

La assiette constituée par les revenus professionnels sera seule utilisée en matière de cotisations d'assurance-vieillesse individuelle à compter du 1^{er} janvier 1993.

● **Sécurité des chèques et des cartes de paiement**

— Le ministre délégué à la justice a présenté un projet de loi relatif à la sécurité des chèques et des cartes de paiement et modifiant le décret-loi du 30 octobre 1935 unifiant le droit des chèques.

Le nombre des chèques sans provision augmente chaque année, ce qui est incompatible et crée une charge de moins en moins supportable pour les entreprises. Or le régime juridique actuel n'est en fait pas assez sévère n'apporte pas

suffisamment de garanties aux victimes : l'émission d'un chèque sans provision n'est possible que si la sanction pénale que lorsqu'elle est frauduleuse, l'interdiction bancaire du tireur est limitée à une durée d'un an.

Le projet de loi réforme le régime des sanctions applicables aux chèques sans provision pour le rendre réellement dissuasif et renforcer la sécurité des transactions.

Toute personne ayant émis un chèque sans provision sera frappée d'une interdiction d'émettre de nouveaux chèques.

Cette interdiction ne sera levée qu'après que le chèque impayé aura été réglé. La victime aura ainsi l'assurance que le tireur ne pourra émettre d'autre chèque sans avoir réglé sa dette.

L'interdiction ne sera en outre levée et la situation du tireur ne sera régularisée qu'après versement d'une pénalité libératoire égale à 120 F par tranche de 1 000 F. Cette pénalité ne sera pas due si le tireur n'a pas émis d'autre chèque sans provision au cours des douze mois qui précèdent et s'il a réglé le montant du chèque dans les quinze jours suivant la date de l'injonction que le banquier lui aura adressée en ce sens. Elle sera en revanche doublée si le tireur a déjà dû procéder à trois régularisations dans les douze mois qui précèdent.

La pénalité, réglée sous forme de timbres fiscaux, sera acquise au Trésor public.

L'interdiction bancaire sera appliquée à tous les comptes de l'émetteur du chèque. A cette fin, la Banque de France recueillera les informations nécessaires de la banque qui aura enregistré un incident et la diffusera aux banques qui gèrent les autres comptes du tireur.

Le juge civil sera appelé à connaître du contenu des interdictions et des pénalités.

● **La politique de l'emploi**
(Le Monde du 4 juillet. Lire également page 13.)

● **L'Europe de la technologie**

— Le ministre de la recherche et de la technologie a présenté une communication sur l'Europe de la technologie.

La célébration, le 18 juin 1991, du cinquième anniversaire de l'initiative Eureka a marqué une étape importante de la construction de l'Europe de la technologie.

Avec cette initiative, le programme-cadre de recherche et développement de la Communauté européenne et les différentes formes de coopérations multilatérales et bilatérales ont façonné une Europe technologique vivante. Eureka a déjà mobilisé mille huit cents entreprises et un millier d'organismes de recherche ; plus de 10 % des entreprises françaises engagées dans la recherche ont participé aux programmes communautaires, la majorité d'entre elles entendant maintenir les liens de coopération noués à cette occasion.

Ces réseaux de coopération débordent déjà le cadre de la Communauté pour s'étendre aux pays d'Europe centrale et orientale : déjà neuf projets Eureka comportent une participation d'organismes ou d'entreprises

de ces pays. Pour aller plus loin, la France, qui assurera la présidence d'Eureka à partir de mai 1992, aura pour objectif de faire naître des projets stratégiques, impliquant les industriels de façon étroite, dans les secteurs de l'informatique, de l'automobile, de l'automatisation et du traitement des déchets.

La France soutient les initiatives de la Commission des Communautés pour ordonner ses différentes actions en une politique industrielle cohérente. La construction de l'Europe de la technologie doit être un objectif de cette politique industrielle. Elle requiert une application souple des règles communautaires de concurrence et d'aide publique, le recours à l'innovation dans les investissements publics et un effort dans le domaine de la normalisation européenne.

Enfin, la France soutiendra les travaux de l'organisation de coopération et de développement économique visant à établir de nouvelles règles du jeu permettant de mieux équilibrer les échanges internationaux de technologie.

Sur proposition du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale :

— M. Jean Varaille, administrateur civil, est nommé inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale.

— M^{me} Martine Storti est nommée inspecteur général de l'éducation nationale.

Sur proposition du ministre de la défense :

— M. François Roussely, conseiller référendaire à la Cour des comptes, est nommé secrétaire général pour l'administration.

Sur proposition du ministre de l'intérieur :

— M. Bernard Grasset, préfet de la région Picardie, préfet de la Somme, est nommé préfet hors cadre, directeur général de la police nationale.

— M. René Viel, préfet de l'Isère, est placé, sur sa demande, en congé spécial.

— M. Claude Guizard, préfet du Haut-Rhin, est nommé préfet hors cadre.

— M. Jean Anciaux, préfet hors cadre, est placé en position de détachement.

Sur proposition du ministre délégué à l'industrie et au commerce extérieur :

— M. Jean-Pierre Leteurtois, ingénieur en chef des mines, est nommé délégué interministériel aux normes.

Sur proposition du secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre :

— Le général d'armée Maurice Schmitt est nommé gouverneur des Invalides.

— Le général d'armée Gabriel de Galbert est nommé gouverneur honoraire des Invalides.

Sur proposition du ministre de l'agriculture :

— M. Jean-Pierre Leteurtois, ingénieur en chef des mines, est nommé délégué interministériel aux normes.

Sur proposition du secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre :

— Le général d'armée Maurice Schmitt est nommé gouverneur des Invalides.

— Le général d'armée Gabriel de Galbert est nommé gouverneur honoraire des Invalides.

Sur proposition du ministre de l'agriculture :

— M. Jean-Pierre Leteurtois, ingénieur en chef des mines, est nommé délégué interministériel aux normes.

Sur proposition du secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre :

— Le général d'armée Maurice Schmitt est nommé gouverneur des Invalides.

— Le général d'armée Gabriel de Galbert est nommé gouverneur honoraire des Invalides.

Mesures d'ordre individuel

Sur proposition du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale :

— M. Jean Varaille, administrateur civil, est nommé inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale.

— M^{me} Martine Storti est nommée inspecteur général de l'éducation nationale.

Sur proposition du ministre de la défense :

— M. François Roussely, conseiller référendaire à la Cour des comptes, est nommé secrétaire général pour l'administration.

Sur proposition du ministre de l'intérieur :

— M. Bernard Grasset, préfet de la région Picardie, préfet de la Somme, est nommé préfet hors cadre, directeur général de la police nationale.

— M. René Viel, préfet de l'Isère, est placé, sur sa demande, en congé spécial.

— M. Claude Guizard, préfet du Haut-Rhin, est nommé préfet hors cadre.

— M. Jean Anciaux, préfet hors cadre, est placé en position de détachement.

Sur proposition du ministre délégué à l'industrie et au commerce extérieur :

— M. Jean-Pierre Leteurtois, ingénieur en chef des mines, est nommé délégué interministériel aux normes.

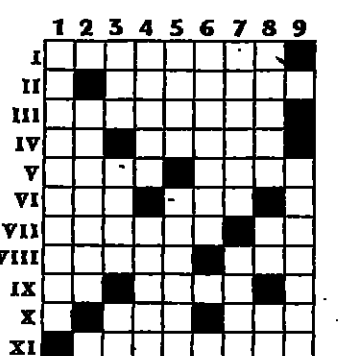
Sur proposition du secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre :

— Le général d'armée Maurice Schmitt est nommé gouverneur des Invalides.

— Le général d'armée Gabriel de Galbert est nommé gouverneur honoraire des Invalides.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5556



HORIZONTALEMENT

I. Fait donner des coups qui laissent des marques. — II. Donne parfois du jus. — III. Quelqu'un qui avait du pot. — IV. Possessif, latinisé. — V. Susceptibles de mal faire. — VI. Adversaire du partage. — VII. Qui ont toujours été là. — VIII. Accord. — IX. Eau d'une cuvette. — X. Opposé à la grâce. — XI. Effectue de nombreuses répétitions.

VERTICALEMENT

1. Donne la note. — 2. Qui assomme sans frapper. — 3. Qui l'on n'a pas forcément envie de connaître. — 4. N'a certes pas le cœur

froid. Note. — 4. Passe sans arrêt. Fait suer même en hiver. — 5. On peut se le faire apporter sur un plateau. Qui se portent bien. — 6. Sorties de l'obscurité. — 7. Bons dormeurs. Travaille avec des plans. — 8. Ne suffit guère à faire toute la lumière. Conjonction. Cache du monde. — 9. Source d'engagements.

Solution du problème n° 5555

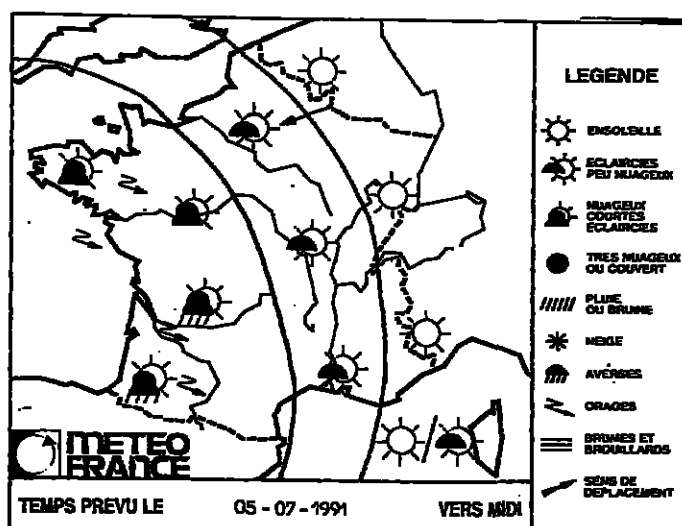
Horizontalement

I. Promesses. — II. Lunettes. — III. Amb. Os. — IV. Gergure. — V. Eau. Pense. — VI. Rude. Oï. — VII. Su. Oï. — VIII. Obé. In. — IX. II. Io. — X. Nocturnes. — XI. Scia. Este.

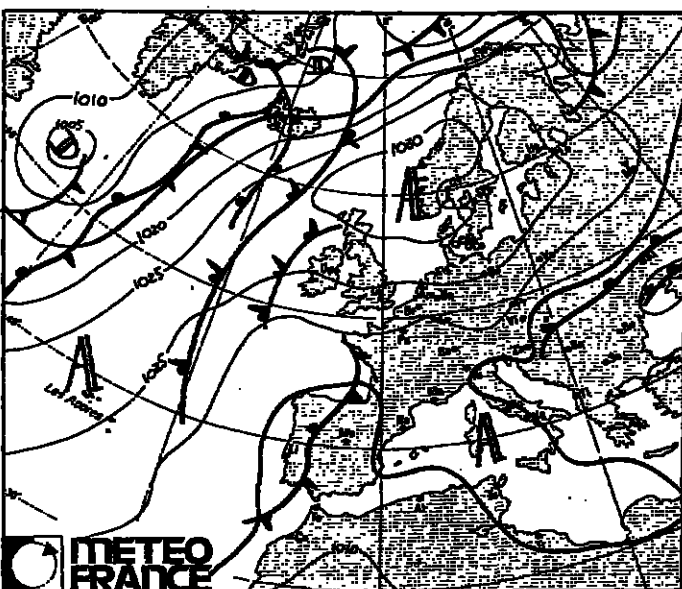
Verticalement

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le vendredi 5 juillet 1991
Très orageux à l'Ouest,
toujours beau à l'Est



SITUATION LE 4 JUILLET 1991 A 0 HEURE TU



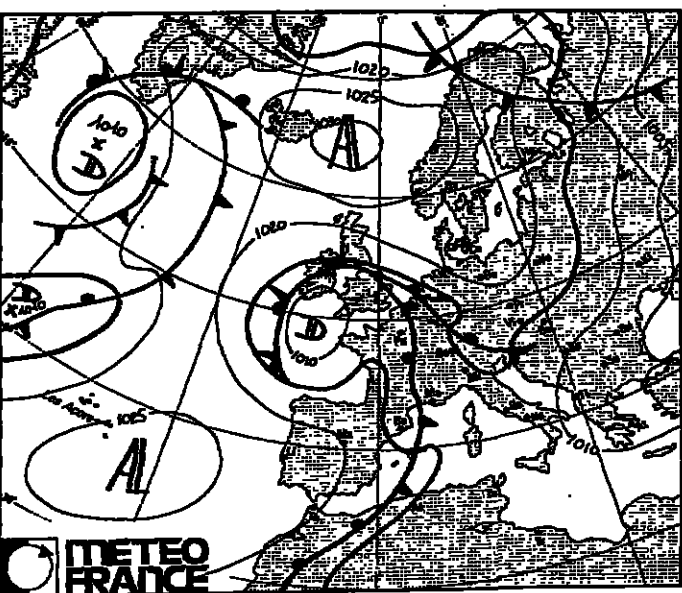
Samedi : évolution orageuse. - Le matin, des éclaircies se produiront sur la moitié ouest du pays, sauf sur les régions côtières de l'Atlantique où le ciel sera très nuageux à couvert. Sur le quart sud-est, l'est et le nord-est du pays, le temps sera chaud et lourd : des nuages voileront le ciel le plus souvent.

Au cours de la journée, s'établira un temps variable sur la moitié ouest du pays. Avec le développement des nuages dans la journée, on pourra par-

fois entendre un coup de tonnerre. Sur les régions allant des Pyrénées orientales au massif central, aux Vosges, aux Ardennes et au nord, les orages éclateront notamment sur le relief. Plus à l'est, quelques orages isolés pourront éclater dans les Alpes.

Les températures minimales iront de 18 à 20 sur le Sud-Est, 15 à 17 ailleurs. Les maximales atteindront 23 à 27 sur la moitié ouest, 27 à 30 sur la moitié est.

PRÉVISIONS POUR LE 6 JUILLET 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
le 3-7-1991 à 19 heures TU et le 4-7-1991 à 6 heures TU

FRANCE		TOULOUSE		LUXEMBOURG	
ALGER	27 12 N	25 14 D	25 14 D	MADRID	25 15 N
BARCELONE	30 16 N	23 16 B	24 16 B	MARRAKECH	34 19 N
BORDEAUX	23 17 C	23 17 C	24 17 C	MEXICO	19 15 P
BRESCIA	23 16 C	23 16 C	24 16 C	MILAN	22 15 D
CABRI	23 16 C	23 16 C	24 16 C	MONTREAL	25 13 C
CHERBOURG	23 16 C	23 16 C	24 16 C	MOSCOW	25 15 D
CLERMONT-F	23 16 C	23 16 C	24 16 C	NAIROBI	21 16 C
DIJON	23 16 C	23 16 C	24 16 C	NEW-DELT	42 33 D
GRENOBLE	23 16 C	23 16 C	24 16 C	NEW-YORK	23 19 C
LYON	23 16 C	23 16 C	24 16 C	OSLO	27 19 D
MARSEILLE	23 16 C	23 16 C	24 16 C	PALMA-DE-MAJ	28 14 D
NANCY	23 16 C	23 16 C	24 16 C	PEKIN	23 - C
NANTES	23 16 C	23 16 C	24 16 C	RIO-DE-JANEIRO	24 - D
PARIS-MONTS	23 16 C	23 16 C	24 16 C	ROME	26 17 D
PAU	23 16 C	23 16 C	24 16 C	SINGAPOUR	33 26 C
PERPIGNAN	23 16 C	23 16 C	24 16 C	STOCKHOLM	26 13 D
RENNES	23 16 C	23 16 C	24 16 C	SYDNEY	17 14 C
ST-ETIENNE	23 16 C	23 16 C	24 16 C	TOKYO	24 22 C
STRASBOURG	23 16 C	23 16 C	24 16 C	TUNIS	31 17 D
				VARSOVIE	26 20 N
				VIENNE	23 21 C

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

Les mères de Belgrade

C'ÉTAIT, sur TF1, une image presque furtive et forte. Au Palaisement de Belgrade, des mères serbes sont venues, avec la photographie de leur fils tué en Slovaquie, demander des comptes aux parlementaires. Peut-être des mères serbes, ou croates feront-elles demain la même démarche : Pourquoi ?

Pourquoi cela, pourquoi ces chars en file indienne sur les routes entre deux haies de civils serbes qui leur crient d'y aller enfin et plutôt à coups de canon ? Pourquoi ces mères serbes, si fières de leur coup de main - un train complet d'armes et de munitions intercepté - et en définitive si visiblement embarrassés de devoir apprendre très vite à s'en servir ? Pourquoi, en Croatie, ces routes touristiques semées de mines, ces fortifications, cette volonté d'en découdre ?

Toutes ces questions, une touriste qui avait réussi, le temps d'une accalmie, à franchir en catastrophe la frontière austro-slovaque ou austro-yougoslave selon les aléas des combats, se les posait visiblement. Et elle les résumait d'une phrase qui n'était pas seulement d'une touriste : « C'est terrible, quand on pense à quel point ce pays est beau et ses habitants gentils ! »

Elle avait tout dit. Ce retour d'histoire qui fait qu'une guerre

civile, vieille comme les peuples, pourrait à la fin du vingtième siècle ensanglanter l'Europe des clubs de vacances et des circuits touristiques, reste incompréhensible à beaucoup, comme une tragédie incongrue.

Les faits sont pourtant là. Patrick Poivre d'Arvor a fait état d'une consigne des autorités françaises consistant à leurs nationaux de quitter, dès que possible, le territoire yougoslave. Comme dans le Golfe. Un général de l'armée fédérale est venu, en grand uniforme et, disait le commentateur, sans autorisation de ses supérieurs, dénoncer « le nazisme du pouvoir civil ». Comme dans un putsch. Et sur les panneaux indi-

cateurs des routes slovaques, les caméras ont montré les slogans écrits en anglais : « You army go home ». Comme dans un pays obligé d'utiliser une langue internationale pour dire son nationalisme.

L'Europe, tout entière, s'inquiète légitimement. Les Bourses du monde entier, dont les spécialistes de TF1, sont à la baisse. Mais Wimbledon va bien. La pluie a cessé et deux Français sont en quarts de finale. L'événement, pour historique qu'il soit, une première depuis 1948, méritait-il vraiment l'ouverture du journal télévisé ? Cela pourrait se discuter. Sauf à vouloir illustrer l'anachronisme du temps.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 4 juillet

TF 1

20.40 Feuilleton : La Vengeance aux deux visages.

22.15 Variétés : Bonjour les 70.

23.25 Documentaire : Histoire naturelle

0.25 Journal, Météo et Bourse.

A2

20.45 Documentaire : La Planète miracle. De Massau Iko. 1. Les Mystères de l'atmosphère (rediff.).

21.45 Cinéma : Le fil était presque parfait. □ Film américain de Michael Dinner (1987).

23.15 Journal et Météo.

23.35 Série : L'Homme à la valise. (Un million de dollars 1^{re} partie, rediff.).

FR 3

20.45 Cinéma : Pirates. ■■ Film français, de Roman Polanski (1988). Avec Walter Matthau, Cris Campion, Charlotte Lewis.

22.45 Journal et Météo.

23.05 Cinéma : La Locataire. ■■ Film français de Roman Polanski (1978). Avec Roman Polanski, Isabelle Adjani, Melvyn Douglas.

0.20 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Les 1001 Nuits. ■

Film franco-italien de Philippe de Broca (1989). Avec Thierry Lhermitte, Gérard Jugnot, Stéphane Freiss (2^e partie).

22.05 Flash d'Informations.

22.05 Cinéma : Il y a des jours et des lunes. ■■ Film français de Claude Lelouch (1989). Avec Gérard Lanvin, Patrick Chesnais, Vincent Lindon.

0.00 Cinéma : Scandal. ■■ Film britannique de Michael Caton-Jones (1989). Avec John Hurt, Joanne Whalley-Kilmer, Bridget Fonda (v.o.).

1.50 Documentaire : La Légende de Jimi.

2.15 Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI.

LA 5

20.50 Cinéma : Angélique et le sultan. □ Film français de Bernard Borderie (1968).

22.30 Feuilleton : Le Bateau (3^e épisode).

23.25 Magazine : Ça vous regarde.

Thème : mon mari est homosexuel (rediff.).

0.25 Journal de la nuit.

0.35 Demain se décide aujourd'hui.

M 6

20.35 Cinéma : Francis ton passe-montagne. Film français de Jean-Pierre Jeunès (1983).

22.10 Téléfilm : A un détail près.

0.10 Six minutes d'informations.

0.15 Série : Célins d'abord.

2.00 Rediffusions.

LA SEPT

21.00 Magazine : Avis de tempête.

23.00 Documentaire : Portrait de Peter Brook.

FRANCE-CULTURE

20.30 Nouvelle. Les Raseurs (extraits de Dubli-noiseries, de Flann O'Brien).

21.30 Profils perdus. Eric Weil.

22.40 Les nuits magnétiques. Le musicien et son double.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda. Critiques et musiques.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 14 décembre à la Philharmonie de Berlin) : Concerto pour violon, violoncelle, piano et orchestre en ut majeur op. 58, de Beethoven ; Symphonie concertante pour hautbois, clarinette, basson, cor et orchestre en mi bémol majeur K 287b, de Mozart ; Mort et transfiguration, poème symphonique n° 24, de R. Strauss, par l'Orchestre symphonique de la radio de Berlin, dir. Mark Wigglesworth ; sol : Guillaume Sutre, Vincent Coq, violons, Raphaël Pidoux, violoncelle, Christian Wetzel, hautbois, Ulf-Guido Schaefer, clarinette, Sergio Azzolini, basson, Volker Grewel, cor.

23.07 Nuits chaudes.

Vendredi 5 juillet

TF 1

15.15 Série : Tribunal (rediff.).

15.45 Club Dorothée vacances.

17.10 Série : Les Rues de San-Francisco (rediff.).

18.00 Feuilleton : Riviera (5^e épisode).

18.30 Jeu : Une famille en or.

19.00 Feuilleton : Santa Barbara.

19.25 Jeu : La Roue de la fortune.

19.50 Divertissement : Le Bébête Show.

20.00 Journal, Météo, Trafic Infos et Tapis vert.

20.40 Jeux : Intervilles. Waldo (Mez) contre Futuroscope (Polders).

22.40 Magazine : 52 sur la Une. Les enfants de la honte.

23.35 Sport : Boxe.

0.40 Journal, Météo et Bourse.

A 2

14.25 Téléfilm : La Ligne d'ombre.

16.10 Feuilleton : L'Age vermeil.

17.08 Magazine : Giga.

18.10 Jeu : Des chiffres et des lettres.

18.35 Série : Alf (rediff.).

19.05 Série : Mac Giver (rediff.).

20.00 Journal et Météo.

20.45 Jeu : Fort Boyard.

22.05 Magazine : Caractères. Quelques livres pour l'été. Les invités présentent les livres qu'ils ont aimés. Avec Jean-Jacques Brochier (le Magazine littéraire) ; Jean-Louis Ezine (le Nouvel Observateur) ; Jacques-Pierre Amette (le Point) ; Pascale Casanova (France-Culture) ; Entretien avec Marguerite Duras, à l'occasion de la sortie de son prochain livre, l'Amant de la Chine du Nord.

23.15 Journal et Météo.

23.30 Cinéma : La Septième Seau. ■■ Film suédois d'Ingmar Bergman (1956). Avec Max von Sydow, Gunnar Björnstrand, Nils Poppe (v.o.).

FR 3

14.40 Série : Justiciers et hors-la-loi.

15.30 Feuilleton : La Conquête de l'Ouest.

16.20 Sport : Cyclisme. Spécial Tour de France, en direct de Lyon.

18.30 Jeu : Questions pour un champion.

19.00 Le 19-20 de l'information.

20.05 Divertissement : La Classe.

20.45 Magazine : Thalassa. Les Cadets du Krusenstern.

21.40 Feuilleton : Joseph Conrad.

22.35 Journal et Météo.

22.55 Magazine : Hors sujet. Les enfants du désordre : La dernière séance : Gendarmes et voleurs : Examinator : Archives : Les jolies colonies de vacances.

23.55 Magazine : Musicales.

CANAL PLUS

15.00 Documentaire : Les Années Téléphone.

16.00 Cinéma : Le Provincial. ■ Film français de Christian Gion (1980).

17.35 Documentaire : La Légende de Jimi.

18.05 Canaille peluche.

En clair jusqu'à 20.30

18.30 Ça cartoon.

18.50 Top albums.

19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.

20.30 Téléfilm : Coup de folie.

22.10 Documentaire : Okefenokee, le marais des alligators.

22.55 Flash d'Informations.

23.00 Cinéma : Le Préféré. □ Film américain de Christopher Cain (1987).

0.45 Cinéma : Nouvelle vague. ■■ Film franco-espagnol de Jean-Luc Godard (1989).

2.10 Cinéma : L'Emprise des ténébres. ■ Film américain de Wes Craven (1987).

LA 5

14.00 Sport : Tennis.

17.40 Série : Superkid.

18.05 Série : Shérif, fais-moi peur.

18.05 Série : Kojak.

20.00 Journal et Météo.

20.25 Sport : Tennis. Wimbledon 1991.

20.40 Journal des courses.

20.50 Téléfilm : Mort suspecte.

22.40 Feuilleton : Mystères à Twin Peaks.

23.35 Série : Hitchcock présente.

0.05 Journal de la nuit.

M 6

14.35 Série : Les Passions de Céline.

15.40 Variétés : Bleu, blanc, clip.

16.40 Jeu : Hit hit hit heures !

16.45 Jeu : Zygomusic.

17.15 Série : L'Homme de fer.

18.05 Série : Mission impossible.

19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.

19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série : Cosby Show.

20.30 Météo 6.

20.40 Téléfilm : Logiciel mortel.

22.20 Série : Equalizer.

23.15 Magazine : Vénus.

23.45 Capital.

23.55 Six minutes d'informations.

0.00 Série : Destination danger.

2.00 Rediffusions.

LA SEPT

16.30 Théâtre : Le Chemin solitaire. Pèce d'Arthur Schnitzler, mise en scène de Luc Bondy. Avec Bulle Ogier, André Dussollier.

19.00 Documentaire : Cheng Tcheng (2). D'Olivier Horn.

20.00 Documentaire : India Cabaret.

21.00 Téléfilm : Chroniques d'une fin d'après-midi. De Pierre Romans. Avec Nada Strancar, Samuel Labarthe.

22.15 Téléfilm : Ma mère, mon enfant. D'El Skolmen Ryg.

23.10 Moyen métrage : Bertrand disparu. De Patrick Mimouni.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Paul Valéry, l'invariant.

21.30 Musique : Black and blue.

22.40 Les nuits magnétiques.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Concert. Festival international des radios. Concert donné le 11 juin à Würzburg : Six danses allemandes K 500, Sérénade n° 13 en sol majeur K 48, Concerto pour clarinette et orchestre en la majeur K 622, de Mozart, par l'Orchestre symphonique de la radio de Francfort, dir. James Judd ; sol : Ulrich Mehlhart, clarinette. Concert donné le 13 juin au château de Weilburg : Sonate pour violoncelle et piano, Trois petites pièces pour violoncelle et piano op. 11, de Weber ; Sonate pour violoncelle et piano n° 5 en ré majeur op. 102, de Beethoven ; Sonate pour violoncelle et piano en ré mineur, de Chostakovich, par Heinrich Schiff, violoncelle, Tzimon Barto, piano.

0.05 Nuits chaudes.

Du lundi au vendredi, à 9 heures sur FRANCE-INTER
« ZAPPINGE »
Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COLEMAN et la collaboration de « le Monde »

Le sort des chiites

L'ONU fait état d'activités militaires « inquiétantes » dans le Sud de l'Irak

Les Nations unies ont fait état mercredi soir 3 juillet d'une présence et d'activités militaires irakiennes « inquiétantes » dans le sud de l'Irak et ont annoncé que le prince Sadruddine Agi Khan, responsable des activités humanitaires de l'ONU pour le Golfe, entendait se rendre dans cette région la semaine prochaine.

Le mois dernier, l'Irak avait affirmé que l'Irak s'apprêtait à déclencher une répression d'envergure contre des centaines de milliers de chiites irakiens qui avaient fui dans les régions marécageuses du Sud irakien. Une mission de l'ONU, dirigée par l'un des adjoints du prince Sadruddine, vient d'y effectuer une tournée et a dressé un tableau alarmant de la situation. La mission a dû franchir pas moins de trente-quatre barrières militaires irakiennes pour pouvoir pénétrer dans cette zone sensible.

Mercredi, le prince Sadruddine a présenté à Genève les conclu-

sions de cette mission au secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar. Il a été décidé à la lumière de ce rapport que le prince Sadruddine adresserait une demande urgente à Bagdad pour se rendre dans cette région de l'ouest-est du Sud irakien, la semaine prochaine en Irak. Celle-ci, prévue depuis une quinzaine de jours, vise à évaluer les besoins humanitaires de la population civile irakienne.

Par ailleurs, la mission d'experts de l'ONU chargée du contrôle des missiles balistiques irakiens a détruit mardi et mercredi trente-neuf de ces engins de type Al Hussein et Al Fahd. La destruction d'autres missiles balistiques devait se poursuivre jeudi et vendredi. L'Irak avait affirmé détenir encore soixante-et-un missiles, dont un seul SCUD, de fabrication soviétique.

En vertu de la résolution 687 du Conseil de sécurité, l'Irak a l'obligation de laisser détruire ou neutraliser toutes ses armes chimiques, biologiques, balistiques et nucléaires. Les ogives de ces missiles doivent être détruites en plein désert et les lanceurs broyés sous les chenilles de chars après que des éléments d'avionique en auront été retirés.

Enfin, le Conseil de sécurité devrait prendre connaissance vendredi des conclusions du voyage infructueux en Irak de la « commission spéciale » de l'ONU, chargée d'inspecter les installations nucléaires du pays, et qui était arrivée sur place dimanche dernier. (AFP)

ROUMANIE : poursuite pour « complicité de génocide »

L'ancien chef de la Securitate a réclamé son acquittement

BUCAREST

de notre correspondant

« Ces accusations sont incroyables. Je n'ai rien fait contre la révolution. Au contraire, je l'ai aidée. » Lors de la dernière séance, mercredi 3 juillet, de son procès pour « complicité de génocide », le général Iulian Vlad, ancien chef de la Securitate (police politique), a plaidé, avec véhémence, pendant une heure, pour réclamer son acquittement.

Poursuivi pour avoir approuvé et mis en œuvre la répression armée du soulèvement de décembre 1989, ordonné par Nicolae Ceausescu, le général Vlad a affirmé qu'il avait « donné des ordres contraires à ceux de Ceausescu », ce qui aurait pu le conduire devant le peloton d'exécution. « J'ai catégoriquement interdit aux troupes de la Securitate d'ouvrir le feu. J'ai aidé la révolution avant et après le 22 décembre 1989 (date de la fuite de Ceausescu), a-t-il soutenu. Le chef de la police politique s'était effectivement rallié au pouvoir provisoire avant d'être arrêté la semaine suivante.

Le général Vlad a affirmé qu'après dix mois de procès, il n'y avait aucune preuve contre lui. « Aucun témoin n'a dit que j'avais donné l'ordre de tirer », a-t-il fait remarquer. Cheveux blancs et costume noir - au lieu du règlementaire habit rayé - Iulian Vlad, déjà condamné à quatre ans de prison pour des « arrestations illégales » lors de la révolution, a défendu le rôle de la Securitate pendant ces événements. « La légende qui veut que la Securitate a défendu Ceausescu, qu'elle a exécuté ses ordres, qu'elle l'a aidé à s'enfuir, n'existe plus », a-t-il affirmé d'une voix forte. « Je demande que votre sentence coïncide avec celle de l'Histoire. » Jugement le 22 juillet.

J.-B. N.

La réunion du bureau exécutif

Accord au Parti socialiste sur le congrès extraordinaire

Le bureau exécutif du Parti socialiste, réuni mercredi 3 juillet, a approuvé la proposition, présentée par M. Pierre Mauroy, d'un congrès extraordinaire convoqué à la fin de l'année pour adopter le nouveau « projet » du parti (le Monde du 4 juillet). M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, qui rendait compte de la réunion du bureau exécutif, a indiqué que M. Mauroy « ne souhaite pas un « Rennes bis », mais un rassemblement du PS à l'occasion du projet, d'où la proposition d'un congrès extraordinaire, qui ne signifierait pas un changement de direction ».

M. Queyranne a précisé qu'un congrès ordinaire, avec renouvellement des instances dirigeantes, aura lieu « au printemps 1993, après les élections législatives ».

M. André Billardon, fabiusien, numéro deux du PS, a salué les efforts du premier secrétaire « pour faire converger les points de vue », étant entendu qu'un accord reste à trouver sur la dénomination de ce congrès. M. Laurent Fabius et ses amis préféreraient parler d'« assemblée ». M. Daniel Vaillant, jospiniste, membre du secrétariat

national chargé des fédérations, a approuvé les propositions du premier secrétaire. M. Daniel Frachon, rocardien, adjoint au secrétaire national, a jugé les propositions de M. Mauroy recevables, mais il a précisé que ses amis et lui-même auraient préféré un congrès ordinaire sur une motion unique, comme cela avait été le cas à Lille en 1987.

M. Mauroy a indiqué, d'autre part, que la stratégie du PS doit être celle du « rassemblement à gauche dans le cadre de la majorité présidentielle ». Le premier secrétaire a rencontré, mercredi, une délégation du MRG conduite par MM. Emile Zuccarelli et Jean-Michel Bayle, et doit s'entretenir, le 11 juillet, avec les responsables de France unie. Il a affirmé sa volonté de conserver le mode de scrutin actuel, majoritaire à deux tours. « Je n'assumerai pas la proportionnelle », a-t-il dit. M. Mauroy souhaite que le congrès extraordinaire soit, aussi, l'occasion d'examiner les propositions sur la vie interne du parti que prépare une commission réunissant tous les courants.

Au cours d'un dîner avec M. Mauroy

MM. Fiterman et Le Pors soulignent la nécessité d'une « politique neuve de transformation sociale »

MM. Charles Fiterman et Anicet Le Pors, chefs de file des communistes « refondateurs », ont été reçus, mardi soir 2 juillet, à dîner, par M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, mais les deux anciens ministres ont pris leurs précautions pour éviter que l'annonce de cette rencontre ne donne lieu à une rumeur-ménage médiatique analogue à celui qu'ils avaient eux-mêmes commenté avec ironie au lendemain du déjeuner du 6 juin entre M. Mauroy et le secrétaire général du PCF, M. Georges Marchais.

Ce dîner n'a donc fait l'objet d'aucune annonce et les deux

anciens ministres n'ont laissé à personne le soin de préciser, mercredi, que leur entrevue avec le premier secrétaire du PS avait eu lieu à la demande de celui-ci. Dans un communiqué, MM. Fiterman et Le Pors ont indiqué qu'ils avaient fait part à M. Mauroy « de leurs vives préoccupations devant la dégradation de la situation économique, sociale et politique, de la nécessité de mesures nouvelles répondant à l'attente du pays » et exprimé « leur disponibilité pour construire dans le pays les bases et les formes nouvelles d'une entente des forces de gauche et de progrès pour une politique neuve de transformation sociale ».

Proche du directeur de « l'Humanité »

L'écrivain Patrick Besson rompt avec le PCF

M. Jean-Edern Halier et son *Idiot international* ont perdu un collaborateur; le Parti communiste et *l'Humanité* ont perdu un « camarade ». Il se trouve que c'est le même homme: M. Patrick Besson, Grand Prix du roman de l'Académie française en 1985. Jeune écrivain, aussi choyé que M. Halier par M. Roland Leroy, directeur de l'organe central du PCF et membre du bureau politique, M. Besson a rompu les amarrés avec le parti de la classe ouvrière mais il conserve toute son amitié à son mentor politique.

« Je ne suis plus communiste », a-t-il indiqué au Monde, mercredi soir 3 juillet, en précisant qu'il n'était plus collaborateur de *l'Humanité* « depuis deux mois » et qu'il avait « rendu sa carte du Parti ». « Tout d'un coup, je n'avais plus rien à dire », affirme M. Besson, qui avait adhéré au PCF peu de temps avant le dernier congrès de décembre 1990. « Vous êtes devenus les rats de la social-démocratie », écrivait-il dans *l'Humanité*, en septembre 1986, à propos des écrivains qui, au fil du temps, avaient quitté le PCF ou critiqué sa direction.

Répondant à M. Halier, qui le présentait comme une « victime d'une forte pression » l'ayant

conduit à quitter *l'Idiot international* (le Monde du 4 juillet), M. Besson a démenti cette interprétation. « Ma décision est individuelle. Elle est d'autant moins liée au PCF que je l'ai quitté. Tout simplement, je ne suis plus en rien aux côtés de Jean-Edern Halier sur Jean-Marie Le Pen », a-t-il indiqué au Monde. Tout cela n'empêche pas M. Halier d'attendre, dit-il, son « ami Besson », cet été, en son château breton.

O. B.

Accord entre « la Cote Desfossés » et le groupe Expansion. — Un accord a été conclu jeudi 4 juillet entre la Cote Desfossés et le groupe Expansion. Selon cet accord, le quotidien financier et le groupe Expansion « est apporté à la Holding Desfossés International », propriétaire du quotidien boursier la Cote Desfossés (le Monde du 28 juin). En échange, le groupe Expansion devient actionnaire à 15 % de la Holding Desfossés International, au même niveau que les actionnaires institutionnels actuels. M. Georges Ghosn, PDG de la Cote Desfossés, demeure le principal actionnaire.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Aérez la Chambre!

ENFIN, qu'est-ce qui vous prend, les mecs! C'est pas en balançant, du haut de la tribune réservée au public, de la mort-au-rat sur la tête des cinq torcheuses et quatre pelés qui consentent encore à y séjurer que vous allez le remplir, la Chambre des députés. Samedi dernier, déjà, ils n'étaient que deux - ou : deux - à se battre en duel dans un hémicycle totalement désert. Y compris par le gouvernement. Pas un seul ministre à son banc. Personne.

Ca vous a choqués, vous avez hurlé au simulacre de démocratie. Pourtant, depuis le temps, vous devriez y être habitués. J'admets qu'à l'idée de ce qu'ils nous coûtent, nos élus, plein de sous, pas d'impôts ou très peu, des avantages en veux-tu en voilà, le colère vous prenne. Mais n'allez pas les enflammer, les arroser de gaz toxiques, leur coller des sueurs, des migraines, des coliques et les envoyer respirer sous une tente à oxygène à l'hôpital.

C'est complètement débile. Un peu de jugeote, un peu d'astuce, bon Dieu! Au lieu de les faire fuir, vaut mieux essayer de les faire venir en rendant les séances plus confortables, plus attrayantes. Mettez-vous à leur place. S'ils désignaient honorer l'Assemblée de leur présence, ils seraient cinq cent soixante-dix-sept, là, maintenant, à s'entasser sur d'étroites banquettes. Commencées par leur offrir des fauteuils de sénateur pareil qu'au palais du Luxembourg. Des fauteuils de trois tailles, calculées en fonction de celles des augustes postérieurs qu'ils accueillent.

Et remplacez les huissiers, ridicules pingouins en habit, par de ravissantes créatures gambadant dans le plus simple appareil le long des travées, histoire de tromper le passant ennui inhérent au pénible mandat de représentant du peuple. Non, ce ne serait pas une insulte à la République. Elles auraient une chaîne au cou, elles aussi. Mais c'est tout!

Pierre Boulez quitte l'IRCAM

Pierre Boulez, qui dirigeait depuis 1974, date de sa fondation, l'IRCAM (Institut de recherche et de coordination acoustique-musique), quittera ses fonctions à partir du 1^{er} janvier 1992. Il sera remplacé par Laurent Bayle devenu en 1990 directeur-adjoint. Ancien administrateur de l'Atelier lyrique du Rhin à Colmar, Laurent Bayle, né le 30 juin 1951, avait fondé en 1982 et dirigé jusqu'en 1986 le festival Musica de Strasbourg. Pierre Boulez conservera la présidence de l'Ensemble intercontemporain et se consacra à la Cité de la musique à la Villette.

Les élus et les exclus

par Anne Rey

Que sera l'IRCAM sans Pierre Boulez? C'est autour de lui, pour lui, que l'Institut de recherche et de coordination acoustique-musique fut créé par le président Pompidou, à l'ombre de Beaubourg, en 1974. Et ses premiers objectifs assignés à cette institution présentée comme unique au monde reposent sur les préoccupations personnelles du compositeur: désir de contrôle du matériau utilisé dans la composition, depuis le son instrumental ou synthétique jusqu'à l'acoustique du lieu de diffusion; ambition d'élargir la création musicale à la rigueur d'une activité scientifique; volonté de savoir encore et toujours « ce que l'on fait ».

L'édification de l'IRCAM, ou plutôt son enfoncement sous la dalle de Beaubourg, provoqua la défection de Pierre Boulez. S'étant longtemps tenu écarté de la vie musicale française, au fauteuil de sa carrière de chef d'orchestre, il n'avait cessé de faire pleuvoir des anathèmes sur ce qui se passait à Paris et sur les folies de notre politique musicale.

Quand vint la constitution de la première équipe de l'IRCAM, il y eut les élus - Jean-Claude Risset pour la recherche en informatique, Vincent Globocnik pour le lien avec l'instrumental, Gérard Bennett pour l'interdisciplinarité, Luciano Berio pour le rayonnement international - et les exclus.

De jeunes compositeurs comme Jean-Claude Eloy, qui avait grandi dans l'enseignement de Boulez, compréhensif mal leur mise à l'écart; d'autres, écartés hors de l'orthodoxie boulezienne, ressentirent, doucement, qu'un si bel outil leur échappait; d'autres enfin comme les membres du Groupe de recherches musicales, réunis autour de François

Bayle, s'employèrent à rappeler que le rôle de leur institution n'avait, après tout, pas été négligeable en matière d'investigation du son, ceci dès l'après-guerre.

Déçu ou trop occupé ailleurs, les élus de la première génération déclarent bientôt forfait. Les polémiques se calmèrent sans jamais s'apaiser tout à fait. Et l'histoire de l'IRCAM devint celle, plus banale, d'une institution renouvelant ses équipes périodiquement et s'adaptant peu à peu à son environnement. Beaucoup de compositeurs, aux esthétiques les plus variées, reprirent des commandes de l'IRCAM et vinrent composer dans les studios avec l'aide des informaticiens maison. Beaucoup trop d'informaticiens, pas assez de vrais créateurs? Le reproche n'a jamais cessé d'être adressé à l'Institut, comme celui de « balayer trop large » dans ses recherches et de les mener trop rarement à terme, sous forme de communications.

Les plus méchantes langues disent aussi que, de l'IRCAM, n'était, en tout et pour tout, sorti qu'une œuvre digne de ce nom: *Répons*, de Pierre Boulez lui-même. Et voici que Pierre Boulez quitte l'IRCAM! Le plus étonnant est moins, finalement, son départ - ne rattrapera-t-il pas le temps de composer? - que son remplacement par un administrateur. Depuis son arrivée à l'IRCAM, Laurent Bayle s'était employé à améliorer la communication interne et extérieure de l'Institut en créant notamment une revue, *Inharmonique*, lisible par les non-spécialistes. Mais que l'IRCAM cesse d'être dirigé par un compositeur, par un créateur, montre tout le chemin vers l'institutionnel parcouru depuis 1974. Il est vrai qu'un homme comme Boulez n'a, par définition, pas de successeur.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

« Plaidoyer pour le bac », par J.-L. Branchereau; « La francisation à l'épreuve », par Edgar Morin..... 2

Echec des négociations en Irlande du Nord

La crainte d'une relance du terrorisme..... 4

Reprise du dialogue en Algérie

Le premier ministre a reçu des dirigeants islamistes..... 6

La session extraordinaire du Parlement

M. Cresson engage à nouveau la responsabilité de son gouvernement..... 7

Immigrés à l'école

Le maire de Montfermeil a comparu devant le tribunal correctionnel..... 8

Tournoi de Wimbledon

La chute de Navratilova..... 9

Danse à Châteaufort

« Les prisons », de François Verret..... 10

Exposition Derain à Troyes

La peinture dans le gouffre..... 11

Les réactions au plan emploi

Un début de mobilisation dans les entreprises..... 13

Fiscalité allemande

Nouvelle controverse à propos de l'imposition sur les revenus..... 18

AFFAIRES

« L'Hexagone déroute les investisseurs étrangers » Les privatisations britanniques sous le signe du pragmatisme..... 15 à 17

SECTION B

LE MONDE DES LIVRES

« Le chant d'Elsa Morante » La vérité du Grand Meaulnes » « Ecrivains et photographes » « D'autres mondes », par Nicole Zand; Vladimir Vancura et Martin Simecka » La faulx de Michel Braudoux; Diane Ackerman..... 23 à 30

Services

Abonnements..... 17
Annonces classées..... 17
Carnet..... 20
Loto..... 20
Marchés financiers..... 18-19
Météorologie..... 21
Mots croisés..... 20
Radio-Télévision..... 21
Spectacles..... 12

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 4 juillet 1991 a été tiré à 487 878 exemplaires.

Ermenegildo Zegna SOLDES

Du 3 au 13 juillet 1991
10, rue de la Paix - Paris 2^e - Tél. 42.61.67.61



Faites une affaire avec un de nos derniers modèles 91 en livraison immédiate

- 205 Color Line ess./diesel
- 205 XR 5cv
- 205 Turbo diesel 3 et 5p.
- 309 Griffe
- 309 XR et SRDT
- 309 XS, GTI 16 soupapes
- 309 XA, 19 1800 kg diesel
- 405 MI 16, 605 SV 24
- 405 Break affaires ess./di.
- 605 SV 3/SDT/SHI

PEUGEOT NEUBAUER

4, rue de Châteaufort 75008 PARIS ☎42.85.54.34
8, rue de 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.58
23, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.58.52
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

مكتبة العالم

LIVRES • IDÉES

Le chant d'Elsa

L'auteur de l'inoubliable *Storia* était aussi un grand poète
Vingt ans après sa parution en Italie, voici enfin le recueil qu'Elsa Morante considérait comme son chef-d'œuvre

LE MONDE SAUVÉ
PAR LES GAMINS

d'Elsa Morante.
Traduit de l'italien
par Jean-Noël Schifano,
Gallimard, 282 p., 130 F.

Il aura fallu plus de vingt ans à la France pour découvrir Elsa Morante poète. Publié en 1968, ce recueil était considéré par son auteur comme son chef-d'œuvre (alors qu'elle travaillait encore à *la Storia*). L'extrême difficulté de la traduction explique sans doute ce retard. La profonde affinité qui devait se déclarer entre l'auteur d'*Araceli* et Jean-Noël Schifano, son dernier traducteur, fait aussi que l'on ne regrette pas la lenteur de l'édition française.

« Manifeste, essai philosophique, tragédie, comédie, testament... », annonce la quatrième de couverture. Pasolini, portant aux nues ce livre dans de nombreux articles (cités par l'auteur dans une préface ultérieure et ici repris en traduction), tirait vers la politique ce livre qui, avec les années, n'a guère perdu de sa force de provocation, même si le lecteur français le lira pour des motifs poétiques bien différents.

Les pages consacrées au *pazzarello*, habilement traduit par le nom de Farfada (un farfadet fou : l'idée est jolie), avaient considérablement frappé le réalisateur d'*Uccellacci e uccellini*, qui, de son côté, proposait un personnage tout à fait semblable avec son acteur fétiche Ninetto Davoli.

Le porte-parole
des rebelles

Ce n'est pas le seul point commun avec Pasolini dont, rappelés-le, Elsa Morante était une amie intime depuis de longues années. Elle apparaissait dans ses films et participait à l'élaboration de leurs bandes sonores. Comment ne pas rapprocher l'*Edipe roi* pasolinien de *la Soirée à Colone*, curieuse parodie de tragédie qui occupe la partie centrale de l'ouvrage ?

Dans la pièce d'Elsa Morante, on voit, en effet, *Edipe*, en proie au délire dans un hôpital psychiatrique, visité par sa fille Antigone. *Edipe* est un petit propriétaire aisé de soixante-trois ans, veuf avec quatre enfants. Deux de ses fils lui intentent un procès. « *Diagnostic : syndrome délirant paranoïde* », Antigone s'exprime dans un étrange sabir qui tient du balbutiement enfantin et de l'argot paysan.



Elsa Morante : une prodigieuse énergie

Casse-tête dont le traducteur se tire avec la maestria qu'on lui connaît. *Edipe*, comme chez Pasolini, est le porte-parole des rebelles définitifs et le symbole même du mal social et familial : « *Le cerveau est une machine madrée et idiote, que la nature nous a fabriquée en l'étudiant exprès, pour nous exposer du spectacle réel et s'amuser de nos équivoques. C'est seulement quand la machine se détraque : dans les fièvres, dans l'agonie, que nous commençons à distinguer un brin/ du décor interdit.* »

Les différentes parties de ce recueil complexe et composite déconcertent et ont été assemblées pour déconcerter : les styles, les sentiments, les techniques aux-

quels Elsa Morante a recours sont différents et parfois contradictoires. La poésie n'était pas son langage naturel, elle ne s'en cachait pas, quoiqu'elle eût déjà publié, en 1958, un premier recueil intitulé *Alibi*. Mais *Alibi* était encore marqué par l'influence de deux maîtres qu'elle vénérait, Sandro Penna et Umberto Saba. Elsa Morante, qui était incontestablement la plus poétique des romancières italiennes, avait exprimé à plusieurs reprises sa conception de la poésie : « *L'informe, écrivait-elle en 1957, est le contraire de la poésie, comme c'est le contraire de la vie : la poésie comme la vie veut précisément donner une forme et un ordre absolus aux objets de l'univers, en les arrachant à l'informe et au désordre, c'est-à-dire à la mort.* »

La première partie du recueil est de facture très classique : il s'agit d'une élégie, d'un *Adieu*, adressée à un ami suicidé qui n'est pas nommé, mais en qui tout le monde reconnaît le peintre hippie Bill Morrow, avec lequel elle vécut plusieurs années et qui se tua à Venise. Le mort impitoyable s'adresse à la survivante qu'il accuse avec une poignante lucidité : « *Toi, joyeuse de l'enfance que je t'apportais/ tu oubliais la loi monotone qui brode/ ces dessins spectraux de sa main d'automate. / Ton insouciance était une insulte pour moi.* »

Mais c'est la troisième partie, intitulée *Chants populaires*, qui

devait retenir en Italie l'attention de la critique. On y décèle, en effet, toute la thématique politique et sociale chère à Elsa Morante, notamment dans son adresse aux R. H. et aux N. M. (les Rares Heureux et les Nombreux Malheureux). Aux premiers, elle dit : « *Voire bénédiction est de connaître/ que même le désir du paradis est servile.* » Des seconds, elle écrit : « *Ils ont beau y mettre du leur/ les Nombreux Malheureux doivent s'y résigner : leur bonheur est d'un lugubre! C'est régulier!* »

Emotion
rageuse

Cet étonnant programme philosophique, sur la réalité et le bonheur, contient une sorte de panthéon d'écrivains ou héros, présenté sous la forme d'un calligramme en croix : Spinoza, Gramsci, Rimbaud, Mozart, Rembrandt y ont leur place et, récupération inattendue, Jeanne d'Arc... Il est suivi d'un long monologue chanté où apparaît Farfada qui joue de l'ocarina à travers les rues de Rome et « *En raison de sa/ pauvre faculté de comprendre/ ne distinguait pas les jours ouvrables des dimanches/ persuadé sans doute que chaque jour était dimanche!* ».

L'idée qu'il s'agisse de poésie décourage sans doute certains des innombrables lecteurs de *la Storia*. Ils auraient tort pourtant de manquer la découverte du dernier poème, *la Chanson finale de l'étoile jaune*, sublime nouvelle antinazie. C'est l'histoire d'une petite Berlinoise, « aryenne », qui « *carbone sur sa poitrine l'étoile jaune des juifs comme une rose* ». Jamais, sinon dans l'*île d'Arturo*, la noblesse de l'âme et l'émotion violente, rageuse, d'Elsa Morante n'ont trouvé de tels accents. Celle qui prétendait ne connaître pour mot d'ordre que l'anarchie puisait dans la révolte mondiale de la fin des années 60 une prodigieuse énergie. Comme Marguerite Yourcenar, et contrairement à Pasolini, elle avait pour amis les beatniks. Les gamins de Morante, on l'a compris, sont plus adultes que leurs aînés.

A ces pages s'applique sans aucun doute la remarque que fit Elsa, à une autre occasion, à propos de Fra Angelico : « *Aux artistes comme aux saints nous demandons la grâce difficile de répondre à nos questions les plus désespérées et les plus confuses; mais ce n'est que certains d'entre eux qui semblent nous promettre la réponse, comme des parents à nous qui, au-delà des frontières et des dates, nous parlent dans notre langue maternelle.* »

René de Ceccatty

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Pourquoi le ciel est bleu

Diane Ackerman n'est pas Lévi-Strauss. C'est à la manière d'un brocanteur anthropologue que cette belle Américaine a bâti son *Livre des sens*, volumineux essai sur les cinq sens de l'homme : en glanant ses anecdotes et citations avec désinvolture, en débattant ses trésors sans souci de rigueur. La méthode est vagabonde, mais le plaisir communicatif.

Page 24

RENCONTRE

Ecrivains et photographes

Une photo et un texte : c'est été, « le Monde des livres » et le service iconographique du journal ont décidé de favoriser la rencontre d'un photographe et d'un écrivain. Début de cette série avec le « Voyage en Egypte » de Fouad el Koury, parti sur les traces de Gustave Flaubert.

Pages 26 et 27

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Le boulanger et l'amoureux

Jan Marhou, de Vladislav Vancura, et l'*Année de chien*, l'*Année des grenouilles*, de Martin Simecka : deux romans venus de Tchécoslovaquie, mais si différents. L'œuvre de Vancura, prosateur de génie, mort fusillé par les nazis en 1942, est tissée d'une langue archaïsante, volontiers biblique, d'une rare complexité. Magie et humour sont pourtant bien là. Martin Simecka, lui, est un jeune homme d'aujourd'hui à l'écriture d'une extrême simplicité, où passe un souffle d'impertinence et de liberté.

Page 30

« Si tu n'espères pas l'inespéré... »

Jean-Louis Chrétien en quête de l'inoubliable

L'INOUBLIABLE
ET L'INESPÉRÉ
de Jean-Louis Chrétien.
Descartes de Brouwer.
156 p., 85 F.

On peut sans doute écrire loin de soi un traité de philosophie, soulever dans l'oubli de soi, avec une érudite sérénité, un point d'histoire ou de philologie. Dans ce même éloignement, on peut débattre de l'interprétation d'un texte, polémiquer, attaquer une opinion, en défendre une autre... Ce n'est pas dans une telle distance, en revanche, que Jean-Louis Chrétien a pu écrire son dernier livre, *l'Inoubliable et l'Inespéré*. C'est même à l'exact opposé de ce détachement, au plus vif de soi, dans l'exposition la plus excessive, au risque de la pensée et de l'être, que cette interrogation a été conduite, « *interrogation qui met en cause*

et en jeu ce qu'il en est, et donc aussi ce qu'il en coûte, d'être soi.

Après la *Voix nue*, phénoménologie de la promesse (1), qui regroupait en un (vrai) livre des articles pour la plupart parus en revues, le présent essai poursuit dans une direction précise, et approfondit, une œuvre dont il est temps de reconnaître l'unité et la valeur (2). Par un dialogue constant, aussi rigoureux et exigeant que respectueux, avec les philosophes, les grands auteurs spirituels, avec les écrivains et les poètes, Jean-Louis Chrétien s'approche du foyer de cette unité; foyer où l'être se mesure à la vérité, où l'homme s'incline devant elle; foyer où l'affirmation de Plotin dans la cinquième *Ennéade*, que cite l'auteur, prend tout son sens : « *Poursuivre et admirer une chose c'est, pour l'être qui l'admire et la poursuit, se reconnaître inférieur à elle.* »

Qu'en est-il de l'oubli? Notre

existence est-elle fondée sur un oubli premier, radical? La pensée platonicienne de la réminiscence, qui fait de tout apprentissage un ressouvenir, une plongée dans l'immémorial qui nous fonde, n'est-elle qu'une pensée mythique, impuissante à s'accorder à notre raison? Partant de ces questions, telles que les lectures modernes de Platon les ont reprises, Jean-Louis Chrétien arrive aux pensées de l'inoubliable pour lesquelles rien, jamais, n'est perdu, où tout repose dans une mémoire inaltérable, qu'elle soit ou non accessible. Bergson, qui compare la vie intérieure à « *une longue phrase unique entamée dès le premier éveil de la conscience, phrase semée de virgules, mais nulle part coupée par des points* », est l'un des témoins de ces pensées.

Un lieu, pour Jean-Louis Chrétien, réunit l'immémorial et l'inoubliable, c'est la promesse de

Dien. Promesse qui attend que l'homme aille au-devant d'elle, au-devant de « *ce qui l'excede par nature* », jusqu'au « *surcroît de l'Inespéré* ». Cette promesse est l'horizon de la parole d'Héraclite : « *Si tu n'espères pas l'Inespéré, tu ne le trouveras pas...* »

La pensée de Jean-Louis Chrétien, telle qu'elle s'exprime ici et dans ses livres précédents, est belle de répondre à la requête de « *ce qui l'excede* », de ne pas se vouloir première et fondatrice, mais de désirer être, sans cesse et rigoureusement, cette réponse.

Patrick Kéchichian

(1) Editions de Minuit, 1990.

(2) Œuvre philosophique d'abord - *Leur du secret* (L'Harmattan, 1985); *l'Effroi du beau* (Cerf, 1987); *l'Antiphonaire de la nuit* (L'Harmattan, 1989) - puis, selon une autre voie, œuvre poétique : *Traverses de l'immémorial* (L'Harmattan, 1989) et *Loin des premiers fleuves* (La Différence, 1990).

JEAN-MARIE ROUART
PRIX PRINCE PIERRE
DE MONACO 1991
Pour l'ensemble
de son œuvre Grasset

LE LIVRE DES SENS

de Diane Ackerman. Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Alexandre Kadda, Grasset, 384 p., 135 F.

Où est passé le prépuce du Christ? En ce huitième jeudi après l'Ascension, voilà une question intéressante, et nous remercions Diane Ackerman de la soulever, sans y répondre toutefois, ce qui est dommage. Selon une tradition non identifiée, il y aurait une crypte où serait conservée cette unique et inestimable relique de Celui qui est monté aux cieux sans nous laisser d'autre dépouille. Diane Ackerman ne fait qu'effleurer le sujet, si l'on peut dire, au milieu d'un tourbillon d'anecdotes et de citations, dans son gros essai sur les cinq sens de l'homme, parfait livre d'étude dans la mesure où quelque loisir est indispensable aux retrouvailles avec notre corps.

Diane Ackerman est une belle jeune femme à l'abondante chevelure, qui a beaucoup étudié les sciences naturelles, lu beaucoup de poésie, qui aime d'une insatiable curiosité les parfums, les recettes de cuisine, l'histoire des mœurs, une sorte de généraliste de la sensualité, d'exploratrice enthousiaste de la machine humaine, qui sait donner à son savoir d'encyclopédiste un tour souvent très agréable et divertissant. Constatant, comme tant de philosophes avant elle, la diversité des façons dont nos sens nous ravissent (« Chez les Massais, les femmes, qui s'enduisent les cheveux d'excréments, trouveraient bizarre le désir, fréquent chez les Américaines, de se parfumer l'haleine avec de la menthe »), elle affirme que l'étude de nos sens, de leur développement, des tabous que nous y attachons, des portes qu'ils ouvrent sur ce monde où nous avons le privilège de vivre, montre qu'ils nous permettent de couvrir les distances et les civilisations, d'embrasser le temps, et de donner un sens à la vie. Vaste programme, classiquement réparti en cinq parties, une par sens, plus une consacrée à leur interaction.

Les chapitres concernant l'odorat et le toucher sont particulièrement bien venus. L'odorat a fortement partie liée avec le souvenir, c'est connu de toujours : « Les odeurs explosent doucement dans la mémoire, telles des mines dormantes sous l'ivraie que multiplient les années et l'aventure de la vie. » Les odeurs nous sont constamment présentes, ne serait-ce que parce que nous respirons environ vingt-trois mille quarante fois par jour, renuant à peu près 12 mètres cubes d'air, et « lorsque nous respirons, nous faisons passer le monde par notre corps, où il infuse doucement, puis nous lui rendons sa liberté, légèrement modifié du fait qu'il nous a connus ». Mais l'homme n'a jamais été un sujet passif devant les odeurs, qui se serait borné à enregistrer telle senteur particulière et à l'associer à tel souvenir, ou sensation de plaisir ou de répugnance (plus ou moins édulcorée, au demeurant). Au contraire, il a toujours su se servir des odeurs naturelles et de leurs vertus (utilisant le bois de cèdre pour les poutres, les portes ou le mobilier d'une maison, le cèdre repoussant les insectes), fait usage des parfums pour sa toilette ou son élégance. Les pages sur les orges de parfums dans l'Antiquité donnent le mal de mer. Celles sur les laboratoires de l'International Flavors and Fragrances Inc. à New-York, véritable Mecque des grands « nez » de la parfumerie mondiale, relèvent de la science-fiction.

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Pourquoi le ciel est bleu



Diane Ackerman : brocanteur anthropologue

Diane Ackerman rend hommage aux travaux d'Alain Corbin (1), signale un amusant passage du *Manuel de Merck* consacré aux effets dévastateurs des flatulences et n'oublie pas au passage d'évoquer l'aspect sociologique, voire politique, des odeurs. On ne dispose pas de beaucoup de recherches sur les odeurs nationales et raciales, et une culture ne sent pas meilleur ou moins bon qu'une autre, elle sent différemment. Mais, note Ackerman, le terme « infect » apparaît souvent dans le flot des insultes racistes. Et encore, on a traduit par « infect » le mot anglais *stinking*, qui signifie très exactement « qui pue ». Pour le raciste, l'autre pue, c'est une évidence, un sujet de grosse blague : les étrangers, bonjour l'odeur !

QUANT à la peau, à laquelle le chapitre sur le toucher voue un hymne lyrique, les connotations racistes et ségrégatives en sont si manifestes et nombreuses que Diane Ackerman ne s'y attarde pas, préférant s'attacher à ce qu'elle définit comme notre plus grand organe. Elle pèse de 3 à 5 kilos, représente en poids 16 % de notre corps et couvre plus de 1,60 mètre carré. « Notre peau est ce qui nous sépare du monde », dit Ackerman, qui démontre ensuite qu'elle est aussi tout ce qui nous unit à lui, et qui ne démentirait pas le mot de Valéry déclarant que la peau est ce que nous avons de plus profond.

Cette peau, si spécifique à chacun, comme les empreintes digitales – d'où cet intérêt pour le prépuce de Notre Seigneur – on sait la cultiver à présent, en faire des colonies à croissance rapide pour soigner les grands brûlés. On continue aussi, depuis le néolithique, à la tatouer à plus ou moins grande échelle, les champions dans ce domaine étant les Japonais. Surtout ceux des bas-fonds, car si le tatouage raccourcit la vie (la peau respire moins), le tatoué se met aussi en marge de la société (les tatoueurs aident la police à identifier les corps). Ceux dont tout le corps est tatoué laissent parfois leur peau à l'université. Celle de Tokyo possède ainsi trois cents dépouilles humaines. « toutes ces vies déployées, définies par des aiguilles et de l'encre, tous ces êtres qui ont voulu devenir leur propre texte ». L'histoire du toucher se termine par un vibrant éloge du baiser à la française expliqué par Desmond Morris.

On passera sur les autres sens, malgré l'intérêt des faits rapportés. On y trouve de tout, depuis l'invention de la pomme de terre chips par George Crum en 1853 à Saratoga-Spring, jusqu'à la vérité sur la truffe, en passant par la description des banquets romains, l'abominable recette de l'oie vivante (et autres repas macabres), les mille façons d'accommoder le chocolat, l'origine du mot « vanille » (du latin *vagina* à cause de l'aspect fendu et délicieux de la gousses), et celle du mot « pupille » (*pupilla*, petite poupée, car c'est ainsi que nous voyons notre reflet minuscule dans l'œil de l'autre), la préparation du poisson japonais fougou qui contient un venin foudroyant, la différence entre l'anglais *to fuck* et le français *fornicquer*, et bien d'autres choses sérieuses comme les raisons que nous avons de voir le ciel bleu. Quand il est bleu.

DIANE ACKERMAN n'est pas Lévi-Strauss. Elle n'a pas le tête structuraliste ni l'esprit de système. Comme certains des artistes, musiciens ou écrivains, dont elle cite les petites ou grandes manies, elle aime écrire dans son bain. Elle glane avec appétit et désinvolture tout ce qui lui passe sous les yeux, met en fiches ses matériaux dans des dossiers de papier ou d'ordinateur, pile-mêle, comme un brocanteur anthropologue, et déballe ses trésors sans se soucier de les ordonner rigoureusement, plutôt selon son humeur. Faute de fournir une grille de lecture ambitieuse, cette méthode vagabonde dégage un plaisir communicatif et jamais trop pesamment studieux. Le procédé, du reste, n'avait pas mal réussi à Montaigne.

(1) Alain Corbin, *Le Miasme et la Jonquille : l'odorat et l'imaginaire social, XVII^e-XIX^e siècles*, Aubier-Montaigne, Paris, 1982.

La mine d'Armand Gatti

Depuis trente ans, ce fils d'immigrés italiens retourne au charbon.
A sa manière. Démonstration avec les quatre mille pages de ses Œuvres théâtrales

ŒUVRES THÉÂTRALES

d'Armand Gatti.
Préface de Michel Sironi, Verdier,
trois volumes sous coffret,
4 100 pages, 850 F.
jusqu'au 31 novembre,
950 F ensuite.

Un palais de papier. Son espace est de trois larges volumes, comportant quarante-quatre pièces habitables dont une vingtaine, bien que déjà répertoriées, n'ont pas encore été livrées à la vente. Et 4 106 pages – qu'on peut, puisqu'on y est, assimiler à autant de transformations possibles des quarante-quatre pièces, par simple coulissement d'écrans à la japonaise ou par matérialisation-décalcation des meubles (strictement spirituels, bien entendu).

Telle est l'édition Verdier des Œuvres théâtrales d'Armand Gatti – déjà qualifiée d'événement, non parce que c'est la première d'un auteur toujours vivant mais parce

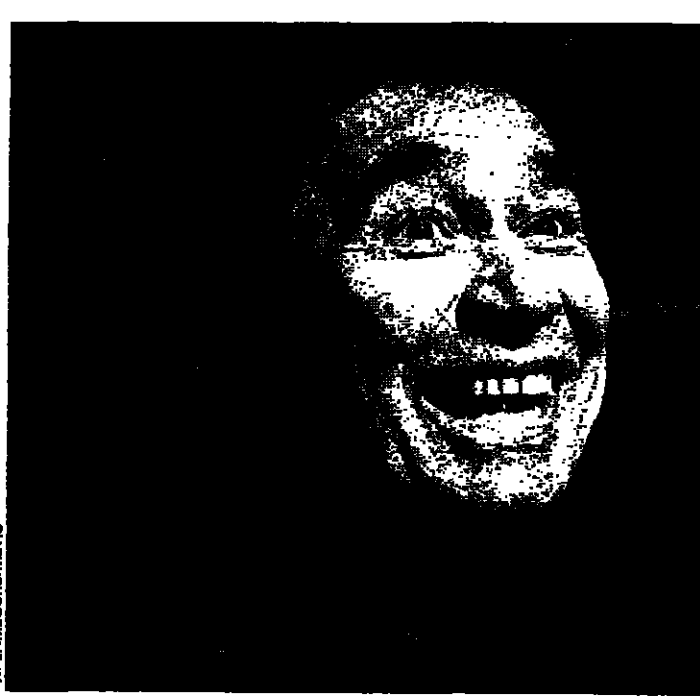
qu'elle signale, sans retour pensable à la fine bouche, la place de cet auteur sur le théâtre du globe. Place si forte, si bien défendue que même ceux qui l'assigent sont forcés, pour se faire entendre, de surdimensionner leurs couplets, leurs anathèmes. Mais ceux-là aussi, les détestants, sont servis : l'édition princeps leur offre sur ses vastes plages tous les plaisirs d'un Club Med de l'assassinat. Le bonheur (en somme) s'ils le veulent.

Du bon usage du briquet Zippo

Lire les Œuvres théâtrales de Gatti, c'est se poser quarante-quatre fois, et toujours d'une autre manière, la question du dépassement de l'homme (accessoirement : du canard ou du chien) ; c'est se demander comment guérir de la mort, comment remporter les batailles perdues ou comment, après le bois obscur d'Auschwitz, s'aventurer dans la poésie malgré les panneaux d'interdiction. On a sous les yeux le calendrier raisonné des saisons gattiennes – avec une saison supplémentaire qu'on n'attend pas et qui se loge dans les béances des autres : l'humour. Chaque pièce, fût-elle la plus sombre, secrète son propre humour, qui semble creuser dans la tragédie un canal de dérivation par où s'écoule un trop-plein de larmes.

« J'ai un peu le sentiment, dit Gatti, d'envoyer les mots dans un camp de concentration... A cause de la forme même du livre, de ses pages numérotées l'une après l'autre, ses allées blanches qui sont seules permises ; il y a le mot de la page 25, ligne 14, qui restera définitivement et pour toujours mot de cette page et qui n'en bougera plus, attendant que le livre devienne soit un lieu de souvenirs, soit tout simplement un cimetière (1). »

En 1966, Gatti montait *Chant public devant deux chaises électriques* sur le vaste plateau du théâtre



« Se reposer, on aura toute l'éternité pour ça ! »

de Chaillot. Il y reçut la visite de Jean Vilar, lui parla de ses difficultés :

« Je comprends, dit Vilar. J'en ai eu quand j'étais ici... Avec ce plateau ! »

« Oui, dit Gatti. Il est trop petit. »

Vilar le regarda, « d'un drôle d'air », puis s'éloigna sans un mot, pensif. Avait-il compris que, pour ce familier des combats du jour et de la nuit, tout ce qui n'est pas illimité est bagatelle ?

Au fond, ce qui sépare Gatti de ses contemporains d'écriture, c'est quelque chose comme le bon usage du briquet Zippo. Il s'agit de ce petit botefeu qui permet d'allumer une cigarette (ou une bide, sans tabac) sur le pont, toujours

éventé, d'un porte-avions. On a le Zippo, mais comment se procurer le porte-avions ? La tâche est rebelle pour des hommes simples et rustiques ; ils renoncèrent plutôt à fumer. Pas Gatti – lequel prend sa respiration et suscite sans tarder l'absent de toute terre : le porte-avions est convoqué, il se fait prier, certes, mais à la fin il consent, il arrive... C'est là l'écriture Zippo – celle qui se justifie, face au vent ou aux étoiles, par l'amplitude du geste. Les trois volumes des Œuvres théâtrales nous enseignent que nous avons tous cette magie. Pas un des cinq milliards d'humains qui ne fasse le voyage de la vie avec sa transcendance portative dont il peut régler, à tout moment, en tout lieu, la

sonnerie d'éveil. Donc, il n'y a pas de grands hommes – donc l'auteur lui-même n'en est pas un. Ne veut pas, plutôt.

Fils d'immigrés italiens, affranchi par l'école et la culture, Gatti est finalement retourné au charbon d'où il vient – mais en s'offrant sa propre mine. Depuis longtemps, l'idée l'obsédait jusqu'au désespoir que la scène traditionnelle, où il avait brillé quelques années, restait fonctionnellement inapte à toucher le public populaire (comme l'avaient fait les Grecs) : il fallait trouver un autre système, inventer un nouveau sacre du théâtre. Trente ans ont suffi : c'est fait. Plus de plateau formel (tout en tient lieu : usine, géologie, hangar, rase campagne). Plus d'acteurs de métier (tous le sont : étudiants, immigrés, prisonniers, vous ou moi). Plus de spectateurs habillés pour et payants (entre qui veut). Si Gatti n'a pas réussi – de justesse – à suicider l'auteur, il en a au moins distribué les morceaux comestibles parmi ses acteurs de fortune ; il les a sommés de raconter par écrit (dans le cyclone orthographique et sémantique que l'on devine) d'où ils viennent, ce qu'ils sont, ce qu'ils veulent. Et les stagiaires de la vie rendent leur copie – médusés d'abord, puis accablés, puis convaincus. « Un théâtre, ici (dans le camp de concentration), quoi encore ? – Il en faut un, la parole fait lever les têtes » (*Chroniques d'une planète provisoire*).

Quelques arpentés de plus

La pièce finie, si elle est bien de Gatti, ses compagnons d'expérience pourraient la cosigner : ils se reconnaissent passionnément dans ce qu'il leur a fait dire. Quant au travail que cela suppose... J'ai dit mine ? Je dis bague. De ce bague où il s'enferme pour des mois, on s'étonne que l'écrivain mette en scène – maître

d'école – insuffleur d'énergie – releveur de courage ne sorte pas, à chaque fois, anéanti. Mais non, n'est qu'épuisé. Et, à qui lui suggère d'un peu lever le pied, il balance cette réplique à la Villiers de l'Isle-Adam : « Se reposer, on aura toute l'éternité pour ça ! »

Rien de ces fatigues, ni d'un trop long passé de lutes, n'est confié explicitement à l'œuvre. Raconter une histoire personnelle autrement que par la fiction serait profanation pure.

Quarante-quatre pièces... D'avoir été si copieusement labouré, le champ Gatti ne s'est pas rétréci ; il réclamerait bien quelques arpentés de plus. L'auteur s'est généreusement penché sur les animaux, assez peu sur les plantes, presque pas sur le minéral. N'aurons-nous pas un jour chez Verdier, tome IV, le dialogue d'un béton de mauvaise foi et d'un caillou spontané ? Lirons-nous, chez Verdier tome V, jamais l'incomparable tragédie d'un phonon égaré dans une structure fractale ? Ici, le temps fait quelque chose à l'affaire : le temps manque toujours – et à l'horizon, dans tous les cas, la frontière est marquée par ce « peu profond ruisseau calomnié, la mort » (encore faut-il se mettre à l'eau...).

Les scientifiques prétendent que la vie terrestre, privée de soleil, s'arrêterait sans faute dans quatre milliards d'années – le sait-il, l'auteur ?

Ca relève une tête ébouriffée de la table d'écriture montée sur tréteaux (c'est tout ce qu'on a gardé de l'ancien théâtre). Ça désigne, sous le coude, dix, vingt pages déjà bombardées de signes noirs et, sur la gauche, le détachement précurseur des rames vierges. Et ça profère, anticonstitutionnellement, un mot, un seul – court : « Pres-sions ! »

Pierre Joffroy

(1) Dans *L'Aventure de la parole errante*, collection d'Armand Gatti et Marc Kravetz (Verdier-Patrice Thierry, 192 p., 110 F.).

LE PLAISIR D'ÉCRIRE LE DROIT D'ÊTRE LU

Si pour vous écrire est une passion, écrivez-nous. Nous éditerons et diffuserons vos ESSAIS, MÉMOIRES, RÉCITS, ROMANS, POÈMES en LIBRAIRIES, LANCEMENT PUBLICITAIRE par PRESSE, RADIO, TÉLÉVISION, LIBRAIRIES. Envoyez dès maintenant vos manuscrits à :

LA PENSÉE UNIVERSELLE

115 boulevard RICHARD LENOIR
75548 PARIS CEDEX 11
Tél. 01 43 57 74 74

Croquer votre page sur la page 1100. 57 sur la page 1100.

مكتبة النشأ

INTRODUC
AU CORA

HISTOIRE LITTÉRAIRE

La vérité du Grand Meaulnes

Alain-Fournier est victime d'une mièvre légende. L'homme, pourtant était exigeant :
« Je veux que l'on croie en moi, je veux réduire le monde à mon désir »

Il y a quelques semaines, l'école d'Épeneuil-le-Fleuril, où M. et Mme Fournier faisaient la classe et où l'auteur du *Grand Meaulnes* a passé son enfance, de 1891 à 1898, de cinq à douze ans, « cette longue maison rouge avec cinq portes vitrées, sous des vignes vierges », a fermé.

Au même moment — et sans doute certaines choses ne peuvent-elles être écrites qu'au moment de leur disparition — un livre de Jacques Lacarrière est paru, qui raconte, en lui redonnant son vrai nom d'Épeneuil, l'école de Sainte-Agathe, le plus ordinaire des villages, dit-il. Avec sa subtilité de marcheur habillé à l'apocryphe les détails qui sont la réalité et sa mémoire, Lacarrière ressuscite les odeurs de haies et de terre bécote, la couleur des toits et celle du tableau de classe, les orbes et le grenier, les champs tout près, et le regard de François Seurel, le narrateur du *Grand Meaulnes*, qui va du tableau noir à la fenêtre.

Sans effort, presque naturellement, il en vient à parler du credo de l'écrivain : le rêve est la face cachée du réel, et le merveilleux l'enfant secret du quotidien. Il suscite une silhouette sérieuse comme un enfant rêveur, et fait passer une dame blanche, mince et blonde, auréolée d'une ombrelle, blanche aussi. C'est la « rappelleuse d'heures, de pays et de paysage », Yvonne de Quivrecourt, la douce et hautaine femme qu'il a perdue. C'est Isabelle, la sœur amoureuse. Et c'est Yvonne de Galais, qui fuit dans la forêt de Sologne, de l'autre côté aurait dit Marcel Proust, du côté de Guermantes, dans ce cas précis de La Chapelle-d'Angillon et du vieux Nançay, du côté du château du Domaine mystérieux.

« Nous avons fait une folie »

Ces « cadastres du rêve » de Jacques Lacarrière, tout baignés de tendresse et d'intelligence, et si bachelardiens, nous parlent de littérature vivante. Alors on a envie de se retourner et, la promenade finie, de repenser à cet écrivain, Alain-Fournier, emprisonné dans sa légende mièvre de jeune premier amoureux d'une étoile et fauché par la Grande Guerre, trop éthérée, barbouillée de pureté, entraîné par sa sœur et son beau-frère, Isabelle et Jacques Rivière, sur la pente d'une sainteté admirable mais réservée aux adolescents bien élevés, aux cours de quatrième, dans des circonstances où l'on n'a d'autre choix que de s'ennuyer à attendre cette Yvonne décidément trop blonde.

Lacarrière ouvre les portes d'une autre Sologne, et fait entrevoir un autre Alain-Fournier éclairé par



BERENICE CLEVE

cette lettre de mars 1909 : « Le héros de mon livre est un homme dont l'enfance fut trop belle. Il sait que ce paradis ne peut plus être et il a renoncé au bonheur. Il est dans le monde comme quelqu'un qui va s'en aller. C'est le secret de sa cruauté, et il s'enfuit non par héroïsme, mais par terreur, parce qu'il sait que la véritable joie n'est pas de ce monde. »

Cette description fait deviner une autre gentise à l'histoire d'amour qu'il conte. On comprend que quelque chose a été caché, dans la transmutation trop évidente, trop explicite, d'Yvonne de Quivrecourt en Yvonne de Galais. Il y eut donc, sur le chemin, une enfance perdue à jamais, un paradis perdu à jamais, et le secret d'une cruauté.

La biographie qu'a écrite Isabelle Rivière, la sœur et l'amie, à qui est dédié le *Grand Meaulnes*, et les *Images d'Alain-Fournier*, ces textes en contrepoint, permettent d'avancer sur ce chemin d'une énigme, mais il faut supporter le ton de

celle qui impose sa vision, toute alourdie de sa passion.

Alain-Fournier, avec son air réservé, sa moustache sage, son élégance de dandy du début du siècle, de journaliste vite à la mode, dans les années 1910 où le siècle bascule, sous le signe de Rimbaud, de Proust, de la NRF naissante, se révèle, paradoxalement, sous la plume d'une sœur qui voudrait a posteriori le protéger des mauvaises influences, et des mauvaises femmes, un homme compliqué, qui ne fut pas simplement l'amiant impossible de cette femme, Yvonne de Quivrecourt, éternisée sur le parvis de Saint-Germain-des-Près, devant cette église dont il parle si bien, parce qu'elle lui a dit cette phrase magique qui se trouve aussi bien dans la *Correspondance* que dans le roman : « Nous sommes deux enfants ; nous avons fait une folie. » C'était en juin 1905.

En octobre, Alain-Fournier évoque une affaire de paquet de lettres rendu, et souligne que cette histoire a eu le dénouement qu'il souhaitait : « J'en suis bien débarrassé. »

Dans les années qui suivent, sa correspondance avec Jacques Rivière est remplie d'histoires de femmes. Il écrit une lettre terrible, et bachelardienne, en août 1909, quand il apprend que sa sœur et son meilleur ami se sont mariés pendant qu'il faisait son service militaire à Misanze dans le Gers. Il évoque, pour les amoureux qui lui ont écrit, des mots d'une incroyable indolence masquée sous les mots de l'affection, ses liaisons avec toutes sortes de femmes tragiques. Il n'est plus question de cet amour jumeau et rêvé qu'il aimait décrire en 1907, une femme qui serait sa femme, pure et au tact surhumain, « à qui je demanderais d'indolentes initiatives ». Il a renoncé, et, puis, que le paradis est perdu, c'est la guerre. Yvonne s'est mariée, Isabelle aussi. Lui, il hait le mariage : « Ton Barès est une brute. D'abord il est marié. »

Alain-Fournier écrit un livre à la place. Mais il faut encore beaucoup d'années. Et ce que montre Isabelle Rivière, bien involontairement, c'est cette violence blessée de son frère bien-aimé, qui marche à l'aventure, avec son obsession de pureté, et de cruauté. « J'ai rompu avec Jeanne Bruneau. Elle était très belle, extraordinairement intelligente, presque toutes les meilleures qualités, sauf la pureté, et c'est pour quoi je l'ai tant fait souffrir. »

En 1910, Alain-Fournier est sur les traces du Grand Meaulnes. Le mariage de sa sœur en a probablement été le détonateur. Bientôt, il va tomber amoureux de l'actrice Simone, qui n'a rien d'un modèle de pureté, qui est autoritaire, dominatrice, et, selon Isabelle Rivière, aussi peu aimante que détestable.

Entre ces deux moments, le livre aura été écrit, condensant en un même interdit, et une mort, Yvonne de Quivrecourt, fugitive, murmurant « nous sommes deux enfants », et Isabelle, sa petite sœur, amoureuse du temps où ils étaient deux enfants, l'autre amour impossible. C'est peut-être pourquoi il y a une telle intensité dans le *Grand Meaulnes*, pourquoi, sous l'ombre blanche d'Yvonne de Galais, se devinent tant d'interdits, qui ne sont pas seulement ceux du sexe, pour tout enfant qui s'approche de l'adolescence, mais celui de l'inceste, la faute majeure, qui justifie qu'on soit obsédé de pureté, et cruel. Cette culpabilité qui nourrit la littérature, secrètement.

« Je ne veux pas m'exprimer avec des idées »

En 1909, le paysage intérieur d'Alain-Fournier est ravagé. Yvonne de Quivrecourt a eu la malencontreuse idée d'avoir des enfants. Isabelle et Jacques l'étouffent de leur amour à deux têtes. Il se console en pensant au mal qu'il a fait à une jeune fille « qui eut l'adorable idée de venir au premier rendez-vous avec un manteau de pauvresse ». Il sait maintenant qui il est. « Les femmes que j'ai connues ont aimé ou détesté cette passion du mal que je fais à moi et à ceux que j'aime. »

Il pense à son roman qui doit s'appeler *Le Jour des noces*. Ce qui est difficile, c'est qu'il faut se battre contre le psychologisme encore à la mode, et qu'incarne d'ailleurs Rivière. Fournier crie : « Je ne veux pas m'exprimer avec des idées. » Il s'agit de faire sentir ce qu'on a vu, et pour cela il n'y a pas de recettes : « Je continue à imaginer mon livre comme la plus merveilleuse petite histoire qui ait jamais excité les enfants sages et secrets, mais on y sentira par moments un effroi comme de la mort, un calme et un silence épouvantables, comme l'homme abandonné soudain de son corps au bord du monde mystérieux. »

Il est poussé par cette force : « Je veux que l'on croie en moi, je veux réduire le monde à mon désir. »

C'est aussi que l'image s'efface : « Je voudrais parler de mon amour. A cette heure, j'ai à peu près perdu son visage. Il ne me reste que son expression et sa beauté. » Il sait que l'écriture naît de l'oubli, et non de la mémoire. Et c'est d'abord en cela qu'il est moderne. Son réalisme est celui de la récréation. Chacun se recrée la réalité qu'il a méritée. Pour lutter contre la littérature d'idées, Alain-Fournier trouve deux alliés paradoxaux. D'abord le journalisme littéraire, qu'il pratique toutes ces années-là, à *Paris-Journal*, à *l'Intransigeant*, ou à la NRF.

Antigone deux fois perdue

L'autre allié, c'est Charles Péguy. Alain-Fournier le rencontre en 1910. Il lui écrit : « Vous donnez à voir. Je vous dois de belles heures d'énergie et de travail. » Péguy lui donne de la force, quand il se sent perdu dans trop de subtilité, à la dérive. Il trouve auprès de lui un contrepoint à cette subtilité personnelle, immense et conflictuelle avec Rivière. Il manque de se ficher et se méprend quand Péguy lui écrit : « J'ouvre le *Grand Meaulnes*, et déjà j'ai peur de ce qu'il va y avoir. »

L'autre influence, qui étonne, et aboutit pourtant à donner au *Grand Meaulnes* sa modernité masquée derrière les paravents début de siècle, c'est Jules Laforgue. Laforgue, ce sont des bribes, « l'expression parfaite et poignante de quelque chose », d'une vision, dit Fournier, qui lui allait droit au cœur. Il découvre l'évocation brusque, ce qu'il nomme « le mot ou le ton évocatoire de quelqu'un qui y fut ». « Une histoire vécue est seule à pouvoir rendre sensible l'autre sonorité, plus profonde — cachée, — qui fait sursauter parce qu'à l'entendre on entre en contact avec autre chose. »

Ainsi, Claude Husson montre comment Alain-Fournier depuis 1905, a marché en tâtonnant vers l'énonciation possible de cet « autre chose », pour trouver l'élan, car il n'y a de création que portée par un élan plus ancien qu'elle.

Dès 1906, Fournier disait : « Quand j'aurai assez d'images — ces images et ces histoires qui remplacent ce qu'on a perdu à jamais — peut-être arriverai-je à exprimer. Je voudrais exprimer le mystère de ces impressions particulières que le monde me laisse. Mais cette tâche est immense comme ma vie. Je veux faire vivre ce monde à moi, le monde mystérieux de mon désir, ce paysage. » A cette époque déjà il citait Shelley, disant : certains d'entre nous ont rencontré Antigone dans une autre existence, et aucun amour humain ne saurait les satisfaire. C'est dans cette existence même qu'Alain-Fournier avait trouvé son Antigone, deux fois perdue.

Pour le comprendre mieux, il faut encore faire appel à Jacques

Lacarrière : « J'ai cru deviner la fabrication du mystère dans le *Grand Meaulnes* en regardant un jour, au mont Athos, un moine mosaïste fabriquer avec des cubes de terre émaillée le visage de la Vierge. Le mosaïste, cube après cube, dessine et concrétise la figure invisible et latente. Et, pour peu qu'on prenne du recul, que l'on se place à la bonne distance, on voit surgir, comme une révélation, le visage d'une Vierge byzantine, là même où une seconde avant on ne voyait rien de perceptible. »

Et c'est ainsi que s'éternise, protégée par la nécessité de se mettre à la bonne distance, une histoire particulière et unique, dans laquelle viennent résonner toutes les histoires.

Geneviève Brisac

La plus brillante et la plus originale des biographies consacrées à Proust. Un événement

Ghislain de Diesbach



PROUST

Perrin

«Une biographie, désormais indispensable... Beaucoup de verve et de clarté, une intelligence gaie et lucide...»

MICHEL BRAUDEAU "LE MONDE"

«Toutes les facettes de Proust sont éclairées. Cette biographie se lit comme un roman.»

ANNETTE COLIN-SIMARD "LE JOURNAL DU DIMANCHE"

«Son livre se dévore comme si on ne savait rien de Proust et qu'on découvrit un personnage mystérieux, imprévisible et inquiétant.»

MARCEL SCHNEIDER "LE FIGARO LITTÉRAIRE"

«Un portrait subtil, digne du meilleur Maurois.»

MICHEL CREPU "LA CROIX"

«Une manière de chef-d'œuvre.»

HENRI BONNIER "LE MÉRIDIONAL"

«On n'a jamais approché l'homme Proust d'aussi près et avec cette verve.»

ÉRIC DESCHODT "VALEURS ACTUELLES"

Perrin

Bibliographie

• Alain-Fournier, de Jacques Lacarrière. Collection « Maison d'écrivain ». Éditions Christian Pion. 93 p., 69 F.

• Alain-Fournier, d'Isabelle Rivière, Fayard, 532 p., 180 F. (Paru initialement en 1983.)

• Images d'Alain-Fournier, d'Isabelle Rivière, Fayard, 341 p., 130 F. (Paru en 1988.)

• Correspondance Jacques Rivière-Alain-Fournier 1904-1914. Nouvelle édition de 1991. Gallimard, 690 p. et 713 p., 340 F chaque volume. Présentée par Alain-Rivière et Pierre de Gaulmyn.

• Alain-Fournier et la nais-

sance du récit, de Claudie Husson. PUF 378 p., 180 F.

• Péguy-Fournier, correspondance, présentée par Yves Rey-Hermès. Fayard, 283 p., 120 F.

• Colombe Blanchet, d'Alain-Fournier. Éditions du Cherche-Midi. 238 p., 88 F. Ce texte inédit est achevé, et d'un intérêt essentiellement documentaire.

• Alain-Fournier. Chroniques et Critiques. Présentées par André Guyon. Éditions du Cherche-Midi.

• Le Grand Meaulnes, d'Alain-Fournier, préface de Daniel Leuwers. Livre de poche, 307 p., 23 F.

Une réédition attendue:

Régis BLACHÈRE

INTRODUCTION AU CORAN

outil indispensable à une meilleure intelligence du Coran

XXXVI-312 pp., 2 pl. HT., 142 FF.

Chez votre Libraire ou, à défaut, chez MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 43 54 32 70

Ecrivains et photographes

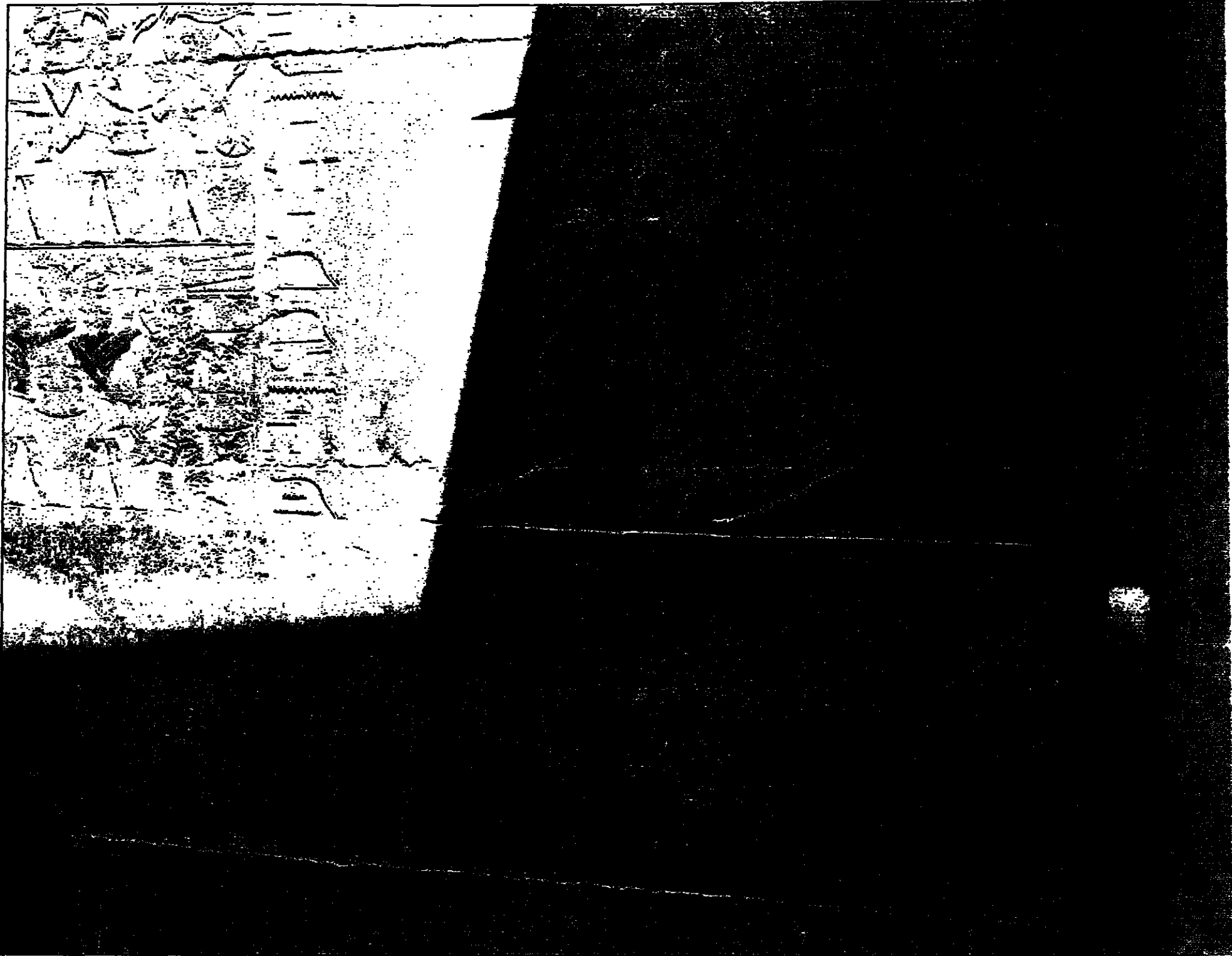
Le Monde des livres, qui, chaque semaine, démontre et réaffirme sa volonté de défendre le texte, la littérature, les écrivains, n'a toutefois jamais dédaigné la photographie. Ses pages ont été les premières, au Monde, à publier régulièrement des documents photographiques, dès octobre 1984, avant même la création d'un service iconographique dans le journal.

Nous sommes cependant conscients d'utiliser trop souvent la photographie comme une simple illustration, une « respiration » dans une page, et de ne pas lui permettre d'exprimer son sens propre. Le travail du photographe est parfois banalisé, conçu comme une sorte d'« appendice » du texte, sur le mode de l'ornement, de la dépendance, voire de la redondance.

C'est pourquoi le Monde des livres et le service iconographique du Monde ont voulu, cet été, travailler ensemble sur cette série « écrivains et photographes », qui débute aujourd'hui par le voyage en Égypte de Fouad El Koury, trente-neuf ans, d'origine libanaise, photographe à l'agence Rapho. Il a obtenu en 1989 une bourse (Villa Médicis hors les murs) pour partir sur les traces de Flaubert et de Maxime du Camp. Les photos que nous proposons aujourd'hui sont extraites de la série qu'il a rapportée de ce séjour égyptien, et il a lui-même choisi les lettres de Flaubert qui leur répondent.

A partir de la semaine prochaine et pendant sept semaines, nous publierons une photo et un texte exprimant la rencontre d'un écrivain et d'un photographe : tantôt la recherche de l'image a été suscitée par le texte, comme dans le cas de Fouad El Koury; tantôt la découverte de l'image a suggéré à l'écrivain un texte.

Jo. S.



Alexandrie,
le 17 novembre 1849

NOUS voilà arrivés d'avant-hier, bonne mère, et arrivés tous en bon état. Il était temps pour Maxime et pour Sassetti qui crevaient de mal de mer. Quant à un homme comme moi j'ai été plus qu'un jeune homme ne doit être, sec et gaillard à bord. Me voilà, je crois, amariné et capable de faire le tour du monde sans cuvette. — Sais-tu, pauvre vieille, que nous sommes déjà à 800 lieues l'un de l'autre et que la partie la plus triste, et la plus pénible du voyage est passée. — Maxime et moi nous n'avons maintenant, d'ici à cinq grands mois, qu'à voyager sur le Nil dans une bonne barque couverte. Rassure-toi donc pauvre chérie. Si tu savais comme le soleil est beau! quels palmiers! quels chameaux! etc. J'ai fait ce matin 2 heures à âne pour aller voir les bains de Cléopâtre. J'ai cassé-pété. Nous avons ramassé des cailloux pour ce pauvre Bouilhet qui doit bien aussi s'embêter là-bas à Rouen à donner des répétitions. — C'est de toi et de lui que nous parlons le plus souvent. Souvent je te rêve à mes côtés. Je me figure ta mine que j'aime tant regardant tout cela avec moi. — Ou bien je te vois seule à Nogeni, devant ton feu, bien triste, le menton dans ta main et contemplant les charbons.

Jusqu'à présent je ne t'ai envoyé que des bouts de lettre écrits sur le pouce. Mais j'ai envie de me piéter un peu à t'écrire jusqu'à 5 heures du soir (il en est maintenant 2), heure à laquelle nous irons prendre un bain turc. Maxime photographie avec Sassetti, je suis seul dans ma chambre qui donne sur la grande place d'Alexandrie. Les volets sont fermés. Personne ne passe, si ce n'est de temps à autre quelques soldats turcs habillés comme des marmittons et qui ont l'air de feignants renforcés, je commence (...).

Le Caire,
14 décembre 1849

NOUS avons, cette semaine, fait une petite excursion de six jours à Giseh, aux pyramides, à Abousir, à Saccara, et à Memphis. A Saccara, j'ai ramassé dans leur pot des momies d'ibis que nous remporterons. Quant à des momies humaines, c'est fort difficile à exporter, toutes les antiquités étant arrêtées à la douane. Du reste, si ce n'est pas plus malaisé pour sortir que pour entrer, l'affaire sera bâclée aisément. Nous sommes entrés à Alexandrie sans qu'on ait ouvert nos bagages (1 200 livres). Nous avons donné 50 sols, et tout a été dit.

Voilà donc six jours que nous avons passé à peu près entièrement dans le désert, couchant sous la tente, vivant avec les Bédouins (lesquels sont très gais et les meilleurs gens du monde), mangeant des tourterelles, buvant du lait de buffle, et attendant la nuit glapir ces vieux chacals, que nous voyons le soir et le matin galoper entre les monticules de sables voisins. J'adore le désert; l'air y est sec et vif comme celui des bords de la mer; rapprochement d'autant plus juste que, en passant la langue sur sa moustache, on se sent le palais; on y respire à pleins

poumons. Nos chevaux étaient ferrés avec un fer plein (comme un soulier) pour mieux courir sur le sable; nous les laissons à fond de train, nous dévorons l'espace, nous faisons une masse de charges. Pour te rassurer dès à présent quant au désert (relativement à notre voyage du Sinaï que nous ferons vers le mois d'avril probablement), apprends, pauvre vieille, qu'il n'y a, dans le désert, ni ophtalmie, ni dysenterie, ni fièvre. Il n'y a rien et puis c'est tout. Le seul danger sérieux est d'y crever de faim ou de soif, quand on n'a pas de provisions. Nous avons un drogman parfait, homme d'une cinquantaine d'années, Italien aux trois quarts arabe, grand drôle flegmatique, connaissant les coins et recoins de toute l'Égypte, excellent dans tous les marchés que nous faisons et qui, au milieu d'une vingtaine d'Arabes, est curieux à voir. Pour une piastre (5 sols), il se chahute avec eux pendant une heure. Alors, son grand œil noir s'allume, il gesticule, pâlît, crie et finit par les faire taire. Il est bon cuisinier, nous prie de lui laisser nous faire des plats sucrés, sait empailler les oiseaux, estampeur les bas-reliefs, fait tous les métiers possibles et ne rit jamais que lorsqu'il a pris un raccourci pour nous mener d'un endroit à l'autre. Alors, il met les poings sur les hanches, baisse le nez et se tortille en grimaçant sur sa bourrique. Dans l'intérieur du Caire, nous ne sortons pas des ânes; ou plutôt nous ne sortons pas sans âne. Les rues sont si étroites qu'il n'y a pas moyen

d'avoir d'autre monture; et là ville est si grande qu'on ne saurait faire une course à pied. Depuis les grands seigneurs jusqu'aux nettoyeurs de pipes, tout le monde trotte sur son baudet. On crie, on se range, on se frotte les uns aux autres, on passe et l'on disparaît, le tout sans encombre ni accident. Les trois quarts des rues ne sont guère plus grandes que la rue du Petit-Fuits. Par le haut, les maisons font toucher leurs balcons de bois ciselés, on entend des voix chanter de derrière les murs ou bien résonner de temps à autre le singulier cri de joie des femmes arabes, qui ressemble à un trille de clarinette. En fait de baladins, farceurs, et danseuses, c'est, à ce qu'il paraît, dans la Haute-Égypte que nous pourrions nous donner une bosse de cette bonne couleur tant rêvée.

Nous sommes arrivés au bas de la colline où se trouvent les pyramides, il y a aujourd'hui huit jours (vendredi), à 4 heures du soir. C'est là que commence le désert. Ça été plus fort que moi, j'ai lancé mon cheval à fond de train, Maxime m'a imité, et je suis arrivé au pied du Sphinx. En voyant cela (qui est indescriptible, il faudrait dix pages, et quelles pages!), la tête m'a un moment tourné, et mon compagnon était blanc comme le papier sur lequel j'écris. Au coucher du soleil, le Sphinx et les trois pyramides toutes roses semblaient noyées dans la lumière: le vieux monstre nous regardait d'un air terrifiant et immobile. Jamais je n'oublierai cette singulière impression. Nous

y avons couché trois nuits, au pied de ces vieilles bougresses de pyramides, et, franchement, c'est chouette. Plus on les voit, plus elles paraissent grandes. Les pierres, qui à vingt pas semblent grosses comme des pavés de rues, ont la taille d'un homme environ et, quand on monte sur elles, cela grandit au fur et à mesure, comme lorsqu'on gravit une montagne. Dès le lendemain matin, avant le jour, nous avons commencé l'ascension. Les Arabes qui vous mènent sont si adroits, deux par-devant qui vous tirent et deux par-derrière qui vous poussent, que l'on est entraîné presque malgré soi. Moi qui n'ai pas le vent long, je n'en pouvais plus d'essoufflement quand je suis arrivé en haut.



Les pyramides
de Gizeh

Le voyage en Egypt

Au mitan du XIX^e siècle, Flaubert livrait une nombreuse correspondance sur son périple. Fouad el Koury, photographe, est parti sur ses traces pour une rencontre à travers

هكذا من الناحية

Une trentaine des photos de Fouad El Koury sont présentées dans l'exposition « Sur les traces de Flaubert en Egypte », dans le hall du Monde (15, rue Falguière à Paris, XV) jusqu'au 30 septembre. Ce « Voyage en Egypte » sera proposé, dans son intégralité, dans un livre à paraître aux éditions Marval.



En Orient temps



Des camps, en France

Avec Anne Grynberg et Maurice Rajsfus, une histoire occultée sort de l'ombre

LES CAMPS DE LA HONTE.
Les internés juifs des camps
français (1939-1944)d'Anne Grynberg,
La Découverte, 398 p. 160 F.**DRANCY**
un camp de concentration
très ordinaire 1941-1944
de Maurice Rajsfus
Maspero, 414 p., 139 F.

Historiographie parcellaire et souvent lacunaire, il est des moments et des faits sur lesquels il ne fait pas bon revenir. Les camps français ne sont pas des hauts lieux où se fonde et s'honore la mémoire nationale, mais des lieux de honte qui auraient tendance à basculer dans l'oubli. Ils furent nombreux, pourtant, et sur tout le territoire. Pendant la Seconde Guerre mon-

diale, en zone occupée comme en zone sud sous le gouvernement de Vichy, des juifs de tous âges y furent entassés, dans des conditions de misère matérielle et morale révoltantes, avant d'être massivement déportés. Ils y avaient été précédés, dès février 1939, par les « étrangers indésirables » - républicains espagnols et membres des Brigades internationales -, puis, dès l'automne de la même année, par les « suspects du point de vue national » - Autrichiens ou Allemands notamment, installés en France de longue date ou réfugiés antifascistes - que le gouvernement Daladier de la IV^e République finissante avait internés. La France des droits de l'homme et des libertés, vers laquelle avaient convergé les espoirs de tant d'immigrés, n'était plus alors une terre d'asile.

Deux ouvrages retracent aujourd'hui l'histoire de ces camps, plus particulièrement dans la période où les juifs y furent internés. Celui d'Anne Grynberg est consacré à ceux du sud de la France - Le Vernet, Gurs, Rivesaltes, Les Milles et d'autres -, qui dépendaient du gouvernement de Vichy. Celui de Maurice Rajsfus, à Drancy, en banlieue parisienne, sous autorité allemande, mais sous administration française. Lieu tristement célèbre, dernière et sordide halte avant la déportation, où furent jetés la plupart des juifs nés dans la capitale et où furent également envoyés, en août 1942, 11 000 juifs internés ou arrêtés en zone sud. Au total, près de 70 000 personnes, hommes, femmes et enfants, y furent parquées, 67 000 en partirent dans les convois « pour l'Est », moins de 2 000 sont revenues.

L'un et l'autre s'attachent à restituer ce que fut la vie quotidienne des internés, l'isolement, la détresse, le dénuement, auxquels les plus fragiles succombèrent. Maurice Rajsfus souligne la lourde responsabilité de ces fonctionnaires français, gendarmes et policiers notamment, qui, afin de satisfaire la demande de l'occupant, mirent en œuvre rafles et arrestations et assurèrent la surveillance et la gestion du camp, jusqu'en juillet 1943. Anne Grynberg analyse, du haut en bas de la hiérarchie, du ministère de l'Intérieur au gardien, le système d'encadrement des camps vichyssois. Amère réalité, des deux côtés.

Arrestations de juifs dans le XI^e arrondissement

Cependant, la démarche et la perspective des deux livres sont différents. « L'histoire ne peut s'écrire avec la distanciation nécessaire lorsque l'on est partie prenante des événements relatés », reconnaît Maurice Rajsfus. Ses parents furent arrêtés lors de la grande rafle du 16 juillet 1942, à laquelle leur fils échappa par hasard. Envoyés à Drancy, ils en partirent pour Auschwitz dix jours plus tard, sans retour. Les ans n'effacent pas le souvenir lancinant du survivant, qui plonge dans les archives, traque les témoignages et fouille ce passé, avec obstination.

Exhumant de très nombreux documents accablants, Maurice Rajsfus dénonce la collaboration active, sinon zélée, des gardiens français. Mais aussi la complicité de l'administration juive de Drancy chargée de préparer les listes des déportés, qui s'efforçait, dans ce jeu pervers et tragique, de protéger les nationaux au détriment des autres, inscrits en priorité pour les convois dans lesquels tous, finalement, furent jetés. Il revient ainsi sur cette question grave et douloureuse des clivages entre juifs fran-

çais et immigrés qu'il avait été le premier à soulever, dans un ouvrage aussi dérangeant que provocant (1). Il y a chez lui un acharnement d'homme blessé qui, pour vaincre la bonne conscience, l'indifférence ou l'oubli, accumule les preuves, d'une cote d'archive à l'autre, d'un témoignage à l'autre, inlassablement.

Crédulité,
compromission

Travail impressionnant. Mais faut-il vraiment, pour être convaincant, forcer le trait et écrire l'histoire comme un réquisitoire ? Drancy, sinistre plaque tournante de la déportation des juifs de France, n'était pas cependant, « un camp de concentration très ordinaire », du moins au sens qu'a pris ce terme pour désigner les camps d'Allemagne et de Pologne. Reconnaître cela n'est point en minimiser le scandale mais éviter seulement d'inutiles confusions. Et si l'on doit explorer cette « zone grise » séparant les victimes des bourreaux, dont parlait Primo Levi, il importe, ainsi que l'écrivait

encore ce dernier, de « poser clairement comme principe que la faute la plus grande pèse sur le système, sur la structure même de l'Etat totalitaire (2) ». Il importe aussi d'expliquer - ce qui n'est pas justifier - que le nazisme a réuni en une communauté de destin une population profondément hétérogène, parmi laquelle certains se sentaient, en effet, beaucoup moins juifs que français et le revendiquaient comme une distinction salvatrice, vivement encouragés en cela d'ailleurs par les autorités françaises.

Expliquer, analyser, plutôt que juger a posteriori, tel est l'objectif explicite d'Anne Grynberg, dans ce qui fut d'abord une thèse universitaire. Distance bien plus grande donc, et moindre implication. Mais, outre le mérite, là aussi, de sortir de l'ombre une histoire occultée, son livre soulève également deux questions essentielles.

La première concerne l'action des organisations caritatives, juives ou non. Elles « ont été les seules à ne pas abandonner les internés » et leur action fut loin d'être négligeable. Cependant, elles agirent toujours dans un strict cadre légaliste

(même s'il a pu y avoir des exceptions dont les archives ne sauraient garder trace), et sans remettre en cause leurs rapports avec le régime de Pétain. N'auraient-elles pas dû dénoncer les camps plutôt que de tenter d'y améliorer le sort des internés, même si elles ignoraient alors qu'ils étaient condamnés ? A partir de quel moment la crédulité devient-elle compromission ? Refusant tout anachronisme, Anne Grynberg restitue les pièces du dossier dans leur contexte historique et nous conduit à réfléchir aux limites idéologiques et politiques du travail social, dans une société qui bafoue les libertés élémentaires.

La seconde concerne la responsabilité des dirigeants français des années 30 qui favorisèrent le développement de la xénophobie et de l'antisémitisme. Anne Grynberg résume la thèse établissant une filiation directe entre la III^e République de Daladier, qui créa les premiers camps d'internement, et le régime de Vichy, qui instaura un antisémitisme d'Etat. Elle n'en affirme pas moins que la première, par son attitude policière à l'égard de l'immigration, a « préparé le conditionnement de l'opinion publique française. Habitée à confondre les étrangers et les réfugiés, les réfugiés et les juifs, immigrés, et les juifs entre eux, celle-ci a été amenée à les considérer tous, globalement, comme des intrus intrinsèquement différents et comme des « fauteurs de guerre ».

Maurice Rajsfus, sauvé par hasard, cite et écrit « pour que de telles horreurs ne se reproduisent plus ». Anne Grynberg, membre de la génération suivante, animée par la volonté de savoir, incite à méditer sur l'insidieuse accoutumance à l'exclusion et au rejet.

Nicole Lapiere

(1) Des juifs dans la collaboration. L'U.G.I.F. 1941-1944. Préface de Pierre Vidal-Naquet, EDA, 1980.

(2) Les Naufragés et les Rescapés. Quarante ans après Auschwitz. Traduit de l'italien par André Manégé. Gallimard, 1989.

Panorama romain

Religion, mentalités, institutions, structures du pouvoir, mœurs :
une brassée de livres pour tout connaître de la Rome antiqueROME ET L'INTÉGRATION
DE L'EMPIREde François Jacques
et John Scheid.
Tome 1 : Les Structures
de l'Empire romain,
PUF, coll. « Nouvelle Clio »,
412 p., 198 F.ROME, GRANDEUR
ET DÉCLIN
DE LA RÉPUBLIQUEde Marcel Le Glay,
Perrin, 402 p., 170 F.MENTALITÉS
ET INSTITUTIONS
POLITIQUES
ROMAINESd'Eugen Cizek,
Fayard, 400 p., 160 F.

SÉNÈQUE

de Pierre Grimal,
Fayard, 504 p., 150 F.

LA SOCIÉTÉ ROMAINE

de Paul Veyne,
Des Travaux/Seuil, 346 p., 160 F.LES CITÉS
DE L'OCCIDENT ROMAINdocuments traduits et commentés
par François Jacques.
Les Belles Lettres, 262 p., 128 F.

Rome et l'intégration de l'Empire, de l'assassinat de César en 44 av. J.-C. jusqu'au plus sombre de la crise du III^e siècle (vers 260), voilà l'objet d'un volume de la collection « Nouvelle Clio », en principe destinée aux étudiants. La présentation de règle dans la collection veut que la bibliographie soit placée en tête de l'ouvrage (ornée de surcroît, ici,

du vocabulaire de « méthodologie ») et que les notes en bas de page, dans le corps de celui-ci, soient remplacées par un système peu commode de références chiffrées, entre crochets dans le texte.

Ces artifices ne devraient pas détourner l'honnête homme de se plonger dans un livre de lecture plus aisée qu'il n'y paraît. Trois chapitres remarquables, dus à François Jacques, étudient successivement l'emprise de Rome sur son Empire, les statuts des personnes et des communautés, la société. Jacques réagit contre les interprétations poussées au noir qui ont été données, en particulier chez les Anglo-Saxons, par Ramsay Mc Mullen, sans pour autant dissimuler les « tares évidentes » du système.

John Scheid, spécialiste connu de la religion romaine, étudie aussi les structures du pouvoir impérial, en insistant sur la continuité des traditions républicaines, pour aboutir toutefois à une définition du régime qui laisse place à bien des interprétations : « Le prince gouverne un Etat qui (...) est une République traditionnelle débarrassée de ses déchirements internes, jouissant pour la première fois, et au sortir de sa crise la plus grave, de tous les avantages de la paix et de la stabilité » (p. 109). Que la République était belle sous l'Empire ! On pourrait lui opposer la vision de Marcel Le Glay sur *Grandeur et déclin de la République*, prévilant les ruptures : Auguste « avait sauvé Rome (...) Mais Rome y avait perdu sa liberté ». L'Empire, « décadence heureusement maîtrisée » (sic), Pierre Chauvin dans sa préface à *Le Glay*, ou « version plus effaçue du système républicain »

(Scheid) ? Le débat devrait connaître encore de beaux jours...

C'est une analyse beaucoup plus générale que nous propose l'historien romain Eugen Cizek, déjà connu dans notre pays par un *Néron* qui fut remarqué (1). Cizek envisage les *Mentalités et institutions politiques romaines* dans toute leur continuité, esquissant, selon ses propres termes, une « grammaire des mentalités », des origines jusqu'à la chute de l'Empire en Occident (476). Il y cherche le secret de l'ascension prodigieuse de la bourgeoisie des bords du Tibre, et de la fascination exercée par des institutions qui ont servi de référence jusqu'au seuil de l'époque contemporaine.

Un monde
picaresque

Le même éditeur, Fayard, procure une réédition bienvenue du livre de Pierre Grimal, *Sénèque ou la conscience de l'Empire* (2). Dans l'ouvrage de Sénèque, qui semble aujourd'hui regagner des lecteurs, Grimal écoute une « méditation sur le pouvoir et sur la société des hommes » où il discerne « les germes d'un immense renouveau ». Si Néron, l'impérial pupille du philosophe, ne retient pas en définitive ses leçons, celles-ci triomphent en revanche sous les Antonins, une trentaine d'années après le suicide forcé de Sénèque.

L'événement « romain » de ces dernières semaines est peut-être la parution d'un recueil d'articles de Paul Veyne, ami de Michel Foucault et professeur au Collège de France. Echelonnés sur trente ans, ils font suivre l'itinéraire d'un esprit

bouillonnant, intuitif et impatient, qui tient son lecteur en haleine, et pas seulement quand il paraît folâtrer dans l'histoire des mœurs.

Voilà, certes, « la maîtresse de gouverneur de province qui s'entendait avec les aventuriers et complices locaux pour exorquer aux provinciaux *bakchichs* et *squeezes* ». Mais de ce monde picaresque, peint avec érudition et énergie, Paul Veyne a tracé des tableaux auxquels Maurice Sartre, dans son *Orient romain* (3), tout comme François Jacques, dans le livre présenté plus haut, se réfèrent avec la même épithète : « classique ». Classique, en effet, son analyse des ségrégations juridiques dans l'Empire, au fil d'un traçage portrait de l'aristocratie romaine, l'un des héros du *Satiricon* de Pétrone. Classique encore, sa réflexion sur la « fuite de l'or » de Rome vers les pays de la soie et des épices (en réalité, une bonne partie de cet or ne franchissait pas les frontières romaines).

N'en déplaise à un savant qui aime prendre la pose provocatrice d'un sabreur tous azimuts, le voilà dans un cadre, avec perruque poudrée ! Rassurons-nous : Paul Veyne est trop mobile pour s'y laisser enliser. Au détour d'une phrase, le flamboyant avocat de la bisexualité se fait tendre, et même sentimental : « Mes yeux ont vu cette prairie sur laquelle l'ombre d'un mort, a passé et qui a tant compté pour lui » - c'est de Virgile qu'il s'agit cette fois, dans une belle étude sur les affranchis colons, « *varianae* », peu connue de l'éclavage rural, l'outrance (« ce coup d'encensoir à assommer un bœuf », dit-il quelque part) n'est assurément pas le seul

registre de Paul Veyne. « La délicatesse et l'orgueil » y ont leur large part, et la science, et la perspicacité.

Nous sommes ainsi comblés de descriptions de ce pouvoir aussi monumental que les ruines qu'il a laissées. Pour le connaître plus directement, les œuvres littéraires antiques sont, de plus en plus, accessibles en traduction (en particulier grâce aux collections des Belles Lettres, « La Roue à livres » notamment). Les documents non littéraires sont moins bien représentés, exception faite du recueil maniable de François Jacques, *Les Cités de l'Occident romain* (« La Roue à livres » encore) ; et un éditeur américain, Columbia University Press, est le seul, à ma connaissance, à proposer deux volumes sur la *Civilisation romaine* (4), associant les historiens, les textes de lois, les « papyrus » sur papyrus, les inscriptions sur la pierre ou le métal, les ouvrages techniques (*l'Art militaire de Végèce*), les *Actes* des martyrs. Les compilateurs, Naphthali Lewis et Meyer Reinhold, ont adopté une présentation méthodique, judicieuse, qui déroule, en deux volumes et plus de mille trois cents pages, un panorama aussi complet que possible du monde romain. De quoi rassasier le lecteur le plus boutimique...

Pierre Chaviv

(1) Fayard, 1982

(2) Première édition : Les Belles Lettres, 1978

(3) *Le Monde des livres* du 29 mars(4) *Roman Civilization. Selected readings*. Vol. 1 : *The Republic and the Augustan Age*; vol. 2 : *The Empire*. Textes réunis par Naphthali Lewis et Meyer Reinhold, Columbia University Press, New York, 3^e éd., 674 p., chaque volume.magazine
littéraire

Tous les
mois, un dossier
consacré à un auteur
ou à un mouvement
d'idées :
et l'actualité littéraire
en France et à l'étranger

JUILLET-AOÛT 1991 - N° 290

LA SOLITUDE

Ovide. Defoe. Kierkegaard.
Rousseau. Senancour.
Novalis. Kleist. Hölderlin.
Chateaubriand. Lamartine.
Blanchot. Adamov. Beckett.
Ionesco. Handke. Drevet.Entretien :
ARMAND GATTIChez votre marchand
de journaux : 28 F

OFFRE SPECIALE

6 numéros : 108 F.
Cocher sur la liste ci-après
les numéros que vous choisissez :

- ☐ Italie aujourd'hui
- ☐ Voltaire
- ☐ Idéologies :
- ☐ le grand chambardement
- ☐ Littérature chinoise
- ☐ Georges Bataille
- ☐ Littérature et mélancolie
- ☐ Stefan Zweig
- ☐ 50 ans de poésie française
- ☐ Le rôle des intellectuels
- ☐ Federico Garcia Lorca
- ☐ Flaubert et ses héritiers
- ☐ Écrivains arabes aujourd'hui
- ☐ Écrits intimes
- ☐ André Breton
- ☐ Les écrivains de Prague
- ☐ Les suicides de la littérature
- ☐ Gilles Deleuze
- ☐ La Révolution française, histoire et idéologie
- ☐ Jorge Luis Borges
- ☐ Francis Ponge
- ☐ Albert Cohen
- ☐ Umberto Eco
- ☐ URSS la perestroïka dans les lettres
- ☐ L'individualisme
- ☐ Littératures allemandes d'aujourd'hui
- ☐ Colette
- ☐ Les passions fatales
- ☐ Les frères Goncourt
- ☐ Boris Vian

Nom :

Adresse :

Règlement joint par chèque bancaire
ou postalmagazine
littéraire40, rue des Saints-Pères
75007 Paris. Tél. : 45-44-14-51

مكتبة الشامل

HISTOIRE

Le drame du Vercors

LA BATAILLE DU VERCORS
1943-1944
de Pierre Vial
Presses de la Cité,
300 p., 130 F.

L'affaire du Vercors, en 1943-1944, présente tous les attributs du drame classique, de l'enthousiasme du début à la fin sanglante. C'est l'histoire d'une entreprise détournée de son but par les erreurs de quelques-uns de ses responsables, mais surtout par les hésitations de Londres et d'Alger, par l'incompréhension des Alliés, qui n'entendaient pas se laisser imposer des plans conçus par des résistants hors des lointains états-majors.

Lorsque Pierre Dalloz, bientôt assisté de l'écrivain Jean Prévost, « invente » le Vercors, il s'agit de le transformer en une forteresse, relativement facile à verrouiller au cœur de montagnes abruptes. Ce sera, sur les arrières d'une armée allemande qui fera face à une offensive alliée, un refuge d'où des maquisards, renforcés par des troupes aéroportées, s'attaqueront aux arrières et aux lignes de communication ennemies.

Les événements et les hommes en décideront autrement. Le Vercors, faiblement garni d'armes et de combattants, se trouve brusquement, après le débarquement du 6 juin 1944 en Normandie, gonflé par un afflux de volontaires : de toutes parts, des jeunes gens qui fuient les réquisitions allemandes et entendent participer à la victoire commune gagnent quasi ouvertement la montagne. Ils ne possèdent ni entraînement ni armement, qu'ils croient trouver sur place.

Les hautes vallées deviennent une sorte de République « libérée », à laquelle les Grenoblois rendent visite le dimanche. A mesure que le Vercors récupère des armes camouflées en 1940 ou en 1942 et reçoit des parachutages d'armes, il se transforme en une sorte de camp militaire de type classique. Parmi les officiers d'active qui l'encadrent, certains n'ont pas assimilé les règles de la guerre de partisans. Ils cherchent à reconstruire l'armée française de la veille, avec ses structures rigides, ses règlements et ses signes extérieurs de respect. De

la base de départ de raids éclairs ils ont eu tendance à faire une vaste caserne.

Les Alliés rechignent, faute d'un potentiel aérien utilisé ailleurs, à fournir en quantité suffisante des armes — notamment des mortiers — et à plus forte raison des troupes, à l'exception d'un petit commando américain. La bureaucratie algéroise met sous le coude les demandes réitérées du Vercors et de ses représentants en Afrique du Nord.

En 1944, les Allemands, peu à peu conscients du danger, préparent minutieusement une opération de grande envergure.

Le 21 juillet, des planeurs à croix noire se posent à Vassieux. Les parachutistes qui en sortent massacrent sans distinction civils et maquisards. Au nord du Vercors, une attaque allemande coupe de l'état-major une partie des groupes de maquisards qui ne possèdent pas de radio. De nouveaux planeurs atterrissent à Vassieux. Sur les lieux qui devaient offrir une base à des forces venues du ciel, c'est du ciel que s'abat le désastre. Le responsable civil du Vercors, Chavart, lance à Alger un message furieux et désespéré, qualifiant ceux qui, « à Londres et à Alger, n'ont rien compris à la situation », de « criminels et de lâches ».

La défense est disloquée. Les combattants, traqués, se dispersent et tentent de gagner le massif de l'Oisans, Grenoble et Lyon. Beaucoup y reprendront la lutte, mais un grand nombre seront massacrés. Le 1^{er} août, Jean Prévost est tué. Les Alliés débarquent en Provence le 15 août.

Pierre Vial fait, en chroniqueur, le récit de la bataille vue de l'intérieur. Il décrit, groupe par groupe la lutte, puis le calvaire des combattants. Il ne dissimule pas les défaillances, les erreurs déjà durement dénoncées en 1972 par Gilbert Joseph, mais il ne s'étend pas sur la polémique qui, à Alger, puis en France libérée, suivit la fin du Vercors. Il ne fournit guère d'indications sur les effectifs ni sur le chiffre des morts. Son livre est d'abord, sans emphase, une histoire d'hommes.

Jean Planchais

TOUTES les jolies phrases qui vont comparaître tout à l'heure n'illustreront pas au même degré ce que

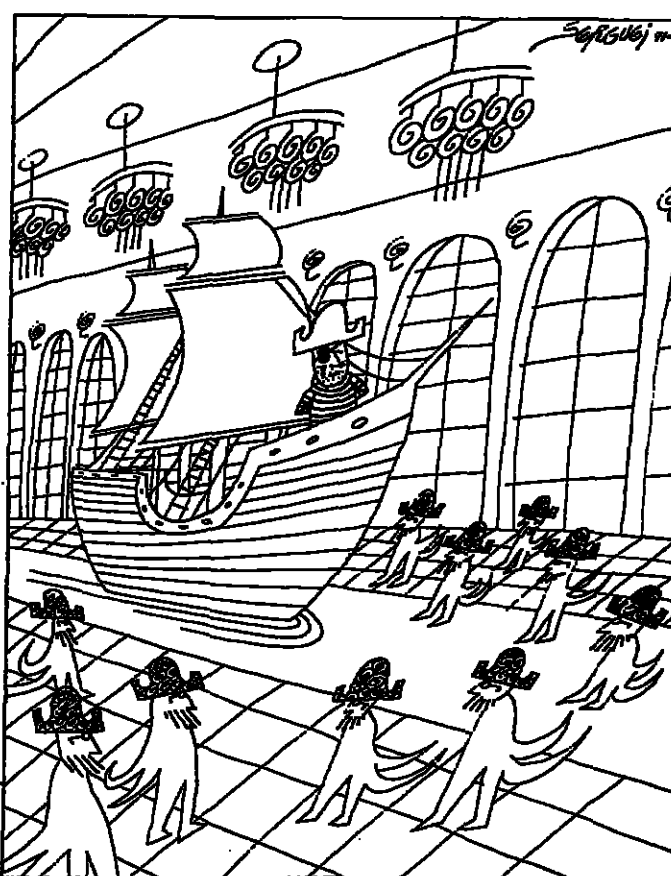
Victor Hugo, surréaliste dans l'hyperbole, nommait « l'intelligible dans le ténébreux » (les *Misérables*). Au moins il conviendra d'ouvrir l'œil et de distinguer, comme Victor Hugo lui-même, l'argot qui pleure et l'argot qui rit. S'il n'est pas utile de mettre la police sur les dents à tout bout de champ, rien n'oblige à siffler « Vive les escarpes et vive les grinchés » (d'Aristide Bruant) à chaque coin de rue ; à chaque mauvais coup. Les échantillons futurs visent donc à rassurer les cramoisis autant qu'à inquiéter les jobards.

Quelques conseils avant de gagner le large. Pour atteindre l'intelligible, nous disposons maintenant de deux excellents guides : le *Dictionnaire du français non conventionnel* (1) et le *Dictionnaire de l'argot* (2). En même temps, la linguistique et l'Université s'ouvrent enfin à la vie active, comme on dit et comme le montrent les deux derniers numéros de *Langages* (3) et de *Langue française* (4), consacrés aux « jargons » et aux « parlers argotiques ». Enfin pour les stages dans le milieu et dans les marges (on évitera, malgré *Langages*, le syntagme « le milieu marginal », qui témoigne encore d'une certaine gaucherie), nous recommandons vivement l'indispensable *Méthode à Mimile*, à nouveau disponible avec les illustrations de Trez (5), utiles aussi pour apprendre à joindre les gestes à la parole.

Tous ces ouvrages arrivent à point nommé. Il suffit de lire ce constat, formulé avec le détachement chaleureux requis dans le discours universitaire : « Si le verlan continue d'être parlé par ce qu'il est convenu d'appeler la pègre, il a fait une percée remarquable jusque dans les grands lycées parisiens, en passant par les cités, les bandes de petits délinquants et les collégiens. » (*Langages*, mars 1991). On se réjouit sans réserve des progrès accomplis dans les lycées et collèges quand sont énumérés un

LA VIE DU LANGAGE

par Denis Slakta



Argot qui pleure argot qui rit

peu plus bas quelques « domaines d'application » : le sexe, la drogue, la bagarre et le vol.

Avant de plonger dans les ténèbres, il faut encore rappeler, par simple honnêteté et au risque de faire reculer les plus résolus, l'avertissement solennel de la fondatrice du Centre d'argotologie en préface au *Diction-*

naire de l'argot : « On entre dans un monde sans jus de fruits. (...) Le biberon, en argot, contient une boisson alcoolisée, et biberonner, c'est s'enivrer. » Et godailler, ou goudailler, signifie d'abord « se disperser en beuveries ». D'après Jacques Cellard et Alain Rey, super aussi pour les étymologies.

Et, sans doute pour consoler les Telveis (verlan de *Vittels*), ils introduisent *Frifri* (sexe féminin) avec une rare délicatesse : « Contemporain. On peut penser à une convergence de trou-frou ; de mimi (châtie) pour la voyelle et le caractère hypocoristique ; et peut-être de l'initiale redoublée de frisé (la toison pubienne). Parait se diffuser rapidement. L'abus raisonnable ne semble pas dangereux. »

On sait que le verlan, ou langue à l'envers, est un procédé assez simple de déformation, pratiqué depuis le seizième siècle selon Jean-Paul Colin qui cite *Bourbon/Bonbour*. Pour égarer, les syllabes s'inversent, bouleversant la linéarité des séquences sonores : taper devient péta ; doper, pédo ; Julot, Loju, etc. Voilà un exemple d'une certaine vraisemblance : Un loju de Lyneuil a pédo son liban ; il s'est fait péta sur les merguez par Seuracha. Et en route vers le Bonga ! Les règles sont énoncées dans *Langages*, avec une provision à conserver. Il est toujours possible de transgresser une règle au nom d'un intérêt supérieur, qu'il s'agisse d'oreille ou d'information : *corrida* donne rikado et non dariko, par peur de haricots ; d'autres préfèrent la variante léancui à culéan, « parce que la syllabe porteuse de sens est mise en relief en fin de mot ».

Supposons qu'un mauvais plaisant entende « verlaniser » le nom du président. Bête et discipliné, il obtiendra un plat *Rantermi*. Mais, pour faire enragier le rival Racchi, qui du coup fleurit bon l'ail, il prononcera comme Bis la dernière syllabe qui portera le sens : *Ranmi-TER*. Et le tour est joué.

Passons plus vite sur le jargonnais, né aux environs de 1850 et que nous avons tous pratiqué pour le plaisir du jeu et de la virtuosité ; sans envie particulière de trahir la voisine. La

déformation s'opère à antéposer « au » ou par « infixation reduplicative ». Dans *Langages*, on rencontre un délicieux exemple de 1856, sous forme d'injure : « L'aviateur mauvilave ! »

Il est clair que cette masse « sonne mieux » que vieux muflle ! Et, de fait, la « musique » impose souvent des choix, que bien d'autre ne justifie. Dans un poème, « Dauphin » (1885), Germain Nouveau chante comment l'inusable Maquereau a chassé Dos vert, Dos fin ou Dauphin : « Oui, ça ne fait bondir personne ; / dauphin c'est mou, c'est ennuyeux, / tandis que : Maquereau / ça sonne ! / décidément, ça sonne mieux ! » On se demande pourquoi tant de grammairiens « français conventionnels » feignent d'ignorer que la musique aussi peut changer les règles.

Le loucherbem des bouchers illustre ce point, d'une manière plus subtile encore. Il faut lire d'une traite le livre, réédité en 1989 (6), de Marcel Schwob et de Georges Guyesque qui ont suivi avec profit les bours de Bréal et de Saussure : « Le procédé consiste à remplacer la première lettre d'un mot par la, à la rejeter à la fin du mot et à la faire suivre d'un suffixe : le plus souvent ce sera -ème ; mais aussi : -ique, -oque, -uche, -atte ou -é. L'oreille, la prudence et l'usage servent à prioriser le choix. Boucher donne loucherbem ; mais le patron se cache en latronpuche ou latronbatte quand « une lambe fait fièche » ; ce qui ne serait pas très courtou dans l'ex-français des lycées et des collèges.

Marcel Schwob formule alors une des règles qui dirigent les déformations argotiques : la mobilité des suffixes. Que l'on jauge à Mécot, à Mésique ; à Mémilmuche ; ou à -go (ou got) dans argot. *Sergot, mendigot, parigot*. Rien n'interdit de mêler verlan, loucherbem et suffixe d'argot, par souci de cohérence ou pour égarer « un max » : *Ceux de Neuilmuche, lousté vers le Bonga ! C'est bonga*. On passe bien de fou à louf, puis à loutfingue ; et à loutfouque, entré dans le français vulgaire.

A la mobilité des suffixes s'ajoute, d'après Marcel Schwob, la dérivation synonymique, support de la prolifération métaphorique. Ainsi, par changement de suffixe, marmite (la prostituée qui fait vivre) donne marmotte ; et, par dérivation synonymique, on obtient tampa. Si bien que l'argot se caractérise aussi « par une pluie de synonymes » qui s'usent, se substituent ou s'accumulent. Un panier de fruits peut alors engendrer un séduisant Arcimboldo des barrières : Avec une banane sur le citron, le mec qui ramenait sa fraise en a pris plein la poire.

POUR autant, il serait injuste de considérer tout énoncé technique comme le support d'une métaphore occulte. Si Dédé raconte qu'il a embrassé Fanny et que Bébert a mis deux points dans la passe, les épouses respectives auront à cœur de consoler Dédé et d'applaudir Bébert. Ces dames aussi liront avec plaisir le petit livre, documenté, de Jean Pellet : *Le Jeu de boules lyonnais et son vocabulaire* (7), où l'on voit enfin que biberon désigne « la boule et le bout collés ».

A quoi peut servir l'argot, si l'envie manque de « faire proxo » ou ministre ? Céline répondait, pour la littérature (8) : « L'argot a son rôle, oui !... certes !... l'histoire de tous les piments... y en a pas ?... votre brouet est con !... y en a trop ?... encore plus con !... Il y faut un tact !... » Et de l'oreille aussi, pour la musique. Quant au reste, c'est vraiment « Pouloupe, drope ! artagada gnouille ! »

(1) Jacques Cellard et Alain Rey, *Dictionnaire du français non conventionnel*, Hachette, 1991, 230 F. (jusqu'au 31 décembre).

(2) Jean-Paul Colin, *Dictionnaire de l'argot*, Larousse 1990.

(3) *Langages* 101, mars 1991, « Les jargonnais », par Marc Pénard, Larousse, 85 F.

(4) *Langue française* 60, mai 1991, « Parlers argotiques », Denise François Geiger, Jean-Pierre Goudailleur, Larousse, 75 F.

(5) Alphonse Boudard, Luc Etienne, *Méthode à Mimile*, Pré-aux-Clercs, 1990, 320 p.

(6) Marcel Schwob, *Eloge de l'argot et le Jargon de la Comille*, Ed. Albin, 160 p.

(7) Jean Pellet, *Le Jeu de boules lyonnais et son vocabulaire*, Editions Bonnot, 1991, 65 F.

(8) Louis-Ferdinand Céline, *Entretiens avec le professeur Y. Gallimard*, Paris.

ESSAI

Les leçons d'Olivier Mongin

Plutôt que de fuir les passions du monde, nous devons apprendre à les maîtriser pour devenir des citoyens

LA PEUR DU VIDE
Essai sur les passions
démocratiques
d'Olivier Mongin
Le Seuil, coll. « La couleur
des idées », 283 p., 95 F.

Un peu partout, le monde est saisi de secousses et de convulsions, mais en France, apparemment, il ne se passe rien : les passions semblent s'éteindre, l'histoire s'essouffler, le vide s'installer sur les décombres des idéologies moribondes. Les images qui peuplent notre univers en témoignent : la publicité, le cinéma, la littérature célèbrent à l'envi l'attrait du désert, métaphore de cette torpeur croissante, ou montrent la vie comme « un long fleuve tranquille ». Nous rêvons de silence, nous nous réfugions en imagination dans des lieux d'insouciance et d'oubli, et nous croyons ainsi échapper aux turbulences des passions : l'impression trompeuse, selon Olivier Mongin, directeur de la revue *Espoir*, et tentative de fuite devant les réalités.

« Entre le long fleuve tranquille et le corps désertique, entre ces deux formes « élémentaires » d'une même volonté utopique se manifeste, écrit l'auteur, « la passion de la souffrance et du mal, mais aussi de la violence et des conflits dans l'histoire. » Cette

tendance au refoulement ou à l'esquive est nocive. « On ne reconstruit pas une vie politique digne de ce nom contre les passions démocratiques, mais en fonction d'elles », affirme Olivier Mongin. Car les passions ne sont pas mortes, elles continuent de se développer sottement. Si nous cherchons à les étouffer ou à les détourner, c'est parce que nous ne savons plus les gérer. Nous sommes incapables de mettre en communication nos passions privées et nos passions publiques, de faire en sorte que nos émotions personnelles nous ouvrent au monde et qu'à l'inverse les affaires du monde nourrissent nos expériences intimes. Au contraire, « le privé et le public s'éloignent l'un de l'autre avec leurs passions respectives ».

Pourtant, comme le montre par exemple *Un monde sans pitié*, le film d'Eric Rochant qui fut un grand succès en 1989, « sans les passions collectives d'hier, on est seul, totalement seul, et la passion amoureuse devient elle-même une utopie impossible ». Dès lors, « elle n'a d'autre issue que de se privatiser à la folie ou bien de se socialiser sagement ».

La « grande
famille horizontale »

Se privatiser à la folie, c'est se replier dans l'extrême de la solitude, celle de la drogue, du corps

blessé, déchiré, happé par un trou noir sans fond comme l'est celui du plongeur du *Grand Bleu*, le film de Luc Besson, qui vit à sa façon les affres d'une autre toxiomanie. Le désert est alors le symbole de cette autodestruction, de cette violence que l'on exerce sur soi-même faute de trouver au dehors le moyen de l'exprimer. « Les passions privées, écrit Olivier Mongin, sont aujourd'hui à la porte du désert, coupées des passions historiques qui leur donnaient hier un langage. » Ce désert qui fascine et emporte le voyageur n'est plus le paradis de l'innocence retrouvée, mais l'enfer où l'on se brûle, où l'on se perd.

L'autre façon d'agir face à la passion est de « se socialiser sagement », c'est-à-dire de dévier vers soi les émotions publiques comme l'on a retourné contre soi les émotions privées. Cette solution n'est pas meilleure que la précédente. Elle passe par la constitution de deux cercles, celui de la famille et celui de la télévision, qui canalisent les désordres de la planète.

La famille aujourd'hui idolâtrée n'est pas celle d'autrefois, centrée autour des parents, mais une « grande famille horizontale » qui accueille des éléments dispersés, comme dans *Milou en mai*, de Louis Malle, où le clan ne se rassemble que dans

la dérision de ses propres valeurs : la tribu devient « une citadelle ouverte » sur l'extérieur. Quant à la « ronde des images », elle nous rend spectateurs de toutes les violences.

Toutefois, ce nouveau rapport au monde n'est pas satisfaisant : la famille, « institution molle » où se croisent passions privées et passions collectives, n'assume convenablement ni les uns ni les autres ; et le « prime médiatique » que nous offre « la mort en direct » que pour nous en débarrasser au plus vite.

Il n'est donc pas d'autre moyen pour favoriser la naissance d'un « nouveau civisme » que de surmonter cette peur des passions qui transforme l'individu en victime. « Pour sortir de la peur, l'art du mouvement doit harmoniser vie privée et sphère publique », indique Olivier Mongin. Cette harmonisation ne va pas de soi. Elle suppose que soient rétablies les médiations indispensables. Tel est l'enjeu de la politique.

L'essai d'Olivier Mongin est une des réflexions les plus fortes sur la société française telle qu'elle se reflète dans des livres et surtout dans des films qui ont fait date. Les analyses qu'il propose nous en disent plus long sur notre conscience collective que ne le ferait une sévère dissertation philosophique.

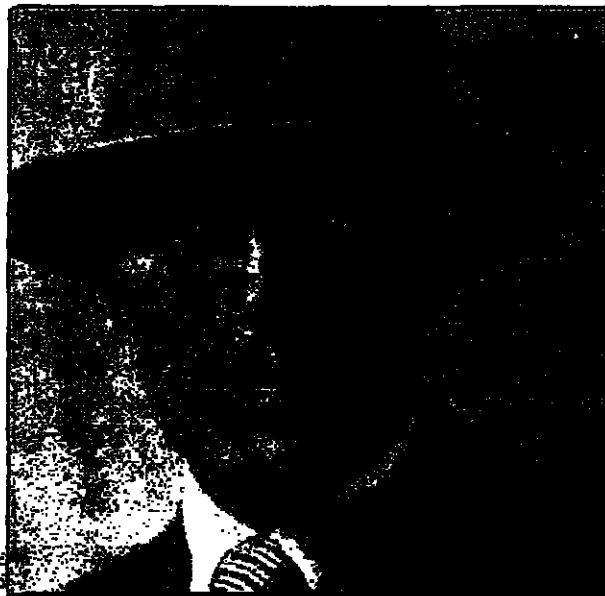
Thomas Ferenzi

JAN MARHOUL
de Vladislav Vancura.
Traduit du tchèque
par Ales Pohorsky
et Jean-François Chanet.
Ombres, 142 p., 84 F.
L'ANNÉE DE CHIEN
de Martin M. Simecka.
Traduit du slovaque
par Peter Brabenec.
Gallimard, 244 p., 140 F.

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Dan le boulanger Milan l'amoureux



Vladislav Vancura

Le hasard nous adresse des signes bizarres : venus de Tchécoslovaquie, deux romans ont paru presque en même temps, que rien ne destinait à cohabiter, écrits à plus de soixante ans d'écart, traduits pour la première fois en français et qui se retrouvent ensemble aux vitrines des (bons) libraires : Jan Marhoul, de Vladislav Vancura, et l'Année de chien. L'Année des grenouilles de Martin M. Simecka. Deux premiers romans. Là s'arrêtent les ressemblances.

L'un en tchèque, l'autre en slovaque. L'un d'une langue d'une complexité rare, inventée, réputée intraduisible; l'autre d'une écriture d'une extrême simplicité dans sa construction et son vocabulaire. L'un écrit en 1924 par un écrivain de trente-trois ans, fusillé à l'âge de cinquante ans en 1942 comme résistant communiste après l'assassinat de Heydrich, chef de la Gestapo, «protecteur» de la Bohême; l'autre en 1983 par un auteur de vingt-six ans, fils de Milan Simecka, unanimement considéré comme un des très grands personnages de l'intelligentsia tchécoslovaque (1).

Contemporain de Kafka, de Hasek, de Capek, inconnu chez nous, Vladislav Vancura est considéré dans son pays comme un des plus grands auteurs de langue tchèque de sa génération, un promoteur de génie. Médecin de formation, il décide très tôt de se consacrer à la littérature et, chef de file du groupe pragois d'avant-garde Devetsil au lendemain de la Grande Guerre, il s'intéresse vivement au cinéma, au mouvement Dada, devient même réalisateur de films. Communiste qui refuse de plier son art à la ligne bolchévique, il va s'attacher, dans ses écrits, à créer un style majestueux qui puise aux sources les plus traditionnelles de la langue tchèque, une langue médiévale reconstruite, exhumant un vocabulaire oublié. Jiri

Menzel a réalisé en 1967, d'après un roman de Vancura, Un été capricieux.

AVEC Jan Marhoul, son premier roman, dès la première phrase («L'espace de la nuit est le silence»), même si le style dépayse, on pénètre dans un monde quotidien et iriel que sous-tend une exigence rare : une quête presque mystique constamment imprégnée par la Bible et menée avec une imagination hantée, habitée, une passion étrange qui rend insolite le comportement d'êtres ordinaires. Ainsi, dans l'histoire de Jan Marhoul, l'auteur s'attache moins à la psychologie du pauvre boulanger qui ne vend plus son pain qu'à l'exigence intérieure d'un être qui va faire l'ascension de toute la souffrance du monde, voir périr l'humanité, le moulin, ses espérances d'instruction classique pour son fils, tandis que la maladie finira par avoir raison de lui. Sur lui, veille sa femme Josefina, son bon génie : «Marhoul eut vingt-neuf ans et sa femme eut le même âge. Mais il vaut mieux ne pas compter les années de Jan : il fut adolescent et puis il le resta, même l'âge venu (...). Il demeura toujours gai, ce gaillard roux aux yeux bleus et à la barbe molle. Il travaillait du matin au soir, tantôt au fournil, tantôt dans la boutique ou à la maison. Joyeux buveur de bière oubliant le malheur d'être un pauvre dans la brasserie ou dans le débit juif de Rudka, ce mécréant qui sert pourtant l'office à la synagogue.

Admirable pureté de cette description d'une âme simple que contrebalancent sans cesse les images bibliques : la voix du boulanger qui chante en faisant son

pain ou ses livraisons dans une carriole tirée par des chiens; ou bien le malheur d'être écrasé par sa bonté comme par la poutre du moulin qui va le laisser estropié, mais vivant, libre de se remettre au travail sans se laisser «deshonorer» par la sécurité d'un salaire. «Être ouvrier. Marhoul ne le sera jamais. Il est inapte à cette condition. Jan fait de tout un jeu, son exaltation permanente est incompatible avec une discipline. Excessif dans sa générosité, il se consacre à neuf sortes d'actions sans les distinguer. Enfant désordonné, mendiant déshérité, il se livre lui-même.» Marhoul aspirant naïvement au bonheur, mais sentant grandir en lui, avec l'âge, le sentiment de

l'injustice d'un monde méchant.

Dans une langue archaïsante, volontiers biblique, ce conte évangélique ne délivre ni message ni morale. La phrase râpe, accroche, rudoie lexicale et syntaxe; mais on peut imaginer la difficulté de traduire une langue que l'auteur semble inventer pour son usage. Cependant, la magie, la tendresse, l'humour du texte sont bien là. Et intriguent. Jamais traduit, si l'on excepte la *Fin des temps anciens* il y a une quarantaine d'années, Vancura a certainement été victime, en plus de ses inventions linguistiques et stylistiques, de son appartenance à une «petite» langue qu'affrontent peu de traducteurs. Ce qu'expliquait l'autre jour à Dublin le Tchéco Antonia Liehm (qui va publier *Marketa Lazarova* dans la collection «Bibliothèque internationale» chez Bourgois) en affirmant aux Écossais que Joyce serait sans doute resté inconnu s'il n'avait pas écrit en anglais... Souhaitons continuer à découvrir ce grand personnage de la culture tchèque du début du vingtième siècle. Pourquoi ne pas demander à un écrivain bilingue, tel Vaclav Jemel, Prix Médicis 1989, de tenter la traduction d'une œuvre de Vladislav Vancura pour le centenaire de sa naissance, le cinquante-neuf de sa mort?

NÉ en 1957 à Bratislava, Martin Simecka, fils d'opposant notoire, Tchéco habitant à Bratislava, a été empêché, dès l'âge de quinze ans, de continuer ses études. En 1989, il a créé à Bratislava une maison d'édition. Il écrit en slovaque et a commencé à publier

dans l'édition clandestine en 1980. Écrit en 1983, *L'Année de chien*. L'Année des grenouilles, son premier roman, a le charme de l'adolescence qui finit : deux années dans la vie de Milan, un jeune garçon qui a deux passions, la course à pied et Tania, la jolie blonde dont l'image ne le quitte pas, avec qui il partage un chat et avec qui il se dit qu'il voudrait plutôt partager un enfant... Mais a-t-on le droit de mettre quelqu'un au monde dans ce monde?

Empêché, comme l'auteur, de poursuivre ses études tandis que son père est en prison, il va faire des petits boulots pour ne pas être accusé de parasitisme. Aidé-soignant à l'hôpital, il assiste en spectateur, souffrant de plus en plus de son impuissance face à la douleur, à une succession d'opérations, trépanations qui mettent à nu la masse sanguinolente d'un précieux cerveau qui, parfois, s'arrête de battre. Peut-il continuer à vivre, à courir, à aimer alors qu'autour de lui tant de gens meurent?... Il donne sa démission pour devenir, cette fois, vendeur dans un magasin de quincaillerie, «ahuri comme un orang-outan» devant tant de choses incompréhensibles dont il ignore la finalité : taille-frites, presse-citron, décapailleurs-reboucheurs, etc.

Deux textes qui se redoublent presque identiques, répétitifs comme des années scolaires; deux parties rythmées par la course, le bonheur de flâner dans les rues de sa ville, de courir longtemps en petites foulées, quitte à écraser sous ses pieds des nuées de grenouilles affolées. On pense un peu au *Milos Forman des Amours d'une blonde* : un petit souffle de liberté et d'impertinence pour être heureux sans avoir à en rendre compte à qui que ce soit. Le jeune Simecka, visiblement, aime séduire (2).

(1) Historien, essayiste, membre de la Charte 77, puis président du groupe des conseillers de Havel après la «révolution de velours», Milan Simecka est mort d'un infarctus en septembre 1990 à Prague, à l'âge de soixante ans. François Maspéro avait publié, en 1981, son essai sur la normalisation : *Le Rétablissement de l'ordre*. Il a laissé des inédits, notamment un livre sur la désagrégation du système communiste tchécoslovaque.

(2) Martin Simecka viendra à Aix-en-Provence pour les Rencontres avec des écrivains tchèques et slovaques, du 17 au 20 octobre, avec notamment la participation de Ludvik Vaculik, Jan Trefilka, Daniela Odorova, Vaclav Jemel, Joseph Hirsal, Josef Skvorecky.

ACTUALITÉS

Penser en juillet à Paris

L'été venant, la vie intellectuelle semble migrer vers les littéraires, les sommets ou les bocages. Tandis qu'on colloque de tout dans nos vertes campagnes, Paris s'endort presque. Pour ceux qui sont encore et ne veulent pas demeurer la tête vide, deux manifestations fort différentes sont à signaler.

Dans le nouveau «Carré des sciences» du ministère de la recherche et de la technologie (1), l'association Descartes organise la première édition, encore expérimentale, d'une «université d'été» où le public peut venir débattre avec des chercheurs de diverses disciplines venus de plusieurs pays. Quatre thèmes ont été retenus pour cette année : «Les technologies de l'intelligence» et «L'Europe et les médias» occuperont la semaine du 8 au 12 juillet. Celle du 15 au 19 accueillera «L'Allemagne en puissance» et «Modes de consommation, mesure et démesure». La participation aux séminaires est payante

(200 francs la semaine, étudiants 100 francs, et possibilité de formation professionnelle pour les cadres d'entreprise). Le programme, trop riche pour être détaillé ici, est disponible sur demande à l'association Descartes (2).

Gratuit, et peut-être plus ardu, mais différemment passionnant, un colloque international du CNRS, organisé sous la responsabilité de Marie-Odile Goulet-Cazé, explorera, du 22 au 25 juillet, «Le cynisme ancien et ses prolongements». Une pléiade de spécialistes français et étrangers y exposeront les plus récentes analyses de ce courant radical et provocateur de la sagesse grecque. Longtemps méconnu ou négligé, il fait aujourd'hui l'objet d'un regain d'intérêt (3).

R.-P. D.

(1) 1, rue Descartes, 75005 Paris.
(2) Même adresse que le ministère.
Tél. : 46-34-31-75 ou 46-34-37-31.
(3) Grand auditorium du CNRS, 15, quai Anatole-France, 75007 Paris.

— LA VIE DU LIVRE —

LIVRES

POLONAIS

et livres français
sur la Pologne et
l'Europe de l'Est
Livres russes
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

LIVRES D'HISTOIRE

ACHAT-VENTE

LIBRAIRIE

PAGES D'HISTOIRE

8, rue Bréa, 75006 PARIS
(1) 43-54-43-61
CATALOGUES
MENSUELS
Service de recherche de livres
d'histoire épuisés

LISEZ AUSSI LES LIVRES DE VOS ENFANTS

Des animaux et des hommes

Tous écologistes

● Collection «L'œil vert» : 36 titres, petit et grand format. *Les Maisons des animaux au bord de la mer*; *Dans les déserts*; *Dans les villes*; *Les Animaux au repos*; *Dans leur habitat*; *Au travail* (Cartonnés 21 x 21 cm. Hatier, 24 p., 38 F. A partir de 5 ans) et *Les Animaux et la famille*; *Les Sens des animaux*; *La Communication animale* (Cartonnés, 19 x 26 cm. Hatier, 24 p., 44 F. A partir de 10 ans).

L'œil du photographe déniche dans la nature les moments les plus secrets du monde visible et invisible. Une approche originale avec de remarquables photos qui parlent à tous pour une collection anglaise joliment imprimée - à Singapour - qui s'adresse, en deux formats différents, aux âges du primaire et du secondaire.

● Collection «Les grands défis» : *Protéger les espèces*; *Sauver la planète*. (Cartonnés 22 x 29 cm. Epigones, 32 p., 69 F.). Il est temps de changer nos habitudes de vie et de connaître les problèmes inquiétants qui nous menacent : air irrespirable, eaux polluées, forêts assassinées, croissance de la population, espèces animales en voie d'extinction. Des explications simples efficacement illustrées. (A partir de 7 ans.)

● Collection «Les bêtes noires. Musée en herbe» : *Araignée, fais-moi peur*; *Attention, ils vont disparaître*; *Nos petits cousins les grands singes*; *Les Grands Méchants Loups*, par Sylvie Girardet, Claire Merleau-Ponty, Anne Tardy. Illustrations de Puig Rosado. (Cartonnés 20 x 26,5 cm. Bayard Éditions, 46 p., 64 F.).

Une approche du monde animal qui, sans abdiquer le sérieux, donne toute sa place à l'humour, grâce aux tendres aquarelles et aux bulles de Puig Rosado et à l'intelligence d'un texte qui mêle la zoolo-

gie, l'art et l'histoire pour faire connaître les périls qui guettent la tortue de mer ou le chinchilla (attention, la femelle est plus grande que le mâle !), nous apprendre que les loups sont des époux et des parents modèles, convaincre qu'il ne faut pas avoir peur des araignées et que l'arachnologie est un métier d'avenir. (A partir de 7 ans.)



● *Quand les animaux font la grève*, de Christian Bouchardy. Illustrations de Pierre Hézar. (Cartonné 24,5 x 30 cm. Milan, 30 p., 68 F.).

Le fils du fermier veut moderniser, boucher les trous, raser les haies, ôter les nids... Les bêtes vont se défendre : le hérisson ne mange plus les limaces, la taupe ne mange plus les vers de terre, la chouette et la fouine ne mangent plus les campagnols et les rats, etc. Un scénario-catastrophe éducatif avec de jolis dessins d'animaux pour cette approche originale des guerres nécessaires. Aurait mérité un tableau «Qui mange qui?». (A partir de 8 ans.)

● *Les Petits Curieux dans la nature*, par Angela Wilkes. Dans la même collection : *Les Expériences des petits savants*. (Cartonné 26 x 34 cm. Larousse, 48 p., 88 F.). Un livre pratique en images pour découvrir la nature en réalisant toutes sortes d'expériences amusantes : collectionner les pierres, récolter des graines, les faire germer et pousser, donner à manger aux oiseaux, créer un jardin dans un bocal ou des tableaux

de fleurs séchées. Explications en grandeur nature pour un résultat assuré. (A partir de 8 ans.)

● Collection «Planète verte» : *Sauver la mer*; *Cultiver son environnement*; *Recycler les déchets*. (Cartonnés 22,5 x 28 cm. Rageot Éditeur, diffusion Hatier, 48 p., 65 F.).

Une collection anglaise qui fait sérieusement le bilan de la situation actuelle et propose des solutions pour préserver la planète, éliminer la pollution sur terre et sur mer. Vivre mieux. Rédigée par des spécialistes de zoologie et de botanique ou des responsables de l'environnement, avec des photos couleur, un glossaire, des informations pratiques (adresses, bibliographie, etc.) adaptées aux lecteurs français. (A partir de 10 ans.)

● *Les hommes et leurs paysages : les jardins*, par Joël Thibault et Jean-Louis Dodeman. Illustrations de Pascale Wirth. (Cartonné 22 x 30 cm. Epigones, coll. «Fenêtre ouverte sur le monde», 30 p., 69 F.).

L'apparition des jardins coïncide avec les débuts de la civilisation. Une histoire succincte, mais évocatrice, de la domestication de la nature de l'Antiquité à nos jours, du jardin des Hespérides aux jardins andalous, du Japon à l'Italie, de l'Égypte à Vaux-le-Vicomte ou à Giverny. (A partir de 10 ans.)

Tous artistes

● Collection «L'art en jeu» : *Matisse. La Tristesse du roi*, par Elizabeth Anzalg-Augé; *Tanguy. Jour de l'enfer*, par Max Henri de Larminat. (Cartonnés 20 x 20 cm. Atelier des enfants et Musée natio-

nal d'Art moderne. Centre Georges-Pompidou, 38 p., 80 F.).

Pour faire aimer l'art du XX^e siècle aux enfants, cette série, qui approche la vingtaine de titres, révèle les détails d'un tableau à travers la suite des images, des surprises graphiques, des formes découpées dans des papiers colorés. Matisse, avec son goût de la couleur et des papiers découpés, se prête admirablement au jeu de ces assemblages de jaunes d'or et de bleus outre-mer. De même pour les ossements, les galets et les ombres de Tanguy qui tissent des liens secrets sur le paysage à peine coloré. (A partir de 8 ans.)

● *Magritte*, par Lillo Cantà. (Cartonné 19,5 x 24 cm. Duculot, coll. «Le musée de papier», 32 p., 86 F.).

Le premier titre d'une nouvelle collection, réalisé par un jeune historien d'art belge qui ravira les enfants en leur révélant l'absurde, la poésie et l'originalité d'un peintre qui se prête bien aux jeux des formes. Le texte ne donne pas de réponse, mais informe efficacement sur des reproductions qui intriguent et font rêver : *Ceci n'est pas une pipe*. (A partir de 8 ans.)

● Collection «Un dimanche avec...» : *Renoir. Léonard de Vinci*, par Rosabianca Skira-Venturi; *Picasso*, par Florian Rodari. (Cartonnés 24 x 27,5 cm. Skira Jeunesse. Diffusion Flammarion, 56 p., 120 F.).

Un peintre célèbre se raconte à la première personne : sa vie, son travail, ses amis, ses maîtres, tout en montrant ses œuvres à un jeune visiteur motivé. La mise en page du texte a tendance à étouffer les illustrations de ces albums qui sont de vrais premiers livres d'art. (A partir de 12 ans.)

N. Z.

A suivre : Les romans

كتاب النحل